

LA GUERRA
CIVILE
EN ESPAÑA

BONI



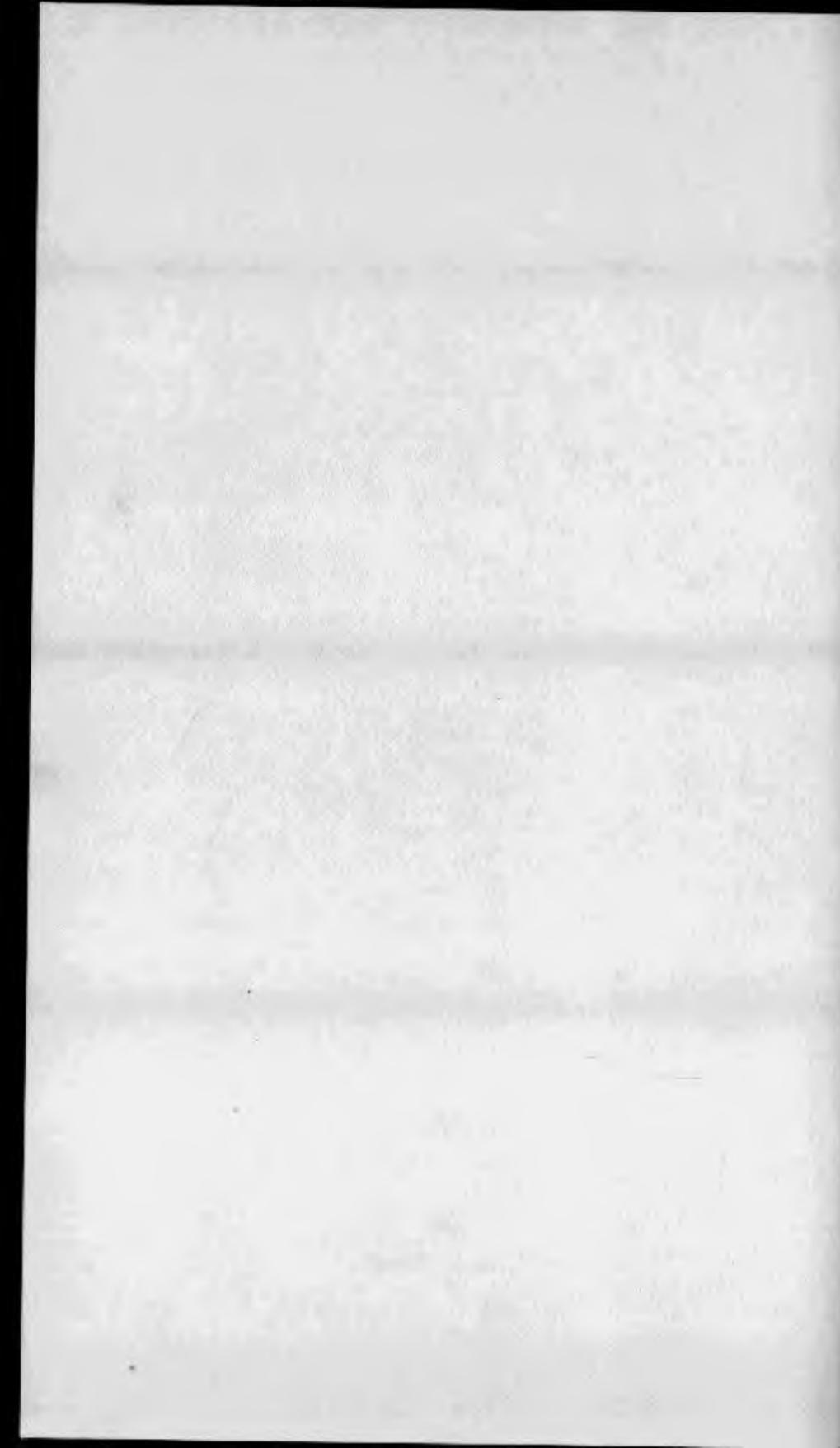
LA GUERRA
CIVILE
EN ESPAÑA

BONI







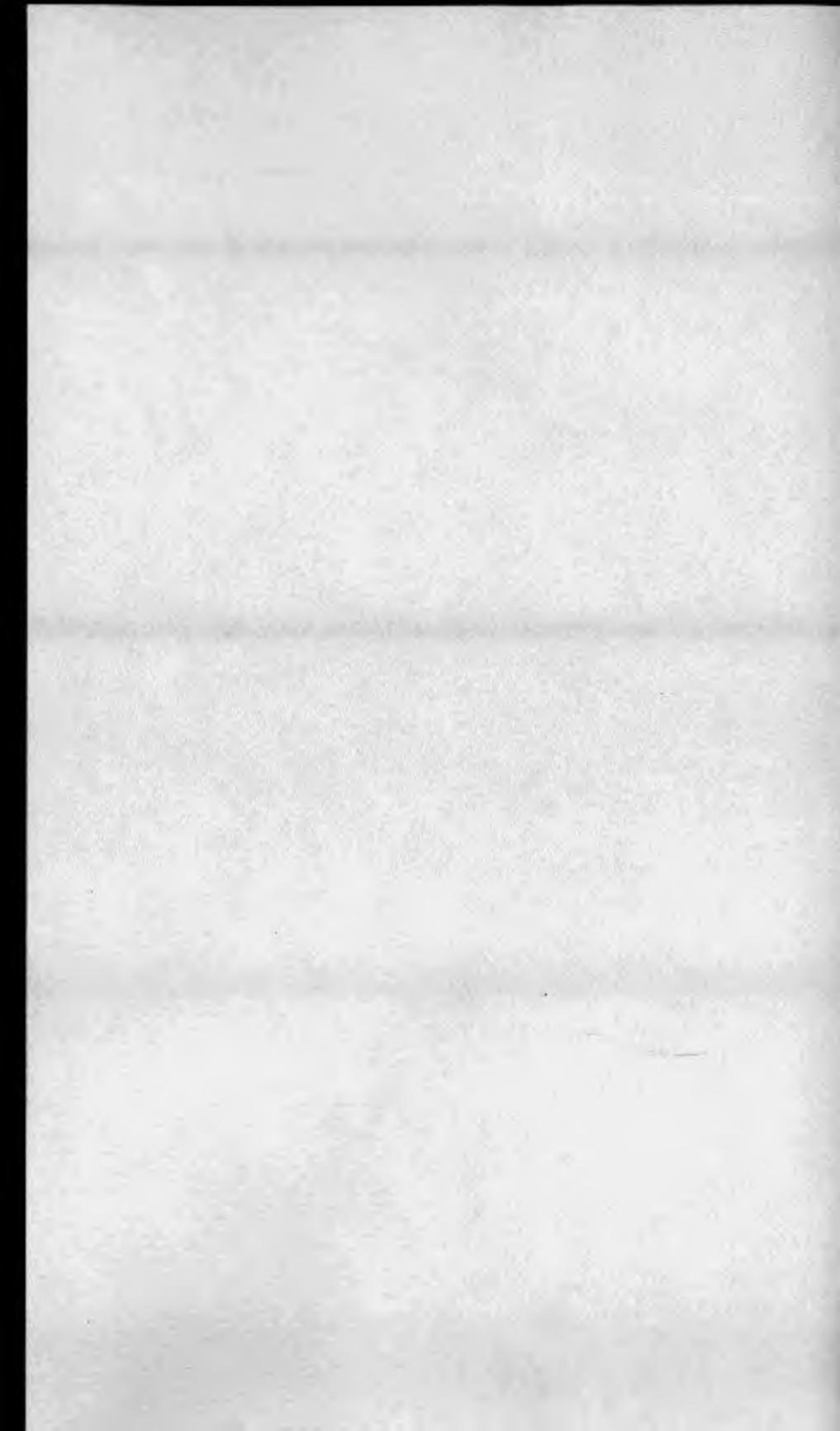


[1875] J. B. 600

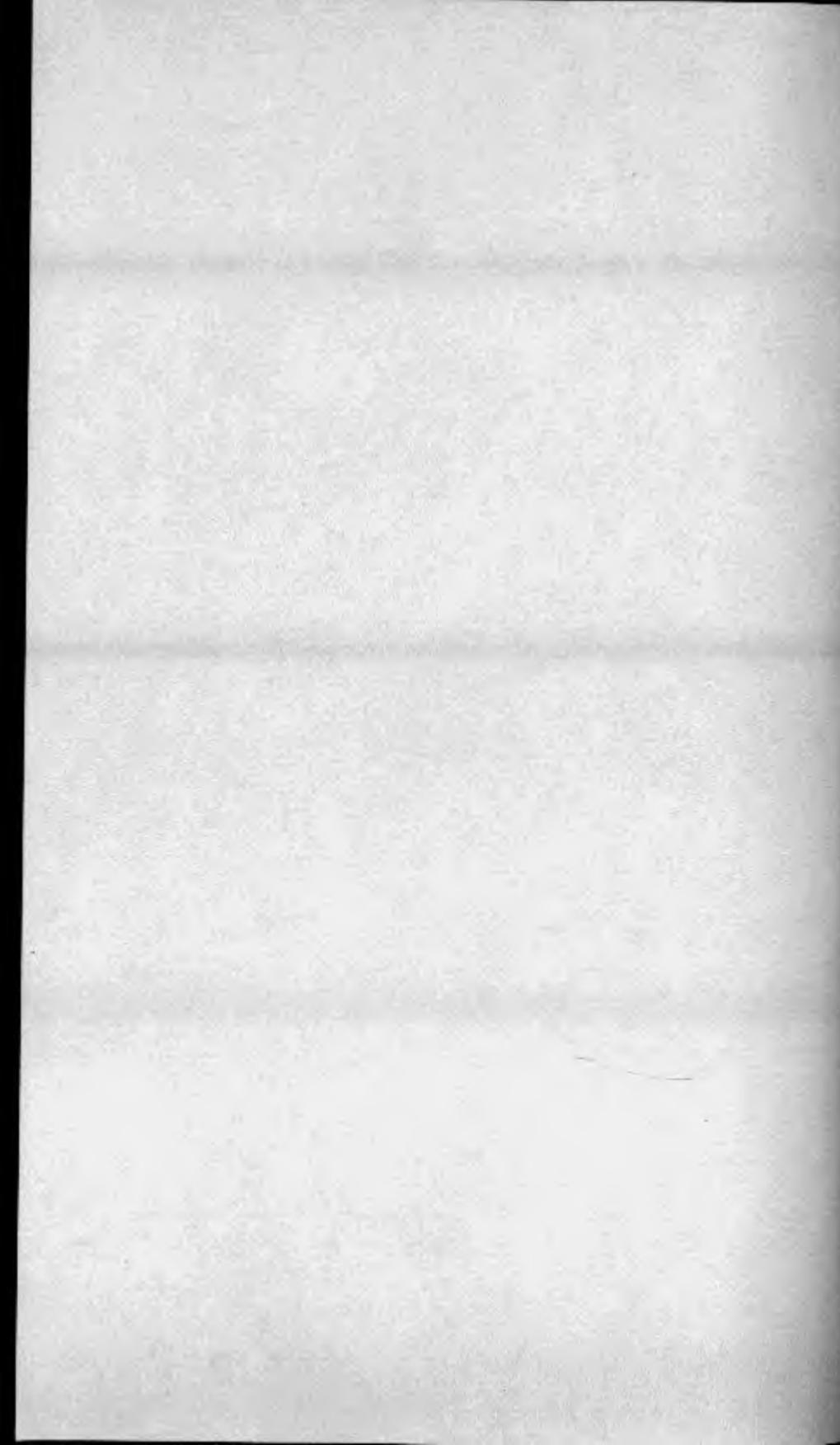
Verdy 181

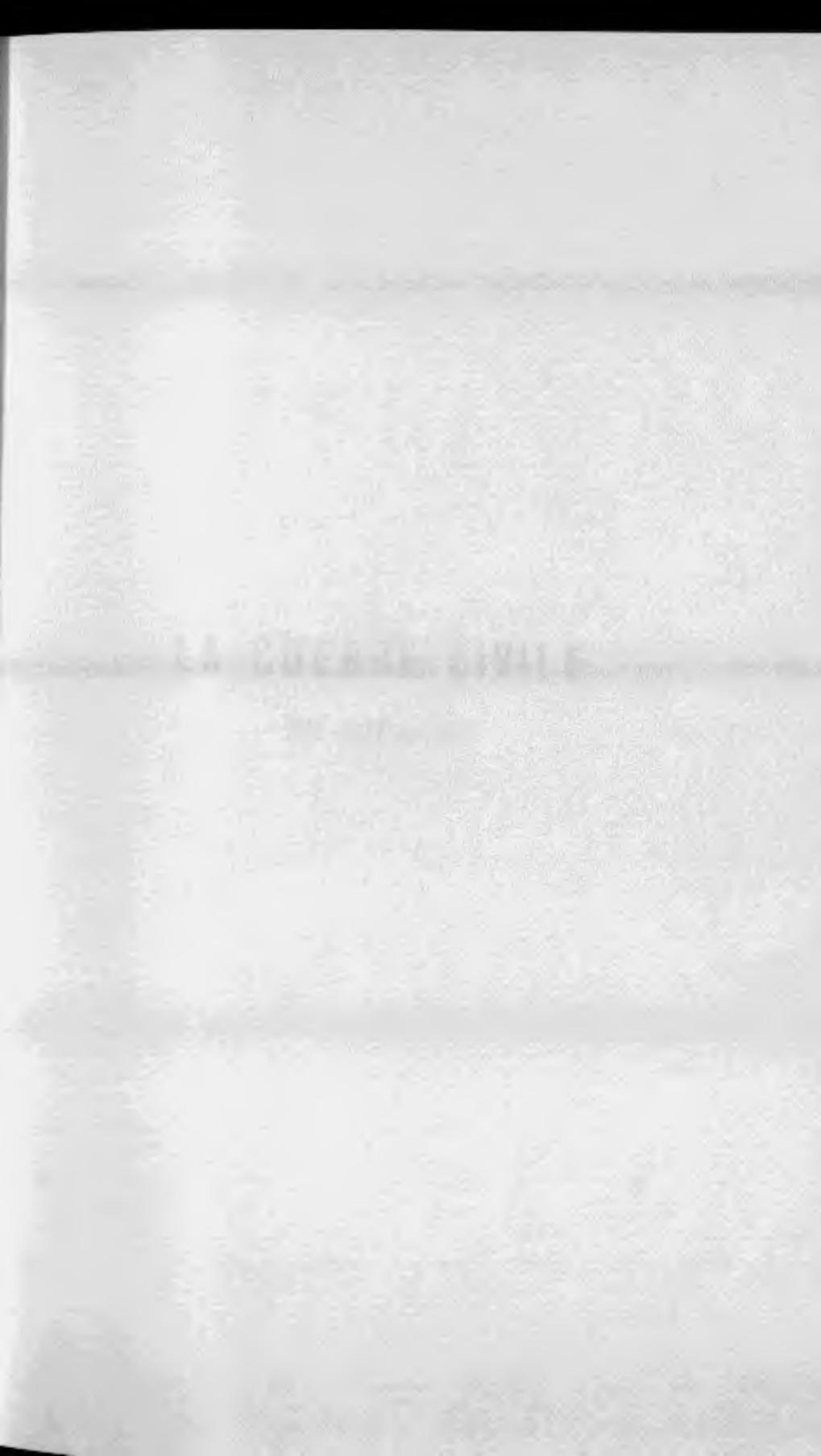
25,000 (S)

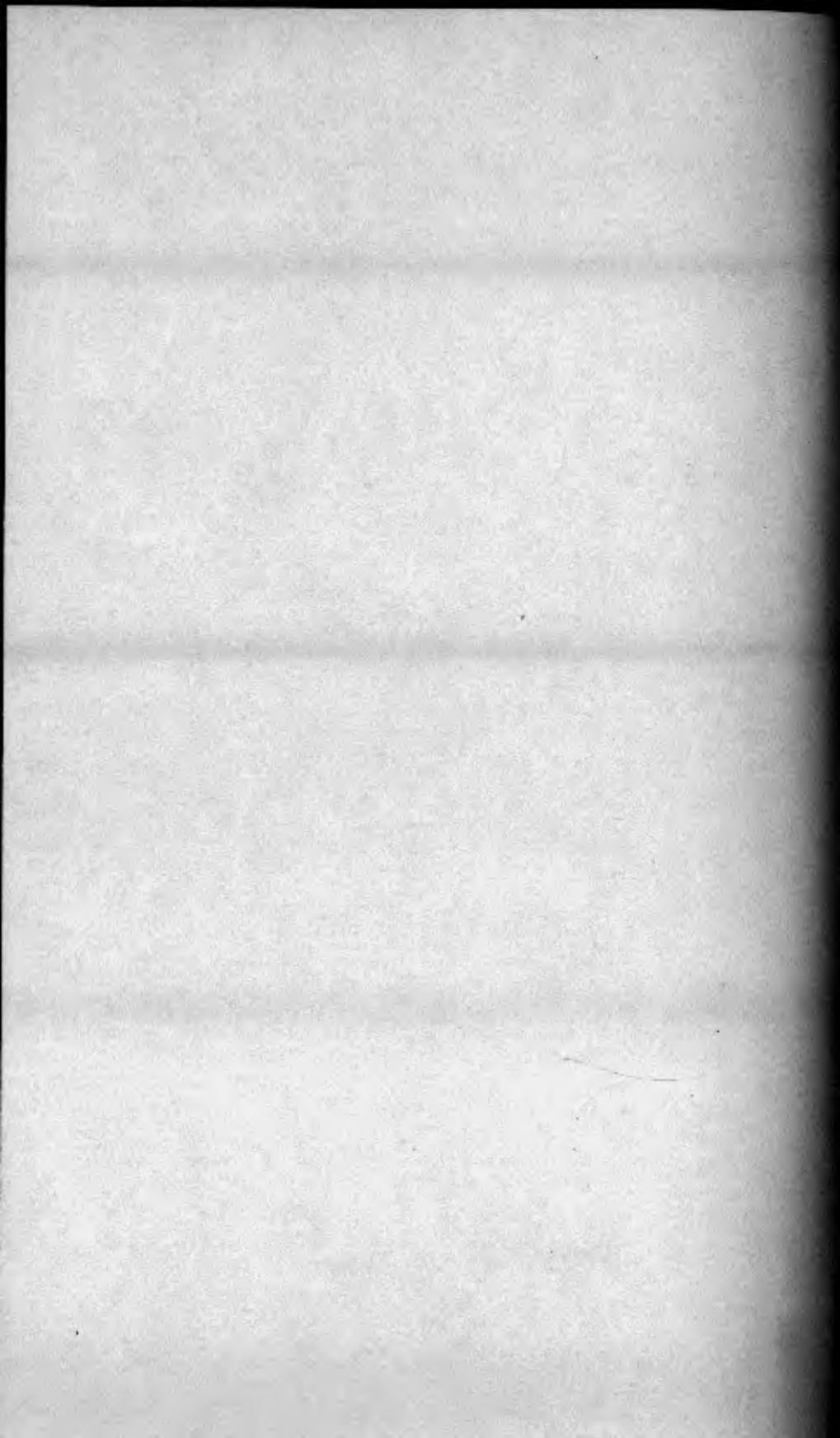
Feb 211











**LA GUERRE CIVILE
EN ESPAGNE**

PROPRIÉTÉ DE L'AUTEUR

R.1817

N.M. 1036

R. 33029

ATV
15560

LA

GUERRE CIVILE

EN ESPAGNE

1833—1848—1872

PAR

CARLOS DE BONILLA

BAYONNE

P. CAZALS, IMPRIMEUR-LIBRAIRE
PLACE DU RÉDUIT

PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR
PALAIS ROYAL, 17 ET 19
GALERIE D'ORLÉANS



AVANT-PROPOS

Mon livre n'est pas l'histoire de la guerre civile, parce que le moment n'est pas encore venu de pouvoir juger avec impartialité les hommes et les faits, et du reste je ne me serais jamais chargé d'un semblable travail. Je publie une série de notes sur l'Espagne, où je traite des derniers événements. Je m'occupe particulièrement de la question carliste, parce qu'on n'a encore rien écrit à ce sujet et que le public ne la connaît que d'après les bulletins plus ou moins fantaisistes des correspondants de journaux.

La révolution de 1868 est la cause première des discordes actuelles de l'Espagne, et, si le parti carliste que l'on croyait mort à Vergara, s'est trouvé debout du jour au lendemain, c'est qu'il s'est reformé aussi puissant que du temps de Zumalacarréguy, grâce au concours des désillusionnés de toutes les fractions politiques. Lorsque M. Suñer eût prononcé à la tribune des Cortés ces terribles paroles : « L'humanité a trois ennemis, Dieu, la phthisie et les rois. » Ce jour-là le peuple s'émùt. Le carlisme est né de cette colère et de cette indignation. Du reste on sait, d'expérience, que les réactions appellent les réactions.

La République vint à triompher; on ne se demanda pas si elle ferait du mal, si elle laisserait des ruines

derrière elle, comme sa sœur aînée de 93, on s'occupa de recueillir sa succession. Au lieu d'être sanguinaire elle fut ridicule. Dans le premier cas Don Carlos triomphait à Madrid, dans le second Don Alphonse de Bourbon relevait le trône constitutionnel. Les faits en disent plus que tous les raisonnements. A l'heure où j'écris Don Alphonse est à Madrid, mais Don Carlos est à Estella ; qu'on ne l'oublie pas. Ce sont deux pouvoirs réguliers, qui se font la guerre comme les York et les Lancastre. Leurs drapeaux sont fleurdelysés, et pourtant un abîme semble séparer les combattants. Les deux partis disent, nous sommes la légitimité, et un seul ose en assumer les principes rigoureux, même aux dépens de sa popularité. La démocratie et son système sont donc aujourd'hui complètement écartés, la royauté est reconnue comme le seul gouvernement possible.

Don Carlos est ennemi du parlementarisme ; c'est ce qui lui a créé le plus d'antagonistes. En Espagne le système parlementaire, pour beaucoup de gens, c'est le moyen d'être ministre, pas autre chose. On y livre des batailles oratoires où E. Castelar sera fleuri comme un rhéteur de l'ancienne Rome. Mais que gagne le pays à ces joutes et à ces tournois ?... Ce n'est pas que Don Carlos n'admette pas la nation légalement représentée, mais il a manifesté de tous temps sa répugnance pour les luttes stériles du parlement. Ceux qui avaient intérêt à défigurer sa pensée l'ont représenté alors, comme un prince despote et exclusif, ne pouvant comprendre les nécessités de son époque. Les ambitieux de tous les pays ont ceci de commun ; c'est que lorsqu'ils se voient menacés dans leurs ambitions ils cherchent toujours des dupes pour écarter

ce qu'ils appellent le péril commun. Sans doute si Don Carlos vient à régner sur toute l'Espagne MM. Sagasta, Ruiz-Zorilla et Christino Martos risquent fort de ne pas avoir de portefeuille ; mais croyez-vous sérieusement, que le noble pays de Charles-Quint y perde beaucoup, et, remarquez que je ne fais qu'une supposition, car le carlisme n'est pas exclusif et accueille à bras ouverts tous les adhérents, l'histoire à la main, il m'est facile de prouver, que le parti royaliste est le plus tolérant des partis. En France la Restauration a eu pour ministres, Fouché et Talleyrand, en Espagne Don Carlos a autour de lui des personnages dont le passé n'a pas été, que je sache, consacré à cette cause. J'ai vu moi-même dans l'entourage du prince, des hommes comme Aurich, qui fut ministre de la marine, *regnante Pi-y-Margall*, comme le comte de Belascoain, qui n'est autre que le fils du célèbre Diego Leon, l'ennemi irréconciliable du carlisme. La révolution au contraire éloigne les royalistes du pouvoir. Que ce soit ou non l'avis de ceux qui me lisent, peu m'importe. Les faits sont là qui le prouvent : voilà l'essentiel.

Tous les partis ont naturellement leurs privilégiés, aussi celui-là est-il le plus digne des sympathies de tous, qui fait un appel aux bons citoyens, en invoquant le nom de la patrie, qu'on oublie si souvent. La grandeur et l'élévation du pays, voilà le but suprême de ceux qui pensent bien et qui estiment que le salut d'un peuple est la suprême loi.

Cette malheureuse Espagne a assez souffert pour que les jours de paix et de tranquillité reviennent. Son histoire est belle, elle a un passé glorieux à défendre et il y a en elle des éléments incontestables

de grandeur. Lorsqu'on pense à ce qu'elle était sous le grand empereur et à ce qu'elle est aujourd'hui, on éprouve une tristesse amère et on se demande si elle n'est pas destinée à disparaître comme ces nations maudites dont parle Bossuet.

A diverses époques l'Espagne a joué un grand rôle. Grâce à sa résistance de Sept-siècles, elle a sauvé l'Europe de l'invasion musulmane.

Ces montagnards, qui aujourd'hui défendent leur roi contre des armées sans cesse vaincues et reconstituées ont préservé autrefois le monde de la barbarie et ont contribué à faire une nation, de ce qui n'était qu'une expression géographique. Sous Charles-Quint, l'Espagne est l'arbitre des destinées de l'Europe. Philippe II, lui fait atteindre son apogée, mais il a la douleur d'assister au commencement de la chute. Sous Philippe III, Philippe IV et Charles II, la décadence s'accentue de plus en plus jusqu'à ce qu'enfin la maison de Bourbon est appelée à remplacer les princes allemands. Ferdinand VI et Charles III continuent glorieusement la tâche entreprise par Philippe V, mais la révolution Française ayant fait entendre sa terrible voix, tous les trônes sont ébranlés à la fois. Dès lors l'Espagne, relevée un moment, s'abaisse ; en vain ses soldats sont-ils héroïques dans la guerre de l'Indépendance ; en vain Palafox se rend-il immortel à Saragosse ; rien ne peut combattre le mal. Lorsque Ferdinand VII revient de l'exil, on crie vive la constitution au lieu de crier vive le roi ; et pourquoi cette manifestation si étrange dans un pays si dévoué à la monarchie, parce qu'il s'est trouvé quelques avocats politiques, réunis à Cadix, qui ont gouverné l'état sans en rendre compte à qui

que ce soit et qui ne pouvaient pardonner à Ferdinand de s'appeler Bourbon, ce qui lui donnait le droit de se mettre à leur place et de défaire ce qu'ils avaient fait sans son consentement.

L'arrivée du prince les ayant arrachés violemment du sommet où ils siégeaient, ils abandonnèrent leur poste à regret, quitte à le reprendre à la première occasion. Ces hommes ont pris le nom de libéraux et ont fait école. Ils ont rencontré plus tard sur leur chemin, des braves comme Lacy et des enthousiastes comme Riégo et ils ont su être habiles. Tel est leur seul mérite.

En face de ce parti s'est dressée la faction ultra-royaliste que le due d'Angoulême redoutait tant en 1823, à cause de ses exagérations et, il faut le dire, de son aveugle fanatisme ; mais elle ne fut que la conséquence inévitable des événements. Les hommes de 1812 ayant fait appel à certaines passions il devait se produire contre eux des passions d'une autre espèce aussi violentes et aussi fâcheuses.

Lorsque le mouvement de 1820 eut éclaté, l'Europe trembla comme elle avait tremblé en 92 et ses représentants, réunis à Vérone, décidèrent qu'il fallait former une nouvelle coalition pour détruire le germe de la rébellion. Cette fois on fut plus sérieux qu'à Pilnitz et la France arracha aux libéraux Ferdinand vivant. Qui sait ce qui serait arrivé sans l'expédition française ? La honte d'un régicide a été peut-être épargnée à l'Espagne.

Quand on glisse sur la pente des révolutions sait-on où l'on s'arrêtera ? Quelle que soit leur fin il y a toujours des désastres à déployer ; si elles triomphent, elles couvrent un pays d'échafauds comme la

République de l'an II ; si elles échouent, elles sont le prétexte d'odieuses vengeances et de tristes représailles.

Le roi Ferdinand aurait pu faire beaucoup pour son pays, il ne manquait pas d'esprit et d'intelligence ; au contraire, mais il n'était ni aussi digne d'intérêt que Louis XVI, ni aussi chevaleresque que Charles 1^{er}. Il aurait pu épargner à sa patrie de longues années de guerre, il ne l'a pas su, ou il n'a pas voulu. Les prétentions des ultra-royalistes l'avaient, dit-on, effrayé, mais l'histoire ne considérera pas ce motif comme suffisant.

Il est pénible souvent d'avoir affaire à des gens plus royalistes que le roi ; mais encore une fois ce n'est pas une raison pour renier la royauté.

Or le jour où Ferdinand VII laissait le trône à l'infante Isabelle, c'en était fait de la royauté en Espagne.

En permettant aux femmes de gouverner le pays, on affaiblissait considérablement l'institution monarchique, même en admettant que Doña Isabelle eût été reconnue par des Cortés légalement réunies. Sans doute il s'est trouvé des femmes extraordinaires telles que, Sémiramis, Marguerite de Danemark, Isabelle la Catholique, Elisabeth d'Angleterre et Catherine II, mais il faut des siècles pour voir reparaître une de ces grandes figures. Les Français l'avaient si bien compris qu'ils ne voulurent jamais que le sceptre *tombât en quenouille* et Philippe V, aussitôt qu'il fut débarrassé de l'archiduc Charles, s'empressa de faire de la loi salique une des lois fondamentales du royaume. L'héritier agnat de Ferdinand était Don Carlos, on le considérait déjà comme

le futur roi, et un simple caprice du prince régnant devait placer sur une tête de trois ans une couronne qui avait été lourde même pour Philippe II.

Le parti libéral tressaillit de joie parce qu'il ne pouvait que gagner à l'abaissement du trône dans la personne du monarque.

Je ne dois pas m'appesantir ici sur les droits de Don Carlos à la couronne d'Espagne, je renvoie mes lecteurs au livre de M. Aparisi, je tiens seulement à étudier les conséquences de l'acte arbitraire de Ferdinand VII.

La régente Marie Christine se sentant trop faible pour lutter contre son puissant adversaire contracta des alliances compromettantes et mit l'Espagne aux gages de l'Angleterre et de la France. Don Carlos représentait l'honneur national et la nation elle même fut frappée par le *convenio de Vergara*.

En 1868, Doña Isabelle est tombée, et c'est son passé qui l'a tuée. On verra dans le courant de cet ouvrage que, malgré nos sympathies personnelles, nous flétrissons énergiquement les auteurs de cette révolution. Notre patriotisme nous a dicté ce langage. Ce travail était commencé depuis quelque temps lorsque la proclamation de Don Alphonse est venue apporter dans la question espagnole de si graves changements. C'est avec regret que nous avons vu les principaux personnages de l'insurrection de Cadix prêter la main avec tant de complaisance à cette nouvelle combinaison. La haine du carlisme ne justifie pas de pareilles apostasies et des inconséquences d'une gravité aussi capitale. L'histoire sera en effet implacable dans le jugement qu'elle portera sur les Serrano, Topete et tant d'autres qui, à l'exemple du fier Sicam-

bre, ont brûlé ce qu'ils avaient adoré et adoré ce qu'ils avaient brûlé. Les hommes que je viens de nommer ont-ils eu un système en politique, ont-ils obéi à des principes fixes ? Les faits sont d'une éloquence effrayante pour répondre à ces questions.

Ils ont eu peur de la République, parce que la République dévore les siens ; alors ils ont eu recours aux monarques fantômes. Ils ont proposé à Don Carlos ce triste rôle et Don Carlos leur a dédaigneusement montré la porte pour toute réponse. Repoussés de ce côté, mais non découragés, ils ont remué ciel et terre pour chercher le roi de leur choix. L'affaire Hohenzolern mit l'Europe en feu, la France perdit deux provinces et l'Allemagne s'agrandit aux dépens de l'équilibre européen, mais ces hommes d'Etat se souciaient fort peu de *ces incidents*, ils marchaient droit à leur hut sans s'inquiéter de ce qui se passait autour d'eux.

Dans ces circonstances Don Carlos a tiré l'épée.

On aura beau nous crier de toutes parts que les revendications à main armée ne sont pas de l'époque ; il n'en est pas moins vrai que ce prince ne disposant personnellement d'aucune ressource s'est uniquement adressé à l'esprit chevaleresque du peuple Espagnol.

Quelle que soit l'issue de la guerre, on ne saurait contester à Don Carlos d'avoir voulu refaire l'Espagne, en organisant une nouvelle armée, afin de mettre un terme aux révoltes de caserne et en demandant une représentation nationale sérieuse. Les Cortés des Sagasta et des Zorilla ne pouvaient être considérées comme les interprètes des sentiments de la nation. La liberté avait pour représentant Ducascal ;

et la tolérance, la *partida de la Porra*. Les hommes de *la España con honra* prêchaient contre le despotisme, évoquaient les tristes souvenirs de l'inquisition et se posaient comme les régénérateurs du pays. Etrange système !

Un personnage, qui occupe aujourd'hui un poste des plus élevés, avait sous ses ordres une nuée d'agents chargés, comme lui, de faire respecter la liberté d'association. Franchement il est fâcheux pour le parti libéral que Don Carlos n'ait pas usé de ces procédés délicats dans les provinces Navarraises. Comme on aurait pu crier à la tyrannie et à l'oppression ! et comme les Ducascal royalistes auraient été trainés sur la claire ! Mais il paraît qu'en Espagne, pour certaines gens du moins, ce qui est bien chez les uns est un mal chez les autres et réciproquement.

Danton en disant, de l'audace, toujours de l'audace, encore de l'audace, livrait son secret aux politiques intriquants de l'avenir. M. Sagasta avait une façon assez originale d'accueillir les interpellations, mais le parti libéral ayant poussé jusqu'au capitaine Estevezanez, ce dernier répondait sans sourciller aux interrupteurs ; *j'ai fait cela, parce que j'ai voulu*. Ce qui vous prouve que les libéraux d'Espagne ont des idées assez étranges sur le parlementarisme dont ils se disent si entichés. Enfin ces MM. et moi, avons sur la liberté, des manières de voir bien opposées, heureusement pour la liberté.

M. Sagasta ayant enfanté M. Zorilla, ce dernier rendit le même service à M. Figueras et ainsi de suite jusqu'au 3 janvier. Don Carlos était un Néron, mais était-ce une façon de le rendre bien odieux,

que de laisser précher l'athéisme, de réduire le clergé à la misère et plus tard de piller les châteaux et de se partager les terres ?

La République est un principe politique grand et respectable, quoique les Républicains aient tant fait pour le dénaturer ; mais le Sagastisme ou le Serranisme sont-ils aussi des principes ? Parce que M. Sagasta est peu scrupuleux et a de l'esprit et que M. Serrano a été un heureux mortel toute sa vie, trouvez-vous que cela suffise pour fonder un gouvernement durable ? La preuve du contraire en est dans les derniers événements. M. Sagasta a été mis à la porte par les radicaux et M. Serrano, qui avait cessé d'être le gentleman à favoris blonds du 24 avril, pour être dictateur à son tour, a reçu son congé le 31 décembre dernier. Reste pour le duc de la Torre la charge de Maire du palais. Jouer les Ebroïn, les Charles-Martel et les Pépià-d'Hérystal n'est pas à dédaigner, mais nous ne voulons pas faire à D. Alfonse de Bourbon l'injure de croire qu'il a pour jamais oublié Aleolea. Les Topete et consorts peuvent avoir oublié, eux, mais le fils de Doña Isabelle se souviendra, et si nos amis politiques viennent à échouer définitivement, ce sera lui qui nous vengera.

Il ne faut pas croire que ces individus qui ont eu des portefeuilles, des sinécures etc... n'aient pas invoqué leurs principes, au contraire, ils en étaient pétris, disaient-ils et puis ils défendaient le libéralisme ; ce qui doit paraître suffisant au vulgaire. On savait que M. Sagasta intriguait et qu'il était fort désagréable quand il souriait ; que M. Rivero faisait fort bien ses noeuds de cravate et que chez Fornos il ne gardait pas toujours le décorum de l'homme d'Etat ;

que Christino Martos aurait bien voulu être dictateur, faute de mieux, mais en revanche on pouvait bien se demander quels étaient les sacrifices que ces MM. avaient bien pu faire à leur pays. Du reste l'histoire jugera.

M. Antonio Pirala a écrit, dans la *Revista de España*, une série d'articles sur la guerre civile. C'est un travail remarquable, toutefois la partialité de l'auteur est trop évidente pour que l'œuvre ait toutes les qualités d'un travail historique sérieux. J'ai même relevé au sujet du combat de Puente-la-Reyna une plaisanterie d'un goût assez douteux (on ne peut appeler la chose autrement). Que M. Pirala n'ait pour Don Carlos que de médiocres sympathies, cela le regarde, mais je serai bien curieux de savoir comment l'écrivain libéral a pu être renseigné sur le prétendu concile présidé par le jeune roi. D'abord je ferai observer à M. Pirala que les princes ne tiennent pas de conciles et qu'un théologien pointilleux le renverrait à l'histoire ecclésiastique et puis ce moyen de jeter l'odieux sur le parti royaliste est suranné.

En France les libéraux font entrevoir à l'électeur imbécile et ignare les droits féodaux, la Dîme, la Corvée, etc.; en Espagne on agite le spectre de l'inquisition. L'auteur de *La Guerra Civil* aurait dû trouver quelque chose de mieux et surtout de plus nouveau.

On me reprochera d'être sévère pour le parti républicain. Soyons juste et jetons un regard sur le passé. N'est-ce pas sous la République que l'armée a été désorganisée, que les soldats ont insulté leurs chefs, que des malfaiteurs ont envahi et pillé les châteaux. Quels sont donc les bienfaits de cette république,

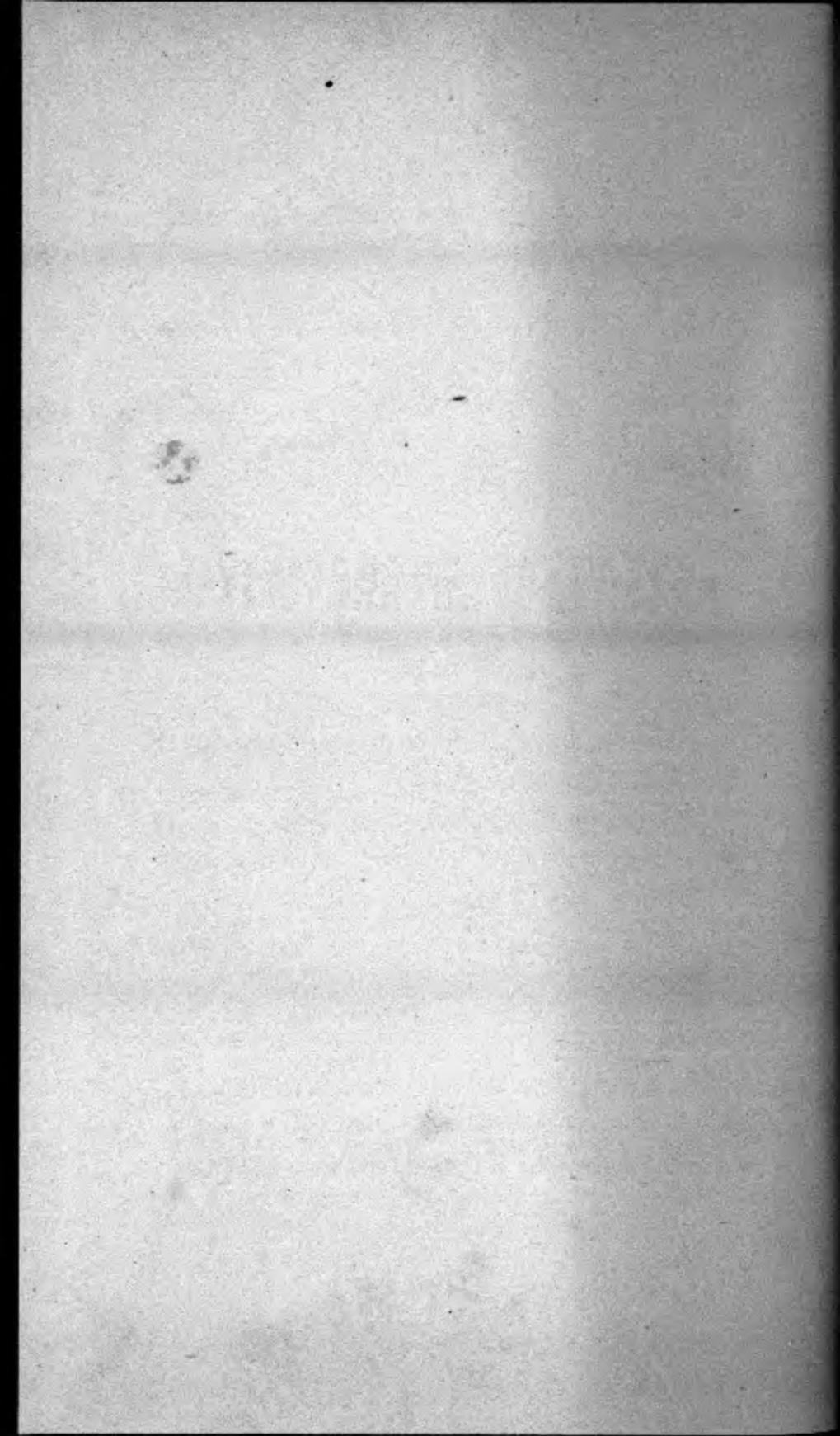
qui n'a eu pour hommes de guerre que l'insuffisant Nouvilas et le grotesque Contreras, dont les adeptes se sont distingués à Alcoy et à Carthagène ? M. Casterlar n'a-t-il pas dû, dans plus d'une circonstance, flétrir énergiquement ses coréligionnaires ? Voilà un témoignage peu suspect.

Mais ceux que je combats sans pitié sont ces aventuriers politiques, despotes comme Sylla et intrigants comme Catilina. Ils ont été la cause de tous nos malheurs.

Pour les bien juger, ce n'est pas à la plume de l'historien qu'on doit avoir recours. Il y a des personnages sinistres qui perdent les peuples, mais ce qui vengé leurs victimes c'est l'ironie amère et mordante d'un Juvénal. Un de ces hommes a déjà trouvé le sien.

CARLOS DE BONILLA.

PREMIÈRE GUERRE CIVILE



LA GUERRE CIVILE 1833-1840

SOMMAIRE. — **PREMIÈRE PÉRIODE.** — Doña Isabelle, reine d'Espagne. — Soulèvement des provinces Vasco-Navaraises. — Réunion des Cortés. — Premières opérations militaires. — Don Carlos entre en Navarre. — Campagne des Amezcoas. — Zumalacarreguy, vainqueur de trois armées. — Siège de Bilbao. — Zumalacarreguy blessé mortellement à Begoña. — Campagne de 1835. Nouveau siège de Bilbao. — Bataille de Luchana, victoire d'Espartero. — Révolution de la Granja. — Combats contre la division Ewans. — Cabrera dans le Maestrazgo. — Expédition de Gómez. Les carlistes entrent à Léon, à Cordoue, à Algesiras. — Expédition de Don Carlos et de Zariatéguy. — Prise de Segovie. Don Carlos devant Madrid. — Surprise de Saragosse. — Cabrera à Morella. — Intrigues de Maroto. — Quatre généraux sont fusillés à Estella. Trahison de Maroto. — Convenio de Vergara. — Don Carlos revient en France. — Siège de Morella. — Bataille de Berga. — La Catalogne pacifiée.

DEUXIÈME PÉRIODE. — Don Carlos, comte de Montemolin, prétendant à la couronne d'Espagne. — Tristany en Catalogne. — Exploits de Cabrera. — La division Manzano met bas les armes. Siège de Vich. — Fin de la guerre.

TROISIÈME PÉRIODE. — Affaire de San Carlos de la Rapita, le général Ortéga, proclame Don Carlos VI. — La tentative échoue. — Ortéga condamné à mort. — Mort de Don Carlos à Trieste.

I

1833 Ferdinand VII, venait de mourir laissant l'Espagne à l'Infante Isabelle et léguant en même temps à son pays sept années de guerre civile. Le défunt roi

effrayé de la violente réaction de 1823 avait voulu imiter, au delà des monts, le système inauguré en France par Louis XVIII, autrement dit politique à bascule et malgré toute son habileté, il n'était parvenu qu'à exaspérer les *apostoliques* (royalistes-ultra) sans parvenir à contenir les libéraux. La question de la succession devait nécessairement mettre le feu aux poudres et déchaîner les passions, comme dix ans auparavant.

Fort de la pragmatique sanction de 1713, Don Carlos se présenta à l'Europe comme le représentant du droit historique et national ; aussi Doña Isabelle malgré le testament de son père et les subtilités de ses jurisconsultes ne fut reconnue que par quelques nations de l'Europe. En apparence c'était le principe du droit à la couronne qui était en jeu, mais en réalité, ce fut pour le principe politique que l'Espagne se divisa en deux grandes fractions comme autrefois l'Angleterre lors de la guerre des deux Roses.

Résumons en quelques pages les opérations militaires de cette époque :

1834 Le 10 juillet 1834, Don Carlos entra en Navarre : grâce à l'énergie de Zumalacarreguy, le parti carliste vaincu presque sans combat l'année précédente,

se présenta de nouveau sur les champs de bataille, imposant par sa force et son audace.

A Madrid on s'occupait à peine de l'insurrection, les débats parlementaires absorbant toute l'attention du public ; aussi à la nouvelle de l'arrivée du prince au milieu des siens, un ministre libéral Martinez de la Rosa s'écria en pleine chambre : « Il n'y a qu'un factieux de plus. » Ce jour-là, de l'aveu de ses amis, Martinez de la Rosa commit une grave erreur, l'homme qui représente un principe est toujours plus qu'un aventurier ; les événements l'ont du reste bien démontré. Les forces carlistes s'accrurent en effet rapidement et à la date du 1^{er} août elles comptaient 35 bataillons d'Infanterie, cinq escadrons de cavalerie et dix pièces de canon. Quelques jours après, la fameuse campagne des Amezcoas commençait. Les premiers combats eurent lieu en Navarre : deux divisions Isabellistes commandées par les généraux Lorenzo et Espartero entrèrent dans les Amezcoas pour combattre Don Carlos. Zumalacarreguy qui les suivait depuis deux jours les laissa s'engager dans un de ces nombreux défilés de Navarre qu'on peut appeler les Thermopyles Espagnoles ; les officiers Christinos donnèrent tête baissée dans le piège et il fallut tout le courage du marquis de Rodil pour éviter une catastrophe. Malgré cela le

19 août devant Estella la débâcle fut complète, l'armée Isabelliste était en pleine débandade.

La régente Marie Christine crut alors sérieusement au danger et se jeta sans plus hésiter dans les bras du parti libéral. Le droit moderne et le droit ancien étaient en présence. Dans ces circonstances, les royalistes indécis se rendirent en foule au camp de Don Carlos. Si ce prince se fut appelé Henri IV, la régente n'aurait pu lui tenir tête, mais Don Carlos n'avait ni la diplomatie, ni l'énergie du Béarnais, il temporisait alors qu'il fallait combattre; sa bonté était proverbiale ainsi que son honnêteté. Dans notre siècle ces deux qualités seules ne suffisent plus.

Revenons à Zumalacarreguy.

Le général Isabelliste Rodil vaincu à plusieurs reprises avait été destitué par la régente. Mina fut appelé au commandement de l'armée, mais ce n'était plus le Mina d'autrefois, ce n'était plus cet homme aux jarrets d'acier, volant de rocher en rocher l'escoquette au poing, c'était un vieillard débile ne pouvant plus voyager qu'en chaise à porteur. Mina obéit à la régente, mais il comprit que les temps n'étaient plus les mêmes. Zumalacarreguy avait déjà passé l'Ebre par le gué de Tronconegro et battu une colonne libérale au-delà du fleuve. Ceci se passait vers la fin de septembre 1834. Comme on le voit la fortune sem-

blait favoriser les premiers efforts des partisans de Don Carlos.

Mina arriva à Pampelune le 4 novembre. Il ne restait aux constitutionnels en Navarre que trois divisions en fort mauvais état et se tenant depuis deux mois sur la défensive.

Dans les provinces Basques O'Donnell et Espartero n'avaient plus que deux brigades fort réduites. En somme les Christinos comptaient 23,257 soldats d'infanterie et 1,089 cavaliers. Les forces réunies de Zumalacarreguy et des autres généraux carlistes s'élevaient presque à ce chiffre. L'insurrection s'étendait déjà dans les provinces Basques, les deux Castilles, la Catalogne et L'Aragon.

Zumalacarreguy entra dans les Amezcoas dans les derniers jours de décembre 1834 et parvint à repousser de nouveau les lieutenants de Mina. Un seul d'entre eux obtint quelques succès, ce fut Cordova. Espartero voyant la situation désespérée des siens, réunit alors en Guipuzcoa 10 à 11,000 hommes, afin de livrer une bataille sérieuse dont le résultat fut au moins de contrebalancer l'influence de l'illustre général de Don Carlos.

1835 Zumalacarreguy informé par ses espions de ce qui se passait au camp des Christinos se dirigea vers la Guipuzcoa le 1^{er} janvier 1835 et entra dans Ormaizteguy où il rejoignit son lieutenant Villaréal.

De son côté Espartero manœuvrant avec une rapidité étonnante s'avança à marche forcée pour ne pas laisser à ses adversaires le temps de se reconnaître et de bien choisir leurs positions.

Zumalacarreguy avait tout prévu ; depuis un mois environ son terrain était bien choisi et bien étudié. Les forces carlistes furent échelonnées sur les hauteurs de Celandieta et attendirent l'attaque. Espartero chargea vaillamment à la tête de ses gens, mais sans réussir à entamer les bataillons Vasco-Navarrais.

Après cette bataille, Zumalacarreguy rentra en Navarre pour combattre Mina. Le célèbre guerillero tomba dans une embuscade à Oroquieta et fut entièrement défait à Larreguy. Il rentra à Pampelune grièvement blessé et donna sa démission, le 8 avril.

Décidé à tenter un suprême effort, le gouvernement de Madrid envoya Valdès dans les Amezcoas, avec 27,000 hommes. Le 23 avril, l'armée de Valdès était refoulée dans le défilé d'Artaza.

Telle fut cette fameuse campagne des Amezcoas, où, une poignée d'hommes vint à bout de trois armées. La cause carliste se trouvait alors à son apogée et Zumalacarreguy disait à qui voulait l'entendre : « Je conduirai mes volontaires à Madrid. » Rien en effet ne s'opposait à une pointe rapide sur la ca-

pitale, car il ne restait à Marie-Christine que des soldats découragés et des généraux sans prestige. Mais Don Carlos s'opposa à une tentative qu'il considérait comme très hasardeuse. C'était le moment de tout oser; ce prince n'osa pas.

Sur ces entrefaites deux émissaires Anglais, lord Elliot et le colonel Gurrwod, eurent avec Zumalacarreguy, une entrevue à Oñate. On traita les questions d'humanité relativement à la guerre et il fut décidé que les prisonniers auraient la vie sauve. Valdès et Cordova suivirent l'exemple de Zumalacarreguy.

Les têtes chaudes des deux partis réprouvèrent énergiquement cette conduite. Quelques carlistes exaltés croyaient que les succès de leur cause dépendait d'une sévère répression, quant aux ultra-libéraux, ils n'admettaient pas de quartier pour ceux qui ne partageaient pas leur manière de voir en politique. Tant il est vrai que les guerres d'Espagne, ont été et seront toujours sanglantes. Tout drapeau a ses fanatiques.

Pendant ce temps Zumalacarreguy, campait près de Vittoria. L'ordre étant donné à tous les chefs de corps de se réunir au quartier général, on allait enfin discuter pour la seconde fois la question de la marche sur Madrid. Elle fut décidée à l'unanimité, mais la majorité du conseil se prononça au préalable

pour l'occupation de Bilbao, le trésor étant à vide et la capitale de la Biscaye passant pour une des plus riches cités de l'Espagne.

Zumalacarreguy avait combattu éloquemment ce dernier projet. Le vaillant soldat de la cause royaliste avait compris que le temps qu'on allait perdre devant Bilbao serait mis à profit par l'ennemi. « Mon seul rêve, disait-il, est d'entrer à Madrid, ma cravache à la main ; qu'on ne me détourne pas de Madrid. »

Le parti carliste semblait s'être identifié dans cet homme étrange et sa mort devait porter à l'idée qu'il défendait un de ces coups terribles dont on ressent longtemps les fâcheuses conséquences.

II.

Zumalacarreguy se dirigea sur Bilbao avec 14 bataillons et son artillerie, composée de 2 canons de 12, un de 6 en fer, deux de 4 en bronze, deux obusiers et un mortier. Il apprit en chemin que la garnison de la place s'élevait à 4,000 hommes sans compter les nationales et que les collines des environs avaient été converties en forts détachés. Elles étaient en effet défendues par 30 pièces de canon du plus gros calibre.

Le 10 juin, les carlistes ouvrirent le feu contre la place, mais l'assaut du 14 fut repoussé.

Le 15, Zumalacarreguy fut blessé mortellement à Begoña.

Voici du reste quelques détails sur les derniers moments du héros carliste qui m'ont été rapportés par le colonel M... qui se trouvait aux côtés de l'intrépide Navarrais lors de l'évènement du 15.

Laissons parler ce témoin oculaire :

« A sept heures du matin, le général sortit de

l'Eglise et se dirigea vers le château de Begoña où nous l'attendions X. et moi.

« Les troupes étaient prêtes à donner un nouvel assaut malgré l'échec du jour précédent et le général comptait en finir dans la journée avec les Bilbaïnos. Sa lunette, cadeau de Lord Elliot, était braquée sur la ville, et de la sorte il surveillait les mouvements des troupes ennemis, et donnait de temps à autre des ordres à ses officiers.

« Tout à coup un commandant Anglais, vêtu d'un uniforme rouge parut aux avant-postes.

« *Carai*, fait le général, ce drôle n'a pas peur, qui pourrait bien me démonter cet homme-là ?

« ... *Yo*, réplique un grand gaillard, bâti comme l'hercule de Farnèse et qui venait apporter un *officio*.

« C'était un simple volontaire Navarrais.

« Fort bien, mets le en joue et vise juste. Le soldat épaula lentement et fit feu. On vit l'Anglais s'affaisser sur lui-même.

« Bravo, *chico*, s'écria Zumalacarreguy ; voilà une once d'or pour toi ; tu l'as bien gagnée, et le général se mit à la fenêtre d'où le Navarrais venait de tirer.

« C'était de l'imprudence, parce qu'on pouvait le saluer d'une bonne fusillade et la vie du général était bien précieuse pour nous tous.

« Je risquai timidement une observation. Il me regarda d'un air courroucé et ne répondit pas.

« Un des amis du général insista.

« C'est bien, répondit Zumalacarreguy l'observation ne vient pas de vous. MM., taisez-vous. Et il se remit au balcon.

« Quelques minutes se passèrent et l'ennemi fit feu. Zumalacarreguy tomba.

« Oh ! cette *junte de Biscaye*, je disais bien qu'elle nous perdrat.

« Ce furent ses derniers mots; ce jour-là on l'emporta dans son logement et Eraso fut nommé général en chef. »

Le 24 Zumalacarreguy n'était plus. Il ne laissa pour tout héritage, que trois chevaux, ses pistolets, son épée et quatorze onces d'or.

Telle fut la fin du meilleur homme de guerre qu'aït eu l'Espagne au XIX^e siècle.

Zumalacarreguy mort, les revers commencèrent. Il fallut lever le siège de Bilbao le 1^{er} juillet.

Après cet échec le commandement des troupes carlistes fut donné par Don Carlos à González Moreno. Le nouveau général résolut de réparer la dernière défaite en présentant la bataille à Cordova.

A cet effet il porta ses volontaires sur les hauteurs de Mendigorria.

Cordova vint l'attaquer dans la journée du 16 et le défit complètement. Les carlistes eurent 1500 hommes hors de combat et on leur fit 300 prisonniers.

Malgré cet avantage de son collègue, Espartero fut impuissant contre les dix-huit bataillons de Don Carlos, retranchés aux environs de Vittoria.

Les derniers jours de l'année 1835 ne furent marqués par aucun incident notable.

Au commencement de l'année 1836, les carlistes s'emparèrent de Guetaria malgré la légion anglaise d'Ewans.

L'Angleterre et la France qui avaient refusé d'intervenir directement dans la question d'Espagne, permirent néanmoins à leurs nationaux de fournir deux légions destinées à combattre Don Carlos. Ce n'était qu'une intervention dissimulée. La légion anglaise comptait 14,000 hommes et la légion française de 4 à 5,000. Parmi les engagés volontaires se trouvait, celui qui devait être plus tard le maréchal Bazaine.

Le 17 janvier Cordova et Eguia en vinrent aux mains. Les deux partis s'attribuèrent la victoire. Cependant le carliste Eguia retira de ce combat tous les avantages d'un éclatant succès. En moins de quinze jours, le général royaliste s'était emparé à Valmaseda et à Plencia d'une grande quantité de munitions et

d'effets de guerre ; Espartero fut plus heureux dans les Encartaciones.

Comme il est aisé de s'en convaincre on ne pouvait encore savoir qui présiderait définitivement aux destinées de l'Espagne ; de Don Carlos ou d'Isabelle.

III.

Avant d'aller plus en avant, parlons un peu de la famille royale d'Espagne. La maison de Bourbon régnait dans la Péninsule depuis 1701. En 1713, Philippe V avait fait sanctionner la loi salique par les Cortès du Royaume. Cette clause faisait indirectement partie du traité d'Utrecht. L'Europe l'avait si bien compris que, dans les commencements de la guerre civile, trois nations seulement reconnaissent la régente Marie-Christine. Deux d'entr'elles, la France et le Portugal, avaient rompu avec leurs traditions monarchiques. Quant à l'Angleterre, son attitude peut s'expliquer par le refus de Don Carlos de reconnaître la dette de 1820.

Jusqu'en 1835, on pouvait cependant espérer un accord, mais, dès ce moment, il ne fut guère possible de se faire illusion. La guerre n'eut pas seulement le caractère d'une rivalité de famille, mais bien d'une lutte entre deux idées. L'Infant Don Sébastien qui avait hésité entre ces deux causes si opposées, rom-

pit brusquement avec la régente et reconnut Don Carlos. Il y eut donc dans le camp carliste quatre princes de la maison d'Espagne, Don Carlos, Don Sébastien, le comte de Montemolin et Don Juan de Bourbon.

IV.

Reprendons le récit des opérations militaires. Les carlistes luttaient depuis 1833, mais les provinces du Nord n'avaient pas cessé un seul instant d'être le théâtre de leurs opérations. Leurs drapeaux n'avaient pas encore flotté dans le midi de la Péninsule. Une poignée de volontaires guerroyait en Castille. Le seul homme qui, de l'aveu de tous, eut pu diriger une expédition, soit sur Madrid, soit sur l'Andalousie, était Zumalacarreguy et Zumalacarreguy était mort. Ce projet, rêvé par ce grand homme, paraissait abandonné lorsque Gomez en proposa l'exécution à Don Carlos.

Gomez, avocat à la cour royale de Jaén, avait quitté la toge pour l'épée en 1808 à la nouvelle de l'invasion étrangère.

Au début de la guerre civile, il était lieutenant-colonel; Don Carlos le fit maréchal de camp. Elevé à l'école des partisans qui guerroyaient contre l'Empire, l'ancien *guerrillero* devait éclipser tous ses ri-



vaux en gloire par la célèbre expédition à laquelle il a attaché son nom.

Gomez quitta Salinas le 23 juin avec quatre bataillons d'infanterie, deux escadrons de cavalerie et deux pièces de montagne, en tout 2,700 fantassins et 580 chevaux. Le 5 juillet la colonne carliste entraît à Oviedo, et le 14 à Santiago. Toutes les brigades Christinas furent culbutées. Léon capitula le 1^{er} août. Cependant la division d'Espartero força un moment la petite armée à reculer vers les Asturias. Aussi l'étonnement fut grand dans le camp libéral lorsqu'on apprit que, le 14 août, le général carliste, après avoir évité ses vainqueurs de la veille, avait fait son entrée à Palencia amenant à sa suite un grand nombre de prisonniers.

A Villa-Robledo, Gomez ne fut pas si heureux et grâce à l'énergie de Diego Léon, alors colonel des hussards de la princesse, les Christinos lui firent plus de 1,500 prisonniers. La position devenait critique, mais Gomez loin de perdre courage se releva promptement de sa défaite et reprit sa marche. Le 30 septembre les carlistes entraient à Cordoue. Quelques jours après le commandant général d'Estramadure Flinter se rendait avec toutes ses troupes, enfin dans les derniers jours de novembre, les volontaires de Gomez voyaient à Algesiras les eaux de la Médi-

terrannée. En décembre l'expédition revenait à Orduna.

Quelques mois auparavant on remarquait dans le Maestrazgo un jeune homme dont la réputation grandissait rapidement, je veux parler de Cabrera. A peine se fût-il lancé à son tour dans l'arène politique qu'il ne tarda pas à devenir la terreur des généraux d'Isabelle, qui se vengèrent en fusillant sa mère à Tortosa. L'auteur principal de ce crime doit être mis au pilori de l'histoire d'Espagne, car il y a des noms qui déshonorent après tout. Aussi le général Nogueras fut flétrì non-seulement par ses adversaires, mais aussi par ses corréligionnaires. Cabrera fit un serment terrible sur ce cadavre. Dans le camp libéral, on l'a appelé le tigre du Maestrazgo. Possédant d'éminentes qualités, brave jusqu'à la témérité, il devait être un des types les plus marquants de la guerre de sept ans. Nous le verrons plus tard avec une poignée d'hommes déclarer la guerre à un gouvernement puissant et solidement établi.

Cabrera avait choisi le Maestrazgo comme base principale de ses opérations. Entre l'Aragon et Valence, se trouve un pays assez étendu, remarquable par les nombreux accidents de terrain, qui appartint jadis à l'ordre militaire de Montesa. Une grande partie de ce territoire est coupée en tous sens par

des montagnes, ce qui fait que la terre y est peu cultivée et uniquement réservée à d'immenses troupeaux de bœufs.

On peut dire du Maestrazgo que c'est une vaste place forte défendue par des fortifications naturelles, si bien qu'un général intelligent peut y détruire une nombreuse armée. Au milieu de cette région se dresse la forteresse de Morella qui domine tous les environs. On dirait un de ces immenses châteaux féodaux des bords du Rhin, habités par de féroces Burgraves.

Morella était la conquête de Cabrera qui venait de temps à autre s'y reposer de ses fatigues.

VI.

1836 L'année 1836 fut célèbre par la reprise du siège de Bilbao. Les événements de 1874, rappellent ceux de l'ancienne guerre civile parce que le résultat obtenu fut nul dans les deux cas et que des milliers d'hommes sont morts sans que l'étendard carliste ait flotté une seule fois dans la capitale de la Biscaye.

Le 24 octobre 1836, les généraux de Don Carlos, réunis en conseil de guerre à Durango, décidèrent le siège de la place. Quelques timides hasardèrent en vain que l'entreprise deviendrait difficile surtout dans le cas où Espartero voudrait secourir la ville. On résolut de tenter encore la fortune de ce côté. En effet, la position topographique des environs de Bilbao révèle du premier coup d'œil de sérieuses difficultés à surmonter pour dégager cette place dans l'hypothèse d'un investissement sérieux.

Néanmoins, forts de leurs succès précédents, les Bilbaïnos se préparèrent courageusement à combattre. En quelques jours ils élevèrent autour de

leur ville cinq forts détachés, armés de 26 canons et de 24 obusiers. La ceinture de la cité était défendue par 52 pièces, quatre obusiers et trois mortiers. Quant à la garnison, elle comprenait le bataillon de Nacionales n° 1, le bataillon de Valence n° 1, le n° 4 d'infanterie légère, Nacionales de Trujillo, Laredo et Cuenca. En tout un peu plus de 6,000 hommes commandés par le général San Miguel.

Le général carliste Villaréal réunit à Durango 15 bataillons Vasco-Navarrais, 2 compagnies d'Aragonais, 4 compagnies de légion étrangère amenant à leur suite 17 pièces dont 2 mortiers et 750 charriots de munitions.

Le bombardement commença le 25 octobre; en quelques heures, on lança sur la ville 5,000 boulets et 1,800 bombes, mais le premier assaut fut repoussé.

Villaréal apprenant sur ces entrefaites qu'Espartero approchait avec des forces imposantes, fit cesser le bombardement et se borna à maintenir le blocus.

Quelques jours après, Eguia remplaça Villaréal; ce dernier toutefois fut chargé de tenir tête à Espartero. Les travaux du siège furent alors poussés rapidement. Le 11 novembre les carlistes étaient maîtres de tous les ouvrages extérieurs.

Au fortin San Augustin, les assiégés firent une ré-

sistance héroïque et repoussèrent plusieurs assauts. Vaincus au troisième, ils tentèrent en vain d'incendier cet ancien couvent. Alors Eguia proposa la capitulation au général San Miguel, mais San Miguel fut inflexible et le bombardement continua.

Cependant Espartero arrivait à marches forcées au secours de la place. Le 25, il entrait à Portugalete, mais sa première tentative échouait contre les forces de Villaréal. Le 30^e, il passa le Nervion sur un pont de bateaux et se mit en marche après avoir divisé son armée en trois colonnes. Arrivé aux bords du fleuve, le général Christino trouva le pont coupé et les positions de Luchana défendues par plusieurs batteries. Malgré tous les efforts de l'armée carliste, Espartero après s'être réfugié sous les batteries del Desierto, parvint néanmoins à jeter un pont sur le Nervion et à faire pénétrer une dépêche dans la place assiégée.

L'action générale s'engagea, le 24 décembre. Huit bataillons de chasseurs enlevèrent les premières batteries, vers quatre heures de l'après-midi, par un affreux coup de temps, si bien que lorsqu'on prévint Villaréal de ce qui se passait, ce dernier se prit à rire en disant : *Esto es una broma*, cependant il fallut se rendre à l'évidence. Les généraux carlistes montèrent à cheval et se présentèrent sur le champ de ba-

taille pour animer leurs soldats, le moment était décisif, Espartero quoique malade se traîna à son tour sur le lieu de l'action, parce que les carlistes revenus de leur surprise première commençaient à reprendre l'offensive.

Espartero dirigea l'attaque de San Pablo avec cette bouillante ardeur que tous se plaisent à lui reconnaître et après plusieurs heures d'une lutte sanglante, il parvint à déloger les soldats de Villaréal. Bilbao était délivré. Les deux armées eurent environ 8,000 hommes hors de combat.

VII.

1837 L'année 1837, s'ouvrit sous de fâcheux auspices pour la cause carliste. Malgré un premier succès obtenu à Hernani sur la légion d'Ewans, les généraux de Don Carlos évacuèrent Oyarzun et Hernani. Irun se rendit après vingt heures de bombardement et Fontarabie suivit le même exemple. Les libéraux trouvèrent 20 pièces d'artillerie et un important matériel de guerre.

Les carlistes perdirent 1,200 hommes, en morts et prisonniers.

Don Carlos ayant perdu tout espoir de s'emparer de Bilbao se décida à une expédition sur Madrid. A cet effet, ce prince réunit 17 bataillons d'infanterie, 9 escadrons de cavalerie et se mit en marche vers le 15 mai. L'infanterie était divisée en quatre brigades, commandées par les généraux Villaréal, Sopelena, Cuevillas et Arroyo. Moreno remplissait les fonctions de chef d'état-major général.

Le 24, on se battait à Huesca ; le jeune Diégo Léon tombait frappé à mort et le général Christino était

emporté du champ de bataille par les siens dans un état désespéré. A Barbastro les constitutionnels n'étaient guère plus heureux ils ne réparèrent un peu leurs échecs qu'à Grâ.

Après cette dernière action Don Carlos s'enfonça dans le cœur de la Catalogne. Le 27 juin, il passa l'Ebre, pendant que Cabrera refoulait jusqu'à Tortosa, Borsò di Carminati.

A Herrea, l'armée constitutionnelle fut complètement défaite et perdit entre blessés, morts et prisonniers 92 officiers et 2,600 soldats.

A la suite de ce succès Don Carlos se décida à rejoindre Zariatéguy qui guerroyait en Castille, Zariatéguy ne restait pas inactif. Le 22 juillet il enlevait la place de Segovie, et faisait battre de la monnaie à l'effigie de Don Carlos V. Ces types de Segovie sont devenus forts rares et très recherchés des amateurs.

Zarietéguy poussa jusqu'à Madrid, mais n'osa rien tenter sur cette ville. Il en fut de même plus tard lorsque Don Carlos se joignit à lui. La terreur était dans la capitale. Un coup audacieux pouvait changer la face des choses, Don Carlos hésita encore et cette hésitation le perdit.

1838 L'année suivante fut signalée par une série de petits combats sur lesquels nous n'insistons pas puisque nous ne nous sommes proposés que de tracer les faits principaux de la dernière guerre civile.

Les deux grands évènements de l'an 1838, furent la surprise de Saragosse par le carliste Cabañero et le triomphe de Cabrera à Morella,

Dans la nuit du 5 mars 1838, Cabañero parvint à introduire par surprise dans Saragosse, 4 bataillons d'infanterie et 2 escadrons de cavalerie. Tout le monde reposait et personne ne s'attendait certes à un semblable réveil, mais les habitants revenus promptement de leur stupeur répondirent aux cris de vive Charles V, par ceux de vive Isabelle II, et commencèrent à éléver des barricades sur tous les points; la garnison se joignit à eux, et le combat s'engagea. On sait ce qu'est une guerre de rues, nous en avons eu hélas trop souvent le spectacle dans le siècle actuel.

Cabañero, malgré son intrépidité personnelle dût renoncer à occuper Saragosse plus longtemps et battit en retraite après avoir perdu assez de monde et amenant une soixantaine de prisonniers. Le gouverneur militaire de la place, accusé de connivence avec les carlistes, fut fusillé par la populace.

En Espagne lorsque un parti est vaincu, il faut toujours que ce parti trouve une victime dans l'un des siens, ainsi la France républicaine faisait mettre à mort ses généraux malheureux.

VIII.

L'insuccès de Cabañero à Saragosse, fut en partie réparé par Cabrera à Morella. La défaite du constitutionnel Oraa fût complète, mais ces échecs partiels ne donnaient à la guerre aucune solution. Les deux partis égaux en force se neutralisaient l'un l'autre sans parvenir à se détruire complètement. Dans cet état de choses, le commerce languissait, le pays demandait la paix à grands cris et cette paix aurait pu s'obtenir efficacement au moyen de concessions réciproques où l'honneur des royalistes et des constitutionnels eût été sauvé, mais les hommes de Madrid, peu patriotes en cette circonstance, ou mal inspirés refusaient d'écouter certains sages qui eussent sauvé l'Espagne, en étouffant à jamais le germe des discordes civiles : parmi ces sages, citons un grand nom, celui de Balmès. Le projet de Balmès reposait sur le mariage du comte de Montemolin et de Doña Isabelle.

A Madrid, on préféra en appeler à d'autres moyens, on chercha une conscience à acheter et on la trouva dans la personne de Maroto.

1839 Maroto, maréchal de camp sous Ferdinand VII, s'était attaché au parti carliste dès le commencement de la campagne. Ambitieux et despote, il voulut tout diriger et tout régir en maître, il se heurta contre d'autres ambitions, et après avoir organisé la Biscaye et une partie de la Catalogne, il quitta la Péninsule et rentra en France. En 1838, rappelé par Don Carlos, il reprit un commandement et en peu de temps parvint à dominer la situation. Dans les commencements de l'année 1839, une vaste conspiration s'ourdit contre lui dans le camp carliste. Ses intrigues, et le mystère dont il environnait ses moindres actions lui firent de puissants ennemis parmi les serviteurs loyaux de Don Carlos.

Le général Garcia, commandant la Navarre fut un des premiers à le deviner. Comprenant qu'entre les mains d'un pareil homme le parti royaliste était fortement compromis il essaya de soulever les bataillons Navarrais. Prévenu à temps Maroto arriva à Estella, fit arrêter Garcia et ses collègues, Sanz, Guerqué et Carmona. Ces malheureux ne tardèrent pas à être mis à mort et payèrent de leur vie leur bonne foi et leur dévouement.

La nouvelle de cette sanglante exécution tomba comme un coup de foudre au quartier-général. Le ministre Arias Tejeiro comprenant que sa tête était en péril dans la partie qui allait se jouer fit signer à Don Carlos la destitution de Maroto. Un mandat d'amener fut lancé au nom du roi contre l'auteur des exécutions d'Estella.

Maroto tint tête à l'orage ; secondé par ses troupes, il se présenta au quartier général et il fallut revenir sur le décret du 21, et déclarer qu'il avait toujours été digne de la confiance royale : c'était l'encourager à pousser plus loin. Jusqu'alors Maroto n'avait nullement manifesté l'intention de servir Doña Isabelle, mais bien d'en venir à une transaction dans le genre de celle qui fut soutenue si longtemps par Balmès après la fin de la guerre.

Fort de l'impunité, Maroto entra en pourparlers avec les ministres d'Angleterre et de France et commença à marchander son drapeau. On dit que l'Angleterre paya mieux que Louis-Philippe, et l'Espagne constitutionnelle mieux que l'Angleterre. Ajoutez à cela que le pays était fatigué d'une longue guerre dont on ne prévoyait pas encore l'issue.

Les opérations militaires furent relativement sans importance et dans les premiers jours d'août les pourparlers commencèrent avec Espartero. Don Car-

los, instruit de ce qui se passait, se rendit en toute hâte à Elorrio, où il surprit Maroto, mais au lieu d'arracher à ce misérable son épée, et de le faire fusiller impitoyablement en présence des troupes, Don Carlos hésita. Sa cause était perdue. Les bataillons l'accueillirent froidement, et un des généraux commandant les légions Vasco-Navarraises, Iturbe, traduisant à sa manière une harangue dirigée par le prince à ses volontaires, fit pousser les cris de Vive la paix ! vive les fueros ! seul le 1^{er} de Castille, cria vive le Roi !

Après cet incident de mauvais augure Don Carlos destitua Maroto, mais il était trop tard. Le 21 août 1839, Espartero et le général carliste s'embrassèrent dans les champs de Vergara et conclurent ainsi la paix. Les droits de Don Carlos étaient complètement méconnus et le parti constitutionnel l'emportait sans faire une concession et sans être forcé de livrer une bataille sanglante et décisive.

Il restait toutefois à Don Carlos dans les provinces Vasco-Navarraises, 13 bataillons Navarrais, 6 Alavaïs, 1 Cantabre, 3 Castillans. Ce n'était certes pas suffisant pour prendre l'offensive mais avec de semblables forces on pouvait fort bien tenir la campagne.

Malheureusement où Henri IV pouvait tout, Don Carlos ne pouvait rien.

Ce prince se dirigea à la hâte vers la France, et Estella ouvrit ses portes à Espartero le 20 septembre.

En Catalogne la guerre dura jusqu'au 6 juin 1840.

Malgré le désastre de Vergara, Cabrera était décidé à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. La nombreuse armée d'Espartero envahit les provinces de l'Est, vers la fin de 1838. La lutte devait être décisive. Cerné de toute part le général carliste allait se rendre encore célèbre par une résistance folle d'héroïsme.

1840 Segura se rendit en février 1840. Le 5 avril Zurbanó détruisit complètement le 6^e et le 7^e bataillon d'Aragon.

L'armée constitutionnelle résolut alors d'attaquer Morella le dernier boulevard de la puissance carliste. Cabrera, gravement malade, avait remis le commandement de la place entre les mains d'un de ses lieutenants, mais surmontant ses souffrances, il veillait sur sa conquête avec autant de vigilance que le dragon mythologique des Hespérides. Le 26 mai, le fort San Pedro ayant ouvert ses portes aux Christinos, l'investissement de Morella commença aussitôt.

Cabrera brava sa maladie, il quitta le lit et vint surveiller les travaux de défense. En jetant les yeux sur la ligne des assiégeants, le vaillant soldat de la légitimité espagnole hocha tristement la tête et

exhala, dit-on, une plainte. C'était le dernier rugissement du Lion vaincu.

Le drapeau noir fut arboré sur le donjon de la citadelle et Cabrera quitta Morella pour réunir ce qui restait de ses légions et tenter encore le coup audacieux qui lui avait si bien réussi contre Oraa.

Il était trop tard ; la lutte finissait. Les journées des 27, 28, 29 mai furent terribles, l'armée constitutionnelle couvrit de bombes ce fort réputé imprenable.

La garnison fit une sortie malheureuse dans la nuit du 29 au 30, ce qui détermina la reddition de la place.

Après cette catastrophe Cabrera évacua complètement le Maestrazgo.

Le 4 juin, les débris des bataillons carlistes et l'armée de la reine se rencontrèrent devant Berga. La bataille fut sanglante.

Le 6 juin, le comte de Morella rentrait en France. Balmaseda tint encore la campagne jusqu'en juillet 1840.

Telle fut cette guerre de sept ans, guerre cruelle et sanglante s'il en fut, engagée non-seulement entre deux familles, mais, comme je l'ai déjà dit, entre deux idées. Cette lutte a révélé à l'Europe de grands caractères et d'indomptables énergies ; elle a suscité parmi les carlistes : Zumalacarreguy, Zariatéguy, Cabrera et Elio ; et dans le camp Isabelliste : Cordova, Diégo Léon et Espartero.

ETAT DES FORCES CARLISTES

1839

Provinces Vasco-Navarraises

- Navarre. — 13 bataillons.
- Guipuzcoa. — 8 bataillons.
- Biscaye. — 8 bataillons.
- Alava. — 6 bataillons.
- Cantabria. — 2 bataillons.
- Castille. — 6 bataillons y compris la compagnie des cadets et sergents.
- Sapeurs, 1 bataillon.
- Invalides, 4 bataillons.
- Artillerie, 2 bataillons.
- Volontaires royalistes, 1 bataillon.
- Une compagnie de Gardes d'honneur.
- 4 escadrons (*desmontados*) faisaient le service d'Infanterie.
- 4 compagnies des Juntes.
- 4 escadrons de cavalerie (Navarre).
- 1 escadron (Guipuzcoa).

1 escadron cavalerie (Alava).

4 escadrons (Castille).

Gardes d'honneur. — Une section de Gardes du corps.

Total 28,792 fantassins, et 1417 chevaux.

Réserves. — Tercios de Guipuzcoa et de Biscaye commandés par des officiers de l'armée.

Il y avait en outre :

4 fabriques de poudre.

2 fonderies de canons.

3 fabriques d'armes.

1 fabrique de selles pour la cavalerie.

Plusieurs hôpitaux ; un corps de *Sanidad militar*.

Une école d'Artillerie à Oñate.

Une école de Génie à Mondragon ; un train complet de batterie de siège et de nombreuses batteries de campagne.

Catalogne. — 21 bataillons d'Infanterie et six escadrons de cavalerie, dont deux surnommés les cosaques du Besós et du Llobregat, une compagnie de Mozos de Escuadra de Valls et plusieurs corps de volontaires royalistes.

Il y avait une école militaire à Berga et une fonderie de canons. L'artillerie comptait trente pièces de divers calibres.

Aragon et Valence. — 40 bataillons répartis entre la brigade Tortosina de Mora de Ebro et les divisions Aragonaises et Valencianes, neuf escadrons de cavalerie et plusieurs corps de volontaires royalistes.

Fabriques d'armes et de poudre à Morella et à Cantavieja.

Le corps franc de Balmaseda se composait de 400 chevaux et de plusieurs compagnies d'infanterie.

FAMILLE ROYALE D'ESPAGNE

MAISON DE BOURBON

Philippe V, 1700-1724.

Louis I, 1724-1724.

Philippe V, 1724-1746.

Ferdinand VI, 1746-1759.

Charles III, 1759-1788.

Charles IV, 1788-1808 abd.

Junta de Cadix, 1808-1814.

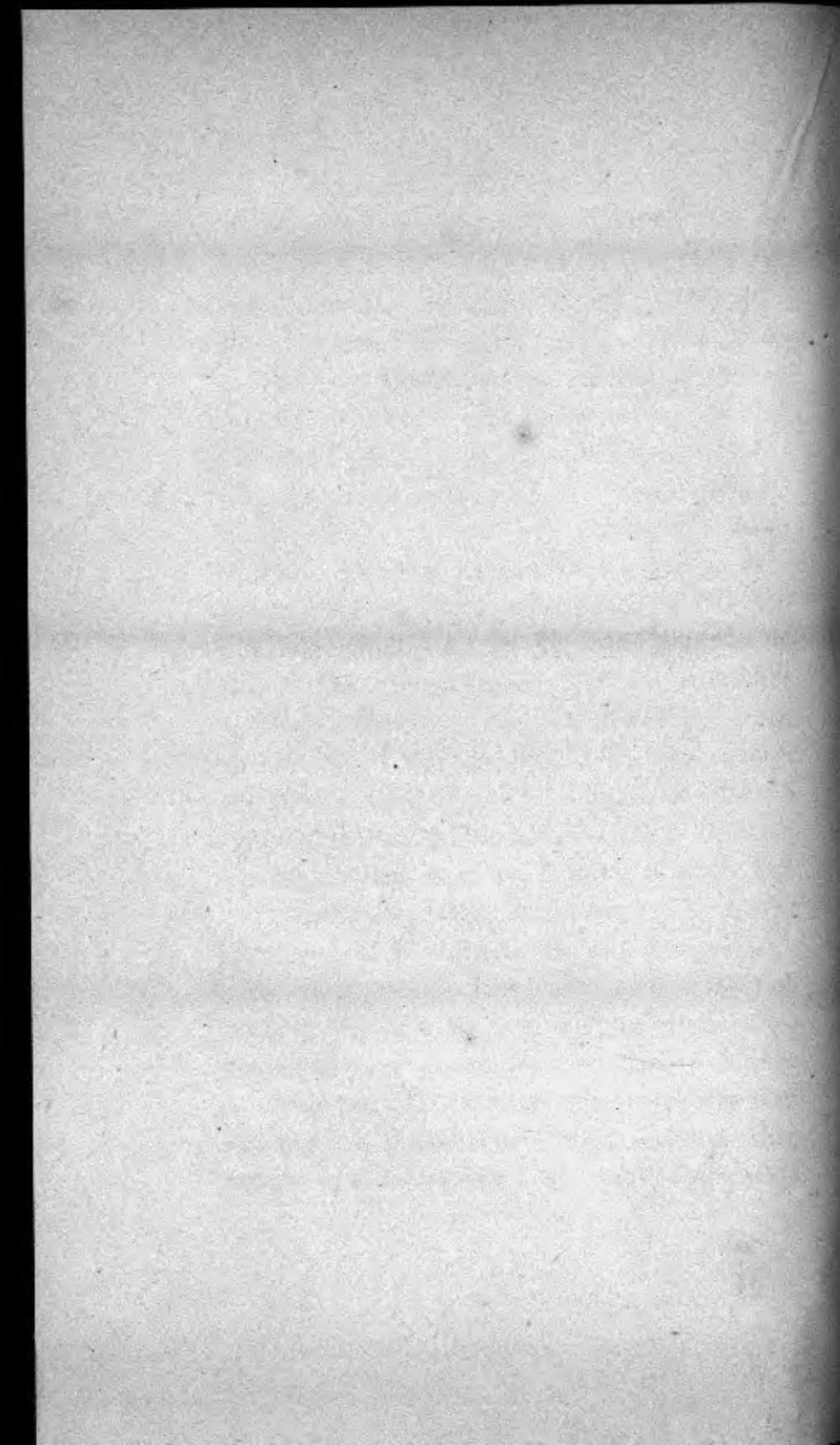
Ferdinand VII, 1814-33. Don Carlos, 1788-1844

1830, Isabelle de Bour-
bon. — Duchesse de
Montpensier.
Don Alphonse.

Don Carlos. — Don Fer-
nando. — Don Juan.
Don Carlos, duc de Ma-
drid. — Don Alphonse
de Bourbon.

SECONDE PÉRIODE DE LA GUERRE CIVILE

1848-1849



De 1840 à 1848, l'Espagne fut relativement tranquille. Je dis relativement, car la faiblesse du gouvernement de Doña Isabelle, laissait le champ ouvert à toutes les ambitions et à toutes les intrigues.

Les esprits continuèrent à être agités, il fallut faire appel à la force. Ainsi on bombarda Barcelone et on fusilla Diégo Leon.

Le parti isabelliste comptait parmi ses fidèles, un homme d'un grand mérite et d'une énergie presque féroce. Je veux parler de Don Ramon Narvaes. Attaché à la cause de la jeune reine, il s'était toujours gardé d'épouser les maximes de Mendizabal et autres. Il ne voyait dans la monarchie que ce qu'il convient d'y voir, le principe de l'autorité. Mendizabal était purement et simplement un républicain, qui eût peut-être affirmé une république sage, mais qui poussait la royauté à sa ruine en la sapant par sa base.

Narvaes fut l'auteur principal de la constitution de 1845 qui tout en donnant satisfaction aux principes modernes consolidait le trône et détruisait ainsi tous les funestes effets de la révolution de La Granja. Aussi cette charte fut-elle attaquée par les partis extrêmes, mais Doña Isabelle n'avait plus rien à craindre ; l'épée d'un brave soldat la protégeait.

L'orage de 1848, ébranla les trônes de l'Europe, le contre-coup se fit à peine sentir au delà des Pyrénées.

Quant aux émigrés carlistes, ils se répandirent en France, ce noble pays que l'on a si bien défini la patrie de ceux qui n'en ont point, étalant aux yeux des populations le double spectacle de leur misère et de leur fidélité. Si les conseils de Balmès avaient été écoutés, les maux de la guerre civile eussent été effacés par l'union du comte de Montemolin et de Doña Isabelle, qui, de même que leurs illustres aieux Ferdinand et Isabelle eussent attaché à leur nom la pacification de la Péninsule; c'est-à-dire le bonheur de l'Espagne entière, mais la politique de M. Guizot vint entraver ce projet aussi noble que patriotique. La combinaison si connue des mariages espagnols, a été le prologue de nouvelles discordes que nous avons vu éclater au grand jour en septembre 1868.

A la suite des journées de février les émigrés reprirent courage et décidèrent que l'occasion était favorable pour tenter la fortune de la monarchie.

Ros de Erolès et le fameux Tristany s'étaient déjà emparés de Cervera en 1847, mais cette tentative échoua misérablement; leur appel aux populations ne trouva d'écho que l'année suivante.

Vaincus mais non découragés, Tristany et Castells surent tenir tête au général Pavia.

Lorsque les carlistes eurent réuni 4,000 volontaires environ, Cabrera se présenta de nouveau en Catalogne. Cette fois le gouvernement d'Isabelle s'émut et jeta dans l'Est une armée de 40,000 hommes commandés par Cordova.

Les hommes d'Etat de Madrid qui avaient su lutter contre les menées républicaines tremblèrent un moment devant le *carlisme* qui avait de profondes racines dans le pays. Aussi les campagnes de Catalogne et des provinces Vasco-Navarraises étaient un camp royaliste en repos.

Narvaez, qui ne connaissait d'autre transaction avec le parti républicain que les canons de ses artilleurs, essaya de négocier avec les partisans de Don Carlos dont il approuvait presque les principes en politique.

Plusieurs généraux de Charles V, entrèrent alors au service de Doña Isabelle, entr'autres le célèbre Zariatéguy, mais il s'en trouva un grand nombre qui préférèrent vivre malheureux en exil que de se déjuger. Lorsque le gouvernement de Madrid eût épuisé tous les appels à la conciliation, la lutte recommença.

Elio se présenta en Navarre, Alzaa dans les provinces Basques. Tous leurs efforts furent vains. Plusieurs notabilités carlistes voulurent débarquer sur les côtes d'Andalousie pour soulever le pays, le mi-

nistère prévenu à temps les attendait avec un corps d'armée. Il ne resta donc que la Catalogne en armes.

Cabrera était toujours cet intrépide combattant qu'on avait vu jadis à Morella. Il débuta par un coup d'éclat en détruisant la colonne Paredès, mais ce qui devait surtout ajouter à sa réputation militaire, c'était la surprise de la division Manzano.

Manzano qui poursuivait depuis plusieurs jours Cabrera s'était engagé imprudemment dans la région des montagnes, croyant que son ennemi fuyait devant lui et ne songeant pas au danger qu'il faisait ainsi courir de sang-froid à son corps d'armée. On lui apprit enfin que les bandes de Cabrera s'étaient arrêtées à une lieue de marche.

Deux chemins pouvaient le conduire à l'endroit où se trouvait l'ennemi, le premier large et spacieux, l'autre étroit et presque impraticable.

Pour se rencontrer avec son adversaire, Manzano s'engagea dans ce passage difficile. Ce passage était le seul gardé et l'on vit un corps de 7,000 hommes se rendre à une poignée de montagnards.

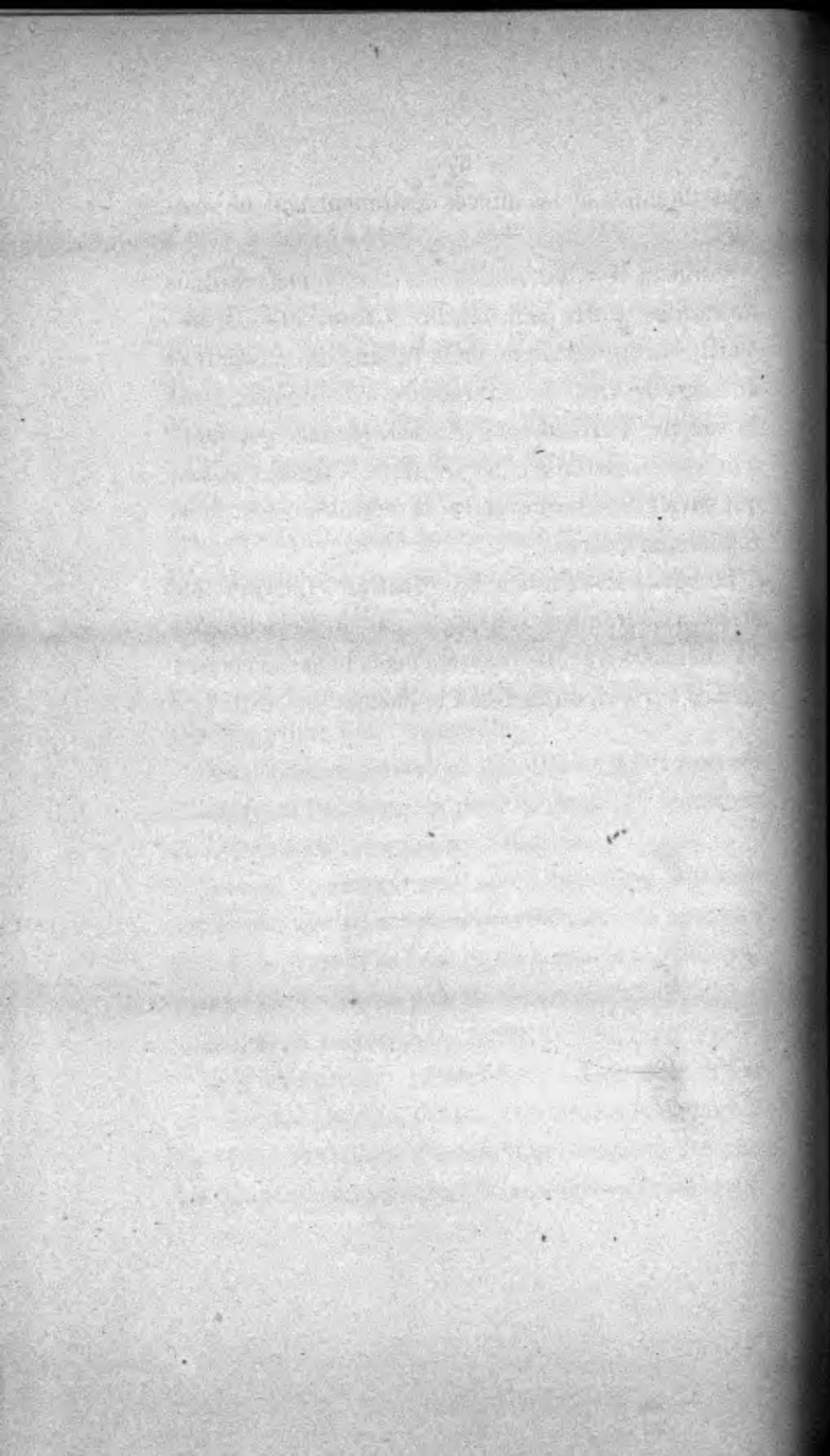
Malgré ce succès que pouvait Cabrera ?

Le gouvernement d'Isabelle, fort désormais et fier de ses succès passés, était un colosse que les hommes de 1835 eux-mêmes n'auraient pu terrasser. De plus les temps étaient changés; le pouvoir avait quinze an-

nées de durée et les années légitiment tant de régimes.

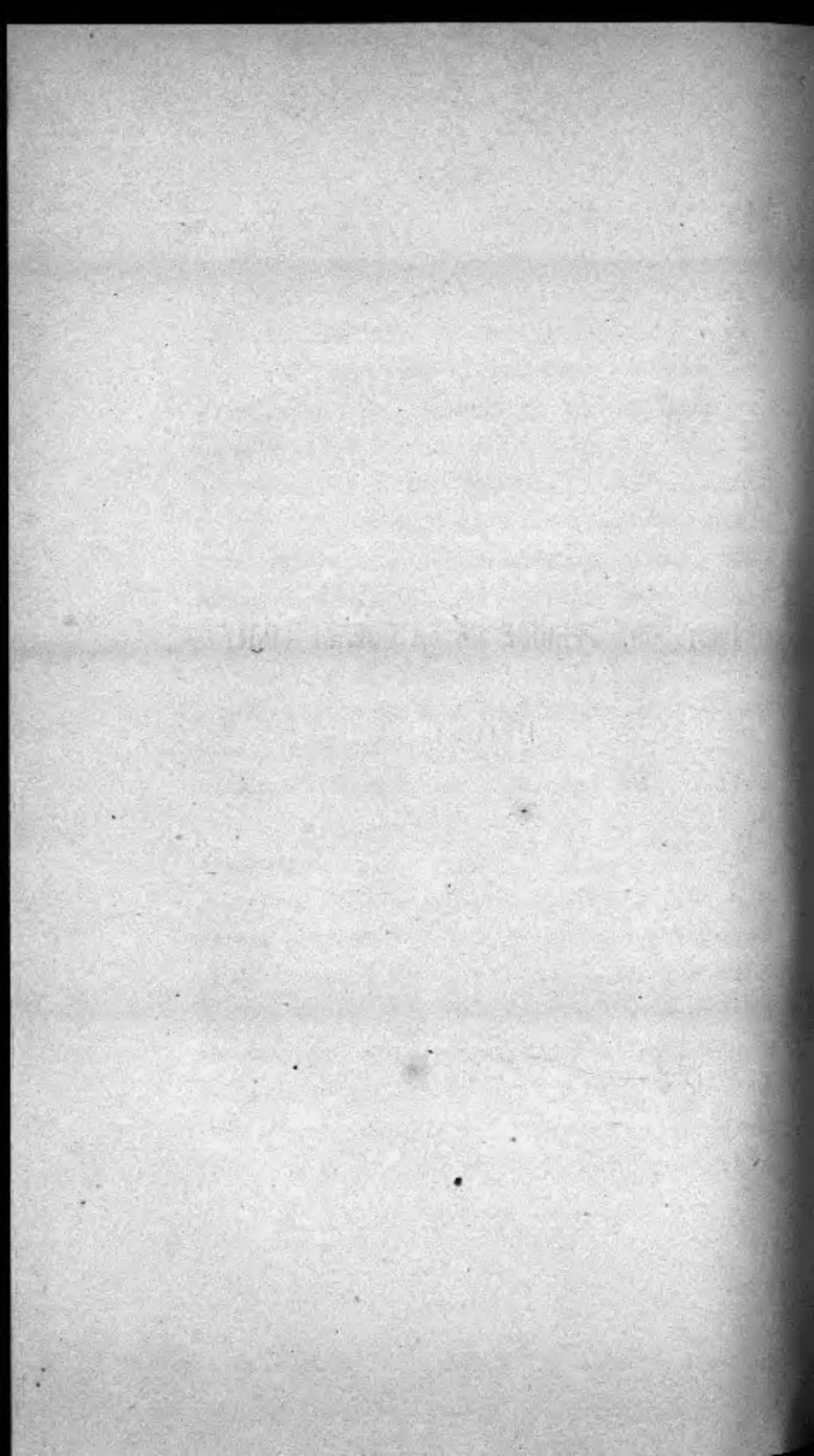
Cordova s'épuisait néanmoins depuis plusieurs mois en stériles efforts pour détruire Cabrera. Ce dernier s'était encore distingué dans l'affaire de Pastoral et au siège de Vich. On eut recours à la trahison pour le vaincre. Plusieurs officiers se laissèrent corrompre à prix d'or; parmi eux se trouvait le fameux Pozas, qui devait plus tard soulever le Ferrol au nom de la république fédérale.

Le comte de Montemolin (Charles VI), ayant été arrêté à la frontière d'Espagne par un détachement de douaniers français, Cabrera jugea la partie comme perdue et reprit de nouveau le chemin de l'exil.



TROISIÈME PÉRIODE DE LA GUERRE CIVILE

1861





1860 En 1860 les carlistes tentèrent un dernier coup et sans une fatalité vraiment étonnante Don Carlos VI, serait entré à Madrid presque sans coup férir.

Don Juan Ortéga, capitaine général des Iles Baléares promit à ce prince l'appui de sa division, pour essayer de relever un trône que n'avaient pu fonder une armée aguerrie et de brillants généraux.

On attendait une occasion favorable. Elle ne tarda pas à se présenter. Les troupes espagnoles engagées dans une guerre contre le Maroc avaient évacué les principales places de la Péninsule. Le comte de Montemolin se décida à agir, il débarqua à San Carlos de la Rapita, suivi du général Elio. Ortéga tint parole : il réunit ses troupes et proclama Don Carlos VI, roi d'Espagne.

Officiers et soldats allaient suivre l'exemple de leur chef, lorsqu'un colonel poussa le cri de vive Isabelle II. Ortéga déconcerté hésita et laissa faire le colonel. Il arriva que l'armée des Baléares, sur le point d'être entraînée resta fidèle au gouvernement et que l'infortuné Ortéga, traduit quelques jours après devant une cour martiale, fut condamné à être passé par les armes. Don Carlos arrêté à son tour dût signer une renonciation de ses droits en faveur d'Isa-

belle. On lui fit violence, il obéit; puis arrivé à Trieste il rétracta solennellement cet acte qu'on lui avait arraché par la force.

Plusieurs mois se passèrent et une nuit ce prince mourut de vomissements. Sa femme, son frère et un de ses serviteurs le suivirent au tombeau, à quelques heures d'intervalle.

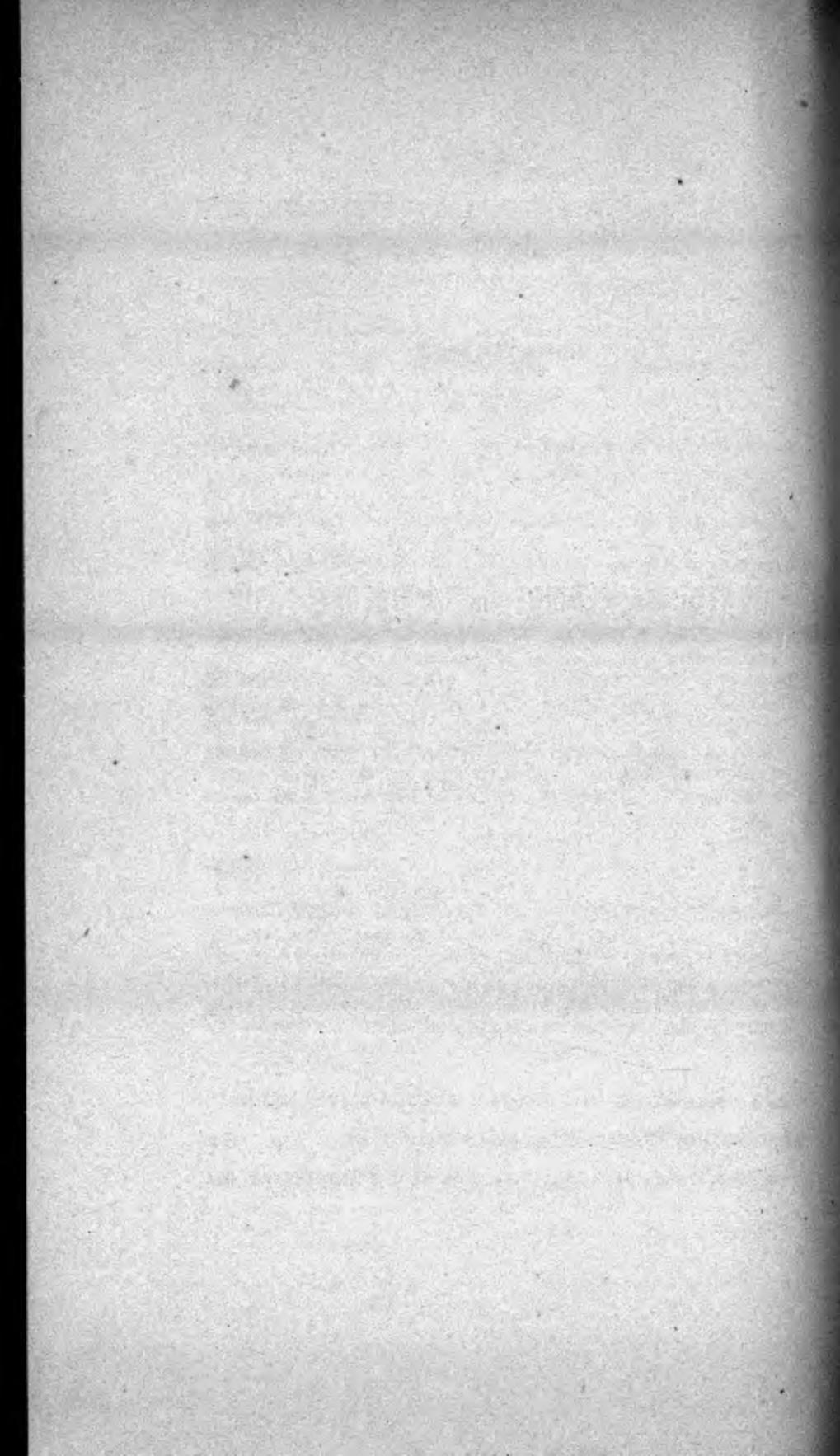
Le maréchal O'Donnell annonça aux Cortès le fatal événement en des termes qui diffèrent fort peu de ceux employés à la tribune française par le maréchal Sebastiani lorsque Varsovie fût noyée dans le sang... L'ordre règne à Varsovie, dit le maréchal Français. O'Donnell fit de même, il annonça que Don Carlos était mort ainsi que certaines personnes de sa famille après une courte maladie.

Le lecteur pensera ce qu'il jugera convenable du drame de Trieste. Nous nous abstenons de tout commentaire.

Après la mort du comte de Montemolin, Don Juan adressa un manifeste à ses partisans. Ce manifeste, conçu dans un esprit révolutionnaire, aliena au prince le parti carliste. Aussi Don Juan renonça à ses droits en 1868 et les transmit à l'Infant Don Carlos son fils, ainé, qui prit le titre de duc de Madrid et de Charles VII.

QUATRIÈME PÉRIODE DE LA GUERRE CIVILE

1872



OROQUIETA

SOMMAIRE. — Révolution de 1868. — Du régime constitutionnel en Espagne. — Faiblesse du gouvernement d'Isabelle II. — Bataille d'Alcolea. — Cortés constituantes. — Déclaration de M. Suñer. — Organisation du parti carliste. — Don Carlos, son système, sa politique. — Lettre à Don Alphonse. — Les partis libéraux se coalisent contre le carlisme. — Du parti Républicain. — Castelar. — Pi y Margall. — Candidature Hohenzolern. — Assassinat du général Prim. — Don Amédée, roi d'Espagne. — Les élections en Espagne. — Violences exercées sur les électeurs. — Désordres dans les collèges électoraux.

Premier soulèvement carliste; Polo et Sabariégos. — Défaite des carlistes. — Tentative de 1870. — Diaz de Rada, général en chef des provinces Vasco-Navaraises. — Affaire d'Escoda. — Les chefs carlistes se réfugient en France pour préparer une nouvelle prise d'armes. — Notes historiques sur la Navarre. — Rois de Navarre. — Provinces basques. — Leurs traditions. — Le chêne de Guernica.

Préparatifs pour la campagne de 1872. — Lettre de Don Carlos à Rada. — Les carlistes en Catalogne. — Entrée de Rada en Espagne. — L'opinion en Europe. — Enthousiasme des Vasco-Navarrais. — Attitude du parti Républicain. — Don Carlos à Vera. — Les carlistes à Oroquieta. — Le soulèvement en Biscaye. — Combats de Mafaria et d'Onate. — Convenio d'Amorvieto. — Garasa en Navarre. — Velasco, commandant général de l'Alava, réunit les débris des bandes. — Fin de la campagne de 1872, dans les provinces Vasco-Navaraises.

La régente Marie-Christine disait un jour en parlant de Don Baldomero Espartero.

* Je l'ai fait prince, duc, grand d'Espagne, je lui

» ai donné la Toison d'or..., et malgré cela il ne
» sera jamais un gentilhomme. »

Quelques années plus tard Doña Isabelle II, pouvait tenir le même langage sur ses amis des jours heureux, qu'elle avait comblés d'honneurs et qui tiendraient l'épée contre son pouvoir.

Qu'avait-on alors à reprocher à la dynastie régnante ? Son origine sans doute, mais les royalistes de 1833 étaient bien loin de vouloir recommencer la guerre de la succession. Etais-ce sa tyrannie que l'on incriminait, mais Doña Isabelle, menacée à plusieurs reprises par les partisans du maréchal Prim, s'était simplement défendue et si la répression avait été sévère la faute devait en retomber sur ceux qui s'étaient mis en tête d'agiter inutilement leur pays.

Ce que les ultra libéraux ne pouvaient pardonner à Doña Isabelle et à son ministre Gonzalez Bravo, c'était le retour aux vrais principes de la monarchie, et cette tendance à rompre peu à peu avec les amis de la veille dont le concours avait coûté si cher et qui considéraient le trône comme le *banco azul* des ministres où chacun pouvait s'asseoir tour à tour et gouverner une nation.

A Madrid on comptait plusieurs grands personnages qui voulaient faire jouer à leur profit la farce des maires du Palais. La fameuse maxime « d'exportation

étrangère. » *Le Roi règne et ne gouverne pas*, était mise par eux en avant, parce qu'ils voyaient dans la monarchie une institution facile, où sous le nom d'un prince, ils pourraient régner eux-mêmes.

Les tendances de Doña Isabelle vers le principe autoritaire mettaient tous ces beaux rêves à néant. Alors ces hommes qui devaient tout à la dynastie, ces hommes qui sans la maison régnante fussent restés dans l'obscurité, pauvres et ignorés, sacrifièrent leur reconnaissance à leurs rancunes personnelles et se réunirent à Cadix, au nom de la *España con honra*.

La plupart d'entr'eux ne voulaient pas la ruine de la monarchie, ils voulaient l'inutiliser sans la détruire. Malheureusement les bonnes intentions comptent peu en matière de révolution ; et, quoi qu'on puisse faire, le torrent entraîne tout.

A Cadix, on s'insurgeait aux cris de : Vive la liberté ! A Alcolea on criait déjà : *A bas les Bourbons !*

La défaite du général Pavia fut le glas funèbre de la monarchie bourbonnienne. Mal conseillée, mal inspirée surtout, Doña Isabelle ne sut pas tenir tête à l'orage ou pour mieux dire, il ne se trouva pas un seul homme brave, vaillant et loyal pour réunir les 50,000 hommes de troupes qui restaient encore et tenter de sauver, sinon le trône, du moins l'honneur, en luttant encore une fois pour l'infortunée fille de

Ferdinand VII. Le marquis de Novaliches avait fait son devoir, il était étendu sur un lit de souffrance, presque mourant, mais son exemple n'avait pas d'imitateur.

En ce moment, la révolution, c'était l'incertitude et l'inconnu. Topete, Serrano et Prim n'avaient pas de drapeau.

Le duc de Montpensier dont le nom était dans toutes les bouches, ne donnait pas signe de vie. D'autre part on savait le duc de la Torre très opposé à la proclamation de la République. Ainsi on renversait Isabelle II, avec cette insouciance espagnole, sans plus se préoccuper du lendemain. Lorsque les passions politiques seront calmées, l'histoire de ce *Tribunal du monde*, ainsi que l'appelle si bien Schiller, jugera comme il convient les principaux auteurs de cette révolution, dont les conséquences ont été si fatales pour la Péninsule.

1869 Les Cortès constitutantes furent composées des divers partis qui se disputaient l'Espagne, depuis les carlistes jusqu'aux républicains fédéralistes.

La révolution de septembre portait déjà ses fruits, car pour la première fois dans l'histoire d'Espagne, on vit un député monter à la tribune et y faire une déclaration d'athéisme. Tout ce qu'il y avait d'honnête dans l'Assemblée frémît, lorsque M. Suñer,

termina sa harangue en déclarant qu'il n'avait jamais trouvé l'âme à la pointe de son scalpel.

C'était un défi jeté à l'Espagne croyante, et l'Espagne croyante releva le gant. Tous ceux qui étaient attachés au système politique de Gonzalez Bravo, comme l'illustre Aparisi, sacrifiant leurs sympathies personnelles, se rangèrent autour du descendant de Don Carlos V, qui avait pris le titre de duc de Madrid et s'était déjà posé depuis quelque temps comme prétendant à la couronne d'Espagne. Ce prince représentait la monarchie traditionnelle, appuyée sur la pragmatique sanction de 1713; mais, à tout bien considérer, ce qui lui amenait chaque jour de nouveaux adeptes, ce n'était pas seulement son droit au trône, mais bien ses principes politiques. Il voulait la monarchie autoritaire, mais sans professer pour cela les idées d'absolutisme que lui prêtaient ses adversaires. Le lecteur pourra du reste mieux juger sa politique par le document suivant, que j'emprunte à *l'Essai loyal*, de M. Louis Teste, préférant citer la traduction d'un adversaire avoué du carlisme :

« Mon cher frère,

« Dans les brochures et les journaux, on a suffisamment fait connaître à l'Espagne mes idées et mes sentiments d'homme et de roi. Cependant

« pour me rendre au désir général et très-vif qui est
« arrivé jusqu'à moi de toutes les parties de la
« Péninsule, j'écris cette lettre, lettre dans laquelle
« je ne parle pas seulement au frère de mon cœur,
« mais à tous les Espagnols sans exception aucune,
« qui sont aussi mes frères.

« Je ne puis, mon cher Alphonse, me présenter à
« l'Espagne comme prétendant à la couronne : je
« dois croire, et je crois que la couronne d'Espagne
« est déjà posée sur mon front par la sainte main de
« la loi. Je suis né avec ce droit, qui est en même
« temps un devoir sacré, mais je désire que mon
« droit soit confirmé par l'amour de mon peuple.
« Mon devoir, d'ailleurs, est de consacrer à ce peuple
« toutes mes pensées et toutes mes forces : mourir
« pour lui, où le sauver.

« Dire, que j'aspire à être roi d'Espagne et non
« d'un parti, c'est presque une simplicité, car, quel
« homme digne d'être roi se contente de l'être d'un
« parti ? En ce cas, il se dégraderait lui-même, des-
« cendant de la haute et sérieuse région où réside la
« majesté et où ne peuvent arriver les basses et
« pitoyables intrigues. Je ne dois, je ne veux être
« roi que de tous les Espagnols ; je n'en repousse
« aucun, pas même ceux qui se disent mes ennemis,
« parce qu'un roi n'a pas d'ennemis ; je les appelle

« tous, même ceux qui paraissent le plus égarés, je
« leur adresse un appel affectueux au nom de la pa-
« trie. Si je n'ai pas besoin de tous pour monter sur
« le trône de mes ancêtres, le concours de tous me
« sera peut-être nécessaire pour établir sur des bases
« solides et immuables le gouvernement de l'Etat,
« et donner une paix féconde et une liberté véritable
« à ma bien-aimée Espagne.

« Quant je pense à ce qui devra se faire pour at-
« teindre un but si élevé, la grandeur de l'œuvre
« jette la crainte dans mon cœur. Je sais que j'ai le
« désir ardent de l'entreprendre et la volonté résolue
« de la terminer ; mais je ne me dissimule pas que
« les difficultés sont incommensurables, et qu'il serait
« impossible de les surmonter sans le conseil des
« hommes les plus impartiaux et les plus honnêtes du
« royaume et surtout sans le concours du royaume
« lui-même, convoqué en des Cortès qui représentent
« véritablement toutes ses forces vives et tous ses
« éléments conservateurs. Avec ces Cortès, je donne-
« rai à l'Espagne une loi fondamentale qui, comme
« je l'exprimai dans ma lettre aux souverains de
« l'Europe, sera définitive et espagnole.

« Ensemble, mon frère, nous avons étudié l'his-
« toire moderne, méditant sur les grandes catastro-
« phes, qui sont un enseignement pour les rois eux-

« mêmes, en même temps qu'un châtiment des nations ; ensemble, aussi, nous avons médité et reconnu que chaque siècle peut avoir et a, en réalité, des nécessités légitimes et des aspirations naturelles.

« L'Espagne ancienne avait besoin de grandes réformes ; l'Espagne nouvelle a subi de profonds bouleversements. On a beaucoup détruit, on a peu réformé. D'antiques institutions sont mortes, dont plusieurs ne peuvent renaître. On a tenté d'en créer de nouvelles qui ont vu le jour hier et sont déjà mourantes. Pour avoir tant fait, presque tout est à faire. C'est une œuvre immense à entreprendre, immense reconstruction sociale et politique : éllever dans ce pays désolé, sur des bases dont l'excellence est accréditée par les siècles, un édifice solide, dans lequel il y ait place pour tous les intérêts légitimes et toutes les opinions raisonnables.

« Je ne me trompe pas, mon frère, en t'assurant que l'Espagne a faim et soif de justice ; qu'elle sent l'urgente, l'impérieuse nécessité d'un gouvernement digne et énergique, juste et honnête, et qu'elle aspire avec anxiété après le règne contesté de la loi, à laquelle nous devons nous soumettre, grands et petits.

« L'Espagne ne veut pas qu'on outrage, ni qu'on
offense la foi de ses pères : possédant la vérité dans
le catholicisme, elle comprend que pour remplir
dignement sa mission divine, l'Eglise doit être
libre. Tout en sachant et n'oubliant pas que *le dix-*
neuvième siècle n'est pas le seizième, l'Espagne est
résolue à conserver à tout prix l'unité catholique,
symbole de nos gloires, esprit de nos lois, lien
béli d'union entre tous les Espagnols.

• Des événements funestes ont été accomplis en
Espagne au milieu des tourmentes révolutionnaires,
mais au-dessus de ces événements, il y a des con-
cordats qu'il faut respecter et exécuter religieuse-
ment.

• Le peuple espagnol instruit par une douloureuse
expérience, désire la vérité en tout : il veut que
son roi soit réellement roi et non un fantôme de
roi; que ses Cortès soient une junte ordonnée et
pacifique de représentants (*procuradores*) indépen-
dants et incorruptibles de la nation, et non des
Assemblées tumultueuses et stériles de députés
employés ou de députés prétendants, de majorités
serviles et de minorités séditieuses.

• Le peuple espagnol aime la décentralisation ;
toujours il l'a aimée, et tu sais bien, mon cher
Alphonse, que si mes vœux se réalisaient, de même

« que l'esprit révolutionnaire prétend assimiler les
« provinces basques aux autres provinces espagno-
« les, celles-ci seraient assimilées ou égalisées, dans
« leur régime intérieur, à ces heureuses et nobles
« provinces.

« Je veux que le municipé ait une vie propre,
« comme aussi la province, en prévenant toutefois
« et cherchant à éviter des abus possibles.

« Ma pensée fixe, mon désir constant, c'est tout
« simplement de donner à l'Espagne ce qu'elle n'a
« pas; c'est de donner à cette Espagne chérie la li-
« berté qu'elle ne connaît que de nom, la liberté fille
« de l'Evangile; non le libéralisme, fils de la Réforme;
« la liberté, enfin, qui est le règne des lois, quand
« les lois sont justes, c'est-à-dire conformes au droit
« de la nature, au droit de Dieu.

« Nous, fils de roi, nous reconnaissons que le
« peuple n'est pas fait pour le roi, mais le roi pour le
« peuple; qu'un roi doit être l'homme le plus hon-
« nête de son peuple, comme il en est le premier
« gentilhomme (*caballero*); qu'un roi doit en outre se
« glorifier du titre de « père des pauvres » et de
« soutien des faibles ».

« Mon cher frère, il y a actuellement en Espagne
« une question redoutable; c'est celle des Finances.
« C'est avec épouvante que l'on considère le déficit;

« les forces productives du pays ne suffisent pas à le couvrir; la banqueroute est imminente. Je ne sais, mon frère, si l'Espagne peut échapper à cette catastrophe; mais, si c'est possible, seul, son roi légitime peut l'en préserver. Une volonté inébranlable produit des merveilles. Si le pays est pauvre, que les ministres vivent pauvrement, et le roi lui-même, qui doit se souvenir de Henri le Dolent (Enrique el Doliente). Si le roi est le premier à donner le grand exemple, tout deviendra facile : supprimer des ministres, réduire des provinces, diminuer les emplois, moraliser l'administration; en même temps favoriser l'agriculture, protéger l'industrie, encourager le commerce.

“ Sauver les finances et le crédit de l'Espagne est une entreprise gigantesque à laquelle doivent contribuer le gouvernement et la nation. Il faut qu'en même temps que s'accompliront des prodiges d'économie, nous soyons tous vraiment espagnols, estimant beaucoup les choses du pays, ne voulant emprunter à l'étranger que les choses utiles. Chez une nation aujourd'hui très-puissante, l'industrie, sa principale source de richesses, fut autrefois languissante; ses finances étaient ruinées et le royaume pauvre. Du Palais Royal sortit et se propagea parmi le peuple une mode : celle de ne se

« vêtir qu'avec les étoffes du pays. C'est ainsi que
« l'industrie ranimée, fut la cause heureuse du
« relèvement des finances et de la prospérité du
« royaume.

« Je crois, du reste, mon frère, discerner ce qu'il
« y a de vrai et de faux dans certaines théories mo-
« dernes, et, partant, je considère comme une fu-
« neste erreur l'application à l'Espagne de la liberté
« de commerce, qui répugne à la France et que les
« Etats-Unis rejettent. J'entends, au contraire, qu'il
« faut à l'industrie nationale une protection efficace.
« Progresser par la protection, telle doit être notre
« formule.

« Et par cela même que je dois comprendre ce
« qu'il y a de vrai et de faux dans ces théories, je
« sais aussi quels sont les points sur lesquels a rai-
« son la partie de la nation qui paraît aujourd'hui la
« plus égarée. Il est certain que presque tout ce qu'il
« y a de raisonnable et de légitime dans ses aspira-
« tions n'est pas une invention d'hier, mais bien des
« doctrines depuis longtemps connues, quoique non
« appliquées toujours et particulièrement à l'époque
« actuelle.

« Celui qui dit au peuple qu'il est roi, le trompe;
« mais c'est une vérité, que la vertu et le savoir sont
« la principale noblesse; que la personne du men-

« diant est aussi sacrée que celle du grand seigneur;
« que la loi doit veiller aussi bien aux portes du
« palais qu'à celles de la chaumière; qu'il est conve-
« nable de créer des institutions nouvelles, si les an-
« ciennes ne suffisent plus, pour éviter que la gran-
« deur et la richesse n'abusent de la pauvreté et de
« l'humilité; que la justice devant se rendre à tous
« également et conserver à tous leur droit égale-
« ment, c'est le propre d'un gouvernement bon et
« prévoyant de montrer une sollicitude spéciale pour
« les petits et de veiller directement à ce que le tra-
« vail ne manque pas aux pauvres et que leurs enfants,
« qui auraient reçu de Dieu une intelligence élevée,
« puissent acquérir la science qui, accompagnée de la
« vertu, leur aplanisse le chemin aux plus hautes
« dignités de l'Etat.

« L'Espagne ancienne fut bonne pour les pauvres,
« la révolution ne l'a pas été. La partie de la nation
« qui rêve aujourd'hui la République, commence à
« entrevoir cette vérité; elle finira par la contempler
« claire et rayonnante comme la lumière et verra
« que la monarchie chrétienne peut faire en sa faveur
« ce que ne feront jamais trois cents roitelets discu-
« tant dans une Assemblée bruyante.

« Les partis ou les chefs de partis envient natu-
« rellement les honneurs, ou les richesses, ou le

« commandement. Mais que peut désirer, dans le
« monde, un roi chrétien, sinon le bien de son peu-
« ple ? Que peut-il manquer à ce roi pour être heu-
« reux, sinon l'amour de son peuple ?

« Dans ces pensées, dans ces sentiments, mon
« cher Alphonse, je suis fidèle aux bonnes traditions
« de l'ancienne et glorieuse monarchie espagnole, et
« je crois être un homme du temps présent qui ne
« néglige pas l'avenir.

« Je comprends bien toute la responsabilité de ce-
« lui qui prend sur soi de retourner les affaires d'Es-
« pagne, mais s'il sort victorieux de son entreprise,
« sa gloire sera immense. Né avec le droit à la cou-
« ronne d'Espagne et voyant dans ce droit un de-
« voir sacré, j'accepte cette responsabilité et cherche
« cette gloire. Je puise ce courage dans la secrète
« espérance qu'avec l'aide de Dieu, le peuple Espa-
« gnol et moi, nous ferons de très grandes choses,
« et le siècle futur dira que je fus un bon roi et le
« peuple espagnol un grand peuple.

« Toi mon frère qui as le bonheur enviable de ser-
« vir sous la bannière de l'immortel Pontife, de-
« mande à notre roi spirituel, pour l'Espagne et pour
« moi, sa bénédiction apostolique.

« Que Dieu te garde !

« A toi de cœur,

« Ton frère, CARLOS. »

Comme on le voit on ne saurait reprocher, sans injustice, au prince ses idées d'une autre époque. Ne dit-il pas assez clairement le « *dix-neuvième siècle n'est pas le seizième* » et n'admet-il pas, en somme, la nation légalement représentée ? S'il se trouve des royalistes qui saluent leur prince avec un fanatisme d'une autre époque, Don Carlos ne saurait être responsable *d'un excès de zèle semblable*.

La monarchie anglaise, a été l'objet des préférences d'un grand nombre d'esprits éminents, mais ceux qui voudraient acclimater au-delà des Pyrénées la Charte de 1689 sont des fous ou des sectaires incorrigibles. Entre le peuple anglais et le peuple espagnol il y a un abîme.

Donner à ce dernier toutes les franchises, toutes les libertés à l'excès, c'est mettre une arme tranchante entre les mains d'un enfant.

En Espagne, ce pays monarchique par excellence, on n'a pas su marcher prudemment après le siècle ; de révolution de caserne en émeutes de faubourgs, on en est venu à Alcolea.

Dans son manifeste, Don Carlos offre de combattre le mal par le principe autoritaire, qui fait respecter le trône et si besoin est *met la force au service de la justice*. Aparisi qui était un des plus intelligents conseillers du prince et Gonzalez Bravo, qui s'était rallié

au carlisme, démontraient avec talent combien le duc de Madrid avait été bien inspiré dans sa déclaration du 30 juin.

Le maréchal Narváez avait compris lui-même la situation de la Péninsule en 1845, et sa charte était, à quelques légères différences près, la reproduction de la lettre de Don Carlos. L'Espagne du reste ne saurait s'accommoder de rois fantômes.

Cependant les adversaires du carlisme, attaquaient le prince avec un acharnement qui démontrait assez clairement leurs craintes pour l'avenir. *Moderados, unionistes, radicaux, républicains* agitaient le spectre de l'ancien régime, et évoquaient, à chaque propos, le souvenir de Philippe II et de Tercuemada.

Ces vaines déclamations n'eurent pas grand succès sur les masses, mais les classes dirigeantes, peu favorables à Don Carlos, s'en firent une arme contre son système de gouvernement.

La grandesse d'Espagne fidèle, à la dynastie tombée, trouva, là, le moyen de satisfaire d'injustes ressentiments. Le haut commerce, partagé entre l'union libérale et la royauté constitutionnelle suivait l'exemple de la grandesse d'Espagne.

Il est certes regrettable que le parti carliste n'ait pu compter sur ces deux branches si imposantes de la société Espagnole, soit qu'on n'ait pas, d'un côté,

usé de tous les moyens de conciliation, soit que, d'un autre côté, l'attitude ait été si hostile, dès le principe, qu'on se soit trouvé dans l'impossibilité de rien tenter pour un rapprochement.

L'organe principal de ces deux classes de la société dont nous venons de parler, *La Epoca*, aliéné à la dynastie déchue beaucoup de sympathies de vieille date, par sa tendance aux principes qui avaient hâté la ruine de Doña Isabelle. Cependant les opinions monarchistes que défendaient ses rédacteurs, le faisaient ranger parmi les premiers journaux conservateurs de la capitale.

Le parti républicain était représenté aux Cortès par MM. Stanislas Figueras, Castelar et Pi y Margall. Les deux premiers paraissaient appelés à jouer le rôle de girondins de la République espagnole. Quant à Pi y Margall, ses opinions étaient plus avancées. Castelar était poète et orateur : tout Madrid allait applaudir ses belles improvisations où le génie de la langue castillane brillait de tout son éclat. Mais on ne gouverne pas un état avec des improvisations et des théories. Pi y Margall, élevé à l'école de Proudhon, voulait une République un peu accentuée et de grands changements dans l'Etat. En temps ordinaire les réformes imprudentes amènent des bouleversements. À l'heure des crises, ces bouleversements deviennent des cataclysmes.

Quant aux partisans de la situation, ils penchaient pour la monarchie libérale : le trône était prêt, mais il manquait un roi. Montpensier devenait impossible. Le roi de Portugal refusait, le duc de Gênes, inventé par M. Olozaga, n'avait pu être agréé à Madrid. Au milieu de ces compétitions, le général Prim, ce Warwick d'outre-monts, confiant dans sa bonne étoile, avait juré de mettre la main sur un monarque lorsqu'il daignerait s'en occuper sérieusement. Son premier choix fut Léopold de Hohenzolern.

On sait ce qu'il advint à la suite de cette candidature.... Enfin, après des démarches actives, le général Prim trouva un roi dans la personne de Don Amédée de Savoie.

Alors cet homme qui avait tout agité, tout bouleversé, cet homme qui s'était fait un marchepied des débris d'un trône, crut avoir conclu un pacte avec la destinée, comme l'a fort bien dit un écrivain de nos jours, mais au moment où le duc d'Aoste prenait le chemin de l'Espagne, ce *faiseur de rois* était assassiné à la sortie des Cortès. La Providence ne le laissait pas jouir de son triomphe.

Quelques jours après Don Amédée était installé au palais d'Orient. Certes Philibert Emmanuel, duc de Savoie, n'avait jamais rêvé pour ses descendants, la couronne espagnole, lui qui n'était que général de

Philippe II. M. Castelar, ancien professeur d'histoire ne manqua pas de le rappeler aux Cortès et à la nation espagnole.

Don Amédée, fut froidement accueilli à Madrid. Il y a dans le peuple Espagnol un fond de fierté que ses malheurs n'ont pu étouffer. *La Correspondencia*, cet organe de tous les gouvernements, écrivait, la veille de l'entrée du due d'Aoste, dans la capitale, cette phrase assez significative :

* Il neige depuis plus d'une semaine, il n'est pas jusqu'à la nature même qui n'accueille mal le fils de Victor-Emmanuel. *

L'horizon était donc gros de nuages. Nous verrons dans le chapitre suivant les difficultés qu'eût à surmonter le nouveau gouvernement pour réussir à se maintenir quelques mois.

Nous allons étudier maintenant les divers événements qui précédèrent et suivirent l'affaire d'Oroquieta, jusqu'à la fameuse convention d'Amorovieta. (Mai 1872).

Après la chute d'Isabelle II, le parti carliste leva la tête en Espagne. Don Carlos, dans les commencements, voulant éviter à tout prix une revendication à main armée, engagea ses amis à entrer au parlement et à tenter le rétablissement de la monarchie légitime par les voies légales.

Les élections de 1869, amenèrent aux Cortès un grand nombre de députés légitimistes, malgré la violente pression du gouvernement.

Au-delà des Pyrénées, le suffrage universel est un odieux mensonge, en admettant même, avec certaines gens, qu'il est l'expression la plus vraie de la volonté populaire.

Le jour du vote, certains garnements, soudoyés, attendaient les électeurs hostiles le gourdin au poing et la navaja à la ceinture. De là des altercations que le gouvernement ne manquait jamais de mettre sur le compte de ses adversaires.

Les élections causèrent donc des rixes et excitèrent les mauvaises passions politiques. Dans le midi, les bureaux électoraux étaient presque interdits aux individus d'opinion royaliste. Ceux qui persistaient à exercer leurs droits de citoyens étaient littéralement assommés, ce qui était un mode assez original de se faire des prosélytes.

De leur côté les carlistes exaspérés prirent leur revanche en Navarre et il fallut toute l'influence de leurs candidats pour éviter de transformer l'arène électorale en un véritable champ de bataille. Malgré cela, il y eut à enregistrer quelques faits regrettables. Dans un village de la Basse-Navarre un maire ayant un jour déchargé des coups de revolver sur un groupe

qui criait : *Viva Carlos VII...*, fut mis en pièces par la foule. Il est vrai que ce fut un des rares excès commis dans les provinces Vasco-Navarraises et encore l'alcalde s'était rendu coupable d'une action aussi barbare qu'inqualifiable.

Dans ces conditions la liberté électorale étant une lettre morte, les Cortès se trouvaient représentés à peine une faible partie de la nation.

Les carlistes, irrités de leur insuccès et de la tyrannie ministérielle, se soulevèrent dans la Manche avec Polo et Sabariégos. Comme il n'y avait aucun plan préconçu dans cette prise d'armes, le soulèvement dégénéra en échauffourée. La tentative de 1870 fut plus sérieuse et elle mérite une place particulière dans cet ouvrage.

Dans les commencements de l'année 1870, le général Eustaquio Diaz de Rada, ancien colonel d'infanterie, fait brigadier après 68 et depuis créé maréchal de camp par Don Carlos reçut la visite d'un señor Emilio Alonso, secrétaire du colonel José Escoda. Cet agent offrait à Rada le concours de Don José Escoda et de ses cinq sections de *carabineros*.

Il n'y eût rien de décidé dans la première entrevue. Cette proposition était en effet chose grave et demandant réflexion, mais Escoda en personne se rendit à Sare, chez le notaire de l'endroit. Quelques

notabilités carlistes assistèrent à l'entrevue, entr'autres MM. Ochoa de Olza et Perez Tafalla. Escoda déclara publiquement sa ferme intention de contribuer, autant qu'il lui serait possible, au triomphe de S. M. Charles VII ; qu'à son avis les dictateurs de Madrid avaient fait leur temps et que leur propre tyrannie les avait usés.

Escoda joua si bien son rôle de nouveau converti que les plus incrédules y furent pris. On lui avança même une forte somme d'argent.

Eseoda et ses gens devaient proclamer Charles VII dans la journée du 26. On ne sait trop pour quelle raison on recula la prise d'armes de deux jours. Or en matière de conspiration l'expérience n'a que trop démontré que les ajournements sont dangereux.

Plusieurs notabilités carlistes passèrent la frontière, mais ayant ou avis de l'attitude hostile des *carrabineros*, Rada et ses compagnons revinrent sur leurs pas et réussirent à rentrer en France après mille dangers.

Comme on le voit le rôle du colonel Escoda est si odieux dans tout ceci, que je crois inutile d'insister sur ce personnage.

L'année 1871, s'écoula sans incident notable. A Madrid on pressentait l'orage, mais M. Sagasta avait hérité, du général Prim, d'une grande qualité pour un

homme d'Etat, la confiance. Quelquefois cette qualité devient de la présomption, mais M. Sagasta se préparait sérieusement à la lutte, on ne pouvait le taxer d'imprévoyance ni de légéreté.

La conspiration carliste suivait son chemin, elle s'ourdissait sur une vaste échelle. A la frontière les principaux chefs du mouvement se réunissaient d'ordinaire chez M. le marquis de Valdespina, serviteur dévoué et opiniâtre de la légitimité. Le père du général actuel s'était distingué dans la guerre de sept ans 1833-40 et Don Carlos V, l'avait fait grand d'Espagne. M. de Valdespina avait engagé des sommes énormes pour le service du prétendant. Sa bonne foi et sa loyauté furent si manifestes dans les agissements carlistes, que tous ceux qui l'ont connu, amis et adversaires politiques, se sont plu à lui donner des marques publiques d'estime. Lorsque dans un parti politique, dont l'avènement est encore un problème, il se présente des hommes d'un grand nom et d'une belle position de fortune, ces hommes sont dignes du respect de tous, parce que leur bonne foi couvrira toujours leurs erreurs en admettant qu'ils puissent tomber dans le faux.

Dans les commencements de 1872, Don Carlos adressa à ses amis ses instructions. Ce prince retardait autant qu'il le pouvait le soulèvement annoncé

depuis plusieurs semaines. C'était en effet, chose sérieuse, que de renouveler, en plein XIX^e siècle, la tentative d'Henri IV en France et de Charles-Edouard en Angleterre. Quant aux Vasco-Navarrais, ils bouillaient d'impatience et ne comprenaient pas les retards et les hésitations.

Les élections de 1872, ne furent que le prélude de la bataille comme en 1869. Le gourdin et la *navaja* eurent le dernier mot. Carlistes et libéraux en vinrent aux mains et le sang coula.

Alors les plus indécis comprirèrent que le scrutin avait dit son dernier mot et se préparèrent à combattre. M. Sagasta attendait confiant comme par le passé et disposé à tenir tête à l'orage qui s'annonçait terrible dans le ciel chargé de tempêtes.

La Navarre proprement dite est un ancien royaume formé sur les deux versants des Pyrénées. L'Empereur Charlemagne recula les frontières jusqu'à l'Ebre en refoulant les Arabes dans l'intérieur de la Péninsule. Dès ce jour les Kalifés trouvèrent une barrière à leur conquête, et les successeurs du grand empereur dominèrent tout ce territoire jusqu'en 831, époque où le comte Aznar se rendit indépendant. Quelques années plus tard la Navarre se constitua en état indépendant, et contribua à la fondation de la future Monarchie espagnole. En effet à la mort de Sanche III

dit le grand, il y eut dans la Péninsule trois royaumes catholiques, la Navarre, la Castille et l'Aragon.

Plus tard, à la suite d'intrigues et de discussions intérieures, le roi Sanche IV, fut détrôné et la Navarre perdit sa liberté, mais cet état de choses ne dura que quelques années.

En 1285, Philippe le Bel, ayant épousé Jeanne de Navarre fut le premier prince français qui prit le titre de roi de France et de Navarre. Mais ce royaume ne resta que peu de temps sous l'autorité des Capétiens, et passa successivement dans la maison des comtes d'Evreux, d'Aragon, de Foix et d'Albret. En 1512, Ferdinand le Catholique, conquit toute la partie de la Navarre espagnole. Cependant les montagnards opposèrent quelque résistance dans les premiers temps de la domination des rois d'Espagne, mais la maison d'Albret, ayant embrassé les doctrines calvinistes, les Navarrais se déclarèrent franchement dévoués à l'Empereur Charles V, et à ses successeurs.

Des *fueros* (franchises) leur furent alors octroyés et ces *fueros*, sauf quelques légères modifications, leur ont été conservés, jusqu'à nos jours.

Dans les guerres contre l'invasion Africaine, les Navarrais se distinguèrent particulièrement. A la bataille de las Navas de Tolosa, gagnée sur Mohamed El Nars, en 1212, Sanche VII et ses gens brisèrent

les fameuses chaines de fer qui défendaient les rotranchements Arabes, et en rendaient l'accès impossible aux chevaliers. A partir de ce jour les Navarrais portèrent dans leurs écussons les chaînes de las Navas. Plus tard, à l'époque de la renaissance, les soldats de Navarre guerroyèrent en Italie et en Allemagne avec Charles-Quint et eurent ainsi leur part dans cette gigantesque aventure.

A la fin du XVIII^e siècle, ils se signalèrent également dans les campagnes, contre la République et l'Empire. Nous avons vu quel a été leur rôle dans la guerre de Sept ans.



ROIS DE NAVARRE

Garcia Ximénès	857	Garcia III	994
Fortunio	880	Sanche III, dit le	
Sanche I ^{er}	905	Grand. . . .	1001
Garcia II	926	Garcia IV	1035
Sanche II	970	Sanche IV	1054

ROIS D'ARAGON ET DE NAVARRE

Sanche V	1076	Alphonse I ^{er}	1104
Pierre I ^{er}	1094		

ROIS DE NAVARRE

Garcia V	1134	Thibaut II	1259
Sanche VI	1150	Henri I ^{er}	1270
Sanche VII. . . .	1194	Jeanne I ^{re}	1274-1305
Thibaut I ^{er}	1234		

ROIS DE FRANCE ET DE NAVARRE

Philippe-le-Bel	1285	Philippe-le-Long	1316
Louis-le-Hutin	1314	Charles IV	1322
Jean I ^{er}	1316		

ROIS DE NAVARRE

Jeanne II et Phi-		te de Foix . . .	1479
lippe d'Evreux . . .	1328	Catherine et Jean	
Charles II le Mau-		d'Albret . . .	1484
vais . . .	1349	Henri II (Navarre	
Charles III . . .	1388	française) . . .	1516
Jean II et Blanche.	1425	Jeanne III d'Al-	
Eléonore . . .	1479	bret et Antoine	1555
Fr. Phœbus, com-		de Bourbon.	

ROIS D'ESPAGNE

Ferdinand I ^{er} (V ^e de Castille) . . .	1512	Philippe IV (V ^e id.)	1700
Charles IV (I ^{er} de Castille) . . .	1516	Louis I ^{er} (V ^e id.)	1724
Philippe I ^{er} (II ^e d'Espagne) . . .	1555	Philippe IV (id.)	1724
Philippe II (III ^e id.)	1598	Ferdinand II (VI ^e id.)	1746
Philippe III (IV ^e id.)	1621	Charles VI (III ^e id.)	1759
Charles V II ^e id.)	1665	Charles VII (IV ^e id.)	1788
		Ferdinand III (id.)	1808

GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

Don Carlos prend le titre de V ^e de Castille et de VIII ^e de Navarre, 1833.		et de IX ^e de Navarre.
Don Carlos, comte de Montemolin, prend le titre de VI ^e de Castille		Don Carlos, duc de Madrid, prend le titre de VII ^e de Castille et de X ^e de Navarre.

Au nord-ouest de la Péninsule se trouvent les provinces basques qui ont été aussi ardentes que la Navarre pour défendre la royauté traditionnelle. On les désigne sous le nom de Alava (chef-lieu Vittoria), de Biscaye (chef-lieu Bilbao), de Guipuzcoa (chef-lieu Saint-Sébastien). L'histoire de ce peuple est remarquable à plus d'un titre. Unis aux Asturiens, ils lutèrent avec énergie contre les hordes Musulmanes non pas tant pour refaire la monarchie espagnole, que pour assurer leur propre indépendance. Les rois reconnaissants leur concédèrent au moyen-âge des franchises et leur reconnurent ainsi les libertés les plus étendues.

Libres pour ainsi dire, enclavés dans une monarchie absolue, ils s'administraient eux-mêmes, par les juntas générales, où, toutes les communes étaient représentées.

Le recrutement n'existant pas pour eux, ils constituaient un état dans l'Etat, sans que cela fut un danger pour l'Espagne.

La monarchie absolue avait respecté tous ces priviléges. Mais les principes libéraux, *affranchissant* l'individu au dépens des villes et des provinces, leur parurent un danger, aussi se rangèrent-ils autour de Don Carlos V, à la mort de Ferdinand VII.

L'histoire nous a appris ce que furent ces volon-

taires qui usèrent successivement plusieurs armées, tinrent tête à quatre nations, que la fatalité accabla un jour, mais que les revers ne purent vaincre.

Sir Walter Scott, dans un de ses romans, intitulé *Waverley*, s'occupe des montagnards d'Ecosse, si dévoués à la cause des Stuarts. Malgré ses principes libéraux bien connus, le brillant romancier, leur consacre une de ses pages, où il célèbre leurs coutumes et leur fidélité, il les accompagne à Preston, à Clifton, à Falkirk et à Culloden, avec ce prince, qui eut été un grand roi, si la fortune ne l'avait pas trahi... et il termine son ouvrage par ces lignes :

« Cette espèce de gens (*les Jacobites Highlandais*),
« a disparu complètement du pays, mais en même
« temps ont disparu beaucoup d'hommes, qu'on pou-
« vait citer comme de vivants exemples, du dévoue-
« ment le plus absolu et le plus désintéressé aux
« principes de loyauté qu'ils avaient reçus de leurs
« pères. (*Waverley*, ch. LXXII). »

Ce que Walter Scott, dit des Highlandais Ecossais, peut s'appliquer aux Basques, avec cette différence que chez ces derniers, les principes sont toujours aussi vivaces qu'autrefois. Il n'est pas jusqu'à leur chêne de Guernica qui ne jouisse toujours de la même célébrité. C'est là, que Don Carlos, a juré en son nom et au nom de ses successeurs, de veiller à la garde de leurs franchises et de leurs libertés.

Je termine en empruntant à un ouvrage de M. V. Cherbuliez, *l'Espagne politique*, la citation suivante de J.-J. Rousseau :

« Quant on voit chez le plus heureux des peuples du monde, des troupes de paysans régler les affaires de l'Etat, sous un chêne, et se conduire toujours sagement, peut-on s'empêcher de mépriser les raffinements des autres nations qui se rendent illustres et misérables avec tant d'art et de mystère ? »

Poursuivons notre récit :

Les élections étant terminées, la véritable guerre allait commencer. Ce n'était qu'une question de jours, tout le monde le pressentait. Cependant le gouvernement attendait le premier cri de l'insurrection, pour former un corps d'armée destiné à la combattre.

Grâce à ses émissaires répandus sur la frontière, M. Sagasta était au courant de tout ce qui se passait et du reste certains bavards, se taxant de personnages importants, se faisaient un vrai plaisir de donner tous les renseignements qui leur étaient parvenus.

Le général Eustaquio Diaz de Rada agissait avec plus de circonspection, il se laissait peu voir et s'occupait activement de la prise d'armes. A la date du 4 mars 1872, Rada avait adressé une communication aux commandants généraux (carlistes) des Provinces *Vasco-Navarraises* relativement à l'organisa-

tion de leurs forces respectives.

Un état-major devait être attaché à chaque province. Les forces royales se divisaient en bataillons et en brigades, deux bataillons devant composer une brigade et huit compagnies formant l'effectif d'un bataillon.

Le général Rada s'était trouvé en relations avec plusieurs officiers supérieurs des principales places du Nord et avait reçu des promesses formelles d'adhésion au carlisme; ce qui donnait au mouvement qui allait se tenter, de grandes chances de réussite, en admettant, par exemple, que les officiers en question fussent fidèles à la parole donnée. Rada, brigadier général de l'armée libérale, était ce qu'on pouvait appeler un homme du métier, aussi n'avait-il qu'une médiocre confiance dans ces paysans enthousiastes qui venaient se ranger sous les drapeaux du duc de Madrid. A la longue ces paysans ont fait d'excellents soldats, mais tout le monde sait ce qu'ils étaient les premiers jours. Il fallait donc un noyau d'armée régulière pour base du soulèvement.

Tout l'espoir de Rada reposait donc sur ses anciens compagnons d'armes, il ne voulait rien tenter sans eux.

Pendant ce temps des émissaires des Provinces arrivaient chaque jour pour presser le général en chef

qui tentait, mais en vain, de faire la sourde oreille, car le mouvement un peu retardé n'eut été peut-être que mieux exécuté. Ce n'était que supplications et instances de tous côtés. Des envoyés de Catalogne furent encore plus explicites :

« Si vous différez plus longtemps à donner un ordre définitif, nous ne répondons de rien, et il y aura des chefs de *partidas* qui se mettront en campagne. »

Rada écrivit alors à Don Carlos pour lui exposer la situation. Le prince qui ne voulait rien précipiter tarda quelques jours à répondre. La chose en effet méritait réflexion. Voici un fragment de la lettre que le général Rada recevait en date du 14 :

« Mon cher Rada,

« L'heure solennelle a sonné. Tous les bons espagnols réclament leur roi légitime et le roi ne peut rester sourd à l'appel de la patrie.

« J'ordonne que le soulèvement ait lieu, le 21, dans toute l'Espagne aux cris de *Vive l'Espagne ! A bas l'Etranger !*

« Je me présenterai des premiers au poste du péril ! Celui qui fera bien son devoir aura bien mérité du Roi et de la Patrie, celui qui aura forsait à l'honneur, subira toutes les rigueurs de ma justice.

« CARLOS.

« Genève, 14 avril. »

Ce dernier alinéa s'adressait particulièrement aux chefs Vasco-Navarrais, dont le concours était indispensable et qui avaient contracté à plusieurs reprises de sérieuses obligations avec le parti carliste.

Rada communiqua ce document aux chefs Catalans et Basques. Rien ne fut donc négligé pour que le soulèvement eut lieu le 27.

Le Navarrais Peralta envoya des émissaires dans toutes les directions et se ménagea une entrevue avec quelques officiers de la garnison de Pampelune pour amener la reddition de la citadelle.

En Catalogne on signalait déjà l'existence de quelques bandes ; les chefs Castells, Savalls et Galcéran avaient fait leur apparition. A Madrid, le ministère attendait de pied ferme l'attaque sérieuse, c'est-à-dire le soulèvement des provinces.

Le 20 avril, le général Rada se transporta à Ascain, petit village sis à proximité de la frontière Espagnole, avec le commandant général de Guipuzcca, Don Ramon Ibarrola. Le 21, plusieurs officiers supérieurs se rendirent auprès de leur général pour pénétrer sur le sol espagnol.

A cette même date, le major Emilio de Arjona, secrétaire de Don Carlos, envoyait aux principaux cabinets la communication qui suit :

« 24 avril 1872.

« Excellence,

« Le duc de Madrid veut que l'Europe entière connaisse les motifs qui expliquent sa présente ligne de conduite, il ne faut pas que l'opinion publique soit égarée dans le jugement qu'elle va porter sur les événements d'Espagne.

« Le parti carliste qui représente la majorité du pays, repousse, au nom de ses principes, toutes les machinations de ce parti libéral qui est la préface du pétrole et de la dissolution sociale.

« Le duc de Madrid voulait à tout prix éviter une prise d'armes qui fera couler du sang espagnol, et sera le prélude de graves complications dans les Etats d'Europe. Il lui a fallu accepter la lutte comme la voulaient ses ennemis, sur le terrain choisi par ces mêmes ennemis. Les carlistes obéissant à leur prince, se sont présentés aux élections dans des dispositions pacifiques, un gouvernement populaire les y attendait avec ses violences; un parti hostile avec ses poignards. Inutile de redire ici, les illégalités, les violences, les comédies employées pour empêcher les Cortès d'avoir leur vraie majorité.

« Le gouvernement de la révolution, nous ferme les portes de cette légalité qu'il a établie. Il ne

« reste plus au duc de Madrid et aux carlistes qu'à
« tirer l'épée pour l'honneur, pour la dignité, pour
« l'indépendance de la patrie.

« Si le duc de Madrid vient rallumer la guerre ci-
« vile, c'est qu'il espère que la lutte sera courte et
« décisive, c'est qu'il espère sauver l'Espagne et
« montrer à la société où est le salut.

« A la face du monde le duc de Madrid réclame
« l'honneur de commander l'avant-garde de l'armée
« Catholique, qui est l'armée de Dieu, du trône, de
« la propriété et de la famille.

« Le duc de Madrid et avec lui la majorité de l'Es-
« pagne prient le Ciel et, contemplant nos malheurs
« appellent leurs compatriotes autour de ce drapeau
« où on lit ces mots : *Dieu, Patrie et Roi*, ils pren-
« nent à témoign l'opinion publique et comptent sur
« sa puissante protection.

« *Le secrétaire du duc de Madrid,*

« EMILIO DE ARJONA. »

Le duc de Madrid disait à l'Europe que la guerre ne serait pas longue et elle ne l'eut pas été en effet si tous ceux qui donnèrent leur parole au prince eussent tenu leurs engagements. Don Eustaquio Diaz de Rada dans sa brochure sur les événements qui précédèrent Oroquieta, dit, que si le quart des gens com-

promis avaient eu souci de leur honneur les affaires eussent pris une tournure tout autre.

En Europe l'émotion fut grande. Dans un siècle aussi positif que le notre, faire appel à l'esprit chevaleresque d'un pays et revendiquer une couronne l'épée à la main paraissait une incompréhensible folie à la grande masse de ceux qui s'intéressaient aux affaires de l'Espagne ; mais pour ceux qui connaissent le caractère du Basque et du Navarrais, ces évènements n'offrent rien d'extraordinaire et s'expliquent parfaitement par les habitudes d'un peuple guerrier que les délices de la civilisation n'ont pas encore énervé.

Les Vasco-Navarrais accueillirent avec enthousiasme la lettre de leur roi.

Dans les villages, les municipalités proclamèrent Charles de Bourbon VII^e de Castille et X^e de Navarre. Les prêtres, du haut de leur chaire, rappelèrent les exploits d'autrefois et électrisèrent ainsi tous les courageux. Plusieurs d'entre eux entrèrent en campagne à la tête de leur paroisse. On sait le mauvais effet produit par l'attitude de quelques membres du clergé espagnol dans cette prise d'armes sans que je doive plus insister à ce sujet.

Quant à Don Eustaquio de Rada il se tint à Ascain pendant quelques heures, attendant un guide qui put le conduire par des sentiers sûrs pour pénétrer en Es-

pagne, mais au moment où Rada se disposait à partir, don Miguel Dorronsoro, député général de Guipuzcoa réclama ce guide pour favoriser, disait-il, l'introduction de plusieurs caisses de fusils.

Quelque inopportun que lui parut cette demande, Rada s'exécuta de bonne grâce. Le 25, à 9 heures et demie du soir, le général carliste se dirigea vers la frontière accompagné de 15 officiers supérieurs. Dans la nuit plusieurs volontaires rejoignirent la petite troupe et vers une heure du matin le colonel Azpiazu, avec quelques Guipuzcoans, vint se mettre aux ordres du général en chef. Mais tous les Basques de cette province, compromis dans les agissements carlistes, ne furent pas fidèles au rendez-vous.

Le 22, la colonne carliste se trouvait à trois kilomètres de Vera. Ce village, qui n'était occupé la veille que par 15 carabineros et 8 soldats, avait vu sa petite garnison renforcée de 60 hommes. Ces forces auraient dû s'incorporer à Rada si leurs officiers avaient tenu leurs engagements, mais elles persistèrent dans leur attitude hostile.

Alors les carlistes se décidèrent à enlever à la bayonnette le pont de la Bidassoa et attaquèrent la caserne San Anton qui fut mal défendue. Après ce léger succès Rada s'enfonça plus avant dans la Navarre.

Si les forces Amédéistes restaient fidèles au gou-

vernement de Madrid l'enthousiasme des populations était fait pour consoler Rada et ses compagnons de leur première déconvenue. La ville d'Estella, ancienne capitale de la Navarre carliste pendant la guerre de Sept ans, fournit à elle seule un millier d'hommes. Les villages de la Rivera se prononcèrent aussi en grande partie en faveur du duc de Madrid. De l'aveu même des gens d'opinion très libérale, l'enthousiasme fut excessif et gagna successivement tout l'ancien royaume de Navarre. Rien de plus étrange et de plus frappant que ces groupes de paysans, peu ou point armés, déclarant la guerre à un pouvoir établi, disposant d'une armée disciplinée et de tous les moyens de défense.

Le plan de Rada était fort simple, fatiguer les colonnes qui s'attachaient à sa poursuite et éviter ainsi toute rencontre qui en pareille circonstance n'eut pas manqué d'être fatale à ses volontaires indisciplinés.

Sauf quelques rares exceptions les officiers Amédistes persistaient à oublier toutes leurs promesses et le parti Républicain qui avait juré tant de fois de prendre les armes pour chasser l'étranger semblait avoir reçu un mot d'ordre de ses chefs pour différer le grand soulèvement.

Tous ces incidents sur lesquels on n'avait guère compté, de tous les partis, le parti carliste étant le

plus confiant, attristèrent profondément Rada, sans toutefois le pousser à abandonner la lutte, ainsi qu'on l'en accusa dans la suite. Mais ce que redoutait par-dessus tout le général royaliste, c'était l'entrée de Don Carlos, en Espagne, dans un moment aussi critique.

L'attitude du parti républicain en 1872, fut significative. La crainte de la royauté autoritaire le retint dans l'inaction. Certains personnages, bien informés d'ordinaire, m'ont toujours assuré que des avis venus de Versailles engagèrent le Directoire républicain à ne pas attaquer la monarchie d'Amédée *pour ne pas contribuer de la sorte au triomphe du carlisme*. Contentons-nous de considérer la chose comme très probable en attendant mieux. Les Alphonsistes n'étaient pas aussi désintéressés dans le conflit, comme on a bien voulu le dire. Ayant à choisir entre la royauté chancelante du duc d'Aoste et le pouvoir de Don Carlos, offrant des garanties très sérieuses de stabilité, ils ne pouvaient, dans leur propre intérêt, que faire des vœux pour Don Amédée.

Mais leur politique fût-elle digne et patriote? L'histoire la jugera comme il convient.

Les Navarrais, comme nous l'avons déjà dit, accouraient en foule pour prendre part à la lutte, aussi Rada se vit-il obligé, vu le nombre tou-

jours croissant des adhérents, à diviser la Navarre en deux circonscriptions militaires, la première fut donnée au brigadier Aguirre, ancien colonel du Requête, 5^e de Navarre dans la guerre de Sept ans, et la 2^e à Iturmendi.

Cependant le bruit de la prochaine entrée de Don Carlos, s'était répandu dans les provinces et quoique dans le principe le général en chef ne prêtât que peu d'importance à ces rumeurs, il ne laissa pas d'être alarmé dans la suite en voyant qu'elles persistaient. Il adressa donc une nouvelle supplication à Don Carlos pour le détourner de son dessin. Du reste, un conseil de guerre auquel assistèrent les chefs Ollo, Azpiazu, Mozo et le vicaire d'Oyarzun approuvèrent pleinement la conduite de Rada.

Le colonel Mozo ayant pris le commandement des volontaires cantonnés à Echalar, Diaz de Rada, se dirigea vers la France, afin de voir Don Carlos et de lui manifester les désirs de ses compagnons d'armes, et pendant ce temps le duc de Madrid, accompagné de Don Emilio Arjona passait la frontière par Ascain.

Don Carlos lança deux proclamations, l'une à l'armée, l'autre au peuple. Pour la première fois depuis bien des années les Vasco-Navarrais entendaient une parole aussi mâle et aussi énergique.

Don Carlos rappelait à l'Espagne les gloires de la

vieille monarchie disloquée par les désordres révolutionnaires ; à l'armée, il énumérait les victoires d'autrefois et disait aux soldats de Don Amédée :

« Soldats ! si vous nous battez contre moi, même dans cette extrémité, j'admirerai votre courage. »

Ce genre chevaleresque, inconnu aux esprits étroits, plutôt même aux indifférents. À Vera la réception fut triomphale. On chanta solennellement le *Te Deum* dans l'Eglise de ce petit village. À ce moment on se faisait beaucoup d'illusions autour du prince, on ne songeait ni aux soldats que M. Sagasta massait pour combattre le soulèvement, ni à la mauvaise foi de ces officiers de l'armée Amédéiste, qui compromettait si gravement la prise d'armes.

Les feuilles libérales de Navarre effrayées par cet enthousiasme, qui se manifestait partout ne songeaient plus à cacher leur frayeur et donnaient au soulèvement une importance qu'il n'eût jamais dans la première période.

En France on exagéra les affaires de Navarre et la presse légitimiste qui saluait avec joie le petit fils de Louis XIV, se refusait à admettre même un seul instant qu'il put être vaincu, illusion bien excusable après tout. Celui qui écrit ces lignes a fait de même à cette époque, où les événements d'Espagne se voyaient à travers la loupe. Aujourd'hui qu'il nous a

été plus possible de discerner jusqu'à un certain point le vrai du faux, nous écrivons d'après des données certaines pour raconter des faits et non pour flatter les passions ou froisser certaines susceptibilités.

Le soulèvement, quoique inauguré dans d'aussi mauvaises conditions, serait devenu un danger des plus sérieux pour le trône de l'Italien, mais l'affaire d'Oroquieta délivra les hommes de Madrid de toute crainte. Dans le parti carliste on a considéré cet échec, comme un événement sans importance, pouvant être réparé par le plus léger succès, mais, n'en déplaise à certaines personnes, nous différons totalement d'avis à ce sujet. Si Moriones n'eût pas atteint Don Carlos dans ce petit village de Navarre, les milices royalistes se fussent organisées, le *convenio* d'Amorovieto n'eût pas été signé par conséquent et il est probable qu'on eût tenu la campagne plus longtemps. Supposé que la République eût trouvé encore Don Carlos en armes, ce prince régnerait à l'heure où j'écris. En février 1873, le parti carliste aurait eu une armée à présenter aux conservateurs, et les conservateurs affolés l'eussent acclamé. Un général Alphonsiste fort connu disait à cette époque : Entre Don Carlos et les fédérés, il n'est pas permis d'hésiter un seul instant; *La duda es estupida*. Mais au lieu d'une armée, il n'y avait alors en campagne

que des bandes sans discipline, commandées par des cabecillas se livrant de temps à autre à d'excès regrettables.

Voilà pourquoi l'affaire d'Oroquieta fut un accident malheureux pour le parti royaliste espagnol. Il s'est relevé depuis, mais les circonstances qui semblaient l'avoir favorisé pendant quelque temps, se sont, dans la suite, tournées contre lui. Tant il est vrai qu'en politique une occasion perdue se représente rarement, et ceux qui la laissent échapper ont toujours à regretter soit leur imprévoyance, soit leur mauvaise fortune. Mais encore une fois, c'est à l'histoire à juger les hommes et les choses.

Le 4 mai Don Carlos était à Oroquieta, petit village de Navarre enfoncé dans les montagnes et que l'on aperçoit fort bien lorsqu'on se dirige d'Arraiz à Irurzun, par les hauteurs de la Uzama.

On savait que la colonne Moriones, forte d'environ 3,500 hommes, poursuivait les groupes carlistes et cependant par une négligence inconcevable on oublia de placer des avant postes qui eussent pu signaler à temps la présence de l'ennemi. Don Carlos pensant que toutes les précautions étaient prises crut pouvoir passer tranquillement quelques heures dans le petit village en question. Il n'y avait que quelques instants que les volontaires étaient dispersés dans Oroquieta,

lorsqu'une vive fusillade se fit entendre accompagnée d'obus qui vont tomber à quelques mètres du presbytère où Don Carlos, en compagnie du major Arjona, prenait un léger repas.

Sur les 8,000 hommes qui composaient les bandes réunies à cet endroit, il n'y en avait que mille très mal armés et qui, surpris par l'attaque inattendue de la colonne Moriones, n'eurent pas même le temps de se former.

En ce moment les officiers carlistes n'eurent qu'une seule pensée : sauver leur Roi. On ne pouvait sérieusement songer à se barricader dans les maisons d'Oroquieta, c'était verser inutilement du sang pour arriver à un désastre.

Enfin, après mille péripéties, Don Carlos et son état-major purent échapper à Moriones qui se contenta de son facile triomphe et de l'écharpe de lieutenant-général qu'on lui envoya quelques jours après.

L'incident d'Oroquieta décida de la campagne de 1872 pour le parti carliste; le soulèvement de Biscaye n'étant pas secondé ne pouvait que se soutenir pendant quelque temps.

Don Léon Iriarte, le marquis de Valdespina, le colonel Cuevillas, Ayastuy et Urribarri se mirent à la tête de bandes assez imposantes dans le principe. En

Guipuzcoa, Recondo n'avait réuni que fort peu de monde et sa première rencontre avec Urdampilleta n'avait pas été heureuse.

En Biscaye, les ouvriers des mines de Somorostro, s'étant déclarés en faveur du duc de Madrid, le commerce de Bilbao se trouva rudement atteint et cette ville presque menacée. Aussi, le maréchal Serrano, qui commandait en chef l'armée du Nord, avait-il réuni ses forces pour marcher sur la capitale de la Biscaye. La première partie du plan conçu par le duc de la Torre avait réussi, puisque par une attaque prompte et bien dirigée contre les bandes carlistes de Navarre, on était parvenu, sinon à les disperser complètement, du moins à les inutiliser pour le quart d'heure.

Il y eut deux combats à Mañaria et à Oñate. Dans l'affaire de Mañaria, les bandes carlistes déjà distribuées en trois bataillons opposèrent une résistance assez vive. Le bataillon Amédéiste de Puerto-Rico éprouva des pertes sensibles. Lorsque les munitions furent épuisées, les volontaires de Biscaye battirent en retraite, fiers d'être arrivés à ce premier résultat d'avoir arrêté pendant plusieurs heures un corps d'armée assez imposant.

Malheureusement c'était de l'héroïsme dépensé en pure perte. Ayastuy était mort et Urribarri gisait

étendu sur un lit de souffrance, sans que leur sacrifice eut été de quelque utilité. Les officiers supérieurs de l'armée carliste de Biscaye se trouvant sans généraux et sans direction ne surent plus un moment où donner de la tête. La *Diputacion* composée d'hommes pacifiques et qui se décourageaient promptement ne vit d'autre solution à toutes ces difficultés qu'un arrangement avec le duc de la Torre. Serrano, préférant trancher toutes ces questions par la diplomatie, accueillit avec empressement les premières ouvertures qui lui furent faites.

Les députés Biscayens voyant que le duc de la Torre voulait également en finir à tout prix, exigèrent que les priviléges des provinces fussent respectés et que ceux des officiers carlistes, qui voudraient prendre du service dans l'armée du gouvernement, seraient admis avec leurs grades et décorations.

Le maréchal Serrano accepta ce traité qui fut signé à Amorovieto et communiqué aux principaux chefs des bandes de Biscaye. Ces hommes qui avaient rêvé une guerre sérieuse, pour la défense de leurs principes politiques et de leur liberté, refusèrent en grande partie d'accéder à ce *convenio* qui rappelait trop celui de Vergara.

Le ministère Sagasta ayant fait la culbute, le maréchal Serrano, appelé au Palais d'Orient pour exposer

son programme, demanda la suppression des garanties constitutionnelles, alléguant que la situation était excessivement critique et que l'insurrection était loin d'être étouffée en Catalogne. Le tableau était peu séduisant, mais à chaque objection du duc de la Torre, Don Amédée protestait de sa fidélité à la constitution. Les moyens extrêmes ont du reste toujours répugné à ce prince. En cela, comme en beaucoup d'autres choses nous nous plaisons à lui rendre justice.

Le maréchal insista tellement que Don Amédée, parut céder un moment, et quelques jours après il formula un *non possumus* des plus catégoriques. Le 13 juin, M. Zorilla prit le pouvoir. Ce fut le dernier ministère de Don Amédée de Savoie.

Ambitieux, intriguant, esprit faux en politique et de la trempe de ce Catilina, dont parle Salluste, M. Zorilla devait hâter la ruine de la monarchie démocratique dont ses amis étaient pourtant les principaux inventeurs. Le soulèvement carliste habilement exploité par les radicaux (et ce ne devait pas être pour la dernière fois), avait donc servi les intérêts d'une coterie. Le *convenio* dont on s'occupa particulièrement lorsque le ministère fut bien installé fut approuvé par les uns et blâmé par les autres. On disait qu'il était dangereux de traiter avec des rebelles de puissance à puissance. *La Revista de España*,

du 25 mai, posait le dilemme suivant : Ou les carlistes étaient à craindre, ou ils ne devaient pas inspirer de sérieuses inquiétudes : dans le premier cas tout porte à croire qu'ils eussent préféré continuer la lutte pour mettre leur force à profit (et naturellement une convention eût été la meilleure solution). Dans le second cas, du moment que l'issue de la lutte n'offrait rien d'incertain il était inutile de verser plus longtemps le sang espagnol et d'exaspérer ces populations guerrières, dont on pourrait peut-être avec le temps « utiliser les haines contre le prétendant lui-même ».

Cette dernière opinion était soutenue par les gens sensés du parti libéral. Mais là où les partisans du pouvoir étaient dans le faux, c'est lorsqu'ils prétendaient que la guerre était définitivement terminée, soi-disant parce que les dissensions civiles n'étaient plus dans les mœurs du temps, comme si le souvenir de la Commune de Paris était complètement effacé. Ce n'est pas à notre siècle à se vanter d'avoir mis un terme aux discordes intestines. Quelle époque a été en effet plus agitée que la notre, et les mauvaises passions se sont elles déchainées avec plus de violence que de nos jours ?

Le ministère Zorilla faisait preuve d'une sorte naïveté en inspirant à ses journalistes de semblables pensées. Les hommes de 1868, avaient malheureu-

sement ouvert la porte à toutes les ambitions et on entrevoyait au fond de tout cela les doctrines fédéralistes qui devaient aussi avoir leur tour. Le bas clergé qui était peu ou point payé ne vivait que d'aumônes et les masses étaient profondément ulcérées des procédés des hommes de Madrid envers les ministres du culte. Les colères étaient trop vivaces pour qu'on put pardonner à M. Zorilla sa constitution et à M. Suñer ses déclarations d'athéisme. Du reste, à l'exception de la Junta de Biscaye aucun chef carliste de quelque notoriété n'accepta le *convenio*. Calle fut passé par les armes pour avoir fait de la propagande en faveur de la pacification. Le brigadier Velasco réunit alors les bandes dispersées à la suite des événements d'Amorovieta et se disposa à continuer la lutte. Pendant ce temps Urribarri était mort; don Léon Iriarte et le colonel Cuevillas avaient dû abandonner leurs bataillons.

En Navarre Carasa, avait réussi à tenir tête aux colonnes libérales et à réunir du monde, mais la tentative carliste était condamnée, du moins pour le moment. Après quelques rencontres sans importance Carasa et ses officiers durent se réfugier sur le territoire Français. Velasco abandonna, le dernier, la partie et on pût croire à la pacification, mais le carlisme avait trop d'éléments dans le pays pour que sa défaite

fut un fait accompli. Ceux qui avaient signé le *convenio* ne devaient pas tarder à se repentir de leur faiblesse. L'article 4, le plus important de la convention d'Amorovieta qui traitait de la question des grades, ne fut pas reconnu à Madrid et le duc de la Torre en fut quitte pour déclarer qu'il avait agi avec trop de précipitation.

Cependant la clause en question n'était pas faite pour émouvoir tellement l'opinion. Le traité de Vergara avait reconnu également tous les grades et décorations des officiers de la division Maroto.

Plus tard, en 1848, le capitaine général de Catalogne don Fernando Fernandez de Cordova entra en pourparlers avec un brigadier carliste, et il ne le reconnut pas seulement comme officier supérieur, il lui donna le titre de commandant général de la *Haute-Moniagne*. Or, en 1848, le gouvernement d'Isabelle II, était bien assis et de tous les trônes d'Europe, si fortement secoués par les sociétés secrètes, on pouvait le considérer comme le moins ébranlé. Mais en 1872, le sceptre était entre les mains d'un prince étranger dont le pouvoir était peu respecté, il semblait donc que les partisans de la situation devaient se considérer comme heureux de s'en être tirés à si bon marché avec les earlistes.

Du reste, si quelque personnalité obscure avait ac-

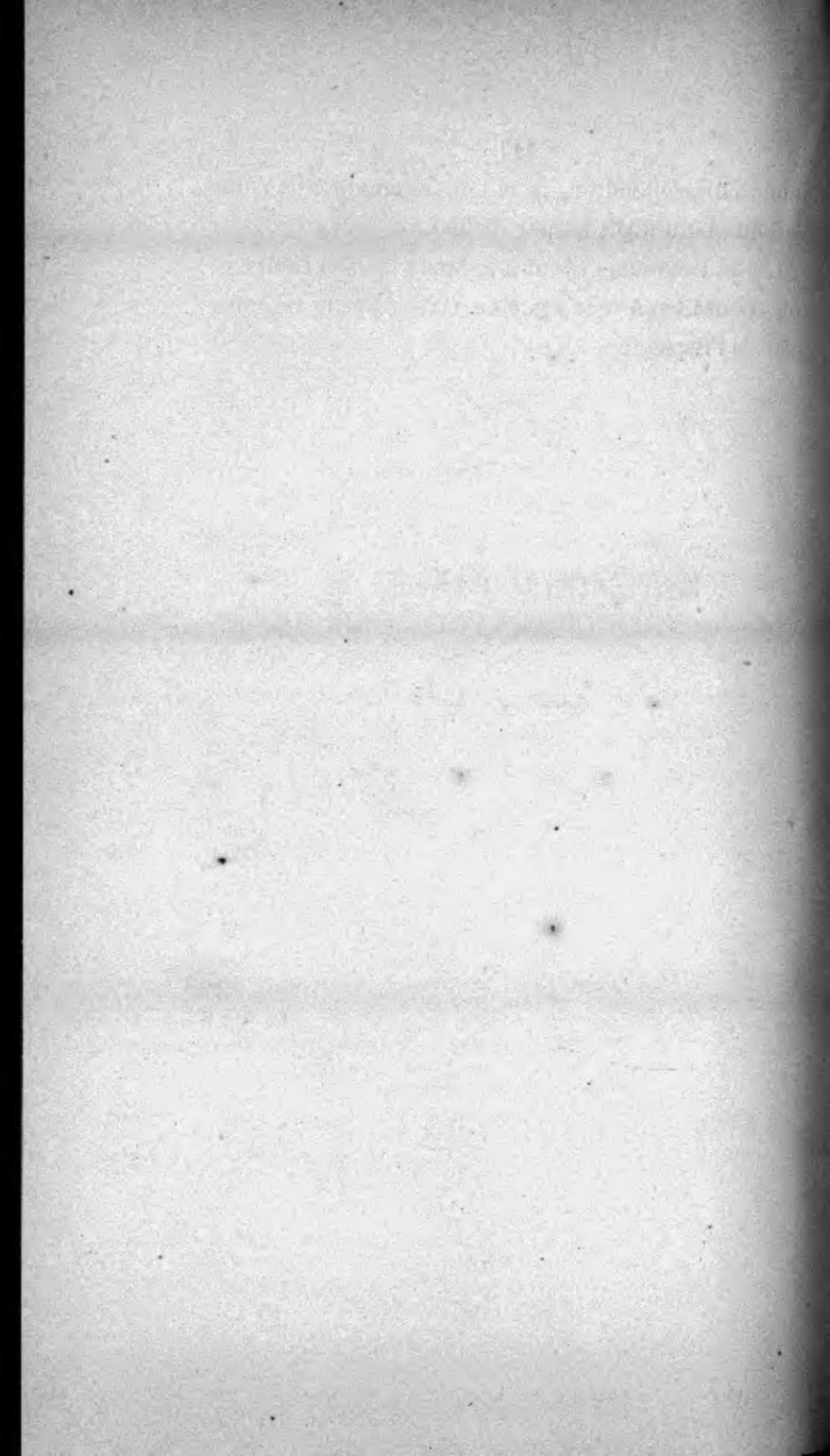
cepté la négociation d'Amorovieta, la masse du parti avait fait la sourde oreille. De tous les groupes politiques, le carlisme est le plus convaincu et le moins apte à entrer dans le terrain de certaines concessions. Il ne suffirait donc pas qu'un général voulut faire sa soumission, le gros de ses soldats ne le suivrait pas. En 1839, quelques bataillons seulement adhérèrent au *convenio*, et on sait dans quelles circonstances. Dans la presse française, on a très souvent traité cette question comme s'il s'agissait du remède souverain et on l'a étudiée sans en envisager toutes les difficultés. Jusqu'à ce jour dans la deuxième période de la guerre, l'armée libérale a eu deux grandes occasions d'ébranler le carlisme; à Bilbao en mai 1874; à Irun, en novembre de la même année. Les généraux de la République n'ont pas su tirer parti de leurs succès, c'est-à-dire qu'à moins d'un événement imprévu, la guerre s'accentuant encore davantage, tous les gouvernements d'aventure qui s'opposeront à Don Carlos seront fatallement condamnés à une existence précaire.

Pendant ce temps, Don Amédée luttait faiblement contre l'impopularité.

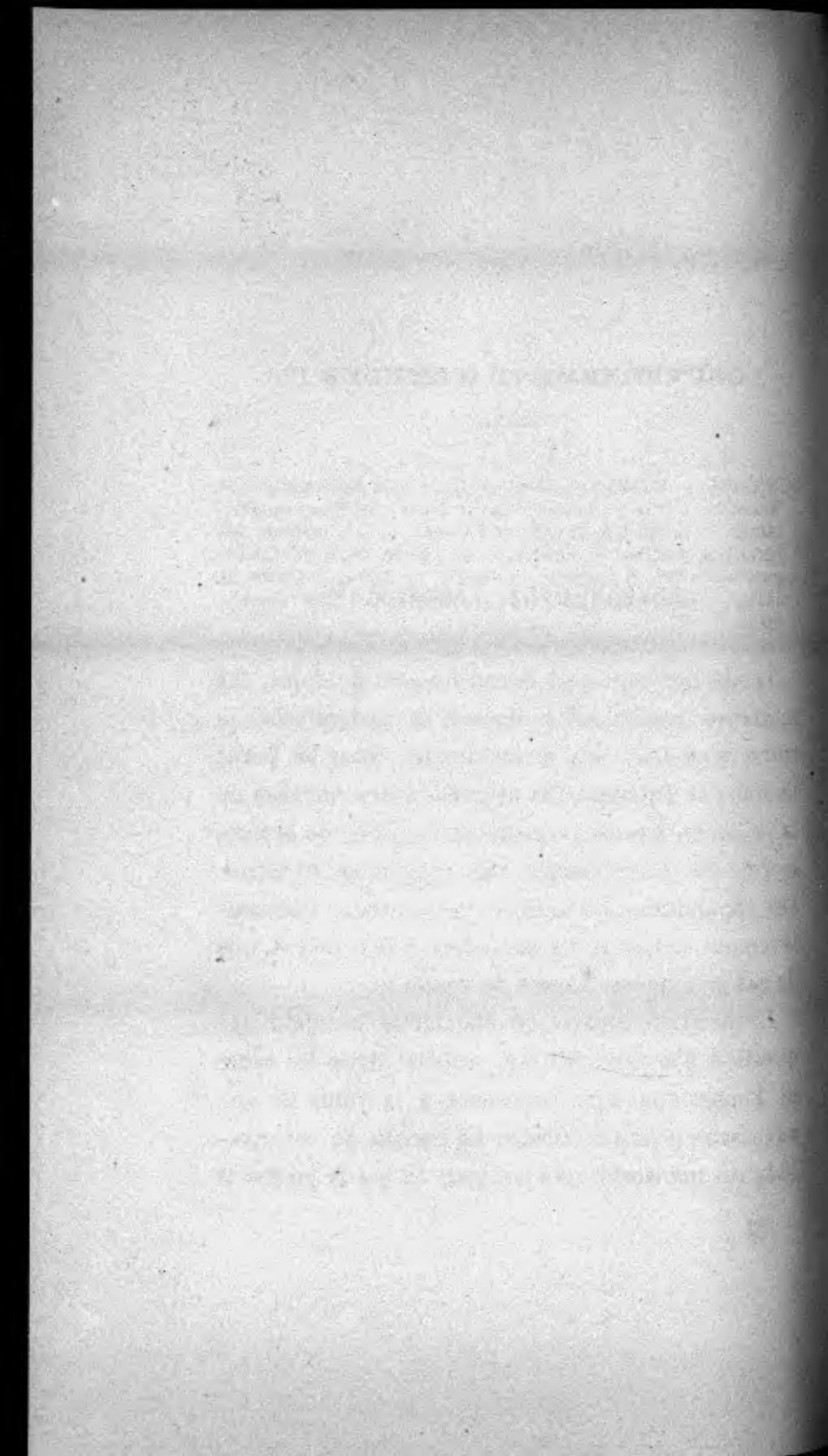
Les feuilles satiriques le traînèrent sur la claire, et les journaux modérés eux-mêmes ne lui épargnèrent pas les épigrammes. Tout le monde sentait que la

monarchie s'effondrait, mais tout le monde se demandait aussi qui allait hériter d'elle ?

Les concurrents étaient nombreux dans la capitale, tous pensaient à leur système favori, aucun ne songeait à l'Espagne.



GOUVERNEMENT D'AMÉDÉE I^{ER}





GOUVERNEMENT D'AMÉDÉE I^e.

SOMMAIRE. — Situation de Don Amédée. — Son impopularité. — Ministère Zorilla. — Politique des radicaux, intrigues républicaines. — Complot de la calle de l'Arenal. — Les orateurs fédéralistes, prêchent le régicide. — La guerre civile en Catalogne. — Savalls et Castells. — Combat de Vidra. — Cortès de 1872. — Soulèvement du Ferrol. — Progrès de l'idée républicaine.

Le danger paraissait écarté du côté du Nord, les ministres respiraient à Madrid, et, malgré cela, le trône n'en était pas moins fragile. Tous les partis libéraux se flattaien d'avoir oublié leurs rancunes de la veille, en face de l'ennemi commun, et de la sorte le rôle du gouvernement était complètement effacé. Les républicains eux-mêmes, en ajournant leur soulèvement, n'avaient-ils pas enlevé à Don Carlos, une de ses principales chances de succès ?

Le ministère Sagasta, qui était tombé au sujet d'une question d'argent, prit rang aussitôt dans les bancs de l'opposition pour contribuer à la ruine de son adversaire politique Zorilla. La logique de ces rivalités est implacable. Au pouvoir, on est la justice et

le bon ordre; lorsqu'on en dégringole tout est changé et les mauvais jours recommencent pour l'Etat. Voilà ce qui se passe en Espagne depuis un demi-siècle.

Les conservateurs perdaient naturellement du terrain et ce n'était pas M. Zorilla qui pouvait les réconcilier avec la monarchie démocratique de 1870. Don Amédée le sentait parfaitement et ne se faisait pas d'illusions sur l'issue de son aventure. Le parti radical au pouvoir, penchait vers la République, et les conservateurs vers l'Alphonsisme. A un moment donné, le duc d'Aoste allait se trouver complètement isolé sans pouvoir disposer d'un appui même dans son conseil de ministres. Nous ne savons pas si le maréchal Serrano fut sincère dans sa conférence avec le chef de l'Etat, mais en l'admettant, le plan proposé par lui pouvait seul retarder la chute du trône. Le duc de la Torre ne proposait rien moins que le régime dictatorial. La Charte, en effet, n'était rien même pour la plupart de ceux qui l'avaient votée, mais Don Amédée refusa le salut au prix de la violation de cette Charte. Ce fut là un grand acte d'honnêteté politique.

M. Zorilla avait promis au roi de dominer la situation, sans avoir recours aux mesures extraordinaires : c'était s'engager le cœur léger, sans tenir compte des obstacles. On savait que les carlistes devaient tenter

de nouveau la fortune, quel que fut l'intérêt du cabinet à le nier. En Catalogne, Castells et Savalls organisaient leurs bandes, le Midi était agité et, selon leur habitude, les amis de Don Alphonse de Bourbon se tenaient prêts à toute éventualité.

La preuve de la faiblesse du pouvoir avait été visible lors du dernier soulèvement des provinces Vasco-Navarraises ; tous les ennemis de la dynastie régnante avaient combattu Don Carlos, et plusieurs officiers Isabellistes avaient offert leur épée au gouvernement. Don Carlos à Madrid renversait bien des combinaisons, Don Amédée ballotté par les partis était un pis aller, en attendant que les docteurs politiques espagnols pussent appliquer leur grand remède. On repoussait Don Carlos, non seulement à cause de ses doctrines, mais parce qu'il offrait des garanties sérieuses de stabilité.

Les Alphonsistes, qui comptaient dans leurs rangs la plupart des notabilités de la capitale, combattaient le carlisme avec toute l'énergie de leur talent et de leur diplomatie : pour eux tous les autres systèmes étaient irréalisables ou du moins d'une faible durée. *La Epoca*, un de leurs principaux organes, a parfaitement démontré qu'il ne peut y avoir en Espagne que deux prétendants sérieux au trône, Don Carlos et Don Alphonse, et les derniers événements ne font que

mieux prouver la chose. Les républicains qui avaient dû prendre les armes en mai 1872, avaient redouté de contribuer au triomphe du droit divin. Toutes ces considérations sont, il me semble, assez puissantes pour démontrer la force du principe monarchique bien compris et la faiblesse d'un pouvoir abandonné à des ministres intrigants.

Le ministère Zorilla, commença par remanier tout le personnel administratif. On changea 14,000 employés. Les madrilènes crièrent, mais M. Zorilla laissa crier. Ce fut à cette époque que M. Orense, marquis d'Albaïda, publia une brochure fort intéressante intitulée : *La Empleocracia*, ce fléau de l'Espagne. Le vieux républicain gémissait assez spirituellement sur le mal, ce qui ne devait pas empêcher ses coréligionnaires de suivre plus tard les errements du passé.

Avant de tenir parole à son roi, M. Ruiz Zorilla avait pensé à lui, en fourrant ses créatures un peu partout. Le reste ne venait qu'en second rang. Au lieu d'un pareil homme d'Etat, Don Amédée avait besoin d'un ami sincère. Un moment il crut à la loyauté de son ministre, mais lorsque les événements postérieurs achevèrent de l'éclairer à cet égard, il ne put s'empêcher de dire au protecteur d'Hidalgo :

« Vous êtes un méchant homme *Señor* ».

C'était résumer en peu de mots la politique tortueuse de M. Zorilla.

Les débuts du nouveau cabinet n'étaient guère brillants ; un tas de pauvres diables privés de leur modeste paye se trouvaient sans ressources, tandis que les amis de Son Excellence étaient en train de profiter largement de la nouvelle situation qui leur était faite.

Après s'être occupé de ses créatures, M. Zorilla, chercha des alliés dans le camp républicain ; il fit des avances à MM. Castelar, Figueras et Pi y Margall qui s'empressèrent d'y répondre.

On ne pouvait mieux préparer la ruine de la monarchie. En agissant ainsi le chef du cabinet du 13 juin se séparait complètement du parti conservateur et enlevait au duc d'Aoste la seule chance qui lui restait pour se maintenir encore au palais d'Orient. (Je ne dis pas au pouvoir).

Le 30 juin, parut le décret qui dissolvait les Cortès. Le ministre conspirait ouvertement contre son maître. Don Amédée commençait à comprendre que son rôle de roi était terminé. Il écrivit à ce sujet de longues lettres au roi Victor-Emmanuel, qui lui répondait invariablement : *Reste.*

A Rome, on ne connaissait pas M. Ruiz Zorilla. Nous sommes loin de vouloir faire l'éloge des hom-

mes politiques des autres Etats d'Europe, mais aucun d'eux ne s'est encore abaissé jusqu'à spéculer odieusement sur la faiblesse de son maître, afin de le rendre impossible dans le pays.

On a beaucoup reproché au prince de Polignac sa grande influence sur le roi Charles X. Il est de fait qu'en usant de son ascendant il prépara les ordonnances et la révolution de juillet, mais les intentions du ministre de la restauration étaient pures et s'il a ignoré le triste art de bien préparer un coup d'Etat, l'histoire ne peut, en conscience, le flétrir. Ici le ministre tranche du souverain. Plein de dédain pour le chef de l'Etat, il lui cherche déjà un successeur. Les fédérés ne dissimulent plus leur satisfaction, ils sentent que toute cette comédie se joue dans leur intérêt et qu'il ne faut que savoir attendre.

Les conservateurs de l'Assemblée dissoute, se réunirent pour discuter la politique du gouvernement et publièrent un manifeste, protestant de leur fidélité au système constitutionnel et censurant M. Zorilla sur ses alliances si compromettantes. Ce document était donc une déclaration de guerre indirecte à la dynastie de Savoie, qu'on rendait injustement responsable d'une politique dangereuse autant que machiavélique.

Le duc d'Aoste était du reste assez impopulaire aux

yeux du public, à cause de son origine. L'Espagne catholique ne voyait en lui que le fils de l'excomunié, l'Espagne aristocratique refusa de courber le front sous un sceptre étranger. Le peuple le considérait comme un intrus et ne lui épargnait pas les humiliations. Au Prado on se détournait à peine pour le voir passer; inutile d'ajouter que les *sombreros* demeuraient cloués sur les têtes.

Ainsi on oubliait jusqu'aux formules les plus simples de la politesse.

Malgré toutes ces manifestations d'un goût assez douteux, malgré les antipathies de la foule, certains esprits éclairés entrevoyaient avec inquiétude le moment fatal de la fin de ce règne éphémère.

On avait beau prêter à Don Amédée, la phrase : *Je ne sortirai d'Espagne qu'embaumé*; tout le monde savait à quoi s'en tenir à ce sujet.

La politique de M. Zorilla n'était pas faite, comme nous l'avons vu, pour rassurer sur l'avenir. Tous les maires et gouverneurs, suspectés d'Alphonsisme ou de Sagastisme (il y a tant de partis dans la Péninsule), furent renvoyés et remplacés par des radicaux où des républicains fédérés. A Jérèz ces derniers susciterent des troubles dans le but d'être désagréables au *Señor gobernador*.

Les révoltés avaient franchement arboré la ban-

nière socialiste, ce quiachevait d'éclairer le public sur leurs intentions. Le gouvernement suspendit la municipalité. A Séville et à Cadix, les frères et amis firent aussi leur petite émeute à la suite de laquelle, les membres de l'*ayuntamiento* furent priés de rentrer dans la vie privée.

Ces changements effectués, M. Zorilla adressa une longue circulaire aux préfets, circulaire dont la *Gaceta* faisait le plus grand éloge. Elle commençait par ces mots : *Une heureuse transformation s'est opérée dans le pays, etc.*

Le cabinet appelait heureuse transformation, cette politique, qui laissait la porte ouverte à toutes les mauvaises passions et à toutes les basses convoitises. La fraction même révolutionnaire du parti conservateur défendait, au moins pour la forme, les principes sociaux. Ici on donnait raison à des rebelles insurgés contre l'autorité, on destituait des préfets qui s'étaient rendus coupables d'une émeute qu'on avait dirigée contre eux. La circulaire Zorilla continuait en flétrissant la candidature officielle et les manœuvres électorales. On croit rêver en lisant tout ce qui concerne les élections, surtout lorsqu'on sait ce qu'on entend au-delà des Pyrénées par liberté électorale. M. Olozaga ayant conseillé au général Prim en 1870, l'épreuve du plébiscite, ce dernier lui répondit : *Gar-*

dons nous en bien ; Don Carlos pourrait sortir de l'urne.

M. Zorilla feignait de protester contre les violences des élections précédentes, mais il était de notoriété publique qu'il avait envoyé des agents dans toutes les provinces pour préparer le terrain. Ses prédécesseurs avaient franchement faussé le vote. On savait que M. Sagasta soudoyait des chenapans pour assommer l'électeur récalcitrant, et qu'on avait organisé dans la capitale une bande de gens de sac et de corde pour disperser les royalistes suspects. Les hommes de la révolution de 1868, n'étaient pas scrupuleux comme on le voit.

L'alliance de M. Zorilla avec les républicains commençait à porter ses fruits. Dans un meeting démocratique tenu au cirque Price, un orateur du jacobinisme accentué déclara que le meilleur citoyen serait celui qui assassinerait le roi.

Il se trouva dans l'assistance des gens qui applaudirent à cette profession de foi, sans que l'autorité prit une mesure quelconque pour s'opposer à de semblables scandales.

Le 8 juillet, à 11 heures et demi du soir, la voiture du roi fut attaquée par plusieurs individus armés, dans une des rues les plus fréquentées de la capitale. Des coups de feu furent tirés, un des cochers tomba

de son siège mortellement blessé. Au bruit des détonations, la police accourut et arrêta les assassins. Don Amédée et la princesse Marie-Victoire n'échappèrent que par miracle. Cet événement causa une émotion profonde dans Madrid, et tous les partis s'accusèrent réciproquement de l'attentat. Les républicains suèrent sang et eau pour démontrer que les principaux auteurs de l'odieux guet-apens du 18 juin, n'étaient autres que les conservateurs, qui avaient prédit leur retour aux affaires dans un temps plus ou moins éloigné. On accusait MM. Topete, Sagasta, mais ces accusations étaient puériles et sans fondement.

Dans l'événement du 18, on sentait la main des sociétés secrètes que protégeait si bien M. Zorilla. L'orateur du Cirque Price avait émis une théorie dont on s'était immédiatement emparé pour passer à la pratique. Du reste, supposons que le duc d'Aoste eut subi le même sort que le maréchal Prim. Quel était le parti qui pouvait recueillir sa succession, sinon le parti républicain fédéral, qui seul aurait pu assumer avec indifférence la responsabilité de ce meurtre. Le trône qu'on aurait élevé après ce triste événement, était condamné d'avance et aurait-t-on trouvé un prince assez ambitieux et assez aveugle pour continuer l'aventure du prince Italien. Le vrai coupable du crime de la calle de l'Arenal, était M. Zorilla, qui régnait sous le pseudonyme de Don Amédée.

Le cabinet avait observé une attitude déplorable dans l'affaire du *convenio d'Amorovieta* en déclarant qu'il le considérait comme nul et non avenu. Un pareil acte était un attentat à la morale publique. Assurément les royalistes sincères avaient repoussé toute proposition d'arrangement, mais ce n'était pas une raison pour abuser quelques hommes qui n'avaient renoncé à la lutte que parce qu'ils avaient eu confiance dans la parole du maréchal Serrano. Les députés de Biscaye, qui avaient signé la suspension d'armes, étaient bien peu dignes de sympathie, mais nous sommes de ceux qui croyons que pour les gouvernements comme pour les gens d'honneur, la parole donnée est sacrée.

La leçon était dure pour les carlistes tièdes, mais elle profita. Depuis deux ans que la lutte a repris de nouveau, toute proposition de ce genre a été dédaigneusement repoussée. On ne doit jamais transiger sur sa religion politique surtout dans de pareils moments.

Nous avons dit que les provinces Vasco-Navarraises étaient pacifiées, mais il n'en était pas de même de la Catalogne. *La Gaceta* était obligée d'avouer que l'insurrection n'avait pas encore été étouffée. Ainsi, on lisait dans son numéro du 15 mai :

* Il ne reste plus dans la province de Gérone, que

quelques bandes commandées par Saballs, Pedro, Graò et Galcéran. Elles parcourent le pays de Tordera à Ripoll fuyant nos troupes et évitant toute rencontre ».

Le 21, la feuille officielle apprenait à ses lecteurs, que les carlistes se trouvaient à San Jordi de Walls. En effet le 23, la colonne amédéiste, commandée par le capitaine Niere, rencontrait une des bandes à Segaro. Après une fusillade de quelques heures, les partisans s'égayèrent ce qui fit dire à la *Gaceta* que Savalls et son monde étaient rentrés en France.

Comme on supposait les affaires carlistes en parfait désarroi, le bulletin du journal officiel n'étonna personne, mais à ces protestations de triomphe, Francesch répondit par un coup de main sur Reuss, une des villes les plus importantes du Nord-Est. L'audacieux *cabecilla* était mort enseveli dans son triomphe, mais il venait de donner un sanglant démenti aux officieux de la *Gaceta*.

Le soulèvement de la Catalogne, quoique inauguré dans de mauvaises conditions, offrait aux chefs royalistes des garanties plus sérieuses que les pays Vasco-Navarrais, soit que la région fut plus accidentée, soit que l'énergie des commandants de bandes fut plus grande. A cette époque, un jeune homme, presque un enfant, quitta le séminaire pour rejoindre les vo-

lontaires catalans ; il avait nom Martin Miret. Comme nous aurons à parler plusieurs fois de lui dans cet ouvrage, nous ne croyons pas devoir passer sous silence l'anecdote suivante qui donnera au lecteur une idée de l'exaltation des esprits dans cette partie de l'Espagne. Don Carlos venait d'adresser un appel aux armes à tous ses partisans, l'agitation était extrême partout.

Dans le séminaire d'une ville du Principado, un prêtre expliquait à ses élèves la Somme théologique de Saint-Thomas d'Aquin.

Pendant que le professeur pérorait de son mieux, un des assistants, Martin Miret, paraissait absorbé par la lecture d'un petit ouvrage ouvert devant lui.

— ... Que lisez-vous donc-là si attentivement fit l'orateur sacré qui s'interrompit tout-à-coup.

— ... La seule théologie possible par le temps qui court, répondit Miret en tendant au docteur *La tactica militar*, du marquis del Duero (Concha).

— ... Quelques temps après, le jeune séminariste endossait le dolman carliste, et coiffait le béret traditionnel.

— ... Le 4 juin, les carlistes dispersés par la *Gaceta* reparaissaient de nouveau, à Ruidaranas et le 16 aux Arbueias.

L'ancien zouave pontifical, Francisco Savalls, com-

mençait à faire parler de lui, déjà à cette époque. Comme il avait une connaissance approfondie du terrain sur lequel il opérait, il pouvait impunément laisser les colonnes approcher de ses volontaires à portée de fusil ; les montagnes n'avaient pas de secrets pour lui. De plus, une circonstance le favorisait particulièrement c'était la sympathie des habitants de la région, ce qui lui permettait de pénétrer les desseins de l'ennemi, et de déjouer tous ses calculs. Poursuivi, traqué comme une bête fauve, il savait disparaître à un moment donné, à la grande stupéfaction des chefs des colonnes lancées contre lui. Quelle que soit l'issue de la guerre civile d'Espagne, ce personnage n'en demeurera pas moins célèbre par sa bravoure et par son incomparable audace.

Les nouvelles d'Andalousie n'étaient guère satisfaisantes, on avait à chaque instant de nouveaux désordres à enregistrer. Le vent était à la République. C'était peut-être l'âge d'or que promettait M. Ruiz Zorilla aux Espagnols.

Sur ces entrefaites, on conseilla à Don Amédée un voyage dans les provinces de son royaume, afin de réveiller l'enthousiasme des populations. Le prince se laissa convaincre comme ce célèbre sceptique qui répondait à son lit de mort à son confesseur : Que Dieu, s'il en est un, sauve mon âme, s'il en est une.

Don Amédée fut reçu froidement à peu près partout. Dans quelques villes, des maires républicains lui firent des harangues où la liberté de langage allait jusqu'à l'insolence.

Partout le haut clergé refusa d'aller au-devant du roi. Cette promenade triomphale, qu'on avait promise au prince, était loin de prendre la tournure d'un voyage d'agrément et devaitachever de lui enlever ses dernières illusions, si toutefois il en conservait encore.

A Madrid, le ministère préparait les élections, bien qu'il eut solennellement promis de ne jamais s'en occuper, mais comme on n'avait pris au sérieux ni M. Zorilla, ni ses paroles, on trouva la chose toute naturelle. Pour perdre plus sûrement M. Sagasta dans l'opinion, on fit circuler un pamphlet intitulé : « De l'arrestation de M. Sagasta pour participation au complot de la calle de l'Arenal. Les voleurs en Espagne, où histoire de deux millions. » Cette diatribe violente et passionnée contre le dernier ministre se distribuait publiquement sans que M. Zorilla fit saisir l'ouvrage. Le public Madrilène attribua naturellement la brochure à une plume officieuse et le cabinet y perdit en considération.

Les républicains, qui n'observaient plus aucune retenue dans leurs journaux, annonçaient déjà le nom-

bre de leurs députés aux futures Cortès. Le chiffre était fixé à 140, *adjuvante Zorilla*, et chose étrange, les alphonsistes eux-mêmes qui avaient déclaré une guerre sans merci à la dynastie furent tolérés par le cabinet, qui préféra le succès de leurs candidats à celui des Sagastistes ; c'était préparer franchement la ruine de la monarchie.

En attendant, le programme du chef des radicaux était loin de se réaliser ; les changements introduits dans l'administration avaient été si importants, qu'on avait oublié le reste. Lorsque les amis de M. Zorilla furent casés, il fallut bien s'occuper à faire quelque chose : les radicaux traitèrent la question du clergé. On sait que depuis la constitution de 1869, les ministres du culte catholique qui avaient refusé de prêter serment étaient privés de leur modeste casuel, or le plus grand nombre avait préféré la pauvreté à cette humiliation. Les évêques vendaient leurs équipages pour subvenir à leurs besoins, les simples prêtres labouraient la terre, comme de vulgaires artisans.

Cet état de chose ne contribua pas peu à l'exaltation des esprits et poussa des curés de campagne sur les champs de bataille. Lorsque cet évènement arriva, les hommes de Madrid ne surent qu'insulter ceux qu'ils avaient eux-mêmes poussés à cette extrémité.

Le remède que M. Zorilla proposait ne changeait rien à la situation antérieure. Le premier ministre de Don Amédée prétendait que le seul moyen de sortir de l'impasse était de mettre le clergé sous la dépendance des municipalités.

En Andalousie par exemple, où les ayuntamientos étaient composés de fédérés cramoisis, la cause des prêtres était confiée à de tristes défenseurs. *Ces caballeros* toucheraient sans nul doute les onces que le ministre des finances leur donnerait pour subvenir aux frais du culte, mais le pauvre prêtre n'en resterait pas moins dans un état voisin de la misère ; ce qui importait en somme fort peu à M. Zorilla, dont la seule religion était sans doute une croyance aveugle dans l'efficacité de son système politique : cela dit bien entendu dans le cas où, M. Zorilla serait de bonne foi.

En Catalogne, la guerre civile continuait en dépit des bulletins de victoire de la *Gaceta*.

Une affaire assez importante eut lieu le 18 août, entre Savalls et Hidalgo. Ce dernier dut battre en retraite devant les volontaires catalans qui entrèrent à Vidra. C'était un premier succès qui eût du retentissement dans le pays. A Madrid, les journaux de M. Zorilla s'efforcèrent d'atténuer l'échec d'Hidalgo, en attribuant sa retraite à un mouvement stratégique.

que, mais les organes carlistes, *Le Pensamiento español* et la *Esperanza* publièrent des correspondances de Catalogne où le combat du 18 était raconté tout au long. Le public sut à quoi s'en tenir sur la sincérité des organes ministériels.

M. Ruiz Zorilla avait promis la pacification de la Péninsule, et chaque fois qu'on le lui rappelait, il levait dédaigneusement les épaules faisant comprendre ainsi qu'il ne fallait pas donner aux *factieux* l'importance qu'ils n'avaient pas. Aussi les adversaires politiques de M. Zorilla avaient-ils beau jeu lorsqu'ils traitaient cette question. Puisque les carlistes sont si faibles, pourquoi ne nous en débarrasserions-nous pas au plutôt, disaient-ils.

Les élections générales eurent lieu le 24 août. Grâce à la pression administrative, les conservateurs furent battus un peu partout, M. Sagasta échoua.

Les républicains eurent une centaine de sièges et les radicaux 300 environ. Ce bon suffrage universel venait de se prêter encore à une nouvelle transformation. M. Zorilla triomphait.

On est à se demander maintenant si M. Zorilla avait un intérêt réel à éloigner du trône de Don Amédée, ceux qui auraient pu le défendre avec quelque chance de succès, puisque la chute de la monarchie l'atteignait lui-même; M. Zorilla voulait dominer

Don Amédée, comme un tuteur grincheux domine son pupille ; il voulait régner comme un maire du palais, ayant un roi souple et complaisant à diriger.

Le jour qu'il a compris que Don Amédée n'était pas l'homme qu'il lui fallait, il l'a sacrifié sans hésitation, pensant que la République lui saurait gré de sa conduite passée.

L'histoire dira que M. Zorilla était un homme habile, d'un talent incontestable, mais d'un esprit faux, paradoxal en politique et ingrat envers ceux qu'il aurait dû respecter le plus. Le dévouement d'un ministre à son roi fait souvent pardonner bien des fautes. Il ne devait pas même rester à M. Zorilla cette dernière excuse.

Dans les premières sessions des nouvelles Cortès, un conservateur, M. Ulloa, reprocha amèrement au ministère son attitude durant la période électorale. Le ministre répondit à cette accusation directe avec le calme qui lui était habituel. Si M. Sagasta, disait-il, n'est pas dans cette enceinte, il faut s'en prendre aux électeurs et non au gouvernement. Pour nous, nous croyons que M. Ulloa n'avait guère droit de se plaindre, si l'on s'en rapporte à la manière d'agir de ses coréligionnaires en matière d'élection. M. Zorilla aurait pu lui dire : Mon gouvernement ne fait que copier le vôtre et vous n'avez à vous plaindre que

d'une chose, c'est de ne pas toucher les droits d'auteurs.

Qui avait établi la *partida* de la *Porra*, sinon M. Sagasta, qui avait imaginé d'appuyer le candidat officiel par la *navaja* et le gourdin, sinon ce même M. Sagasta ?

En Espagne, comme il est aisément convaincu, le suffrage universel est une utopie impraticable et dangereuse; à M. Sagasta il répondra par des candidats de sa couleur; pour plaire à M. Zorilla, il reniera ceux qu'il vient d'élever sur le pavois, M. Pi y Margall obtiendra des nouvelles couches et si la révolution était arrivée jusqu'à Contreras, Dieu sait les surprises plus ou moins agréables qui nous auraient été ménagées.

Pour que le suffrage universel fut honnêtement pratiqué, il faudrait que les gouvernements aient conscience de la dignité de leur mission. Lorsqu'on invoque ce moyen comme la suprême manifestation de la volonté populaire, on ne va pas soudoyer d'obscurs misérables pour fausser le scrutin, comme on n'a cessé de le faire en Espagne depuis 1868.

S'il est des gens dont les actes ont été l'apologie du régime déchu, ce sont bien tous ces hommes qui ont participé à la révolution de Septembre.

Le règne d'Isabelle II, agité par des *pronuncia-*

mentos et des émeutes a eu ses mauvais jours : il appartenait aux Sagasta et aux Zorilla de le faire regretter.

Don Amédée, retiré dans son palais d'Orient, ne participait pas à toutes ces basses intrigues ; profondément attristé des procédés de ses ministres et de l'indifférence du peuple, il allait chercher l'oubli dans de vulgaires distractions, en compagnie de son ami Dragonetti, en attendant que l'heure, marquant la fin de ses épreuves, eût sonné. Dans les conseils de ministres lorsqu'il interrogait M. Zorilla, ce dernier lui répondait avec une liberté de langage frisant l'insolence. On n'avait pas même pour lui le respect que l'on doit à un simple particulier. Aussi lorsque tout fut fini, il quitta le trône avec cette satisfaction qui caractérise l'homme ramené tout-à-coup à la réalité après avoir fait un mauvais rêve.

La politique des radicaux portait ses fruits. Les républicains, les considérant comme des tièdes, ne voyaient en eux que des ambitieux suspects et les conservateurs ne leur pardonnaient pas d'avoir contribué à la chute du cabinet Sagasta. Les Alphonsistes se réjouissaient hautement et on commençait à considérer leur prince comme une solution sérieuse, si bien que, pendant quelque temps, cette opinion fut tout-à-fait de mode, et les bijoutiers de Madrid ven-

daient force parures fleurdelysées. Il n'y eut pas jusqu'aux dames de la bourgeoisie qui n'affichaient publiquement leurs sympathies ou du moins leurs soi-disant sympathies. C'était le côté frivole de la chose, mais ailleurs, particulièrement dans les salons politiques, on s'entretenait de la possibilité d'une restauration Bourbonnienne, pour échapper aux aventures d'une république.

Les carlistes, eux, étaient en campagne; ils ne pouvaient donc sans danger faire de la politique dans la capitale, mais forts de leurs principes ils attendaient, confiants dans le dénouement de l'œuvre des 191. La République ne pouvait pas les effrayer outre mesure, puisqu'elle devait avoir pour effet presque immédiat de leur amener de nouvelles recrues. En admettant que Don Carlos voulut la royauté absolue, l'Espagne l'acclamerait pour étouffer l'anarchie. Les conservateurs sentaient bien que la République n'avait d'autre issue que Don Carlos et Don Alphonse, et encore ce dernier pourrait-il faire impunément de la politique réactionnaire.

En ce moment les radicaux ne voyaient rien, ils se sentaient au pouvoir et croyaient à l'éternité de leur puissance. Les partis leur semblaient faibles et méprisables; seuls les républicains leur inspiraient quelque crainte, mais les optimistes de cette fraction

s'imaginaient les avoir conquis par leurs complaisances et la protection qu'ils n'avaient cessé de leur accorder.

Les faits répondaient assez mal à de semblables espérances. A Malaga et à Cadix, les fédérés avaient de nouveau poussé leurs cris de guerre et les troupes avaient dû occuper militairement tous les points stratégiques.

Le Ferrol s'était soulevé et l'ancien capitaine carliste Pozas, devenu cantonaliste de la plus belle eau, avait occupé l'arsenal et s'était emparé d'un matériel de guerre considérable.

Il fallut diriger des troupes sur la ville et faire un siège régulier. Les assiégés se défendirent mal et l'insurrection fut réprimée, mais cet incident n'en était pas moins un sérieux avertissement.

En Catalogne, les carlistes s'organisaient, établissaient des douanes et percevaient des impôts. Baldrich dut se décider à une vigoureuse offensive, il attaqua Savalls à Castellon de Ampurias. L'affaire n'eût guère de résultat. Alors le capitaine général de Catalogne résolut de jouer au plus fin avec un adversaire aussi sérieux.

A cet effet, il s'entendit avec le commandant de la place de Puycerda. Ce dernier offrit à Savalls de l'introduire dans la ville : Savalls donna tête baissée dans

le piège et se présenta devant Puycerda avec ses gens ; il fut reçu à coups de fusils. Au moment de la retraite un *confidente* vint lui annoncer que les trois chemins qui aboutissaient à Puycerda étaient occupés par trois colonnes.

Tenter de s'ouvrir un passage était d'autant plus périlleux que le chef carliste n'avait amené avec lui que peu de monde.

Pendant la nuit Savalls se risqua par un sentier inconnu et passa à travers l'armée libérale sans accident. Le lendemain matin, les carlistes s'étaient évanoisés, et M. Baldrich en était pour ses frais d'imagination. Toutefois la leçon ne fut pas perdue pour Savalls.

Les madrilènes, qui commençaient à croire à l'existence des carlistes s'occupaient des volontaires catalans. Ils profitèrent même de ces événements pour attaquer le gouvernement et livrer les ministres à la caricature. M. Baldrich fut représenté en grand costume de général Boum, avec la légende : *Où est l'ennemi ?* Aux Cortès don Ramon Nouvilas interrogea le gouvernement sur l'état de la Catalogne.

« Le gouvernement, disait l'orateur républicain, persiste à faire certains faits importants. Que se passe-t-il dans le Principado ? La vérité est que le véritable capitaine général de cette région est don Francisco Savalls. »

Ges paroles blessèrent le ministre qui, pour distraire l'opinion, fit répandre le bruit dans le public que Don Amédée prendrait le commandement de l'armée pour en finir avec les *factieux*. M. Zorilla très satisfait dans les commencements d'avoir, dans la guerre du *Principado*, un prétexte pour se rendre utile et détourner l'attention de ces excellents madrilènes, se trouvait dans une position vraiment critique à ce moment, puisque, grâce à ses belles promesses et à ses dangereuses concessions, les fédéralistes s'étaient insurgés un peu partout et avaient même eu l'audace de s'emparer d'un des premiers arsenaux de l'Espagne. De leur côté les carlistes, que l'on disait détruits, faisaient parler d'eux et se signalaient par leurs audacieux coups de main. Il y avait loin dans tout cela de l'*aetas aurea* promise dans le programme du chef des radicaux. Les naïfs croyaient que le Señor Don Ruiz allait changer de politique, mais les illusions ne furent plus permises, lorsque dans la séance du 13, on le vit mendier les sourires de M. Pi y Margall, afin que celui-ci désavouât le mouvement du Ferrol, dont il était pour le moins le complice tacite. Ainsi le cabinet achevait de tuer dans l'Espagne révolutionnaire, ce qui restait encore d'autorité, en s'abaissant devant ceux qui, somme toute, n'étaient que des rebelles. En ce moment le parti

républicain triomphait ; sûr de sa victoire prochaine il consentit à se laisser guider par les événements qui devaient l'amener au pouvoir.

MM. Pi, Castelar et Figueras se préparaient à mettre en pratique leurs belles théories, qui leur semblaient de plus en plus applicables, lorsqu'ils jetaient les yeux sur cette pauvre monarchie méprisée et conspuée et qui se débattait dans les convulsions de l'agonie.

Le carlisme, quoique vaincu à Oroquieta, ne pouvait manquer d'avoir beau jeu dans des circonstances semblables. Ceux qui l'avaient écrasé une fois ne pouvaient plus se défendre même contre leurs amis. En Catalogne, Savalls se faisait obéir des populations, comme un général de l'armée régulière et on peut le dire, mieux qu'un général de l'armée régulière.

Don Carlos, que protégeaient les habitants de la frontière espagnole, avait réussi à trouver un lieu de refuge assuré où il préparait tout pour sa prochaine rentrée en campagne. Le prince déployait du reste une grande activité pour mettre un terme à certaines divisions qui existaient parmi les siens ; il congédia son secrétaire Don Emilio Arjona et le remplaça par Don Guillermo Estrada. Comme le soulèvement n'avait pas encore commencé dans les provinces Vasco-Navarraises, le prince dût signer diver-

ses nominations et s'occuper de la formation des cadres de la future armée royale. Don Gerardo Martínez de Velasco, ex-commandant général de l'Alava, fut nommé en Biscaye ; Lizarraga en Guipuzcoa ; Nicolas Ollo en Navarre et Llorente dans l'Alava. Enfin Don Antonio Dorregaray eut le commandement en chef. Comme les soldats du maréchal Serrano n'avaient pas eu le temps d'en finir sérieusement avec les insurgés de mai 1872, il se trouva que les mêmes gens qui avaient pris les armes à cette époque devaient contribuer au nouveau mouvement. Oroquieta avait été un échec et une surprise ; on sentait que le carlisme n'avait pas dit là son dernier mot. Son cri de guerre : *A bas l'étranger*, était bien le glas funèbre de la dynastie italienne, car ce n'était pas là le cri de guerre d'un parti, mais bien celui de la nation entière.

Les hommes de septembre méconnaissaient les sentiments les plus chers de leurs concitoyens, eux qui avaient amené la monarchie étrangère. Impuissants à fonder quoi que ce soit, ils se jetaient dans les aventures pour faire accroire qu'ils savaient édifier comme ils avaient su détruire. Le peuple ne fut pas leur dupe, il se laissa mener docilement pendant quelque temps, mais il se révolta le jour où un prince Italien foulà le sol de l'Espagne ; sa vengeance fut

même cruelle, car sa principale victime était innocente de ce qui se passait. Amédée représentait la faute des 191 ; c'était là son seul crime. L'Espagne n'a pas voulu lui faire éprouver le sort de Louis XVI et de Charles I^{er}, par un reste de pudeur. Elle a su débuter dans la République sans régicide et continuer sans échafauds. L'histoire lui rendra cette justice. La révolution espagnole a été plutôt grotesque et n'ayant pu tourner au sang, elle a tourné à l'imbécillité.

Le fait s'explique du reste. Les hommes de 1868, sont venus renverser un système de gouvernement, mais ils n'avaient pas l'intention de bouleverser la société jusque dans ses bases.

Les carlistes n'existaient plus, la noblesse avait pour ainsi dire cessé de former un des grands corps de l'Etat et le clergé était dépouillé de ses biens ! En se plaçant au point de vue révolutionnaire, Alcolea était inutile. Ceux qui écriront plus tard l'histoire de notre époque avec une impartialité qu'on ne saurait trouver de nos jours, diront que Serrano, Prim et Topete avaient renversé un gouvernement sans autre idée fixe que celle de le remplacer par leurs propres personnages.

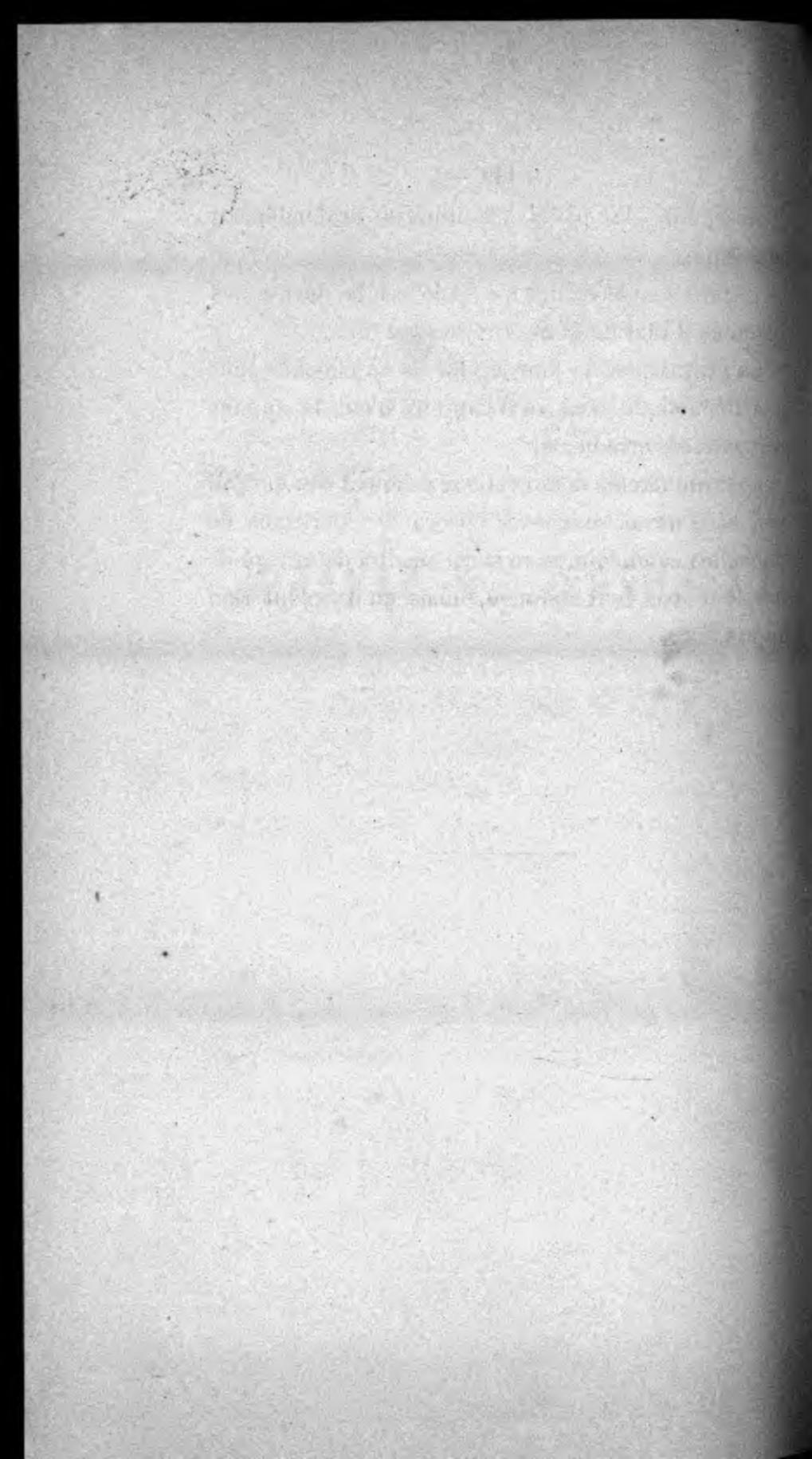
Or, quand l'ambition a été l'unique mobile d'une semblable aventure et qu'on ne s'appelle ni Rienzi, ni Cromwell, on risque de passer aux yeux de la pos-

térité pour de petits aventuriers profondément grotesques.

« Après moi le déluge ! » Telle est la devise des hommes d'Etat de la *España con honra*.

En vivant ainsi au jour le jour ils en étaient venus à la République. Pas un d'entr'eux n'eût la courage d'avouer ses errements.

Leur monarchie démocratique échouait comme l'on voit et il devait se trouver encore des partisans de nouvelles candidatures royales. On dira d'eux; qu'ils ont tout vu, tout éprouvé, mais qu'ils n'ont rien appris.

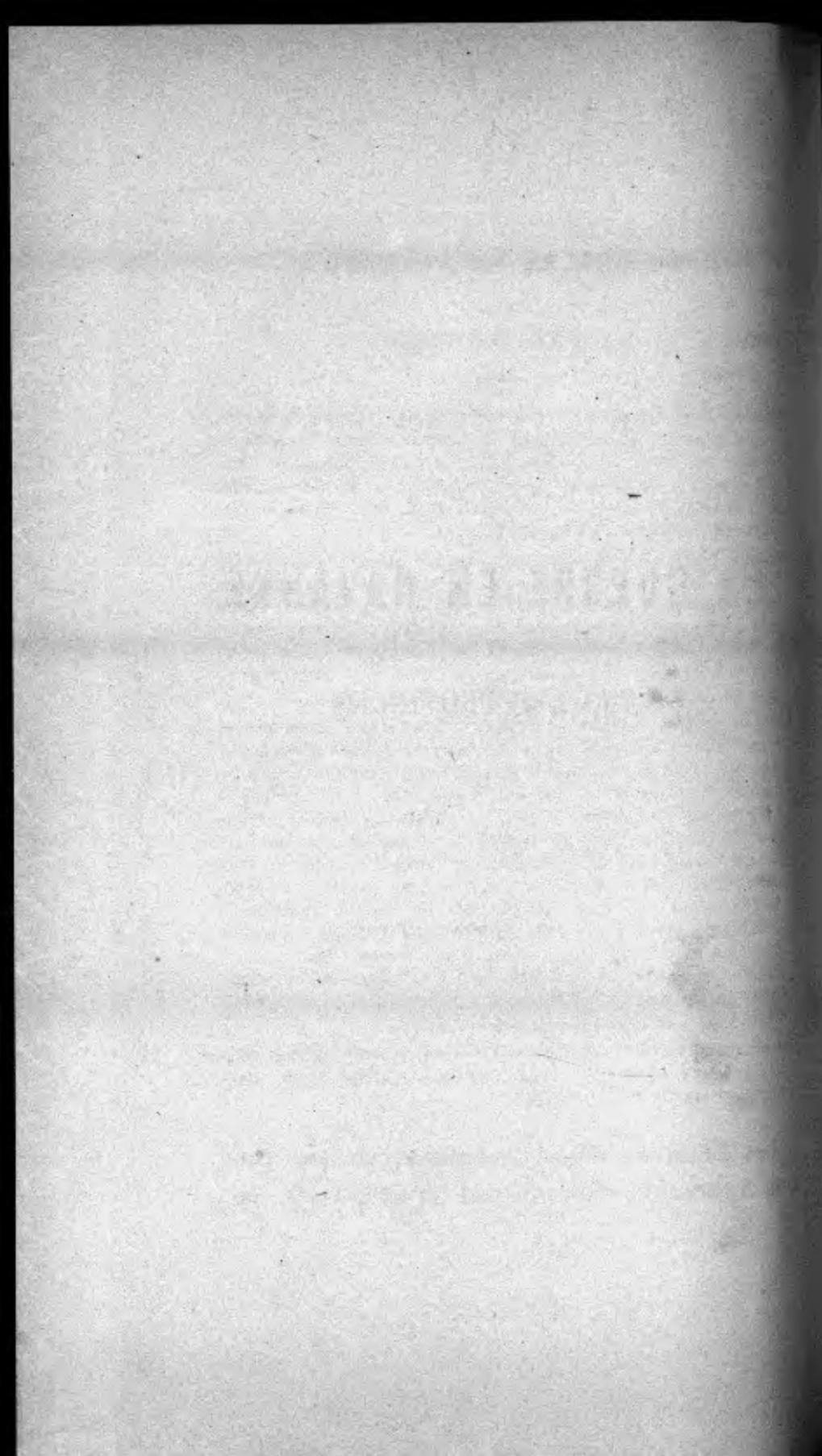




LA GUERRE EN NAVARRE

ET

DANS LES PROVINCES



LA GUERRE EN NAVARRE

ET

DANS LES PROVINCES

SOMMAIRE. — Derniers jours du règne de Don Amédée de Savoie. — La guerre recommence dans les provinces Vasco-Navarraises, — Ollo en Navarre. — Le curé Santa-Cruz en Guipuzcoa. — Combat d'Aya. — Santa-Cruz. — Son caractère. — Sa vie. — Lettre au *Pensamiento Español*. — Opinion de M. Louis Teste. — Salvalls en Catalogne. — Prise de Tremp.

Incident Hidalgo. — Hidalgo, capitaine général de l'Alava. — Les officiers d'artillerie donnent leur démission, — Désaccord survenu entre Don Amédée et M. Zorilla. — Le ministère obtient aux Cortès, un vote de confiance. — Abdication de Don Amédée. — Son départ. — Proclamation de la République. — La République à Madrid. — La République en province. — Désorganisation de l'armée. — Pavia remplace Moriones à l'armée du Nord.

Prise de Rippoll. — Prise de Berga. — Contreras à Barcelone. — L'indiscipline augmente dans les rangs des soldats libéraux. — Nouvilas général en chef des troupes des provinces Basques. — Combat de Monreal. — Nouvilas et son plan. — Le socialisme dans le Midi. — Combat d'Eraul. — Succès des carlistes commandés par Dorregaray. — Combat de Lecumberri. — Don Carlos en Espagne. — Pi y Margall au pouvoir. — Don Carlos à Guernica. — Les conservateurs penchent au carlisme. — Siège de Puycerda. — Défaite des carlistes. — Attaque d'Estella. — Combat de Dicastillo. — Prise du fort San-Francisco. — Sanchez Bregua à l'armée du Nord. — Don Carlos, occupe Vergara, Durango et plusieurs places importantes. — Destruction du monument de Vergara. — Plusieurs officiers supérieurs du corps d'artillerie, offrent leurs services à Don Carlos.

Castelar remplace Pi y Margall. — Des renforts sont envoyés dans le Nord, avec Moriones. — Les carlistes en Catalogne. — Considérations sur la campagne de 1872.

Les difficultés allaient toujours augmentant pour Don Amédée. Le prince (il faut lui rendre cette jus-

tice) ne voulait pas sortir de la légalité; on peut dire qu'en ce qui le concerne, *la Charte de 1869 n'a pas cessé d'être une vérité*. Aussi les principaux auteurs de cette constitution, qui ne voulaient observer de ses statuts que ce qui favorisait leurs menées, commençaient à leur tour contre le pouvoir une sourde opposition, qui devait hâter les événements.

Quant à Don Amédée, il semblait prendre peu de goût à son métier de roi. Le soir, on le voyait sortir du Palais par une porte dérobée, pour respirer l'air de la liberté ; privilège dont jouissait le dernier de ses sujets et dont il était privé, lui, le roi d'Espagne.

Les feuilles satiriques s'emparèrent de l'incident et firent mille commentaires drôlatiques sur *ce roi citoyen d'Outre-Monts*.

Et pourtant ce n'était ni par forfanterie, ni par esprit d'excentricité que Don Amédée agissait de la sorte; fatigué de ses conférences avec les ministres, abreuvé de dégoûts de toutes sortes, l'ex-duc d'Aoste aimait à fuir, de temps à autre, la superbe demeure de Philippe V, pour tacher d'oublier pendant quelques heures et ses dignités et ses ennuis. Quelques conseillers intimes l'accompagnaient et réussissaient même à lui faire partager leurs plaisirs. Don Amédée cherchait plutôt à s'étourdir qu'à se distraire. Les

commentaires malveillants n'en continuèrent pas moins leur train pour discréditer la jeune monarchie. En Catalogne, la guerre continuait et Baldrich était impuissant contre le carliste Savalls. Dans les provinces Vasco-Navarraises la lutte commençait de nouveau.

Celui qui fut l'initiateur de la dernière tentative carliste était le curé d'Hernialde, Manuel Santa-Cruz, un des types les plus curieux de la guerre civile. On a tant fait de bruit autour de son nom que le lecteur ne dédaignera pas de passer en revue les principaux faits qui ont signalé l'existence aventureuse de ce personnage.

Santa-Cruz, natif d'Elduayen (Guipuzcoa), était curé d'Hernialde dans les commencements de la révolution de 1868.

Au début des tentatives carlistes, il ne prit aucune part directe aux conspirations, mais entraîné par l'exemple de ses amis et par ses propres convictions, il entra en relations avec plusieurs notabilités du parti ; ce qui le désigna à la police de Don Juan Prim.

Un mandat d'amener fut même lancé contre lui. A son arrestation se rattache une anecdote assez originale.

Le curé d'Hernialde se trouvait à l'église, lorsqu'un officier, suivi de quelques soldats, vint l'arrêter au nom des autorités constituées.

Le temple fut cerné pour que toute évasion fut impossible et malgré ce zèle et ces précautions, Santa-Cruz, s'évada sans difficulté.

— Je suis prêt à vous suivre, dit-il, à l'officier, qui était chargé de son arrestation, mais je n'ai pas encore déjeuné, vous permettez.

— Certainement !

— Et si vous voulez partager mon modeste repas ?

— Grand merci, repartit l'officier.

Le curé se dirigea vers son humble presbytère sis à proximité de l'Eglise. La force armée ne le perdait pas de vue bien entendu.

On était si certain de la capture, qu'on ne fit pas attention à un paysan qui sortit du presbytère une corbeille sur la tête, le visage à demi caché sous une vaste *boina*.

Le temps se passa, on monta chez le curé. La cage était vide.

Santa-Cruz n'était autre que l'homme au panier, qu'on n'avait pas même honoré d'un regard.

En avril 1872, Santa-Cruz s'engagea dans la bande Recondo et fit encore parler de lui par une évasion hardie qui démontre assez clairement le caractère bien trempé de cet homme étrange.

Les bandes carlistes en partie détruites, se dirigeaient vers la France; l'ex-curé d'Hernialde s'égara

et vint tomber un beau jour dans les bras d'Urdampilleta, commandant des miquelets de *Guipuzcoa*.

Voilà un homme que nous fusillerons, dirent quelques miquelets, en attendant, enfermons-le dans la première maison venue, et faisons bonne garde.

On fit en effet bonne garde, ce qui n'empêcha pas mon homme de *sortir par la fenêtre* en transformant ses draps de lit en un cable de salut.

Il faut dire que Santa-Cruz, avait feint d'être malade et que quelques miquelets s'étaient un peu relâchés de leur surveillance.

L'évasion accomplie, le futur cabecilla se cacha dans les joncs d'un marécage pour fuir ses persécuteurs, gagna la France après mille péripéties, comme un véritable héros de roman.

Ces aventures, qui semblent appartenir au domaine de la fantaisie, sont pourtant véridiques s'il en fut. Je les tiens de la sœur même du curé d'Hernialde, qui a bien voulu me communiquer tous ces détails.

Dès les premiers jours de décembre, il se présenta en Guipuzcoa, arrêta un train aux portes de Saint-Sébastien et parcourut la province dans tous les sens à la barbe des miquelets et des colonnes qui le poursuivaient en vain.

En Navarre, Ollo et Senosain proclamaient de nouveau Don Carlos et engageaient la lutte. Quant à

Santa-Cruz, il ne tarda pas à se faire connaitre par une série de coups de main, dont nous aurons à nous occuper plus tard. On lui fit même, tant en Espagne qu'à l'étranger, une réputation d'homme de sang. La vérité, la voici : les lieutenants de Santa-Cruz se livraient de temps à autre à des excès qui tombaient d'eux-mêmes, sous la réprobation de tous les hommes honnêtes et impartiaux. Le curé d'Hernialde eût le grand tort de laisser faire ses gens, car en dépit de son énergie et de sa bravoure, son caractère était faible et apte à recevoir les impressions du premier venu, si bien, que les méfaits commis par ses officiers lui furent tous imputés et que les journaux carlistes eux-mêmes le dénoncèrent à l'opinion.

Je reproduis à titre de curiosité une lettre adressée par le fougueux cabecilla au *Pensamiento español* :

13 Mars 1873.

« Dans un des derniers numéros de votre journal, je lis une correspondance de Guipuzcoa, que vous paraissiez approuver, puisque vous flétrissez ma manière d'agir dans cette rude campagne, ouverte par moi le 1^{er} décembre dernier. Vous dites que les carlistes de Guipuzcoa sont douloureusement affaiblis de certains faits barbares commis par un des

chefs du parti carliste de cette province, faisant allusion sans doute à l'exécution d'une femme des hautes terres. Ce chef est celui qui écrit ces lignes, et il a le droit de demander; quels sont les hommes du parti carliste, quel est l'auteur de cette lettre, quel est cet écrivain qui compose des diatribes au coin du feu, alors que, poursuivi par plusieurs colonnes ennemis, les pieds dans la neige, je me sens traqué et perdu ? Ce correspondant s'imagine-t-il par hasard que, par un caprice d'une barbarie inqualifiable, il me plait d'ôter la vie à une créature de Dieu ? Savez-vous pourquoi j'ai fait fusiller cette femme, comme d'autres coupables que j'ai frappés ? C'est donc une vie bien précieuse que celle d'une misérable qui, forte de son titre de carliste, livre les volontaires de Dieu et du Roi et porte, cousues dans sa robe, des dépêches de l'ennemi. Les carlistes savent-ils ce qu'il faut surmonter de peines et d'amertumes pour arriver au triomphe définitif ? S'ils ne le savent pas, qu'ils se taisent; ce n'est pas par des fleurs de rhétorique et des tirades à effet que l'on vient à bout de l'ennemi; qu'ils se taisent et ne sèment pas de divisions parmi nous; qu'ils se taisent et n'excitent pas les soldats contre leurs chefs, qui exposent leur vie pour le succès de la cause et la destruction de la Révolution; qu'ils se taisent et

laissent les manœuvres déloyales à ceux qui n'ont pas le courage de signer ce qu'ils écrivent. Qu'on ne dise pas que nos amis des provinces me blâment en masse ; ils veulent en finir avec le parti de l'anarchie, avec ces députés de Guipuzcoa qui mettent nos têtes à prix, avec nos despotes et nos tyrans ; ils savent tous que si j'agis de la sorte, c'est qu'il m'est impossible de faire autrement. Tous mes jeunes volontaires m'approuvent ; ces braves sont disposés à verser, à mes côtés, jusqu'à la dernière goutte de leur sang, à une condition : c'est que je les débarrasse de ces espions qui nous perdent, espions de l'ennemi, les uns le sont par crainte, les autres se vendent à prix d'or. Ce sont les Basques qui payent.

« On a dit que le parti carliste, qui a noblement fait la guerre jusqu'à ce jour, malgré mille et mille calomnies, a le droit d'exiger qu'un des siens ne le déshonore pas. Vous savez qu'en mai dernier les volontaires ont livré des milliers de fusils ; ce fut là une des pages les plus honteuses du carlisme. Il ne faut pas qu'on revienne à un nouvel Amorovieta. Je me fais fort des lois de la guerre pour châtier non-seulement les espions, mais encore ceux qui pousseraient la félonie jusqu'à livrer leur drapeau. Mes volontaires savent qu'il faut agir avec sévérité pour combattre le mal dans sa racine, mais que la répres-

sion n'a lieu que pour des fautes d'une gravité capitale.

Manuel SANTA-CRUZ. »

Voici ce qu'écrivait l'an dernier M. Louis Teste à ce sujet. Les sympathies de M. Louis Teste sont assez connues, ce qui ne l'empêche pas (rendons-lui cette justice) d'écrire avec assez d'impartialité :

« Santa-Cruz avait pour mission de garder la frontière, d'Irun à Vera, et de surveiller jusqu'à Beasain, le chemin de fer du Nord de l'Espagne. Il a donc dû plusieurs fois arrêter les trains, enlever les rails, tirer sur les conducteurs et les aiguilleurs ; il a dû — lui ou ses hommes — dans ses longues marches à travers les montagnes, réquisitionner souvent des provisions que lui refusaient des tièdes ou des libéraux timides ; ce sont-là des faits de guerre, tels que les admet l'usage de toutes les nations, même les plus civilisées. Quant aux crimes proprement dits, vieillards assassinés, employés du chemin de fer égorgés et le reste, Santa-Cruz nie tout : il n'a avoué qu'une double exécution, celle d'un homme et d'une femme qui faisaient métier d'espiions. »

Pour moi ce qu'on avait à reprocher surtout au prêtre guipuzcoan était le caractère dont il était revêtu. Nous n'avons jamais rêvé le clergé le casque en

tête ni l'épée au poing, comme les moines de la ligue. Mais soyons juste. Les hommes d'Etat, qui ont gouverné l'Espagne à cette époque, peuvent-ils, sur leur âme et conscience, affirmer qu'ils n'ont pas poussé à cette agitation des esprits par les serments qu'ils ont exigé et par leur politique en général.

Ici encore j'en appelle à l'opinion.

A Madrid on se préoccupait fort peu des affaires du Nord. Les ministres en parlaient comme de choses insignifiantes et bonnes, tout au plus, à distraire le public. Quant à M. Zorilla il acceptait le soulèvement carliste comme un événement heureux et pouvant le consolider au pouvoir. En effet, les feuilles qui lui étaient dévouées avaient reçu le mot d'ordre pour exagérer les ressources des bandes Vasco-Navarraises.

Le bon public était la dupe de cette tactique machiavélique et M. Zorilla conservait son portefeuille; ce qui était le principal. Mais ce n'était pas encore tout. Le prétexte pour organiser l'armée du Nord était trouvé et les officiers désireux de gagner des grades, ne manquaient pas d'offrir leurs services ce qui les engageait à la fidélité, sinon à la reconnaissance vis-à-vis le nouveau gouvernement.

Les colonnes libérales, qui opéraient en Guipuzcoa et en Navarre, condamnées à la défensive ne purent

que défendre les points stratégiques, en attendant des renforts. Cette négligence, calculée, fut mise à profit par les bandes carlistes. Les douanes du Nord, sauf toutefois celles d'Irun, furent occupées sans difficulté et enfin l'armée du Nord fut reformée et confiée au général Moriones, le vainqueur d'Oroquieta. Ce dernier ne déploya pas, dès le principe, toute l'activité dont on le savait capable. Aussi Ollo et Senosain recrutèrent-ils leurs gens sans difficulté et commencèrent-ils à former le 1^{er} et le 2^e de Navarre. Dans ce dernier bataillon se trouvait un homme dont nous aurons à nous occuper particulièrement dans le cours de cet ouvrage : je veux parler de Radica, jadis simple architecte et devenu en peu de temps chef de bataillon.

Nicolas Ollo s'était distingué dans la guerre d'Afrique; c'était un soldat de mérite qui ne tarda pas à donner des preuves de son savoir faire.

Le gouvernement faisait donc nonchalamment la guerre, mais cependant les coups de feu avaient été déjà tirés. La première rencontre avait été malheureuse pour la garnison de Saint-Sébastien, qui avait perdu un de ses meilleurs officiers dans l'affaire. Quelque temps après, Primo de Rivera attaquait la bande Santa-Cruz à Aya, petit village de Guipuzcoa, sis à une lieue et demie environ de Saint-Sébastien.

Comme les positions des carlistes étaient formidables, bien que ceux-ci fussent en petit nombre, les troupes libérales hésitèrent à enlever les hauteurs d'assaut dans les premiers moments. Santa-Cruz fit évacuer silencieusement le village d'Aya et disparut par les montagnes voisines, laissant derrière lui son arrière-garde, composée d'une quarantaine d'hommes, qui continuèrent à tirailleur et qui *s'égayèrent*, à un moment donné, comme les anciens Vendéens.

Après l'affaire, l'intrépide cabecilla entraînait à Deva et désarmait les volontaires de la liberté.

De son côté Ollo avait poussé une pointe hardie sur Estella, si bien que les généraux de l'armée libérale se décidèrent à agir, lorsque survinrent les événements de février, qui désorganisèrent complètement l'armée et, ce qui est plus triste à dire, le pays lui-même.

Le trône d'Amédée s'affaissait, les amis de M. Zorrilla avaient beau sourire, en incrédules qu'ils étaient, lorsqu'on leur prophétisait la ruine prochaine de l'élu des 191, l'incident Hidalgo devait donner raison aux pessimistes et ouvrir à deux battants l'Espagne aux partis extrêmes et à leurs ardentes convoitises.

L'artillerie espagnole est un corps d'élite s'il en fut ; les officiers de l'armée sont en général des jeunes

gens des meilleures familles d'Espagne, attachés à leurs traditions aristocratiques et restant le plus souvent à l'écart des mouvements révolutionnaires.

Il convenait donc au roi Amédée de s'attacher l'artillerie; c'était le conseil que Victor-Emmanuel lui avait donné avant son départ pour Carthagène. Et il faut le dire, Don Amédée avait fait tout ce qu'il lui était possible pour se conformer aux sages avis de son père. Les affaires en étaient là lorsque survint l'incident Hidalgo.

Hidalgo, ancien officier d'artillerie, était sorti de ce corps, ou pour dire plus vrai, en avait été presque chassé par ses camarades. Son attitude dans deux mouvements insurrectionnels, l'avaient fait accuser de félonie. Cependant, dès qu'il cessa de faire partie de cette arme, on ne s'occupa plus de sa personne et son nom allait tomber dans l'oubli, lorsque parut un décret ministériel l'élevant au grade de maréchal de camp et de commandant général de la *Provincia de Alava*. C'était un défi que le ministère adressait à l'opinion.

La nouvelle de la nomination d'Hidalgo produisit une émotion si vive à Vitoria qu'on refusa de croire que M. Zorilla persisterait à envoyer Hidalgo à la *commandancia général*. Il n'en fut rien et Hidalgo arriva au chef-lieu de l'Alava.

Lors des visites d'usage, les officiers d'infanterie et de cavalerie se rendirent, seuls, à l'hôtel du général. Quant aux officiers d'artillerie, ils prétextèrent tous une maladie et gardèrent la chambre.

Hidalgo, irrité du procédé, prit le chemin de Madrid et se plaignit à M. Zorilla dont l'amour-propre fut vivement froissé. Le nouveau maréchal de camp fut maintenu. En présence de cette attitude de la part du gouvernement, les officiers d'artillerie donnèrent leur démission.

Don Amédée appela immédiatement M. Zorilla au Palais d'Orient :

— Señor, fit le prince, je ne compte pas accepter cette démission, et vous que pensez-vous faire ?

— Me présenter devant les Cortès qui jugeront mes actes.

— La rupture était désormais un fait accompli entre le roi et le ministère.

Don Amédée jouait sa couronne, mais il gardait sa dignité d'homme, intacte, et du reste le trône n'avait guère de charmes pour ce pauvre prince, arraché à son pays natal, pour gouverner un peuple ingouvernable.

La séance des Cortès fut orageuse. Un membre interpella M. Ruiz Zorilla sur son attitude. M. Zorilla répondit que le général Hidalgo serait maintenu

parce que le principe d'autorité était en jeu dans la question et que faire acte de faiblesse était se perdre sans retour.

Nous avons, ajoutait le ministre, dans l'arme de l'artillerie un élément tout démocratique avec lequel nous reformerons les cadres en recrutant les officiers parmi les sergents. 191 voix se prononcèrent en faveur de Don Ruiz et par conséquent sommèrent Don Amédée de baisser la tête devant son ministre. Don Amédée préféra l'abdication à ce rôle humiliant.

Les Cortès acceptèrent sa renonciation au trône et le duc d'Aoste reprit le chemin de l'Italie, où il vit tranquille et sans ambition. La reine quitta le lit pour suivre son époux. Elle relevait à peine de couches.

Le couple royal gagna Lisbonne, accompagné de quelques amis sincères ou du moins se disant tels.

Tel fut ce règne éphémère qui démontre que la monarchie ne sera qu'une aventure tant qu'elle ne reposera pas sur le principe autoritaire. Tous les hommes politiques, qui directement ou indirectement, se sont trouvés mêlés aux affaires de l'époque, peuvent savoir cela par expérience, mais il y a un proverbe castillan qu'on peut appliquer à la plupart d'entr'eux :

No hay peor ciego como el que no quiere ver. (Il

n'est pas de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir).

La proposition Pi y Margall ayant été adoptée par 256 voix contre 32, la République se trouvait proclamée de fait et le ministère fut ainsi constitué :

Intérieur : Pi y Margall.

Affaires étrangères : Castelar.

Guerre : Général Cordova.

Justice : Nicolas Salmeron.

Colonies : Francisco Salmeron.

Marine : Béranger.

Finances : Etchegaray.

Travaux publics : Becerra.

Stanislas Figueras, ministre sans portefeuille, président du conseil.

Les premiers moments furent calmes, le peuple illumina et se livra à quelques démonstrations d'un enthousiasme plus ou moins sincère. Quelques excentriques imaginèrent de changer le vieux drapeau de l'Espagne et de lui substituer les trois couleurs (violet, blanc et rouge).

La populace, qui ne voit même dans les grands bouleversements sociaux qu'un prétexte de divertis-

sements, se livrait à la joie. En ce moment, la nation espagnole, qu'on me pardonne la comparaison, ressemblait à ces joueurs incorrigibles qui, ayant tout engagé au *Tapis vert*, font joyeusement sauter leurs derniers écus sans songer au lendemain.

La situation ne se présentait pas sous de joyeux aspects. Au Nord, la guerre civile; au Midi, le fédéralisme prêt à lever la tête, l'indiscipline imminente dans l'armée et la pénurie dans le trésor.

Depuis le 11, l'ordre n'avait plus de défenseurs, et cependant il ne se commit que des excès isolés; les fédérés, livrés à eux-mêmes, n'abusèrent pas de leur facile victoire. On citait seulement ça et là quelques traits rappelant les mauvais jours de 93. Ainsi quelques *chulos* exhibèrent sur un chariot une fille de joie et la promenèrent, dans leur quartier, en bonnet phrygien, la lance au poing et vêtue du Peplum antique. Cet incident affligea les gens d'ordre sans distinction de nuance, mais le mal était fait et il fallait en subir les conséquences.

Dans les provinces, les doctrines socialistes portèrent leurs fruits. Nous n'exposerons pas ici, tout au long, les excès qui se commirent, le cadre restreint de cet ouvrage ne nous le permet pas, et puis tout le monde sait aujourd'hui ce qui advient dans les moments de crise. A Barcelone, les premiers

symptômes d'insubordination se manifestèrent dans l'armée; plusieurs officiers furent battus par leurs soldats; on dût suspendre les opérations militaires. Le capitaine général Gaminde, dont la vie était menacée, quitta à la hâte l'Espagne. A l'armée du Nord, la proclamation de la République produisit le même effet. Il fallut renoncer à poursuivre les carlistes et se replier sur les points stratégiques. Les désertions furent très nombreuses; plusieurs artilleurs vendirent leurs chevaux à vil prix. Les généraux n'étaient plus écoutés, et le plus souvent on proférait contre eux des menaces de mort.

Si les généraux de Don Carlos avaient eu des bataillons bien organisés, comme ils l'ont été dans la suite, il est hors de doute que la jeune République fut morte au berceau, mais le carlisme, surveillé dans la capitale et trop faible dans le Nord, ne pouvait encore rien tenter de sérieux. Et cependant plusieurs notabilités du parti conservateur le considéraient comme un port de refuge, tant la démagogie les effrayait! La République-sœur avait beau recevoir la bénédiction du vieil Espartero et les souhaits hypocrites de bien-venue *del Tiempo* et de *la Epoca*, la grande majorité de la nation Espagnole la voyait avec défiance; du reste les élections l'ont assez prouvé.

Le général Moriones venait de battre les Amezcoas en tous sens et revenait vers la Uzama lorsque les nouvelles de Madrid lui parvinrent. Il ne dissimula pas son mécontentement, avec d'autant plus de raison que sa destitution ne tarda pas à lui être officiellement communiquée.

Le général Pavia prit alors le commandement de l'armée du Nord. Pavia, qui avait gagné sa *faja* grâce aux événements qui ont suivi Alcolea, ne songea nullement aux carlistes. Son premier soin fut de se faire des créatures parmi ses compagnons d'armes, système dangereux, qui lui fit beaucoup d'ennemis et contribua puissamment à activer la désorganisation des légions libérales. Le successeur de Moriones se contenta d'ouvrir ses bras aux Vasco-Navarrais, qui eurent garde de s'y précipiter. On plaisanta le général, et le désordre continua de plus belle.

Dans cette situation les carlistes prospéraient. Ollo s'occupait de la formation des bataillons Navarrais; Lizarraga commençait à armer le 1^{er} de Guipuzcoa, et Velasco parcourait en tous sens la Biscaye, sans être inquiété. Ainsi qu'il est aisé de s'en rendre compte, on faisait peu de cas dans le camp royaliste des avances du général Pavia. Ce dernier ne pouvant calmer le mécontentement qu'il avait

occasionné autour de lui, envoya sa démission au général Cordova et fut remplacé par Don Ramon Nouvilas.

Dans le *Principado* les affaires n'alliaient guère mieux pour les triumvirs Pi, Castelar et Figueras. Don Alphonse était entré en Espagne suivi de sa jeune femme doña Maria de las Nievès. La présence du prince au milieu des siens avait activé le soulèvement.

Dans les villages occupés par les volontaires de Savalls, on fit aux infants une brillante réception. A San Quirico de Resora ; à Castellon de Ampurias, il y eut baise-mains et des centaines de personnes vinrent rendre hommage au descendant de leurs anciens rois.

Les soldats de la République, eux, se souciaient médiocrement de battre les montagnes et continuaient à se livrer à leurs orgies au lieu de défendre la liberté, pour laquelle ils juraient de mourir à tout propos.

Don Francisco Savalls était devenu, déjà, plus audacieux dans les derniers temps du règne d'Amédée. La surprise de Tremp avait attiré sur lui l'attention du public, mais on ne pouvait guère appeler qu'escarmouches les petits combats qu'il livrait aux troupes du gouvernement. Les désordres qui suivirent la

chute de la dynastie italienne lui fournirent l'occasion de deux faits d'armes assez remarquables :

Le premier fut la prise de Ripoll. La garnison, forte de 150 hommes, dut se rendre à discrédition. On n'avait plus affaire à des partisans, mais à des soldats. L'action fut chaude, nous disent les correspondances de l'époque ; il fallut faire le siège de plusieurs maisons.

La petite ville était pour ainsi dire au pouvoir des vainqueurs, une seule maison résistait encore. Il y avait là huit carabineros qui tenaient tête aux assaillants ; cependant toute lutte a un terme et il fallut arborer le drapeau parlementaire. Le prince Henri de Bourbon s'avança pour traiter avec ces pauvres gens, lorsque un coup de feu parti d'une fenêtre l'atteignit légèrement au bras. Les catalans exaspérés de ce qu'ils appellent une trahison enlevèrent le petit fort improvisé, où les carabineros se défendirent jusqu'au dernier. Le général carliste Galcéran, blessé à l'aîne au milieu du combat, ne voulut pas abandonner son poste de péril : son entêtement chevaleresque lui coûta la vie, la blessure s'enflamma et Galcéran expira quelques heures après le petit combat de Ripoll.

La chute de Berga suivit l'affaire de Ripoll. Cette fois les carlistes firent usage de l'artillerie et trainè-

rent une pièce devant la place pour enfoncer une porte. La ville fut enlevée en quelques heures et le succès fut assez important. Les carlistes trouvèrent dans la ville 1,000 fusils et 600,000 cartouches ; le nombre des prisonniers s'élevait environ à 500. La débâcle de la colonne Cabrinetty vint encore accroître les anxiétés des hommes du 11 février, car, en dépit de toutes leurs protestations, le désordre régnait partout et si la capitale était relativement tranquille il n'en était pas de même des provinces.

Le nouveau capitaine-général du *Principado*, Don Juan Contreras, était encore une de ces têtes chaudes que le hasard jette dans l'arène politique, pour distraire la galerie, ou plutôt pour l'effrayer. Don Juan Contreras fut la cause principale de l'indiscipline dans l'armée de Catalogne. Tout le monde connaissait ses manières extravagantes et les soldats les mettaient à profit en lui rappelant, à tout propos, ses dissertations d'autrefois sur le danger des armées permanentes. Les hommes de la révolution étaient punis par où ils avaient péché.

Don Juan Contreras lançait proclamations sur proclamations, on les lisait, ou on ne les lisait pas ; l'effet produit était toujours le même. Au fond, on ne songeait guère à prendre au sérieux ce personnage.

De tous ses lieutenants, seul le brave Cabrinetty payait de sa personne. Quant aux volontaires de la liberté, ils exigèrent une forte paye et ne comprenaient pas qu'on fut prodigue de leur sang ; il parait que c'est un peu la même chose partout. L'armée régulière, ou plutôt ce qui s'appelait autrefois de ce nom, entraînée par le mauvais exemple, continuait à insulter ses officiers. Un jour des soldats avinés jetèrent des oranges à la tête de leur général, qui eut au moins le bon esprit de ne pas trop pousser les hauts cris. Il sied peu, en effet, de se plaindre d'un mal qu'on a soi-même imprudemment provoqué.

Une autre fois, officiers et soldats fraternisèrent, commandants et sergents, égaux devant *la bota*, roulerent sous les tables, donnant ainsi un touchant exemple de la fraternité républicaine.

Il arriva un moment où ces malheureux attaquèrent les passants attardés. Lorsque la nouvelle des succès de Savalls arriva à Barcelone, l'émotion fut grande. Les orateurs improvisés montèrent sur les chaises des cafés ; Contreras envoya des ordres du jour à ses troupes, mais en dépit de toutes ces protestations de civisme, on eût peine à réunir une petite brigade pour entrer en campagne.

MM. Castelar, Pi et Figueras se trouvèrent donc être victimes de leurs propres théories ; ils avaient

proné le cantonalisme, comme la seule forme avantageuse et possible de la République Espagnole, et déjà la Catalogne, au Nord, l'Andalousie, au Midi, paraissaient mettre en avant leur qualité d'Etats indépendants. Les juntas fédérales, déclarant ne relever que d'elles-mêmes, faisaient peu de cas des communications du ministre de la *Gobernacion*. Ainsi cette grande unité espagnole, qui avait coûté tant de sang et plusieurs siècles de lutte, menaçait de disparaître. A Madrid on avait installé plusieurs clubs. Dans l'un d'eux, un citoyen dont le nom m'échappe (je serais du reste désolé de lui donner une célébrité quelconque) prêcha l'amour libre; c'était après tout le digne pendant de l'enterrement civil, pratiqué dans le midi de la France, sur une vaste échelle. Le socialisme disait son dernier mot, en s'attaquant à la principale base de la société : la famille.

Les conservateurs affolés, ne savaient trop quelle attitude observer ; ils prophétisaient le succès prochain de Don Carlos et ils le désiraient, à cette époque, presque sincèrement ; car cette monarchie était une garantie de stabilité par son origine, et d'ordre public par ses principes d'autorité. On crût à une réconciliation entre le parti carliste et les classes dirigeantes, tant cette réconciliation paraissait

nécessaire en pareil moment! Et pourtant elle n'eût pas lieu. Il eût fallu pour amener la négociation à bonne fin, un diplomate de la trempe d'Alberoni, mais ce diplomate n'existe pas. Les esprits sérieux comprenaient parfaitement qu'avec les six bataillons de Don Francisco Savalls et les partidas de Santa-Cruz, Ollo et Lizarraga on ne pouvait songer à fonder un gouvernement. L'armée de la République était bien faible, mais enfin elle suffisait pour s'opposer à une invasion au-delà de l'Ebre.

En Catalogne, on ne signalait aucun fait remarquable, depuis les succès de Berga et Ripoll. Savalls avait beau mettre à profit la négligence de l'ennemi pour organiser son monde, il ne pouvait improviser une armée en quinze jours et prendre l'offensive. Les triumvirs étaient donc complètement rassurés de ce côté; mais ils ne pouvaient songer à pacifier de sitôt cette province. Savalls avait établi un service d'espiionage qui le renseignait, chaque fois, très exactement sur la direction des colonnes républicaines; ce qui renversait, à chaque instant, les combinaisons de ses adversaires, qui se plaisaient tous à lui rendre cette justice: c'est qu'il était passé maître dans la guerre de partisans.

Don Francisco Savalls, né à Pera, province de Gérone, en 1817, prit les armes pour la cause carliste

dans la guerre de Sept ans, où il servit avec son père. Après la dispersion des bataillons Catalans, il prit le chemin de la France, guerroya avec Cabrera en 1848, et figura dans les principales rencontres. L'insuccès des armes carlistes, le ramena en France, où il ne séjourna que peu de temps. Jusqu'en 1860, nous le retrouvons dans les troupes du duc de Modène, puis, dans l'armée pontificale, au moment de l'invasion Piémontaise.

La veille de la bataille de Castelsidardo, Pimodan, qui prévoyait le triste dénouement du lendemain, disait au lieutenant de Cabrera :

— Capitaine, vous connaissez la guerre, ce n'est pas la première fois que vous êtes entouré par des forces supérieures; croyez-vous qu'il soit possible de jouer l'armée Italienne et d'aller vous réfugier à Ancône ?

— Oui général, répondit Savalls; je me fais fort de conduire à Ancône l'armée pontificale, si on consent à sacrifier l'artillerie.

— Sacrifier l'artillerie ! c'est impossible, s'écria Pimodan.

— Dans ce cas, il ne reste qu'une chose à faire : mourons demain en hommes de cœur.

Le lendemain, des deux interlocuteurs, l'un était mort, l'autre était prisonnier.

A peine Savalls eût-il recouvré sa liberté, qu'il revint auprès du pape.

Il y resta jusqu'au mois de septembre 1870, commandant une compagnie de chasseurs indigènes.

Il y avait si longtemps que Savalls était en Italie, qu'on ne le regardait plus comme étranger.

Il suivit les fortunes diverses de l'armée pontificale et acquit la considération de tous ses chefs, qui le tenaient pour un officier de mérite et d'une incontestable bravoure.

Tel était l'homme que la République avait à combattre. Savalls, traqué comme une bête fauve six mois auparavant, parcourait maintenant à son aise le *Principado* sans qu'on pût lui opposer un adversaire, versé comme lui dans la guerre *de guerillas*, cette guerre d'un genre si particulier. Ce système était suffisant pour ne pas se laisser envelopper, mais il n'offrait aucune probabilité de succès décisif; d'abord, parce que les soldats de la république ne s'engageaient qu'avec précaution dans la montagne, ensuite, parce que les carlistes n'étaient pas en force pour descendre dans la plaine.

Il fallut enlever le commandement de l'armée de Catalogne à Don Juan Contreras et le confier au général Velarde qui entreprit de réparer les fautes de son prédécesseur.

Dans l'armée du Nord, Pavia n'avait eu qu'un médiocre succès avec sa harangue attendrissante. La République mit à la tête des colonnes libérales un républicain, le général Ramon Nouvilas, auquel on fit tout de suite une réputation. A cette époque, un de ses enthousiastes me disait : « Vous verrez comme la guerre civile sera promptement terminée; Nouvilas est un stratégiste émérite, et il n'aura pas d'intérêt à ménager les insurgés ». Comment ne pas prendre au sérieux le nouveau général en chef dont l'éloge était alors dans toutes les bouches ?

Nouvilas, arrivé à Pampelune, débuta par des ordres du jour gonflés de mots à grand orchestre et se dirigea sur Monreal, où se trouvaient les bandes carlistes. Le combat fut très vif; le chef de l'état-major républicain, Ibarreta, fut tué et les soldats de Nouvilas culbutés, dans les premiers moments, par plusieurs charges à la baïonnette. Les carlistes s'attribuèrent cette journée parce que Nouvilas se contenta d'entrer à Monreal et de se replier en toute hâte sur Pampelune.

Nouvilas de son côté, après avoir enlevé dans la campagne quelques paysans, fit son entrée triomphale dans la capitale de la Navarre. Il y eut bien quelques curieux dans la foule, qui mettaient en doute la qualité des captifs, et de plus les cris de victoire des car-



listes contribuaient à saper le prestige de Don Ramon Nouvilas. Ce dernier avait beau défoncer son *ros* à coups de poing en disant : Jè les tiens-là : ses officiers prenaient le geste en question pour une fanfare.

Don Carlos avait mis à la tête des provinces un ancien officier supérieur de l'armée Espagnole, Don Antonio Dorregaray, blessé en 1872, dans un combat livré dans une des provinces de l'Est, ce qui l'empêcha de prendre part aux premières opérations. Malgré son état de santé il ne voulut pas différer plus longtemps son entrée en Espagne et passa la frontière, lorsque les premières milices Navarraises eurent été organisées, en compagnie du marquis de Vallecerato, de Carlos Calderon, du Jockey-Club, et du lieutenant de vaisseau Rafaël Alvarez.

La douane de Dancharinea fut alors occupée par un détachement Navarrais. On commença à percevoir des droits dès les premiers jours de mars. Bien que la division Castañon vint, de temps à autre, à Elizondo, le directeur des douanes, nommé par Don Carlos, put occuper son poste sans qu'il survint aucun événement extraordinaire.

A Pampelune, les libéraux de toute nuance acclamèrent la République en haine du carlisme.

En Navarre, il n'y a à proprement parler que deux

partis : les royalistes et les anti-royalistes. Ces derniers étant en minorité, malmenaient la population et faisaient battre les pauvres diables qui avaient des sympathies connues.

Souvent au-delà des Pyrénées, la politique sert de prétexte pour assouvir certaines rancunes plus ou moins avouables.

En somme la jeune République n'était pas heureuse avec l'armée qu'on réorganisait avec beaucoup de peine et sans grand succès. Le général Velarde s'attacha, comme nous l'avons dit, à réparer les sottises de Contreras, et il put se rendre compte de la gravité de la situation, lorsque le bataillon de Reuss lui refusa obéissance. Il fallut toute l'énergie du nouveau capitaine général pour se faire obéir.

Après ses succès de Ripoll et de Berga, Savalls résolut de mettre, de nouveau, le siège devant Puycerda. Il se mit à la tête de 3 bataillons et arriva devant la place le 10 mars. Les soldats de la garnison se défendirent avec énergie et les premiers assauts furent repoussés; cependant Puycerda allait succomber, lorsque la colonne de secours, commandée par Cabrinetty, tomba sur les derrières des assiégeants. Ceux-ci furent enfonceés et culbutés après avoir éprouvé des pertes sérieuses. Ce succès toutefois ne compensait pas la prise de Berga.

En Navarre, le général Nouvilas avait vivement repris les opérations. Il courait par monts et par vaux à la rencontre d'un ennemi invisible qu'il se fallait d'atteindre à chaque instant ; enfin il parvint à rejeter, sur Vera, Dorregaray avec 3,000 volontaires. Don Ramon crut que son fameux plan était enfin réalisé, aussi s'empressa-t-il de faire savoir au général Lefort, commandant la division à Bayonne, que les bandes carlistes allaient repasser la frontière d'un moment à l'autre. On envoya des troupes en toute hâte de Bayonne, afin de désarmer les carlistes vaincus. Cette peine fut épargnée aux soldats du général Lefort, car les bandes, cernées à Vera, échappèrent encore une fois à Nouvilas dont le plan paraissait fortement compromis. Aussi lorsqu'il revint à Pampelune les libéraux furieux criaient à tue-tête : Vive Castañon, quoique ce dernier fit preuve de bonne volonté en criant : Vive Nouvilas !

Les officiers de l'armée du Nord firent ensuite des chansonnettes, qui raillaient assez finement les plans du général en chef. Ce qui prouve le peu de confiance que Don Ramon Nouvilas inspirait à ses subalternes. Les carlistes profitaient admirablement de toutes ces petites misères et organisaient leurs bataillons comme dans l'ancienne guerre civile.

Leur audace s'accrut tellement que Lizarraga atta-

qua Azpeitia et Ollo avança sur Eibar. Ils furent repoussés, mais enfin on pouvait considérer leur tentative comme une reconnaissance. M. Gerardo Martinez de Velasco, qui s'était si brillamment conduit en 1872, fut nommé, par Don Carlos, commandant général de Biscaye. Pendant près d'un mois il dût s'arrêter dans une maison isolée à cause des neiges, puis il se rendit à son poste où il commença immédiatement l'organisation des bataillons. Don Antonio Lizarraga commandait le Guipuzcoa.

Le désarroi était si complet à Madrid, que les partisans de Don Carlos ne pouvaient que profiter des événements. Un instant l'égoïsme des conservateurs fut presque vaincu et on considéra de ce côté la solution carliste comme la seule capable de porter un remède au mal. On savait que la royauté autoritaire mettrait un frein aux mauvaises passions qui allaient peut-être occasionner quelque catastrophe inouïe et que le moment des solutions provisoires était passé. Mais en ce moment Don Carlos était impuissant.

La *Gaceta de Madrid* paraissait avoir entièrement oublié qu'il y avait guerre civile et les hommes d'Etat du nouveau régime se démenaient comme si l'Espagne eût été complètement pacifiée et que les seuls événements importants eussent été des questions de portefeuille. Ce ne fut que le 25 mars qu'on put lire

dans un premier Madrid du *Journal officiel*, les lignes suivantes :

« Le parti libéral ne doit pas oublier que cette liberté qu'on aime tant, que cette liberté pour laquelle on a fait tant de sacrifices, est unie par un lien indissoluble à la République.

« Tous les moyens sont bons pour combattre ; qu'on ne fasse donc pas comme dans la dernière guerre civile. Que les villes arment des mobilisés, que les corps francs s'organisent, que les citoyens armés maintiennent le bon ordre dans leurs cités, afin qu'on puisse disposer de tous les soldats pour attaquer vigoureusement les factieux.

« En agissant de la sorte nous prouverons que nous méritons la liberté dont, seuls, sont dignes les peuples capables de se sauver par eux-mêmes. »

Les républicains d'Espagne n'avaient pas l'étoffe des conventionnels de France ; ils avaient beau frapper la terre du pied, à l'instar du grand Pompée, il n'en sortait pas de légions. Trop faibles pour oser recourir à des moyens extrêmes, ils laissaient les conservateurs conspirer leur ruine et pour les frapper ils n'avaient pas même le courage du crime comme les hommes de 93.

L'Assemblée était hostile au ministère, mais M. Figueras était incapable de tenter un 18 Brumaire ; il

fermait donc complaisamment les yeux sur les petites intrigues ourdies par les radicaux qui commençaient à se rapprocher de certains conservateurs.

Les Barcelonais, apprenant ce qui se passait dans la capitale, avaient déclaré qu'ils allaient se constituer en Etat-Catalan. L'excellent Don Stanislas, fortement ému à cette nouvelle, partit pour la Catalogne, afin de contribuer à calmer, par sa présence, l'effervescence qui ne faisait que croître chaque jour. Ainsi l'Espagne se morcelait. Don Amédée avait laissé ce pauvre pays presque à l'état de cadavre ; la République se chargeait de sa décomposition. C'était le moment pour les monarchistes de fonder une solide monarchie, ils ne surent pas profiter de l'occasion. Les passions politiques étaient arrivées à un tel point qu'on refusa de sacrifier ses sympathies personnelles au salut de la patrie. Don Alphonse ne pouvait régner, plusieurs de ses amis en convenaient alors, Don Carlos seul eût dominé la situation, mais les conservateurs révolutionnaires prétextant les excès, commis par quelques cabecillas, continuaient à lui lancer leurs anathèmes. Un de leurs meilleurs organes, *La Revista Española*, voulant un jour décharger sa bile contre ce parti, représentait Cabrera comme un partisan de l'Eglise réformée et Don Carlos, comme un Voltairien.

L'Imparcial ccriait de son côté au fanatisme religieux. En un mot, pour jeter l'odieux sur ce prince, les uns invoquaient le sceptique philosophe de Ferney, les autres, la terrible figure de Torquemada. Le désordre était cependant à son comble. A Cordoue, il se forma une bande de brigands qui choisirent pour quartier général un faubourg mal famé. A la chute du jour, certains truands du XIX^e siècle, arrêtaient les passants, les bâillaonnaient et les séquestraient; on donnait à la famille trois jours pour payer la rançon. Si la famille faisait la sourde oreille, on se débarrassait, par une navajada, d'un ôtage gênant. Quant à l'autorité municipale elle feignait de ne rien savoir.

A Castaja (Grenade), un juge déchargea son tromblon sur un maire. Dans d'autres localités de l'Andalousie les socialistes se partageaient les propriétés et incendiaient les châteaux. La guerre à l'infâme capital avait commencé sur toute la ligne. MM. Pi et Castelar avaient réussi; ils récoltaient et il était trop tard pour arrêter la révolution.

Les conservateurs échouèrent, comme nous le verrons, au chapitre suivant, dans leur tentative du 24 avril. On accusa le maréchal Serrano de faiblesse et l'amiral Topete d'ineptie; en réalité ces deux personnages, qui auraient pu peut-être déployer plus

d'activité étaient alors impuissants. La République n'avait pas encore désillusionné les républicains sincères qui ne virent, dans la résistance de la commission de permanence, qu'une conspiration monarchique plus ou moins habilement menée.

Au point de vue de l'ordre, l'événement du 24 avril fut une date sinistre pour l'Espagne, parce que les vaincus ne surent pas chercher les moyens nécessaires pour écraser les vainqueurs de la veille. On avait beau dire : Don Carlos VII, entrera à Madrid. Personne n'aidait ce prince et l'égoïsme des conservateurs eut perdu l'Espagne, si les fédérés d'Outre-Monts eussent été de la trempe des communeux de Paris ; mais enfin la bête démagogique était lâchée et c'était une folie que de ne pas lui supposer de féroces instincts. Les premiers jours de mai le général carliste Dorregaray remporta la première victoire de la campagne à Puerto-d'Eraul. La colonne Navarro, chargea inutilement les volontaires navarrais à trois reprises jusqu'à ce qu'enfin un mouvement offensif de Dorregaray eût décidé de la journée. On était alors au 6, ce succès contribua puissamment à enthousiasmer les populations. On fit remarquer avec beaucoup d'à-propos que l'événement d'Eraul avait lieu deux jours après l'anniversaire du désastre d'Oroquieta et que la revanche était des plus opportunes. Le gou-

verneur de Pampelune publia la nouvelle sans en dissimuler la gravité. Il annonça que les carlistes avaient fait un grand nombre de prisonniers parmi lesquels se trouvait le colonel Navarro. Un canon tomba entre les mains de Dorregaray. Aussi les libéraux, abattus et presque désespérés, demandèrent la destitution d'un fonctionnaire qui disait la vérité avec autant de franchise et de candeur. Nouvilas se trouvait alors à Madrid pour s'expliquer avec le ministre de la guerre sur ces plans tant vantés et qui n'avaient donné jusqu'alors aucun résultat remarquable. En apprenant la défaite de Navarro, Don Ramon repartit pour les provinces du Nord, afin de réparer, disait-il, les fautes commises en son absence. Ses officiers l'accueillirent avec force railleries et refusèrent plus que jamais de prendre au sérieux leur général en chef. Nouvilas pour en imposer aux récalcitrants, promit d'en finir cette fois avec les factieux ; son plan était, disait-on, revu et corrigé par le señor Estevanez, dont le seul mérite avéré au portefeuille de la guerre était un républicanisme outré. Les républicains de tous les pays sont ainsi faits, il suffit d'être de leur bord pour en savoir autant que Pic de la Mirandole.

Le commandement en chef des troupes carlistes fut confié à cette époque au général Elio, un des vétérans de la guerre de Sept ans et de grand renom

comme stratégiste. Malgré son âge avancé, il consentit à partager les périls de ses coreligionnaires politiques. L'étoile, de clarté douteuse, de Don Ramon Nouvilas, ne pouvait que pâlir encore davantage. Le général républicain s'était fait remarquer par un ordre du jour assez original; il défendait aux prêtres de faire sonner les cloches dans leurs églises. On avait fait accroire au paladin de la jeune république que les carlistes s'en servaient, comme de signaux d'alarme, pour donner l'éveil à leurs amis des environs. Le *bando* de Nouvilas obtint un succès de fou rire. Quelque temps après son retour de Madrid, Don Ramon décida la destruction de tous les ponts de Navarre, afin de pouvoir plus sûrement surprendre les partisans. Le général en chef ne voulait sans doute avoir rien de commun avec Thémistocle qui était d'avis, après Salamine, de faire un pont d'or à l'ennemi qui fuyait; mais l'idée était ici non seulement ridicule, mais préjudiciable puisque les carlistes connaissaient tous les gués du pays, tandis que ses troupes refoulées jusqu'au bord de l'Ega ou d'une autre rivière risquaient fort de se trouver dans l'alternative de mettre bas les armes ou de se noyer. Pour peu que Nouvilas eût été un général sérieux, les carlistes n'auraient pas pu soutenir la lutte comme ils le faisaient, sans artillerie et sans cavalerie.

Ce fut à cette époque que Doña Margarita, expulsée de la Suisse, vint se réfugier en France. Le conseil fédéral avait donné là une preuve remarquable de sa mauvaise foi et de son intolérance. Les fédérés de 1871, qui jouissaient d'une liberté complète sur cette terre classique de la liberté, préchaient leurs perverses doctrines et faisaient chaque jour l'apologie des événements de la Commune de Paris ; ils exaltaient la mémoire des Delezcluse, Rossel et autres et tentaient la réhabilitation de certains personnages qu'il n'est permis qu'aux bourreaux et aux gardes-chiourme, de bien juger. Ces hommes tenaient des réunions publiques, pavisaient la salle de ces réunions de drapeaux rouges et déclaraient la guerre à tout ce qui est grand et digne de respect : Dieu, l'autorité, la famille. Le conseil fédéral, si pointilleux pour les royalistes, tolérait sans mot dire toutes ces manifestations. Les calvinistes de la Suisse ont été du reste très peu tolérants pour tout ce qui se rattache à l'idée catholique, et la persécution religieuse, qui s'exerce à l'heure ou j'écris, prouve que l'intolérance n'existe pas seulement parmi les adeptes de l'Eglise romaine, ainsi qu'on nous le chante sur tous les tons depuis quelque temps.

A part le combat d'Eraul, il ne se passa rien de remarquable dans les provinces Vasco-Navarraises.

Nous n'insisterons pas sur certaines rencontres peu importantes qui eurent lieu. On sait que dans la guerre de montagnes on se bat à chaque instant. La nature des lieux empêche le plus souvent que ces petites luttes aient un résultat important. A Madrid, les feuilles du gouvernement qui craignaient fort le carlisme, s'efforçaient de jeter l'odieux sur ses moindres actes. Si les bandes de Santa-Cruz, commettaient le moindre méfait, c'était un concert de malédictions contre l'ex-curé d'Hernialde auquel on faisait ainsi une sanglante légende.

Les excès, commis, servirent de prétexte pour attaquer les systèmes monarchiques et les ministres du culte. Les hommes de Madrid suivaient les principes de certains sophistes, qui concluaient hardiment, pour défendre leur thèse, du particulier au général, car la part active du bas clergé dans la tentative carliste était un fâcheux incident sur lequel je me suis déjà prononcé. Quoi qu'il en soit, la jeune République craignait l'orage, non-seulement du côté des provinces basques, mais encore dans la région de l'Est et du Centre. L'armée carliste de Catalogne se composait de bataillons d'un faible effectif et la paye des volontaires, évaluée à huit réaux par jour, exigeait de grands sacrifices, aussi avait-on dû renoncer à des achats d'armes et de canons. Il avait fallu les prendre à l'en-

nemi et on ne les avait conquis qu'au prix de sanglants combats. Une des principales ressources des carlistes dans le *Principado* était les Somatènes, sorte de milice rurale qui prenait les armes sur un simple avis de Savalls ou de Tristany. A l'époque du premier siège de Berga, le vieux Castells en leva près de huit mille. Ces milices eurent leur célébrité sous le règne de Philippe IV, lorsque la politique du comte-duc eut réussi à mettre l'Europe en feu et à déchaîner la guerre civile dans la Péninsule. Les Somatènes s'emparèrent de Barcelone en 1640 et tuèrent le vice-roi Santa-Coloma ; mais ce n'était que pour les grands coups qu'on les appelait aux armes. Dans le Centre, les carlistes étaient peu organisés, et déjà ils parcourraient en tous sens la province de Murcie; il était donc facile de prévoir que ces gens, commandés par un chef intelligent et dévoué, pourraient risquer une expédition jusqu'à Madrid, tandis qu'il était impossible aux Vasco-Navarrais de passer l'Ebre. Nouvilas se décida enfin à prendre l'offensive. L'affaire de Lecumberri, du 25 juin, ne fut pas favorable aux armes républicaines et acheva de jeter le discrédit sur l'infortuné général pour lequel on oublia de garder les convenances.

On se plaisait à rappeler ses promesses ; on citait ses fanfaronades ridicules. Les carlistes devaient être

détruits ; c'était écrit. Le destin l'avait révélé par la bouche de Don Ramon. Cet infortuné général tomba enfin sous le ridicule, l'opinion publique fut implacable pour lui. Les Alphonsistes lui reprochaient ses ordres du jour anti-monarchiques ; les républicains ne lui pardonnaient pas de leur côté de ne point avoir détruit à jamais le carlisme, ainsi qu'il l'avait tant de fois promis. En politique, Nouvilas était un homme sincèrement convaincu, franchement républicain, il avait juré de servir cette forme de gouvernement; il devait rester fidèle au serment prêté. D'autres plus heureux, peut-être, mais moins honnêtes à coup sûr, promirent de mourir pour la République et oublièrent qu'un soldat n'a que sa parole, et que la parole donnée est une chose sacrée. Les faiseurs de coups d'Etat, comme Pavia ne sont jamais pardonnés par l'histoire, lorsque des engagements d'honneur les obligent à respecter des institutions dont ils causent la ruine. Les carlistes prospéraient. Assurément ils n'étaient pas encore sur la route de Madrid, mais le moindre incident pouvait les y pousser, la journée du 25 avril ayant donné le pouvoir aux fédérés les plus accentués. En attendant l'entrée de Don Carlos, les royalistes s'occupaient de mettre fin aux différends de Lizarraga et de Santa-Cruz. Ce dernier voulant qu'on lui laissât sa liberté d'action, se trouvait souvent en

désaccord avec le commandant général de Guipuzcoa. De plus, le caractère dont l'ex-curé d'Hernialde était revêtu nuisait à son parti; le prêtre condamnait le guerillero. Ce qu'on reprochait à Santa-Cruz, ce n'était ni ses coups de main, ni les excès de quelques-uns de ses volontaires, mais la robe qu'il avait portée. Du temps des croisades, Santa-Cruz aurait été une grande figure; en 1873, il n'était qu'un type original, nos mœurs ayant amené le clergé à ne plus sortir de son ministère de paix. Nous comprenons à peine de nos jours que les évêques de Trèves et de Mayence par exemple aient porté la cuirasse dans les jours de bataille et que le Pape Jules II, ait pointé des canons à Ravenne. Don Carlos, qu'on s'était représenté comme un prince intolérant et fanatique, de sa propre autorité obligea les quelques prêtres-soldats qui se trouvaient encore dans le camp royaliste à quitter l'uniforme militaire, mais les révolutionnaires d'Espagne avaient intérêt à défigurer les faits. La vérité était contraire à leurs intérêts et ils niaient la vérité. Ceux qui ont connu le prince, amis ou ennemis, peuvent dire si ce qu'ont dit les feuilles libérales est vrai, et si ce prince-soldat est un roi-moine, comme l'ont été les derniers princes de la maison d'Autriche. Mais aux yeux de certaines gens, il suffisait de déclarer qu'on voulait protéger la religion, faire cesser

les abus et ne plus permettre que les prêtres menassent une vie misérable puisqu'ils étaient dénués de toutes ressources. Il suffisait, comme nous l'avons déjà dit, de manifester à cet égard quelques sentiments d'équité pour qu'on criât à l'intolérance et à l'inquisition. Voilà où les sophistes avaient mené l'Espagne. D'un pays, qui avait poussé ses croyances à l'extrême, on tentait de faire une nation voltaire et sceptique ; on lui avait appris à mépriser l'autorité dans le roi, on allait lui apprendre à mépriser Dieu dans le prêtre. En évoquant les souvenirs d'un autre âge, on voulait condamner un nouveau système politique qui était la réforme et non pas la réaction. Nous avons déploré sincèrement ce qui se passa dans les provinces Vasco-Navarraises relativement au bas clergé, parce que les révolutionnaires de toutes nuances tirèrent un grand parti de cet incident. Au fond, ils s'en réjouissaient : les partis sont comme certains hommes, ils prennent des armes pour combattre là où ils en trouvent.

Après l'affaire d'Enderlaza, la destitution du curé Santa-Cruz fut décidée ; ce n'était pas cependant chose facile que d'aller communiquer cette décision au fougueux cabecilla qui s'était cantonné à Arichulegui avec des hommes braves et dévoués ; cependant, malgré certaines appréhensions, Santa-Cruz

se soumit sans opposer de grandes résistances et signa une convention avec le marquis de Valdespina, d'après laquelle les armes et autres effets de guerre, appartenant à ses gens, seraient remis entre les mains des chefs carlistes pour que ceux-ci en fissent l'usage qu'ils jugeraient convenable. La question Santa-Cruz étant définitivement tranchée, Don Carlos entra en Espagne pour combattre avec les siens; ce fut le 16 juillet qu'il pénétra en Navarre. Ses meilleurs généraux vinrent à sa rencontre avec un petit corps d'armée. Don Carlos cessait dès cet instant d'être le duc de Madrid; il régnait en effet de *facto*, sur le territoire que ses soldats lui avaient conquis et prenait le titre de Charles VII^e de Castille et de X^e de Navarre.

Don Carlos, fils aîné de Don Juan de Bourbon, né en Allemagne en 1848, ne rentra dans la vie politique qu'en 1867. Il se mit à la tête du carlisme et réussit à grouper autour de son nom une foule d'hommes intelligents et dévoués. La bataille d'Alcolea ayant détruit le système constitutionnel, Don Carlos se présenta à l'Espagne comme le représentant de la monarchie traditionnelle, s'appuyant sur la pragmatique sanction de Philippe V. Voyant l'attitude déplorable des hommes de la révolution de septembre dans la question religieuse, il promit de réparer les injus-

tices. Le parti catholique proprement dit lui offrit alors son appui et les libéraux lui jurèrent une haine implacable. Ils ont tenu parole, non pas tant pour venger leurs principes que pour défendre leur position sociale. En politique, comme dans la vie réelle, l'égoïsme rend aveugle comme une mauvaise passion.

Un illustre écrivain, M. Aparisi, écrivit à cette époque une brochure à sensation intitulée : *El Rey*, où les droits de Don Carlos étaient exposés dans un style vif et élégant qui distingua cet homme si justement célèbre. L'ancien ministre Nocedal s'attacha également au duc de Madrid et fut même désigné pendant quelque temps sous le nom de vice-roi du carlisme. En 1869, Don Carlos publia une déclaration de principes, sous forme de lettre adressée à Don Alphonse de Bourbon. Nous avons déjà cité ce document dans le chapitre précédent, il venge suffisamment Don Carlos des calomnies de ses adversaires. On était à se demander si le prince qui a signé cette pièce est bien ce roi fanatique et aveugle, ignorant complètement les nécessités de la société moderne. La lettre royale avait été répandue en Espagne, on la savait revêtue d'un caractère indiscutable d'authenticité ; malgré cela on persistait à représenter le carlisme comme l'ancien régime purement et simplement restauré.

Ceux-là même qui se distinguaient le plus par la violence de leurs attaques savaient qu'ils étaient dans le faux; ce qu'ils redoutaient par-dessus tout, j'aime encore à le redire ici, c'était de voir, au gouvernement, des hommes nouveaux, purs des errements passés et n'ayant par conséquent contracté aucun engagement compromettant. De grands changements sont nécessaires dans la politique espagnole. Ce serait donc folie de croire que les chefs du carlisme prônent l'ancien ordre de choses sans vouloir y apporter aucune modification. Les défenseurs de l'opinion, qui triompha à Alcolea, n'ont en somme rien innové, ils tournent dans un cercle vicieux; voilà tout. A l'exemple de leurs prédecesseurs de 1820, ils considèrent le principe d'autorité, comme un principe gênant et s'efforcent de l'effacer le plus possible. Leurs rois ne sont pas même de simples présidents de République; aussi peut-on dire de leurs assemblées tumultueuses, en considérant l'ancienne royauté comme une institution tyrannique, ce que l'assassin de Collot-d'Herbois disait à Cécile Renaud en marchant à l'échafaud : « Nous avons maintenant des tyrans par centaines. » Chaque député, produit par la révolution de 1868, croyait avoir l'étoffe d'un ministre. De là des compétitions sans nombre au sein du parlement, des luttes stériles, soi-disant pour le salut de la patrie, en réa-

lité pour la conquête d'un portefeuille. Ces ambitieux comprenant que le carlisme fermerait la porte à leurs convoitises le dénigraient de leur mieux. On pourrait écrire beaucoup à ce propos, mais nous préférions renvoyer nos lecteurs au manifeste royal qui expose avec tant d'élévation les idées que nous venons de traiter ici très superficiellement.

Non contents de calomnier l'homme politique, les libéraux s'adressèrent au soldat, en qualifiant Don Carlos de la grossière épithète de fuyard d'Oroquieta. Dans le premier chapitre de cet ouvrage, nous avons raconté dans quelles circonstances eût lieu cette malheureuse affaire. Il est donc inutile de revenir sur ce sujet. Les faits sont ici plus éloquents que les paroles. Le rôle qu'a joué Don Carlos depuis le 16 juillet 1873, le venge plus que suffisamment de ces diatribes aussi injustes que passionnées. Don Carlos, aussitôt arrivé en Espagne, visita le fort de Peña de la Plata où on avait enfermé quelques prisonniers faits à Eraul. Le prince leur donna la liberté et leur accorda quelques subsides en argent. Cette conduite, aussi humaine que politique, produisit un excellent effet dans les provinces Vasco-Navarraises. On ne peut d'ailleurs jamais mieux inaugurer un règne que par la clémence.

Les succès des carlistes continuaient; leurs avant-gardes avaient occupé Puente de la Reyna, et Cirau-

qui, vivement attaqué, avait succombé. Dans cette dernière ville, une partie de la garnison fut passée au fil de l'épée au grand mécontentement des officiers supérieurs qui ne voulaient souiller leur triomphe par aucune représaille. Le parti libéral exploita selon son habitude ce triste incident et voulut jeter ainsi l'odieux, non seulement sur les volontaires royalistes, mais sur le roi lui-même.

En Catalogne, Igualada tomba entre les mains de Savalls le 17 juillet. Cette ville, vivement défendue, fut emportée d'assaut et plusieurs maisons furent incendiées. Quand la nouvelle arriva à Madrid, tous les journaux révolutionnaires firent chorus pour lancer leurs outrages aux vainqueurs, mais Savalls ne s'en tint pas à ce premier succès. Il attaqua à Alpens la colonne Cabrinetty et dispersa la petite armée républicaine après un combat acharné. Cabrinetty mourut enseveli dans sa défaite. Nous ne pouvons nous empêcher de rendre ici hommage à la bravoure de ce général, un des meilleurs défenseurs de la jeune République. Celui-là avait juré de la défendre au prix de son sang. Sa fin malheureuse à Alpens témoigna de sa loyauté et de ses vertus guerrières. Son vainqueur n'a, du reste, jamais parlé de lui qu'avec respect. La guerre a cette différence avec la politique ; c'est que des adversaires, dignes l'un de l'autre, finis-

sent par se rendre réciproquement justice et qu'un jour l'estime bannit la haine de leur cœur. En politique, au contraire, les mauvais instincts, étant le plus souvent en jeu avec les idées ambitieuses, l'égoïsme prend le plus souvent le dessus. Les résultats du combat d'Alpens furent assez importants. Deux canons et un grand nombre de fusils tombèrent entre les mains des vainqueurs. Le général Velarde fut destitué par suite de cette défaite ; il avait promis lui aussi monts et merveilles ; il avait un plan comme Nouvilas et son plan, comme celui de l'infortuné Don Ramon, échoua complètement. Cependant, il avait contribué de son mieux à rétablir la discipline dans l'armée et à étouffer les germes de rébellion ; triste héritage laissé par Don Juan Contreras. Si la seule destinée de la République eut été en jeu, il fut arrivé un moment où elle n'aurait pas trouvé un seul général pour la défendre. La plupart des officiers supérieurs qui commandaient les colonnes libérales combattaient avec une arrière-pensée. Don Carlos ne leur offrant pas assez de garanties, ils se réservaient de contribuer plus tard au triomphe de Don Alphonse. Aucun d'eux n'accomplissait sérieusement le devoir du vrai soldat, qui est de rester éloigné des dissensions politiques et de fermer les casernes aux pamphlets doctrinaires et aux sollicitations coupables d'un

parti. Ce qui poussera irrémissiblement l'Espagne à sa ruine sera l'attitude fâcheuse que continue à observer l'armée, malgré les rudes leçons du passé et les exemples si frappants de l'histoire. Lorsque la milice s'occupe des affaires de l'Etat, l'Etat est perdu. Les Prétoriens ont tué l'empire Romain et un jour est venu où ils l'ont mis à l'encan. Les Janissaires ont tué la Turquie, et c'en était fait des glorieuses destinées de la nation Russe, si le czar Pierre le Grand n'eût détruit les Strélitz qui suivaient les fâcheuses traditions du bas Empire.

Le règne d'Isabelle II a été surtout fatal au pays, parce que le soldat est devenu l'instrument de la faction qui savait le mieux le séduire. On a commencé par casser des ministres, on a fini par détruire le trône.

Don Carlos, avec ses projets de réorganisation, mettait les conspirateurs de profession hors d'état de nuire. Il fut assez loyal pour déclarer sa manière de voir à ce sujet, ce qui lui aliena l'esprit révolutionnaire de l'armée ; mais enfin dans les moments de crise sociale il faut avoir le courage d'appliquer les remèdes sans se borner à en vanter l'efficacité.

Le 23 août parut le premier numéro du *Cuartel Real*, journal officiel carliste. Il publia le manifeste de 1869, qu'il fit précéder des réflexions suivantes :

« L'Espagne, qui se débat dans les convulsions d'une terrible agonie, demande à grands cris un sauveur et ce sauveur ne peut-être que Don Carlos VII^e de Bourbon, ce même prince qui, il y a quatre ans, au commencement de cette tourmente, inspiré par son amour de père, annonçait à son pays ses généreuses intentions et ses nobles projets. Ces intentions et ces projets eussent pu alors épargner à la patrie de grands désastres, aujourd'hui ils répareront tous les maux qu'elle a éprouvés, pour l'avoir méconnu. »

Le *Cuartel Real* contient régulièrement les ordres du jour des généraux, commandants en chef, leurs rapports sur les batailles engagées, et des correspondances particulières. On peut dire que c'est une histoire détaillée de la guerre civile. Depuis le mois d'août 1874, il porte, en tête de la première page, l'Ecu royal, à l'exemple de la *Gazette de Madrid*. Inutile de dire que les collections complètes du *Cuartel Real* sont très recherchées.

Don Carlos, non content de posséder un organé officiel, fit encore acte de souverain en organisant les Postes. Le bando du curé Santa-Cruz, relativement à la question de la correspondance officielle et privée fut mis en exécution dans ce même mois d'août. Les lettres pesant moins de 20 grammes payaient un droit de 1 réal.

Le timbre-poste de cette valeur représentait la tête de Don Carlos dans un ovale avec la légende : *Espana : un réal.*

Les opérations militaires avaient été vivement reprises. La ville de Vergara fut occupée par la division Guipuzcoane. On procéda quelques jours après à la destruction du monument rappelant le fameux *convenio* de 1839. Trois bataillons de cette province, le n° 1, *Virgen del Carmen*, le 2^e, *El Triumpho*, et le 3^e, *Doña Blanca*, assistèrent à la cérémonie. C'était une revanche réclamée par l'opinion royaliste, trahie de la façon que l'on sait par le malheureux Maroto. Pendant que ces opérations s'accomplissaient en Guipuzcoa, les carlistes de Navarre gagnaient du terrain. Le 7 août, le colonel Radica, à la tête de trois compagnies du 2^e de Navarre, attaqua un village libéral, où il trouva 20,000 cartouches Berdan et plusieurs fusils. Le 13 août, les républicains évacuèrent Aoiz. Le 14, Dorregaray occupa le fort de Las Campanas dont la garnison fut faite prisonnière. Le 16, les troupes royales se trouvaient devant Estella sans que le général Sanchez Bregua tentât sérieusement de s'opposer à ce mouvement hardi. Sanchez Bregua, craignant que Don Carlos ne se décidât à attaquer Bilbao, avait disposé ses colonnes de manière à couvrir l'*invicta Civitas*, mais

le jeune roi s'était borné simplement, dans sa course rapide, à travers les provinces Basques, à aller prêter le serment d'usage sous le fameux chêne de Guernica.

Cependant la colonne républicaine de Villapadierna, forte de 2,200 fantassins, 700 chevaux et plusieurs pièces de canon, descendit par la Solana pour déloger les assiégeants. Don Carlos, Elio et Ollo se portèrent à Morentin et à Discastillo avec le 1^e, le 3^e et le 4^e de Navarre. Le bataillon n° 2, et deux compagnies du 3^e, restèrent devant Estella. Après deux attaques infructueuses, les républicains se retirèrent et on pressa les travaux du siège.

Estella, ancienne capitale de la Navarre carliste, est une ville de 8,000 habitants environ, dont le dévouement à Charles VII ne s'est jamais démenti; d'autant plus que les gens attachés aux idées libérales y sont très rares. Il n'est donc pas étonnant que cette ville ait fait tant de sacrifices pour la foi royaliste, qui est aussi vivace dans les cœurs qu'aux plus beaux jours de Zumalacareguy et de Zariatéguy. Estella est enclavée dans un cercle de montagnes; au sud, du côté de Monjardin, se dresse ce géant de pierre qui a nom Monte-Jurra; au nord-est, se trouvent les collines de Villatuerta; au nord, Abarzuza, devenu si célèbre dans la suite par le combat du 27 juin. La ville

offre un aspect peu agréable ; les rues sont sales et les miasmes, qui s'en exhalent, produisent des maladies dangereuses à l'époque des fortes chaleurs. La place Charles VII, est le lieu de réunion de tous les officiers de l'armée royale. Le général Dorregaray et son chef d'état-major, Antonio Oliver, habitaient, à cette époque, ce quartier, le meilleur d'Estella sans contredit. Toutefois, si la ville laisse un peu à désirer au point de vue du confortable, les promenades des environs sont si belles qu'elles font oublier beaucoup de choses. En somme, nous n'avons pas à nous occuper ici d'Estella comme ville bien percée, ayant une municipalité intelligente, mais bien de cette cité Navarraise qui a versé son sang pour son roi et lui a donné son or avec cette constante fidélité qui faisait autrefois pleurer Charles-Edouard, au milieu de ses clans.

La ville était déjà occupée depuis quelque temps par les carlistes, mais le fort de San-Francisco appartenait toujours aux républicains. Dorregaray pressa les opérations du siège après le combat de Dicastillo. Une mine fut creusée sous la direction d'un colonel du génie, pendant que l'artillerie lançait au couvent San-Francisco 400 boulets environ, mais les projectiles firent peu de mal à l'édifice. Enfin le 23, le commandant Sanz, ayant appris que Villapa-

dierna avait été refoulé jusqu'à Sesma, quitta le fort et vint parlementer avec Dorregaray. Les cloches des églises sonnaient à toute volée.

La capitulation fut signée sans de longs pourparlers; et, le 24, à 10 heures, 550 hommes, composant la garnison du fort San-Francisco, rendirent leurs armes, qui consistaient en 1,200 fusils.

Les prisonniers furent conduits aux environs de Pampelune et relaxés, mais plusieurs d'entr'eux demandèrent à servir dans les troupes royales. Le succès du 24 eût des conséquences importantes. Toute la Basse-Navarre tomba entre les mains des carlistes et Dorregaray s'avança jusqu'à Viana sans coup férit. Quant à Don Carlos VII, il prit solennellement possession de la ville conquise et s'occupa de bien organiser sa maison. Il créa un corps d'élite, *la escolta del Rey*, dont le commandement fut dévolu au colonel Ordoñez. L'évêque D'Urgel fut attaché au quartier royal avec le rang de grand aumônier, et le duc de la Rocca fut nommé chef de la maison du roi.

Plusieurs officiers supérieurs se rendirent à cette époque auprès de Charles VII, entr'autres Don Carlos Costa, Don Elicio Berrix et Antonio Brea. Ces deux derniers appartenaient à l'arme de l'artillerie. Dès qu'ils se furent décidés à prendre une part active à la guerre, ils adressèrent à leurs compagnons d'ar-

mes un appel chaleureux pour les amener sur le terrain où ils venaient de s'engager eux-mêmes. Ce document, publié par le *Cuartel Real* du 21 septembre, est assez curieux pour que nous en donnions ici la traduction en entier :

« Frontière d'Espagne, 9 septembre 1873.

« Chers compagnons d'armes,

« La révolution, qui se promettait de remplacer par des institutions nouvelles les grandes choses de la monarchie traditionnelle d'Espagne, n'est parvenue après quarante ans de pénibles épreuves qu'à tout détruire, et, parmi les ruines qu'elle a accumulées, à compromettre les intérêts de la société, la dignité et l'intégrité de la nation. Au milieu d'un tel effondrement, il n'était pas permis de croire que la corporation militaire, à laquelle nous appartenons, fut respectée; et en effet, après avoir vu ses sacrifices oubliés, elle fut dissoute et on nous rejeta à la face le sang des héros qui furent la gloire de notre arme et que nous avons pris pour modèle. Comme Espagnols, nous devons nous occuper, avant toutes choses, des malheurs communs et les déplorer, mais comme anciens officiers d'artillerie, nous ne devons pas oublier que le réta-

blissement de notre corps est pour nous un impérieux devoir, parce qu'il fut toute notre vie et tout notre honneur. Nous devons affirmer sa gloire passée et faire tous nos efforts pour lui procurer à l'avenir de plus brillants lauriers.

« Voilà pourquoi, chers compagnons d'armes, nous nous adressons à vous. C'est pour accomplir ce que nous considérons comme un devoir sacré, que nous apportons aujourd'hui, dans ce camp où fleurissent ces traditions, le drapeau de notre arme, entouré de tous ceux qui ont prouvé la fermeté de leurs principes, la force de leur caractère et de leur patriotisme. Ce drapeau ne sera plus abattu et humilié, mais bien glorifié. Dieu, la Patrie, le Roi, le bénissent ! Au service d'une cause si sacrée et si belle tout doit grandir, tout doit s'élever. Avec notre drapeau, nous apportons à l'armée royale les mœurs, les habitudes, la discipline ; enfin, tout ce qui constitue l'existence intime de cette noble institution de l'artillerie d'Espagne. En nous groupant autour de cette bannière que les grands capitaines des armées étrangères saluèrent avec orgueil à Saragosse et à Baylen, nous croyons à des jours meilleurs. Les droits de chacun seront scrupuleusement respectés, notre première organisation sera rigoureusement maintenue et chacun de nous conservera le grade auquel il a droit. Forts des



promesses faites solennellement par cet excellent prince qui a entrepris de se frayer, à coups d'épée, un chemin vers la régénération sociale, nous vous redisons encore : Il n'y aura rien de changé dans l'institution de l'arme de l'artillerie.

« Nous osons donc espérer que tous ceux qui ont été et seront encore, malgré les vicissitudes, nos frères plutôt que nos compagnons d'armes, ne nous refuseront pas leur concours. Une seule chose nous affligerait, c'est que l'hésitation de quelques-uns vint à être cause de préjudices inévitables par suite des évènements. Nous ne voulons pas qu'il en soit ainsi, au contraire, nous connaissons si bien les pensées et les sentiments de ceux à qui nous nous adressons, que nous avons lieu de supposer qu'on nous a déjà écoutés.

« Les temps sont assez tristes pour que nos réflexions aient assez vite mûri dans nos consciences. Nous avions à choisir entre le remords et l'orgueil du devoir accompli, voilà ce que nous léguerons à nos successeurs. Notre choix est déjà fait.

« Chers compagnons d'armes, nous vous avons exposé, avec une franchise toute fraternelle, notre façon d'agir et nos projets ; faites aussi votre choix et élevéz vos cœurs à la hauteur de vos noms : en attendant nous vous envoyons un salut cordial.

« Fait au nom des officiers appartenant à l'armée royale.

« *La Commission autorisée :*

« Elicio BERRIZ; Antonio BREA;
GARCIA GUTIERREZ. »

En ce moment, comme le fait observer avec raison Don Antonio Pirala, l'auteur de *La Guerre civile*, tout conspirait en faveur de Don Carlos; il avait les sympathies d'une grande partie de l'Europe, qui voyait avec horreur la République de M. Pi y Margall, finir à Carthagène. En 1833, la situation était bien différente. Les libéraux défendaient un enfant et sa mère, qui venait de leur ouvrir les portes de la patrie. La quadruple alliance les couvrait de son égide, et enfin deux partis, pouvant prétendre à gouverner l'Espagne, se trouvaient aux prises. Mais par ce temps de république, les conservateurs faisaient-ils preuve d'intelligence politique en soutenant le triste gouvernement de M. Castelar?

Les forces de Don Carlos s'élevaient déjà à 25,000 hommes environ, dans les provinces Vasco-Navarraises. Le jeune roi s'occupa d'organiser rapidement tous ces volontaires pour s'emparer de la rive de l'Ebre et pouvoir, un jour où l'autre, tenir une invasion en Castille. De leur côté, Velasco et Andechaga, s'étaient répandus dans les Encartacio-

nes et formaient la division castillane, pour la campagne au-delà de l'Ebre. L'infanterie carliste était meilleure, de l'aveu de tous, que les recrues de Sanchez Bregua, mais la cavalerie n'existaient que de nom.

L'artillerie était alors peu importante ; elle se composait de quelques pièces de campagne d'un petit calibre et ne pouvait servir contre les Plasencia de l'armée républicaine. Ce fut le salut de Bilbao, qui aurait succombé comme Estella, mais la faiblesse des ressources dont disposaient Velasco et Andechaga ne leur permit pas de tenter un siège en règle ; ils se bornèrent à un blocus peu rigoureux ; aussi le génie put commencer à éléver des forts détachés et à les armer de pièces de 24 et de 48.

Les deux rives du Nervion furent défendues par les deux forts, Abando et San Augustin. La partie Ouest était protégée par la gare du chemin de fer, qui avait été transformée provisoirement en petite citadelle, par Zabalburu et Miravilla.

Un peu au-dessous de Miravilla, mais de l'autre côté du fleuve, on avait construit le meilleur fort sans contredit, le Morro, dont le feu a causé tant de ravages pendant le siège. A l'Est de Bilbao, on avait armé Begoña, Larriñaga et Mallona. Le projet de Mariateguy, auquel on doit ce système de défense,

était, dit-on, de relier Portugalete à Bilbao, par une série de fortins et de fortifier les monts de Artxanda pour rendre le bombardement impossible de ce côté.

Le gouvernement de Madrid, se voyant réduit au sacrifice d'Estella, s'y résigna de bonne grâce, espérant qu'à la première occasion ses troupes viendraient s'y installer de nouveau, mais il craignait pour Bilbao. Les républicains et les libéraux exploitèrent donc à leur profit le souvenir des sièges de 1834 et 1835, exaltant les esprits et les poussant à la résistance. Les Bilbaïnos se laissèrent endoctriner, moins par conviction politique, que par amour propre et les commerçants de la ville se proposèrent de devenir les soldats de la défense. Don Carlos, comprenant que l'occupation de cette ville lui était nécessaire, avait hâte d'en finir avec la division Santa Pau et la brigade de Loma, en Guipuzcoa.

En ce moment les carlistes étaient obligés de rester sur la défensive, en Navarre, tandis qu'en Guipuzcoa, ils voulaient pousser en avant, afin de conquérir une place de sûreté comme Tolosa. Tant que cette double opération ne serait pas terminée, il était inutile de songer à Bilbao.

M. Castelar, qui jouait à cette époque les Gambetta espagnols, fit cependant preuve d'intelligence. Il choi-

sit, comme terrain d'opérations, cette portion de territoire qui entoure Estella en demi-cercle, partant de Puente de la Reyna à Monjardin et donna l'ordre au général en chef de s'emparer de cette place et de la fortifier pour la mettre désormais à l'abri d'une tentative des soldats de Don Carlos.

Le général Moriones ne put pas s'occuper cependant tout d'abord de la Navarre. Tolosa, vivement pressée par Lizaraga, se trouvait dans une position des plus critiques. L'arrivée de Moriones releva un peu le moral abattu des troupes républicaines. Le vainqueur d'Oroquieta jouissait en effet d'un certain prestige parmi les siens. On donna à ce général, comme chef d'état-major, Don Pedro Ruiz y Dana qui connaissait à merveille le théâtre de la guerre.

Les cours qu'avait fait Ruiz y Dana à ce sujet étaient fort intéressants, mais les dissertations savantes faites à l'Athénée militaire ne suffisaient pas pour battre les carlistes.

En attendant, les généraux de Don Carlos s'étaient donnés rendez-vous à Loyola pour discuter, en commun, un plan de campagne. Don Carlos y tint cour plénière pendant plusieurs jours. Ses fidèles venaient lui rendre visite des endroits les plus éloignés. Tous les doutes qu'on aurait pu concevoir sur la popularité du prince allaient donc s'évanouir sans re-

tour. Les provinces Vasco-Navarraises étaient bien un pays ennemi pour les soldats de la République.

Le blocus de Tolosa étant de plus en plus rigoureux, Loma, qui commandait la place, réunit ses officiers pour leur exposer la situation et les éventualités qui pouvaient en résulter. Les carlistes recevaient sans cesse des renforts et occupaient en nombre toutes les positions dominant la place. Loma comprenant qu'il était inutile de songer à s'ouvrir un passage, demanda à traiter. Lizarraga se croyant alors maître de la place refusa de donner à la garnison les honneurs de la guerre.

Moriones réunit tout ce qu'il put trouver de monde. De Vittoria, il se dirigea vers Alsasua et s'engagea dans les montagnes avec une quinzaine de mille hommes et 24 pièces d'artillerie. Surpris par cette pointe hardie les carlistes n'osèrent pas tenter la fortune des armes et levèrent le siège en toute hâte. Moriones fit son entrée à Tolosa, le 23 dans la soirée. M. Castelar tira de ce succès un très grand parti et considérant, non sans raison, que la campagne était terminée en Guipuzcoa pour le moment, donna ordre au général en chef de revenir sur la Navarre. Le 25, Moriones quitta Tolosa avec 8000 hommes et se dirigea sur Pampelune. Les principales places de Guipuzcoa comme Hernani, Tolosa et San Sébastien furent abon-

damment pourvues de vivres. Rien n'étant plus à craindre de ce côté, la campagne de Navarre commença.

Les Biscayens et les Castillans se voyant forcés, à la suite des derniers événements, à renoncer à l'expédition de Castille se massèrent peu à peu autour de Bilbao et commencèrent par rendre difficile, sinon impossible, la navigation. La République n'avait pas encore une flotte disponible pour couvrir l'embouchure du Nervion ; de simples avant postes suffisaient donc pour fermer au commerce un port aussi riche et aussi industriel.

En Catalogne, l'organisation des carlistes était paralysée, comme je l'ai déjà dit, par des causes souvent indépendantes de la volonté des chefs. L'histoire nous a appris tout ce que le fameux comte de Espana eût à souffrir pour bien organiser ses volontaires que la nature à créés, on peut le dire, complètement indisciplinés. Le Catalan raisonne l'obéissance et aime un peu trop agir pour son compte personnel. De là ces partidas volantes portant des berrets à plaques et levant des contributions dont la cause royaliste profite fort peu. Quant au soldat, il est souvent insolent avec ses chefs et sa bravoure ne compense pas malheureusement ce défaut. Toutefois, Don Francisco Savalls, qui avait le prestige de ses triomphes passés, savait venir à bout de ses compatriotes.

Aussi Don Alphonse de Bourbon fut désagréablement surpris, pour ne rien dire de plus, lorsqu'il fut à même de se rendre compte par lui-même de la situation.

Comme je publie des notes historiques, j'ai cru devoir signaler le vice de l'organisation carliste en Catalogne. Il est bon de connaître la raison principale de ce qui se passe dans le *Principado*, où l'armée royaliste prend peu de développement, malgré une campagne heureuse de plus de deux années.

Le Maëstrazgo était parcouru en tous sens par de nombreuses bandes, qui n'avaient pas tardé à dominer complètement dans le pays, obligeant les colonies libérales à s'enfermer dans les places fortes. De toutes les régions de la Péninsule, c'est la plus favorable, sans contredit, à la guerre de partisans. On sait ce que fit Cabrera dans cette région, et comme il tint en échec, pendant près de sept années, les meilleurs généraux d'Isabelle.

Il est vrai qu'il était maître de Morella et que cette place ne pourrait être enlevée aujourd'hui que par un audacieux coup de main. Néanmoins l'armée royaliste du Centre pourra toujours trouver, dans ces régions si accidentées, un refuge assuré en cas d'échec.

Parmi les chefs les plus en renom qui opéraient dans la région du Centre on citait Cucala et Santès. Ce dernier débuta par une expédition qui démontrait son caractère aventureux ; il s'avança jusque dans la province de la Mancha avec les lieutenants Aymar et Aleober à la tête de 1300 hommes. Comme on pouvait le prévoir, dès le début, la tentative ne réussit pas et les troupes libérales dispersèrent, à Yécla, la petite armée de Santès.

En résumé, la campagne, inaugurée en 1872, avait été heureuse pour Don Carlos, mais non décisive, ainsi qu'on aurait pu le supposer tout d'abord. La République semblait pencher un peu plus vers l'ordre avec Castelar, mais elle était encore impuissante à étouffer le soulèvement cantonaliste.

On a reproché à Don Carlos de n'être pas de son siècle pour avoir tenté une revendication à main armée et pourtant c'était le seul moyen qui se présentait alors d'arracher l'Espagne aux doctrinaires qui la perdaient.

L'armée était viciée ; Don Carlos pouvait également la relever, soit en y introduisant des éléments nouveaux, soit en la détournant de ses erreurs passées. Enfin, la royauté était une chimère depuis 1833. Charles VII proclamait le système autoritaire, qui

est plus nécessaire à l'Espagne qu'à aucune autre nation.

Esto es un presidio suelto, avait dit le maréchal O'Donnell en parlant de sa patrie. C'est une des phrases qui flétrirent toute une époque. L'histoire s'en empare et en fait un jour un verdict.

24 AVRIL

24 AVRIL

La République en Espagne. — Intrigues des radicaux et des conservateurs. — La commission de permanence. — Considérations sur l'idée républicaine. — Lutte entre le pouvoir et la Commission.

Préparatifs de la lutte. — M. Pi y Margall se décide à la résistance. — Attitude du maréchal Serrano et de Topete. — Journée du 23 avril. — Les bataillons conservateurs à la plaza de Toros. Journée du 24 avril. — Les fédérés sont vainqueurs sans combat. — La commission est dissoute. — Les volontaires de la Plaza de Toros livrent leurs armes. — Fuite de Serrano. — Le marquis de Sardoal à l'ambassade des Etats-Unis. — Triomphe du fédéralisme. — Dangers de la situation.

La République Espagnole suivait la pente et les radicaux eux-mêmes, effrayés, avaient beau crier que les choses allaient trop loin, les fédéralistes continuaient leur terrible besogne. Toute l'Espagne était agitée. Guerre civile dans le nord, guerre civile dans le midi. Les hommes de la *España con honra* avaient lieu d'être satisfaits ; ils recueillaient le fruit de leur célèbre équipée.

L'Assemblée, qui avait soutenu un instant la royauté d'Amédée, ne pouvait guère suivre bien longtemps M. Pi y Margall et ses collègues. On était en République et ceux qui avaient donné leur vote à cette

forme de gouvernement n'hésitaient plus à reconnaître qu'ils avaient commis une erreur des plus dangereuses et que viendrait un jour où leur vie serait peut-être menacée. Les conservateurs exigeant de Don Carlos un programme révolutionnaire, au lieu de se joindre, sans arrière pensée, à ce prince qui n'aurait manqué de leur accorder toutes les garanties désirables, les conservateurs, dis-je, essayèrent de se débarrasser du pouvoir exécutif et de tenter l'assaut du gouvernement. L'entreprise était hérissée de difficultés ; cependant ils mirent tout en œuvre pour tenter l'aventure. La République avait déjà usé successivement MM. Rivero et Martos ; le tour de M. Figueras ne pouvait tarder, et la République Figueras, devenue la République Pi y Margall, on pouvait s'attendre à voir Don Juan Contreras succéder à M. Pi, jusqu'à ce qu'enfin il fut devenu trop réactionnaire aux yeux des gens encore plus avancés que lui. Quelque exalté que l'on soit en révolution, on est toujours le réactionnaire de quelqu'un.

Ce que les conservateurs redoutaient le plus c'était les élections générales pour la prochaine constituante. Ils savaient, d'expérience, comment le suffrage universel se pratiquait dans toute l'étendue de la Péninsule, et ils avaient trop bien donné l'exemple pour n'être pas imités. Les fédérés se promettaient

envoyer aux Cortès des gens obscurs, ignorants, fanatisés et en grande partie doués d'un passé plus ou moins douteux. Les nouvelles couches devaient enfin se montrer avec les éléments dont pouvait se composer le nouveau parlement.

L'Espagne était menacée d'un orage terrible et ceux qui l'avaient déchaîné avaient peur. Les désordres qui allaient se commettre, les crimes qui allaient déshonorer ce noble pays, retombaient sur ces esprits étroits et égoïstes qui avaient refusé de comprendre que, lorsqu'on excite les mauvaises passions pour servir ses ambitions personnelles, on risque fort d'être emporté par l'ouragan. L'histoire est là avec ses tableaux de la Révolution Française. Les hommes de la Constituante avaient été dépassés par ceux de la Législative. Les Girondins sapèrent cette Assemblée et furent eux-mêmes chassés le 31 mai. Danton, l'auteur principal de ce coup d'Etat fut livré au bourreau, et on marcha ainsi, de catastrophes en catastrophes, jusqu'au 9 Thermidor. Sans doute la République d'Espagne n'a pas été sanglante, mais qui sait où elle aurait abouti si Don Juan Contreras était arrivé à Madrid.

Les politiques toujours remuants, inquiets, courant d'intrigue en intrigue, niaient l'évidence ; ils étaient forcés de dire qu'il fallait à l'Espagne une politique

fixe et leur grand remède n'était autre que la dictature du duc de la Torre. Mais que représentait M. le duc de la Torre ? il était ennemi des institutions républicaines et avait battu les troupes royales à Alcolea. Un homme seul n'est ni un principe, ni un drapeau ; il ne peut être qu'un aventurier plus ou moins heureux s'il n'est le représentant d'un principe monarchique ou démocratique. Or, comme nous venons de le dire, M. Serrano n'était ni l'une, ni l'autre de ces choses-là.

Cette politique, au jour le jour, était un expédient, non une solution. Les conservateurs pouvaient donc se comparer aux tyrans de Thèbes qui renvoyaient au lendemain les affaires sérieuses.

Le parti républicain avait un grand avantage dans la lutte qui se préparait. Il représentait une idée. Ses fidèles faisaient tout pour la compromettre et la faire exécrer, mais les principes sont indépendants des hommes qui les interprètent. Je me rappelle avoir entendu dire à M. Gambetta, le 1^{er} janvier 1871, cette phrase vraiment remarquable : Les hommes passent, les idées restent. Le dictateur de Bordeaux parlait pour les siens, mais ses paroles devaient être interprétées dans un sens plus général. Il y a en politique deux principes, et il n'y a que ces deux-là ; qu'on ne s'y trompe pas. Le principe démocratique, repré-

senté par la souveraineté populaire, et le principe traditionnel de la monarchie, représenté par un roi qui appartient à l'histoire, qui a reçu un héritage sacré de plusieurs siècles et qui puise sa force dans le passé. Je ne dirai pas que la République est un mauvais gouvernement ; je crois sincèrement que c'est le meilleur ; seulement ce qu'il y a de plus à craindre dans ce mode de régir un peuple, ce sont les républicains. La République supprime, jusqu'à un certain point, le principe de l'autorité ; or, il faudrait supposer à l'homme la sagesse de Solon et l'équité d'Aristide pour savoir se bien passer de chefs. Don Carlos dit avec autant d'esprit que de sens moral, dans un de ses manifestes : « J'ai la force du droit et le droit de la force, » parce que son gouvernement, symbolisant un principe et astreignant les masses au respect de ce principe, il lui sera plus facile d'en imposer même à ses adversaires. La démocratie est désarmée devant l'émeute, parce qu'elle se sert de l'émeute pour arriver à ses fins.

Le grand tort des Girondins, a dit M. de Lamartine, fut de prendre les hommes tels qu'ils devaient être et non tels qu'ils étaient. Veut-on que je cite les paroles d'un témoin peu suspect.. Vergniaud prononçait quelques jours avant sa mort, au sujet des Français, ces mots prophétiques : Ce peuple n'est

pas encore assez mûr pour la liberté, il reviendra à ses rois, comme un enfant à ses hochets.

Si cela est vrai pour la France, pour l'Espagne on peut dire que c'est presque un axiome. Nous sommes loin de l'âge d'or, et ce n'est pas notre faute si la société n'est pas aussi parfaite que le désirent certains utopistes honnêtes, qui ont lu leur Platon, en oubliant que ce grand philosophe avait couru lui aussi après une République idéale.

Les conservateurs avaient beau être animés des meilleures intentions pour rétablir l'ordre, ils n'en étaient pas moins condamnés à l'impuissance. Comme ces malades pusillanimes qu'effrayent les décisions de la faculté et qui refusent de prendre les remèdes, tout en se faisant peu d'illusions sur leur état, ils repoussaient de toutes leurs forces la monarchie historique qui seule eût conjuré la tempête.

La bataille commença le 17 au sein de la commission de permanence. M. Pi y Margall représentait le gouvernement. On l'interpella sur la situation, sur les progrès des carlistes qu'on s'obstinait à nier dans la *Gaceta* et sur les actes d'indiscipline de l'armée de Catalogne. M. Pi cria à la calomnie et à l'exagération mais se défendit fort mal. L'attaque avait été, en effet, aussi brusque qu'imprévue. Le dimanche 20 avril, la commission se réunit de nouveau. Le

gouvernement fut invectivé avec une certaine violence, on rappela à M. Sorni, qui avait été chargé de répondre aux interpellations, tous les désordres d'Andalousie, les excès des socialistes impunis et les actes d'indiscipline dans l'armée, peu ou point réprimés. Un député s'écria même, dans la chaleur de la discussion : que le gouvernement ne respectait pas la commission puisqu'on n'y envoyait qu'un seul ministre.

M. Sorni répliquait avec peine et déjà on parlait d'envoyer une sommation en règle à M. Pi y Margall et ses collègues, lorsqu'on apprit que M. Figueras venait d'être douloureusement frappé dans la personne de sa femme pour laquelle il avait, dit-on, toujours professé une espèce de culte. La commission n'insista plus et renvoya la séance décisive au 23 avril.

Le matin du 23 avril, conservateurs et fédérés se préparèrent à combattre. Le maire de Madrid avait réuni les bataillons sur lesquels les amis de M. de la Torre pouvaient compter et leur fit occuper le palais de Medina Celi et la plaza de Toros.

De leur côté les fédérés s'organisaient ; plusieurs groupes nombreux parcouraient les rues en criant : *Vive la République fédérale !*

M. Pi y Margall avait réuni immédiatement ses col-

lègues pour leur déclarer que, dans les circonstances actuelles, il ne déserterait pas son poste et ne courberait pas le front devant les factieux de la commission.

Don Juan Contreras sortit vers midi et se fit vivement acclamer par ses amis. Cette journée, qui s'annonçait sous de si funestes auspices, devait avoir son côté grotesque et bouffon. Les bataillons des volontaires n°s 1, 5, 6, 7, 8, 9, 10, s'étaient concentrés à la plaza de Toros, les autres allèrent occuper successivement les palais Medina Celi, Vista-Hermosa et Rivas. Le commandement des troupes fut offert par les députés au général Moriones, lequel refusa énergiquement et alla se mettre à la disposition de Pi y Margall. Le duc de la Torre, qu'on savait compromis dans l'affaire, ne donnait pas signe de vie, mais l'amiral Topete monta à cheval et se rendit à la plaza de Toros.

La commission de permanence se réunit à 3 heures. MM. Pi y Margall et Figueras n'assistaient pas à la séance.

Le parti radical parla par la bouche de Nicolas Rivero et reprocha aux républicains leur ingratitudo.
« En somme, vous nous devez tout, disait l'orateur. Sous Don Amédée ne nous sommes-nous pas compromis pour vous favoriser ? Qui a contribué plus que nous à la proclamation de la République ? »

Le discours de M. Rivero était presque un appel à la conciliation : alors M. Castelar voyant qu'une partie de ses ennemis demandait à traiter commença à prendre confiance. Il était évident que la commission perdait un peu de son audace et qu'elle doutait de son triomphe dont elle se sentait si assurée la veille. Or souvent, douter de vaincre, c'est déjà être vaincu.

Le ministère ayant annoncé à la commission ce qui se passait à la plaza de Toros, celle-ci décida que la séance était levée pour le moment, mais qu'on se réunirait le lendemain.

Pendant que l'on discutait, le gouverneur Estevanez convoquait tout ce qu'il pouvait trouver de milice favorable au gouvernement; de son côté le marquis de Sardoal haranguait les bataillons conservateurs en leur exposant les dangers du fédéralisme triomphant et les excitant à la lutte.

La nuit tombe : Madrid ressemble à un vaste camp retranché. Les deux partis sont en armes, on n'en est pas encore venu aux mains, mais on s'observe. Il est évident que l'attitude de l'artillerie et de la garde civile va décider de la victoire en faveur du parti que ces deux corps d'élite soutiendront.

Le lendemain *la Gaceta* publia le décret suivant :
Le gouvernement de la République considérant
que les bataillons réunis sur la plaza de Toros sont

en révolte ouverte contre le gouvernement ainsi que les chefs de la milice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Les bataillons n^os 1, 5, 6, 7, 8, 9, 10; ceux des corps d'artillerie, de cavalerie et de génie, sont dissous;

ART. 2. — Il est donné vingt-quatre heures pour la remise des armes;

ART. 3. — Le gouverneur civil est chargé du présent décret.

Le président de la République, par intérim,

Pi y MARGALL.

M. Pi y Margall, comme on le voit, comprenant qu'il n'y avait plus rien à ménager, se décidait à user de la force. Une bataille sanglante paraissait donc imminente. Le gouverneur Estevanez qui s'attendait à une collision dans la journée adressa aux habitants de Madrid, la proclamation qu'on va lire :

« Habitants de Madrid,

« Lorsque j'ai été nommé votre gouverneur, je vous ai promis de veiller aux intérêts publics, à votre sécurité et à vos droits de citoyens. Jusqu'à ce jour j'ai tenu parole et quoique les circonstances soient difficiles, je ne m'écarterai pas de ma ligne de conduite.

* Les partis monarchiques veulent renverser le gouvernement, mais le gouvernement compte sur vous. Oui, l'ordre sera rétabli, dussions-nous pour cela combattre les hommes qui s'appelaient jadis les volontaires de la République et qui aujourd'hui trahissent leur drapeau.

“ NICOLAS ESTEVANEZ.

“ Madrid, 23 avril 1873. ”

Les opérations militaires commencèrent. Les fédérés, qui occupaient d'excellentes positions, pouvaient sans peine envelopper leurs ennemis et les forcer à accepter le combat dans les plus mauvaises conditions. Des renforts leur arrivaient sans cesse. Enfin, lorsqu'on vit que l'artillerie ne prenait pas la direction de la Plaza de Toros et que la garde civile se prononçait en faveur du gouvernement, on ne se fit plus d'illusions sur l'issue de la journée. Une section de fédérés se dirigea vers le palais Medina-Cœli. Trois parlementaires furent envoyés aux volontaires. Les uns refusèrent énergiquement de se rendre, les autres, se croyant cernés de toute part, promirent de céder. Enfin, après quelques pourparlers, les chefs des deux bataillons conservateurs se rendirent à discrétion et livrèrent leurs armes.

Pendant que ces événements s'accomplissaient la commission s'était déclarée en permanence, afin d'en

imposer au gouvernement lui-même qui refuserait, peut-être, d'aller jusqu'à attaquer la représentation nationale.

Les parlementaires et leurs soldats étaient vaincus sans combattre. On ne voulait pas mourir sans savoir pour qui l'on mourait ; on refusait même de lutter sans connaître le drapeau que l'on allait défendre. Là où les principes auraient triomphé, les expédients échouaient misérablement.

Les bataillons cantonnés dans *la plaza de Toros* pouvaient seuls inspirer quelques inquiétudes ; ils étaient en nombre, et, quoi qu'on fut certain de les écraser, le sang allait couler comme dans les mauvais jours.

Le maréchal Serrano, jugeant la partie perdue, s'était refusé de contribuer à une défense inutile. Il ne bougea pas de son hôtel. Cependant les fédérés avançaient, suivis de l'artillerie.

Hidalgo somma les bataillons de mettre bas les armes. Les conservateurs effarés ayant perdu toute confiance et prévoyant que la bataille dégénérerait en massacre, capitulèrent et rendirent leurs fusils.

Tout ce déploiement de forces, les harangues du marquis de Sardoal, les menaces de la commission de permanence aboutirent, comme on le voit, à un résultat honteux et ridicule. Les fédérés qui avaient

cru à leurs ennemis une force suffisante pour soutenir leurs menaces, se portèrent alors vers le Palais où siégeait la commission. Les députés furent violement expulsés; M. Castelar essaya en vain de protéger ses collègues; il fut un instant lui-même abreuillé d'outrages.

M. Figuerola fut conduit en prison, le marquis de Sardoal se réfugia à l'ambassade des Etats-Unis et M. Serrano, chez M. Layard, ministre d'Angleterre.

Le 25 *la Gaceta* publia le décret de dissolution de la commission, et les visites domicilières commencèrent.

On remua ciel et terre pour trouver l'amiral Topete et sa maison fut bouleversée de fond en comble. La révolution ne respectait plus ses idoles d'autrefois. Le loyal Topete de la *España con honra* était poursuivi comme un malfaiteur. Les fédérés lui devaient ce pouvoir puisque Pi y Margall était la conséquence logique de l'homme de Septembre. Maintenant ils demandaient presque sa tête. Ces terribles leçons, Dieu ne les ménage pas, mais on se refuse à les comprendre. La révolution est comme Saturne, elle dévore les siens.

Mais il est des hommes que l'orgueil aveugle et que les plus terribles catastrophes n'éclairent pas : ils

veulent avoir raison malgré les événements et pourtant tout leur dit qu'ils se sont trompés. Si l'incident du 24 avril avait eu lieu en France, à Paris, la foule, qui là est plus féroce parce que c'est toujours la même foule des tricoteuses et des hommes à carmagnole, la foule eut versé le sang. Le marquis de Sardoal, Figuerola et tant d'autres auraient subis le sort de ces malheureuses victimes de leur popularité passagère. A Paris, on se fut battu et on eut massacré ensuite. A Madrid, les vainqueurs ne voulurent pas déshonorer leur facile triomphe par de sanglantes exécutions.

MM. Ulloa et Romero Ortiz furent également en butte aux persécutions.

Le 26, Madrid était tranquille ; on se promenait au Prado ; on soupaît chez Lardy. Les señoritas se montrèrent à leurs fenêtres et on reprit le chemin des théâtres et des Casinos. M. de Salvandy aurait pu dénier à l'Espagne un mot célèbre : Ici, l'on danse sur un volcan. Jamais on ne put se rendre mieux compte de l'insouciance Castillane qu'à cette époque de troubles. L'Espagne n'était plus l'ombre d'une nation, mais l'Espagnol s'amusait. M. Victor Hugo a dit : qu'un roi qui s'amuse est un roi dangereux, moi je crois sincèrement qu'un peuple qui s'amuse est un peuple perdu.

Au siège de Bilbao, au plus fort du bombardement, les fanfares de la ville jouaient des hymnes patriotiques et les *pollas* de l'endroit dansaient aux accords d'une musique plus ou moins Offenbachique. Je sais que l'on ne change pas le caractère d'un peuple, mais la remarque que je fis à cette époque m'attrista profondément. Une nation déchirée et mutilée a-t-elle le droit de faire ainsi parade d'insouciance et de joyeuse humeur ?

Les Madrilènes oublièrent donc promptement les événements du 24 avril ; ils se laissèrent aller au fédéralisme, avec toute la nonchalance castillane. M. Castelar et ses collègues avaient supprimé les titres de noblesse et les ordres de chevalerie, on se moqua de M. Castelar et de son décret, et les duchesses continuèrent, comme par le passé, à s'appeler duchesses. En Espagne l'aristocratie n'est guère enviée par les classes inférieures ; aussi les préjugés de castes sont-ils moins vivaces qu'en France. Le peuple n'avait donc aucune raison sérieuse, pour pousser M. Castelar à la suppression des titres nobiliaires. Maintenant vous me direz : peut-être que M. Pi y Margall n'étant pas un Tellés Giron, et Don Emilio n'ayant rien de commun avec les Medina Cœli, ces deux caballeros avaient tout intérêt à abaisser ce qui était plus élevé qu'eux. C'est très possible..

Donc on s'appelait citoyens dans les clubs et Monsieur dans la rue, mais on n'en était pas arrivé ni à se tutoyer, ni à dîner devant la porte, ni à manger le brouet des Spartiates. L'Espagnol, qui a beaucoup d'esprit, rit volontiers de ces petits côtés ridicules de la République des géants.

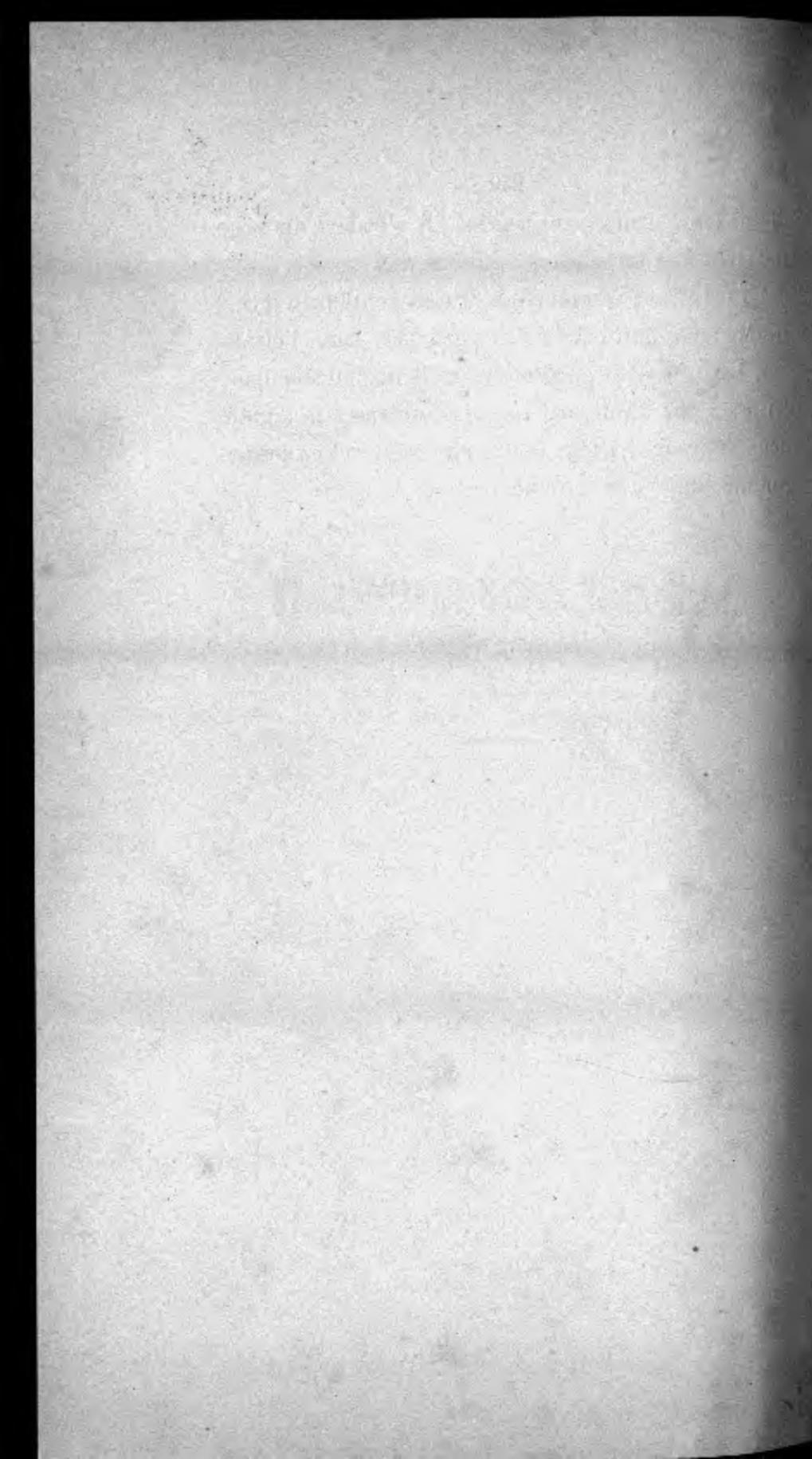
Si la commission de permanence avait triomphé le 24 avril, que serait-il advenu ? Au point de vue de l'ordre matériel, on eût peut-être gagné quelque chose pour le quart d'heure, mais qu'on nous pardonne l'expression, on aurait reculé pour mieux sauter.

L'alliance des radicaux et des conservateurs ne pouvait du reste donner d'excellents résultats. Un ministère où M. Sagasta eût siégé à côté de Don Cris-tino Martos n'aurait pu rester longtemps aux affaires, et les fédérés eussent triomphé tôt ou tard. La Répu-blique avait un avantage pour elle, comme je l'ai déjà dit, elle n'était pas encore usée. La monar-chie de Don Alphonse n'aurait donc pas été la con-séquence du 24 avril, ainsi qu'on le disait à cette époque, les radicaux étant les ennemis irréconcilia-bles de la maison de Bourbon.

Les défenseurs de la commission de permanence, pouvaient donc se demander s'il était bien nécessaire de verser du sang pour une cause anonyme ; ils ren-

dirent leurs armes sans regret ; ils s'étaient du reste préparés à la lutte sans enthousiasme.

Le maréchal Serrano, travesti en gentleman d'Outre-Manche, muni de favoris postiches, gagna l'étranger. La fuite était encore plus ridicule que l'équipée. La grandeur d'un parti se calcule d'après la dignité dans la chute. Ici tout devait être piètre et grotesque comme dans une parodie.





LA GUERRE CIVILE CANTONALISTE

(Mai 1873)



LA GUERRE CIVILE CANTONALISTE

(Mai 1873.)

Consequences du 24 avril. — Pi y Margall au pouvoir. — Progrès des carlistes. — Etat de l'Espagne. — Massacres d'Alcoy. — Impression produite par ce triste événement. — Soulèvement du Midi. Cadix, Carthagène, Valence, Séville, se constituent en États indépendants. — Formation d'une armée pour combattre les fédérés. — Heureuse campagne du général Martinez Campos. — Prise de Séville. — Chute de Cadix et de Valence.

Don Juan Contreras à Carthagène. — Attitude de l'Allemagne dans la question Cantonaliste. — Le capitaine du *Frederick-Karl* et Contreras. — Commencement du siège de Carthagène. — Faibles ressources dont dispose le gouvernement. — Castelar remplace Pi y Margall. — Ceballos général en chef de l'armée du Centre.

La situation à Madrid. — Intrigues des conservateurs. — Coup d'Etat du 3 janvier. — Lopez Dominguez devant Carthagène. — Chute de Cathagène.

La Journée du 24 avril faisait triompher la République sans grand profit pour la dite institution, puisque les républicains d'Espagne, ayant chacun en tête une forme de gouvernement devant ramener l'âge d'or, différaient tous sur la manière d'appliquer leur système. Le seul républicain unitaire d'Espagne, M. Garcia Ruiz avait beau suer sang et eau pour prôner ses doctrines dans son journal le *Pueblo*

il avait peu ou point d'adeptes. Le courant entraînait même les plus irrésolus, et ce projet qu'on avait toujours traité d'extravagant, ce projet qui consistait à détruire l'unité nationale Espagnole, en divisant ce vieux royaume en autant de petites républiques, allait bientôt être mis à exécution. Un vent de folie soufflait sur l'Espagne. Les conservateurs vaincus s'étaient dispersés; le maréchal Serrano, sans avoir même combattu avait gagné l'étranger, où il était, disait-on, fort occupé de rentrer dans les bonnes grâces des *Moderados* malgré ses premières répugnances. Ses amis qui restaient encore dans la capitale n'avaient plus donné signe de vie; ainsi la garantie, même matérielle, de l'ordre n'existant plus.

Les vainqueurs du 24 avril, embarrassés de leur triomphe n'avaient pas prolongé le *statu quo* pour ne pas être accusés de faire de la dictature. Ils convoquèrent les électeurs dans leurs comices pour le 11 mai. Découragés par leur défaite du mois précédent, les amis du maréchal Serrano qui dirigeaient, quoique en sourdine, ce qu'ils appelaient le parti de l'ordre (*dans l'état des choses on pouvait presque lui donner ce nom*) se retranchèrent dans une réserve absolue. En laissant de la sorte le parti républicain isolé, on pouvait calculer quelles étaient ses véritables forces dans le pays. Jamais tac-

tique ne fut plus habile et elle donna ses fruits. Les élections se firent au milieu de l'indifférence générale.

Je ne peux m'empêcher de citer certains chiffres. Ils sont éloquents. Que le lecteur en juge plutôt.

A Avila, le citoyen Xerica est élu avec 67 voix ; à Valmaseda (Biscaye), un autre citoyen du nom de Cornejo, obtient 9 votes. M. Stanislas Figueras eut toutes les peines du monde pour réunir autour de lui 1279 électeurs.

Dans certaines localités, dans le midi par exemple, les républicains eurent plus de succès. A Medina Sidonia, le candidat fédéraliste trouva dans les urnes 7,322 bulletins qui l'honoraient du titre de représentant. Même observation pour Cadix, Séville, Carthagène et autres villes de la région.

Mais le résultat obtenu démontrait mieux que ne l'auraient pu faire tous les raisonnements, que l'impuissance du parti républicain était un fait, et que loin de représenter la majorité du pays, il s'appuyait sur une minorité dont l'audace faisait toute la puissance.

Que pouvait-on penser d'une Assemblée où M. Castelar siégeait à la droite, où les conservateurs étaient clair semés, où les nouvelles couches étaient largement représentées par des inconnus de la veille, des

bavards d'estaminets et des avocats sans cause ? Les déclassés de toute sorte, venant se ranger autour de l'étendard démocratique, apportaient à la jeune République le contingent de leurs ardentes convoitises.

Que devait penser M. Emilio Castolar, qui avait prétendu pouvoir acclimater dans la Péninsule le système inauguré par M. Thiers ?

Don Emilio était de cette classe d'étourdis qui entendent parfaitement gronder le tonnerre et qui nient la présence de la foudre. Malgré tous les événements des derniers mois, les exagérations des clubs et des force-nés sectaires, l'ex-professeur d'histoire croyait en sa République ou tout au moins feignait d'y croire.

Fort de l'appui de la nation voisine, il se disait que la forme démocratique envahirait peu à peu les racines latines du Midi, que le vent enfin était à la République et que le tout était de ne pas désespérer. Le 24 mai vint surprendre, fort désagréablement, le Rhéteur Castelar, d'autant plus que le parti royaliste ayant été vainqueur, tout portait à penser qu'il songerait à tirer de sa victoire tout le parti possible. Or, le comte de Chambord devenant Henri V, le duc de Madrid risquait fort de s'appeler Charles VII ; mais si le chef du parti républicain modéré raisonnait la situation, ses collègues de l'extrême gauche

disaient tout haut qu'ils se sentaient assez forts pour terrasser à jamais l'hydre de la monarchie.

Les Cortès se réunirent le 1^{er} mai.

On voyait bien que les nouveaux venus se sentaient dépayrés dans le palais du parlement. Décrire les costumes des constituants serait chose trop longue et fort comique en même temps. Or, la situation que je décris ne prête guère à la plaisanterie et je ne veux pas empiéter sur les attributions de Cham ou de Grévin.

Les badauds qui étaient au courant de toutes les habitudes des Assemblées Espagnoles étaient à se demander : *Où diable peuvent sortir ces gens-là ?*

Les jours de crise, les inconnus sont dangereux ; on ne sait pas en effet d'où ils viennent, ni où ils vont, et c'était entre les mains de ces inconnus que le gouvernement allait mettre ses pouvoirs.

Le Message fut plein de promesses et d'illusions, cependant on sentait le doute derrière certaines affirmations timidement hasardées. La question de l'armée fût traitée, et finalement un appel énergique fut adressé à tous les républicains pour contribuer à soutenir l'ordre et la liberté.

Quien siembra vientos recoje tempestades, qui sème le vent, récolte la tempête, dit le proverbe Castillan, ce qui n'empêchera pas les révolution-

naires de tout pays, lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, de prêcher l'ordre qu'ils ont auparavant si bien contribué à ébranler. Les théories de M. Stanislas Figueiras étant tournées contre son gouvernement, il avouait enfin la nécessité d'en finir avec l'anarchie, mais le char était lancé.

L'Assemblée élut, pour son président, M. Orense, marquis d'Albaïda, qui fut pendant bien longtemps le seul républicain avouable de toute l'Espagne. Ce personnage est fort curieux, d'autant plus qu'il a été fidèle à la République dans un temps où cette opinion n'avait pas de prosélytes avérés. Quoique démocrate dans l'âme, M. Orense a toujours aimé qu'on le saluât du titre de marquis : le gentilhomme perce toujours sous le citoyen. Du reste, lorsque j'ai causé avec lui, j'ai eu bien garde de lui marchander la qualification nobiliaire ; cela ne lui a jamais causé trop de contrariété.

M. Orense est bien le type de l'utopiste en matière politique ; c'est un homme d'Etat dans les nuages, qui voit ses coréligionnaires tels qu'ils devraient être et non tels qu'ils sont en réalité.

Ce personnage n'avait pas voulu supprimer les deux huissiers portant la toque de velours et le costume du XVI^e siècle, qui escortent le président. Ce cérémonial, en pleine République, avait bien quelque

chose de grotesque et de plaisant, mais les citoyens de la nouvelle Espagne ne s'arrêtaient pas à de semblables détails.

Enfin la République fédérale fut solennellement proclamée et M. Pi y Margall promit un ministère aux Madrilènes. Ce fut à propos de ce ministère que se produisit un incident, si burlesque, que je ne saurais le passer sous silence.

Le nouveau ministre de la justice était encore un de ces inconnus dont j'ai parlé plus haut. Lorsque sa nomination fut connue, quelques farceurs imaginèrent d'appliquer aux coins des rues de gigantesques affiches portant ces mots : *Quien es Pedregal ? Qu'est-ce que Pedregal ?*

C'était une leçon spirituellement donnée au parti républicain Espagnol, quoique les leçons soient toujours perdues avec certains hommes et certains partis. *Quien es Pedregal ?* était le digne pendant de l'ébahissement des Madrilènes à la vue des nouveaux députés. L'Espagnol aime à rire, même dans les moments les plus solennels, cette fois il raillait les institutions démocratiques et leurs créatures, et le ridicule tue le plus souvent.

La République n'ayant pas d'hommes d'Etat voulait les improviser. Or l'axiôme *ex nihilo, nihil*, était plus que jamais de circonstance.

La Convention, elle, avait improvisé des généraux et des hommes d'Etat, mais l'Assemblée Espagnole ne pouvait pas suivre son exemple. Elle n'avait trouvé jusqu'à ce moment qu'un homme de guerre, Don Ramon Nouvilas, dont nous avons parlé assez longuement. Ce général, à plans, avait beau défoncer son rosière à coups de poing, en disant, je les tiens là (Il voulait parler des carlistes), les carlistes lui passaient entre les doigts et leur succès du Puerto d'Eraul avait accrû leur audace.

L'armée se battait un peu au nom du gouvernement de Madrid, beaucoup pour les conservateurs. **Donc il ne fallait guère compter sur l'armée du Nord pour seconder les législateurs en veste et en pantalon à carreaux.**

Don Ramon Nouvilas l'avait du reste si bien compris qu'il ne ménageait pas les allusions dans ses ordres du jour. Naturellement plusieurs de ces officiers dont il flétrissait publiquement les sympathies politiques se vengeaient de leur général en lui chantant la fameuse chanson :

*Planes ocultos tiene Nouvilas
que pronto piensa desarrollar (etc).*

Ceci prouve encore une fois que l'entente était loin d'exister entre les chefs de l'armée du Nord.

En Catalogne, le général Velarde avait montré du bon vouloir pour rétablir la discipline, mais l'héritage de Don Juan Contreras était plus que compromettant. A Igualada, il fallut encore réprimer une émeute militaire et, dans une autre ville du *Principado*, il y eût des scènes de pillage et de viol qui rappellent l'*âge d'or* de la barbarie.

Voilà sous quels auspices s'inaugurait cette Constituante dont les membres étaient en grande partie disposés à excuser tous les méfaits commis au nom de l'idée qu'ils représentaient. M. Pi y Margall, grâce au succès de la proposition Cervera, devenait chef du pouvoir exécutif et prenait les rênes du char de l'Etat. Il allait donc attacher son nom au démembrement de l'Espagne, et sous son gouvernement il devait se commettre des excès inouïs qui flétrissent à jamais ceux qui les commettent, comme ceux qui les laissent impunis.

M. Stanislas Figueras, plus logique que M. Castelar, comprit enfin que sa République tombait et qu'il n'était plus possible de la sauver du naufrage.

M. Pi y Margall régnait; on ne sait trop où il était allé chercher ses ministres, qui faisaient l'admiration des madrilènes. Si la caricature eut été tolérée, il est probable que les citoyens Pedregal et Estevanez eussent été publiés en effigies grotesques à plu-

sieurs milliers d'exemplaires, mais on n'avait guère besoin de recourir à la charge pour attaquer ces hommes d'Etat, ils se chargeaient de justifier par leur conduite toutes les critiques, même les plus risquées.

Lorsque le citoyen Estevanez, ministre de la guerre (rien que ça), fut interpellé aux Cortès sur ses états de service, il prit fort mal la chose, et comme on insistait sur certaine pécadille du passé (il s'agissait d'une désertion), le collègue de M. Pi répondit avec un aplomb qui valait tout un poème :

Si no he vuelto entonces al ejército es que no me dio la gana. — Si je ne suis pas revenu à l'armée (après ma désertion), c'est que cela ne m'a pas convenu. Ce qui répondait à un superbe, *ça ne vous regarde pas.*

Gouvernement très commode pour les gouvernants, que cette République Espagnole. En répondant par un haussement d'épaules, les ministres avaient tout dit. Heureux encore les interrupteurs, si ces Messieurs, poussés à bout, ne leur décochaient pas un de ces gros mots dont les conversations espagnoles sont malheureusement trop émaillées. Mais on n'était pas encore assez descendu dans les *nouvelles couches* pour en arriver là.

J'écrivais à cette époque, que la République d'Ou-

tre-Monts avait cet avantage sur sa voisine, c'est que celle-ci pouvait s'y mirer à l'aise comme dans un miroir. La vue était peu engageante, et d'émèutes en émeutes, l'Espagne monarchique avait dégringolé jusqu'aux Pedregal, en attendant qu'elle dégringolât jusqu'à Contreras.

Le 12 juillet, les premières nouvelles des massacres d'Alcoy arrivaient à Madrid. Alcoy, comme toute ville manufacturière, du reste, était activement travaillée par les agents de l'Internationale. Les doctrines de M. Pi y Margall prônées dans tous les clubs avant et pendant la République, avaient exalté les esprits et excité les mauvaises passions ; on ne rêvait dans certaines sphères que pillage, massacre et partage de biens.

Le socialisme n'allait pas tarder à dire son dernier mot.

La première victime, désignée aux fureurs de la populace, fut le señor Albors, le maire de l'endroit. La *casa de l'ayuntamiento* fut envahie et l'infortuné alcade fait prisonnier, ainsi que plusieurs personnes notables d'Alcoy.

Il se passa alors une de ces actions infâmes dont les révolutions ont le triste monopole et qui vengent les monarchies passées des crimes qu'on leur impute. Torquemada et Philippe II, l'inquisition et ses bû-

chers allaient être dépassés par les apôtres des modernes doctrines. Les malheureux qu'on avait arrêtés furent dépouillés et amenés au balcon de l'Hôtel-de-Ville. *Le quieren Vds. muerto o vivo*, criaient les nouveaux septembriseurs. On commença par crier : « Nous le voulons mort. » Les égorgeurs tuaient leur victime à coups de *navajas* et la lançaient aux cannibales du dehors. Puis la vue du sang produisit l'effet de d'ivresse, et on cria : « Nous les voulons vivants. » C'était encore bien plus effrayant. On jeta sur la place un membre de la junte, qu'on reçut sur des baïonnettes. Je n'insisterai pas davantage. Il est des sujets qu'on ne traite qu'avec dégoût ; il est des hommes qu'il n'est permis qu'au bourreau de bien apprécier.

Le maire fut mis en morceaux et un de ses collègues de l'*ayuntamiento* fut plongé dans un bain de pétrole auquel on mit le feu, mais le massacre ne s'arrêta pas là.

A Madrid, l'indignation fut poussée à son comble, et M. Pi-y Margall, qui aurait eu peut-être la velléité d'étouffer l'affaire, ordonna au général Velarde de repousser l'insurrection.

D'ordinaire les assassins sont lâches ; ceux d'Alcoy, apprenant l'arrivée de Velarde, abandonnèrent leurs barricades et prouvèrent encore une fois que, s'il est beau de mourir pour le fédéralisme, il est encore

plus utile et surtout plus hygiénique de se conserver pour lui. Velarde entra dans la ville sans coup férir, fit des recherches qui ne devaient pas aboutir et qui n'aboutirent pas par conséquent. On délivra des otages et ce fut tout. Comme on le voit, les communards de 1871 étaient imités à s'y méprendre en certaines choses et dépassés en d'autres. Ainsi ils se sont bornés, comme de vulgaires scélérats, à fusiller Mgr. Darboy, le président Bonjean et le malheureux Chaudey, tandis que les citoyens d'Alcoy ont perfectionné l'assassinat.

L'histoire sera implacable pour M. Pi y Margall, qui pensait à étouffer *l'affaire*. Ce républicain austère déshonorait de la sorte la République; il avait peut-être les sentiments d'un Robespierre, il n'en avait pas le courage. L'avocat d'Arras osa assumer la responsabilité de toutes les exécutions, M. Pi y Margall n'eut pas l'audace de défendre les hommes d'Alcoy, ni le courage de les poursuivre sans pitié, puisqu'il reniait leurs infâmes. En politique pour être pris au sérieux, il faut avoir toutes les énergies, même celle du crime. L'exemple d'Alcoy fut suivi, tout le midi se souleva. À Séville, on exigea le renvoi des troupes. Un vulgaire et obscur barbier fut nommé maire, et on vit sortir de l'obscurité une foule de personnalités douteuses qui eussent fort bien

fait sur le banc d'une cour d'assises, mais qui sont parfaitezient déplacées dans un *ayuntamiento* aussi important. Toutes les rues furent hérissées de barrières et garnies de canons ; on organisa une milice nationale dont les chefs firent, eux aussi, le serment de mourir en combattant. Seulement, au moment décisif, beaucoup d'entr'eux réfléchirent, et dans certains cas la réflexion a du bon.

Je ne résumerai pas ici les décrets de la junte Sévillane ; ils sont grotesques et effrayants à la fois et pleins de salutaires enseignements.

En attendant, l'armée cantonaliste s'organisait (s'organiser est une façon de parler). Le commandement en fut confié au général Pierrad, dont les talents militaires ont toujours été fort discutés. Le jeune Pavia, qui dirigeait les opérations contre les insurgés, entra à Cordoue et se présenta devant Séville. Les fédérés se défendirent avec plus d'énergie qu'on n'aurait pu le supposer, mais, comprenant que toute résistance était inutile, ils incendièrent plusieurs édifices pour ne pas rester en arrière sur leurs frères de Paris. Pierrad, abandonnant ses complices, se sauva en Portugal, sans doute pour compléter la ressemblance avec les Rochefort, Pyat et autres.

La populace de Séville, qui la veille portait les cantonalistes en triomphe, voulut arracher aux sol-

dans le barbier maire et ses collègues. Le peuple, qui a de viles passions, est aussi changeant que la brise dont parle le poète latin : Aujourd'hui c'est le Capitole, demain ce sont les Gémonies.

La prise de Séville fut le signal de la débâcle.

Les cantonalistes de Cadix échouèrent contre Xérès et furent impuissants à se maintenir dans leur dernier refuge. Le 3 août, la junte révolutionnaire donna sa démission, et le drapeau rouge fut remplacé par les couleurs nationales.

Le 12, Pavia faisait son entrée à Grenade.

A Malaga, les fédérés firent des façons. Ils invoquèrent leur modération. Le président de la junte, qui avait eu la sagesse de ne pas laisser ses amis agir trop à leur guise, menaça même de se retirer.

Le gouvernement céda, et M. Pavia dût renoncer à faire son entrée triomphale.

A Valence, les insurgés furent plus tenaces et un premier assaut dirigé contre cette place, par Martinez Campos, fut repoussé; alors les assiégeants démasquèrent leurs batteries et commencèrent le bombardement.

La junte fut dissoute, les membres qui la composaient étant accusés d'être des tièdes. Après le gouvernement de la chambre verte, surgit le gouvernement de la chambre jaune, comme dans Rabagas.

Bref, Valence se trouva avoir pour dictateur un vulgaire gredin d'une profession inavouable. On tint force conciliabules, et on arbora un immense drapeau noir où se détachaient en lettres blanches : Le Fédéralisme ou la mort. Ce qui fit que les fédérés, tâchèrent de vivre et s'embarquèrent pour Carthagène. Il faut dire que ces équipées finissent un peu partout la même chose. Avec les forces dont disposaient les cantonalistes, le gouvernement de Madrid aurait dû succomber. Ils possédaient, en effet, les places de Cadix et de Carthagène avec un grand nombre de pièces de canons; Séville, Valence leur appartenait, et, malgré cela, l'expédition de Pavia et de Martinez Campos fut, pour ainsi dire, une promenade militaire.

Dans le nord, le carlisme n'avait aucune place de sûreté, et l'armée du Nord était tenue en échec depuis plus de six mois; c'est qu'il y a une sensible différence entre ces aventuriers qui cherchent à se créer une position sociale par le désordre, l'anarchie et le sang, et ces hommes qui ont foi en quelque chose, et qui meurent avec une abnégation étrange. Voilà ce qui fait la force de la petite armée carliste, qui tient tête comme on le sait à des forces quatre fois supérieures. Que chez certains l'excès de croyance dégénère en fanatisme, c'est ce qui arrive le plus

souvent; mais, il vaut mieux pécher par fanatisme que par scepticisme. Les peuples du midi, qui exagèrent tous leurs sentiments et toutes leurs passions, sont le plus portés à mourir pour une idée, quand ils s'y attachent avec enthousiasme. Nous allons parler maintenant du soulèvement de Carthagène. C'est l'épisode le plus important de la guerre cantonaliste.

Aussitôt que les fédérés eurent pris possession de cette place de guerre, la flotte se révolta à son tour. La plupart des officiers, refusant de participer au soulèvement, abandonnèrent Carthagène (sauf de rares exceptions). De simples marins furent leurs remplaçants. Les nouvelles frégates cantonalistes n'étaient autres que la *Numancia*, le *Mendez-Núñez*, le *Tetuan*, la *Vittoria* et l'*Atmansa*; Contreras, fut nommé généralissime des forces du canton, et Au-rich, le frère du ministre de la marine, prit le commandement de l'escadre.

Señor Castelar, disait alors un des principaux organes du parti conservateur : *Mas vale tener honra sin barcos, que barcos sin honra* (il faut mieux avoir l'honneur sans l'escadre, que l'escadre sans l'honneur); c'était un reproche amer, mais un reproche mérité, il faut le dire. Castelar eut alors le courage de rompre avec ses anciens amis. Il y avait dans cet

orateur un fond d'honnêteté qui le détournait de certes inces alliances.

La chute de Pi y Margall ébranlait le cantonalisme, l'arrivée de Castelar au pouvoir le tuait.

Du reste, la jeune République du canton de Murcie débutait mal; Galvez fut arrêté en vue d'Alicante sur le *Vigilante*, par le commodore Wœrner, que le drapeau cantonaliste avait dû nécessairement intriguer. Galvez eut beau crier comme un diable qu'il faisait partie de l'Etat de Murcie, et que le drapeau étant nouveau, il n'y avait rien d'étonnant que M. Wœrner ne l'eût jamais remarqué, quelque versé qu'il fût dans la science des pavillons. Wœrner répondit à Galvez par des passages du droit maritime que M. Galvez ne connaissait probablement pas, et amena sa prise à Gibraltar.

Lorsque cette nouvelle arriva à Carthagène, tous les patriotes furent sur pied; Contreras demanda ses éperons et son sabre et, lorsqu'il fut ainsi botté, épéronné et armé, il proposa de déclarer la guerre à la Prusse, proposition que l'on discuta très sérieusement. En attendant, on décida d'incendier la maison du consul d'Allemagne, si Wœrner ne rendait pas les prisonniers qui avaient été transférés de la *Vigilante* à bord du *Frédéric-Karl*.

L'attitude de la Prusse n'était guère difficile à com-

prendre. Les fédérés, le cantón Murcien, Galvez et Contreras n'étaient qu'autant de spécieux prétextes pour s'immiscer dans les affaires de la Péninsule. Le décret du gouvernement de Madrid, qui déclarait pirates les nouveaux équipages des frégates insurgées, était-il connu du commodore Wœrner au moment où il arrêta le *Vigilante*? Le capitaine du *Frédéric-Karl* a assuré qu'il ne l'avait appris que plus tard, et n'a donné d'autre excuse que celle de ce nouveau pavillon qui lui était complètement inconnu.

L'Allemagne forte de sa prépondérance s'imposait aux cantonalistes, comme elle devait plus tard s'imposer au gouvernement de Madrid. Sa politique au lieu d'être défensive, comme nous le dit son empereur à chaque ouverture du Reischtag, est la plus aggressive que l'on puisse imaginer.

En attendant, M. Wœrner rendait aux fédérés le señor Galvez, qui se mit en campagne pour lever des contributions. Pendant que ces amis se galonnaient comme des colonels de la Commune ou des généraux du 4 Septembre, ce fonctionnaire en simple veste (la redingote étant un vêtement réactionnaire) allait toucher force onces dans les environs. Un homme d'esprit que ce señor Galvez, il savait bien que la gloire n'est que fumée. Don Juan Contreras, lui, se berçait d'illusions; il était généralissime des troupes de la République.

que fédérale et grand amiral comme l'avait été jadis le duc de *Medina Sidonia*; rien que cela, et pourtant les joies du pouvoir faisaient souvent places à des fâcheux contre-temps; ainsi la *Vittoria* et l'*Almansa* furent capturées devant Malaga par le *Frederick-Karl* et un aviso de guerre anglais. Wœrner, payant d'audace, menaça de bloquer Carthagène et de capturer tout navire qui voudrait sortir du port. Les fédérés hurlèrent, affichèrent des proclamations violentes et publièrent dans leurs journaux que la *Vittoria* et l'*Almansa* avaient amené à Carthagène le *Frédéric-Karl* pour avoir à s'expliquer sur sa conduite. Ceci ne rappelle-t-il pas l'histoire de ce soldat facétieux qui crie à son capitaine un jour de bataille : Capitaine, j'ai fait un prisonnier. — Amène-le. — Il ne veut pas me lâcher.

Il y avait assez de bouffons, comme on le voit, dans la guerro cantonaliste.

Wœrner traita ces gens-là avec mépris et refusa de donner la main à Galvez et à Contreras. Vous êtes des voleurs et des pirates, leur dit-il. Vol et piraterie, c'est bien là le résumé de l'insurrection cantonaliste. Les chefs savaient qu'ils pouvaient résister longtemps, mais ils ne pouvaient pas espérer un triomphe définitif. Ils entretenaient donc les illusions des malheureux qu'ils avaient entraînés. Au

jour de la débâcle, les chefs se sauvent, et les subalternes restent pour aller au bagne. Nous ne dirons pas à ces misérables que l'histoire fera justice d'eux, ils ne méritent pas d'être inscrits dans les annales d'un peuple, si ce n'est comme ces deux incendiaires qui ont eu nom Erostrate et Omar.

Contreras, irrité de ses mésaventures, voulut se relever aux yeux de ses administrés par quelque action d'éclat. Il annonça qu'il allait marcher sur Madrid, du même ton qu'il avait voulu déclarer la guerre à la Prusse, et se commanda un superbe uniforme richement galonné. L'équipée fut aussi grotesque que les précédentes ; la colonne cantonaliste fut dispersée après une simple fusillade et M. Contreras revint à Carthagène, sous un déguisement déclarant que la trahison seule avait pu vaincre le courage. On fait beaucoup de ces phrases-là, au-delà des Pyrénées ; aussi on ne prête guère d'attention aux exclamations de M. Contreras.

Si les fédérés avaient peu de force, le gouvernement de Madrid n'était guère plus puissant. Ainsi l'amiral Lobo, qui fut envoyé contre Carthagène, ne put trouver que des méchants vaisseaux de bois pour faire face à la *Numancia* et aux autres frégates cuirassées. La baie d'Escombreras ayant été déclarée neutre, il dut revenir en arrière sans avoir rien fait. De son

côté, Martinez Campos ne pouvait pas songer à entreprendre sérieusement le siège de Carthagène; il n'avait pas d'officiers d'artillerie pour pointer ses pièces. La politique de M. Zorilla donnait ses résultats. Il y a des gens ainsi faits; ils agissent si bien lorsqu'ils sont au pouvoir, que l'ordre reste fortement compromis même après qu'ils ont abandonné les affaires.

Les cantonalistes rassurés se préparèrent à la résistance. Ils allèrent chercher des marins au bagne, cela devait finir par là, et s'occupèrent d'armer les forts. Ils disposaient de plus de 300 pièces d'artillerie, Martinez Campos s'était contenté de camper en vue de Carthagène et d'attendre, c'était ce qu'il y avait de mieux à faire pour le moment. Dans la place généralissime, gouverneur militaire et civil faisaient assez mauvais ménage, la question financière étant toujours à l'ordre du jour. Il fallait à ces Messieurs de l'argent, et ces Messieurs travaillant pour leur compte personnel, impossible de s'entendre. En vain le commandant Combatz tentait de les détourner *de ces misérables questions d'intérêt* en leur citant, comme exemple, leurs frères de Paris; Contreras finissait par lui répondre : Vos fédérés étaient des brigands tandis que nous. (Laveu est bon à enregistrer, seulement nous trouvons que la différence n'est pas aussi accentuée que voulait le

faire accroire le gros Don Juan). Les cantonalistes, voyant que leurs ennemis ne disposaient pas de grands moyens d'attaque, commençaient à reprendre confiance. Le tout disait, Galvez, est d'attendre l'ouverture des Chambres, nos amis reviendront au pouvoir et notre triomphe sera certain. Il nous est facile de vivre d'ici-là. Si le coup d'Etat du 3 janvier n'était venu détruire ces illusions, le citoyen Galvez aurait pu avoir raison.

Contreras eut encore d'autres démêlés avec les étrangers. L'amiral Iverton, ayant reçu des cantonalistes certains documents offensants, fit des observations ; on lui répondit par des menaces et Contreras demanda qu'on rendit l'*Almansa* et la *Vittoria*. Comme Iverton faisait la sourde oreille, la *Numancia*, le *Mendez-Nunez* et le *Tétuan* se portèrent à l'entrée du port pour canonnailler le *Swiftsure* et le *Triumph*.

L'amiral Iverton ne prit pas les cantonalistes au sérieux et quitta le port de Carthagène sans avoir reçu un seul coup de canon. Toutes ces mésaventures ébranlaient singulièrement le prestige de MM. Galvez et Contreras. Les proclamations à effet finissent par fatiguer ; il ne faut pas abuser trop des mots *patrie* et *liberté*, on en rit ; ce fut ce qui arriva aux dictateurs fédérés.

Il fallait cependant se décider à faire oublier ces

petits contre-temps. L'occasion était toujours propice; Martinez Campos se contentait de respirer l'air de Carthagène ; ses pièces étaient muettes et le général se bornait tous les matins à braquer sa lunette sur les positions des insurgés, Contreras, qui a de l'esprit à ses heures, lui envoya un superbe *anteojo*. On ne sait pas ce que M. Martinez Campos pensa du cadeau.

Quoi qu'il put faire, il n'avait guère d'éléments à sa disposition pour presser la chute de Carthagène. Les cantonalistes envoyèrent alors leurs vaisseaux devant Alicante. Les commandants des escadres Franco-Anglaises demandèrent quatre jours de répit pour épargner à leurs nationaux les horreurs d'un bombardement. Tout était convenu et les terribles cantonalistes avaient donné leur *parole d'honneur* d'observer la trêve, lorsque survint Martinez Campos qui refusa de consentir à ce pacte conclu sans son consentement. Le ministère Madrilène ayant désavoué Martinez Campos, ce dernier se retira et céda le commandement à Ceballos.

Les cantonalistes lancèrent sur Alicante 500 projectiles, mais durent se retirer après avoir été rudement éprouvés par les batteries de la rade, ce qui ne les empêcha pas de se vanter à Carthagène du triomphe obtenu. Le successeur de Martinez Campos était un de ces inconnus qu'on est si étonné de trouver

dans la peau d'un général. Pour peu que la révolution espagnole continue, les généraux d'Outre-Monts pourront être assimilés aux généraux Mexicains. On ne connaît de Ceballos qu'une chose, c'est sa soi-disant passion pour le *tresillo* (sorte de bézique). Les cantonards étaient donc parfaitement rassurés sur la qualité de leur adversaire, et M. Contreras se reprit sérieusement à croire qu'il serait un jour généralissime des forces Espagnoles de terre et de mer.

Le 9 octobre, un combat eut lieu entre l'amiral Lobo et les vaisseaux de Contreras. La flotte républicaine fut assez maltraitée et repartit pour Gibraltar. Cette fois les fédérés avaient un peu raison de célébrer leur triomphe, et l'impression produite fut déplorable à Madrid, où les intransigeants essaient de relever la tête. Il est bien entendu que, pour eux, Don Emilio Castelar n'était qu'un traître. Voilà l'avantage que l'on retire de se mettre à la tête d'un mouvement révolutionnaire, on est toujours vilipendié par des amis trop zélés.

Castelar avait remplacé Salmeron, parce que ce dernier ne se sentait pas la force nécessaire pour combattre franchement ses coreligionnaires. Ce philosophe raisonnait juste, mais n'aurait-il pas pu éviter certaines alliances compromettantes ? Castelar, lui, eut un certain courage pour renier tous

ses compromis; dans son discours il exposa tous les dangers de la démagogie. Notre ambition, disait le chef du pouvoir exécutif, doit être de convertir le parti républicain en un parti de gouvernement.

Or, M. Castelar indiquait le remède au mal sans toutefois pouvoir l'appliquer. Il avait dit autrefois au soldat, que la discipline c'est l'esclavage, et le soldat s'était révolté contre ses chefs. Au paysan, il avait parlé de l'égalité des fortunes, et en Andalousie on avait brûlé des châteaux et on s'était partagé des biens. M. Castelar, sautant de Proudhon dans les doctrines conservatrices, prouvait qu'il reniait son passé, mais ce qui est semé produit, la preuve en était à Carthagène.

Les excès des intransigeants préparaient le triomphe de Don Carlos, tout le monde le comprenait; c'était ce qui déterminait surtout Don Emilio à faire de la politique modérée. A cette époque, je parlais des événements à plusieurs personnes d'opinion libérale qui considéraient la solution carliste comme la plus prochaine. Le comte de Paris ayant abdiqué entre les mains du comte de Chambord, la monarchie devenait enfin possible. Or, Henri V à Versailles, c'était Charles VII à Madrid, dans une courte échéance. Don Emilio en était au désespoir et devenait homme d'ordre des plus accentués.

Les intransigeants, comprenant qu'ils ne pouvaient plus compter sur son concours, tournaient leurs yeux vers Carthagène, qu'assiégeait le général Ceballos de la façon que l'on sait. Cet homme de guerre ne les inquiétant pas, ils avaient projeté de faire payer fort cher à Don Emilio sa petite trahison. Don Emilio, qui s'attendait à une rude attaque au moment de l'ouverture des Cortès, continua de plus belle à jouer son rôle d'homme d'ordre. Il savait que les conservateurs et les radicaux conspiraient pour prendre leur revanche du 24 avril; il feignit de ne rien savoir et laissa faire. Les amis de M. Castelar crieront ici à la calomnie, c'est possible, je suis fâché de ne pas être de leur avis.

Le maréchal Serrano, qui était le *Deus ex machina* de tout le complot, avait compris que laisser le pouvoir plus longtemps aux républicains c'était s'exposer à la monarchie traditionnelle; or, cela donnait le frisson rien que d'y penser.

On savait de quelle manière Messieurs les cantonalistes s'étaient comportés dans les villes occupées par eux. Retomber de nouveau dans de semblables aventures n'avait rien de bien séduisant, et cette perspective effrayait tellement les amis du duc de la Torre, qu'ils se voyaient réduits à préférer à cet état de choses le triomphe du carlisme qu'ils abhorraient.

M. Castelar, lui, ne pouvait pardonner aux fédérés leurs excès et surtout leur sottise; car, manquer d'intelligence en politique, c'est être doublement coupable. Il faut avouer aussi que les fédérés d'Outre-Monts étaient des coquins assezachevés pour décourager les plus hardis. Malheureusement, les vaincus du 24 avril n'avaient aucun programme politique sérieux; on les savait ennemis de la République, et ils étaient, en somme, forcés d'en conserver l'étiquette; mais c'est perdre son temps que de répéter à certains politiques qu'il ne suffit pas de défaire, qu'il faut encore édifier.

Si Talleyrand eut vécu à cette époque, il aurait pu redire avec raison son mot célèbre : « Tout ceci finira par un Bourbon. »

Les Cortès s'ouvrirent le 2 janvier. Jusqu'à la dernière heure, les amis de Castelar comptèrent sur un vote de confiance. Don Emilio prononça un discours fort éloquent où il stigmatisa la démagogie avec toute l'énergie de son incontestable talent. Il foudroya de son éloquence les assassins d'Alcoy et les forbans de Carthagène; ce fut un *mea culpa* pour son passé et une lueur d'espérance qu'il fit entrevoir pour l'avenir. Don Emilio faisait ainsi le procès de la République Espagnole dont il était un des fondateurs; ses paroles étaient un redoutable verdict. Les Cortès lui refu-



sérent le vote de confiance. Le dictateur tomba avec la certitude que la République tomberait avec lui.

Pendant que les intransigeants célébraient leur triomphe et songeaient déjà à chanter les gloires des Contreras et des Galvez, le général Pavia, dans la journée du 3, réunissait ses troupes et faisait occuper militairement les principaux points stratégiques. Il envoya un aide de camp au président Salmeron pour le sommer de dissoudre l'Assemblée ; on ne lui laissait que cinq minutes de réflexion. Les députés se séparèrent en protestant, personne ne se leva pour les défendre. Ils étaient la légalité, mais ils étaient l'aventure et peut-être la ruine du pays. La République tomba le 3 janvier sans efforts ; sa faiblesse la tua ; elle avait été jusqu'au crime à Alcoy, elle finissait par l'impuissance. Au point de vue du droit, un coup d'Etat est un crime de lèse-nation. Les uto-pistes, qui ont implanté en Espagne le système parlementaire, auraient dû au moins être logiques pour subir les conséquences de leurs doctrines. Il paraît que, ces doctrines leur ayant paru gênantes parfois, ils ont songé à trancher brusquement le nœud gordien, comme le grand Alexandre. Si l'histoire juge sévèrement les hommes de la Constituante de 1873, elle ne fera l'éloge ni de Pavia, ni de ses complices. Heureusement qu'au-delà des Monts, on se soucie fort

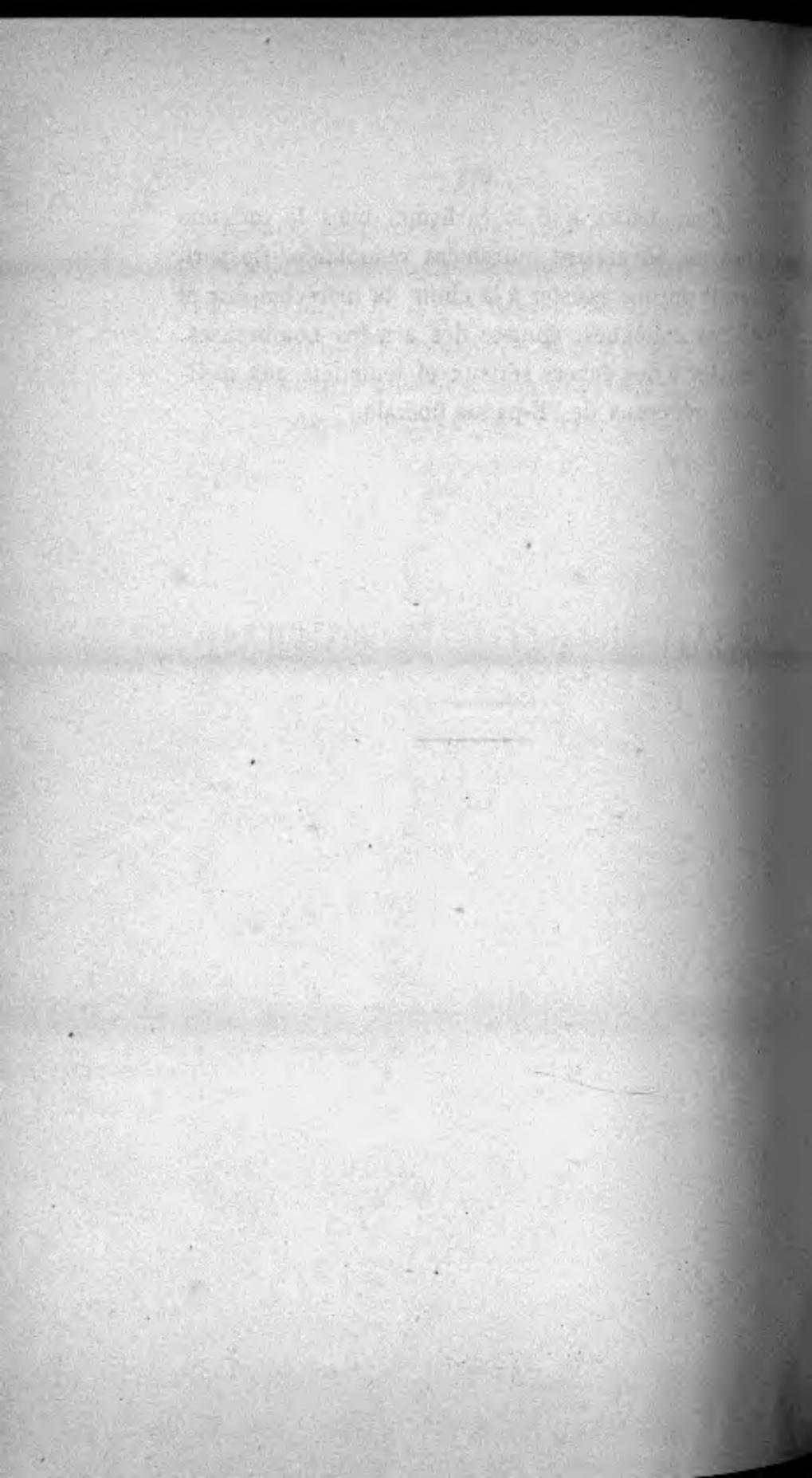
peu de l'histoire. L'Espagne rentrait dans une ère nouvelle.

En province, le coup d'Etat ne fut pas accueilli partout avec enthousiasme; à Sarragosse, il y eut du sang versé, mais partout on put se rendre compte de l'impuissance et de la lâcheté des intransigeants. Lorsque Galvez et Contreras apprirent les événements de Madrid, ils ne s'occupèrent que de sauver leur précieuse personne. Comme je l'ai déjà dit, il vaut mieux se conserver pour la République, que de mourir pour elle. Lopez Dominguez qui avait remplacé Ceballos, jouait beaucoup moins le *tresillo*, mais pressait plus activement le siège. Enfin, la *Numancia* quitta les eaux de Carthagène emportant Contreras et sa fortune; c'était terminer convenablement l'épo-
pée cantonaliste.

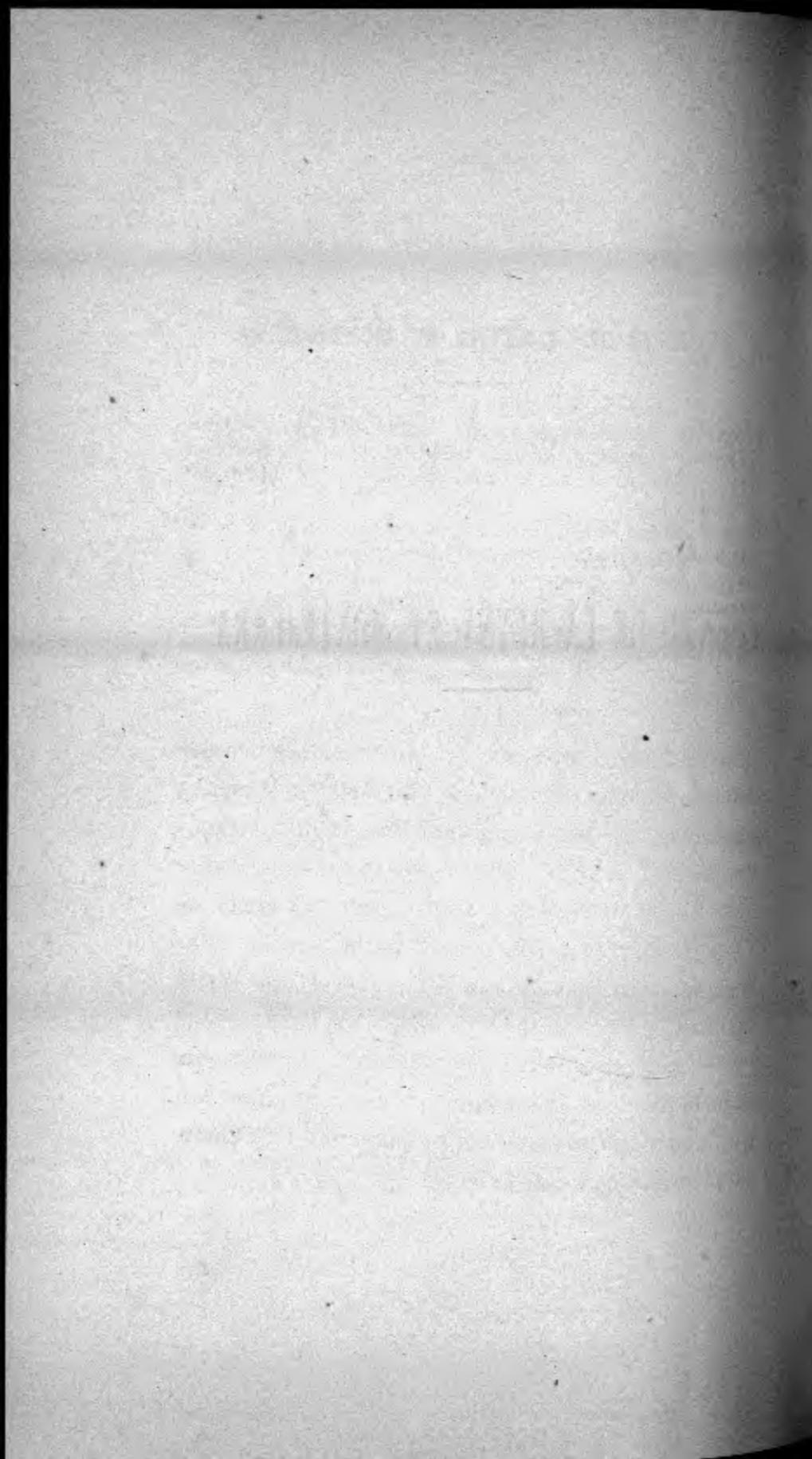
A l'exception de quelques malheureux, qui eurent le courage de leur opinion, tout fut mesquin et odieux dans cette guerre. Les révoltés ne pouvaient pas même invoquer leur héroïsme pour excuser leurs excès.

Les chefs furent lâches, ils abandonnèrent leurs soldats. Dans des circonstances semblables, on meurt ou du moins on tombe avec dignité. Rien de tout cela n'eut lieu. Les hommes du 3 janvier furent promptement débarrassés de ces ennemis. Il ne rés-

tait à combattre que le carlisme, mais le carlisme était un adversaire autrement redoutable. Ce parti devait encoré assister à la chute du maréchal-duc et de ses collègues, épuiser des armées nombreuses, résister à des échecs sérieux et tenir tête aux meilleurs généraux de l'Espagne libérale.



PUENTE-DE-LA-REYNA ET MONTEJURRA



PUENTE-DE-LA-REYNA ET MONTEJURRA

SOMMAIRE. — Moriones en Navarre. — Il reçoit l'ordre d'attaquer Estella. — Les Républicains à Puente-la-Reyna. — Les carlistes se décident à accepter la bataille. — Combat de Puente-la-Reyna.

L'armée libérale revient vers le sud et menace Montejurra. — Bataille de Montejurra. — Les carlistes en Guipuzcoa.

Les carlistes du Centre. — Expédition de Santés. — Santés à Cuenca. — Etat de la Catalogne. — Combat de Prades. — Moriones à Tolosa. — Le curé Santa-Cruz soulève deux bataillons Guipuscoans, ce qui permet aux républicains de continuer leur mouvement de retraite en toute sécurité. — Préparatifs du siège de Bilbao.

La campagne de Guipuzcoa étant terminée heureusement pour les armes de la République, Moriones se dirigea vers la Navarre dans l'intention de reprendre Estella. L'armée libérale arriva sans incident à deux lieues de cette place en suivant les bords de l'Ega et s'arrêta devant le Montéjurra, position stratégique de la plus grande importance et que Marto appelait une des portes d'Estella.

Les généraux carlistes ne voulurent pas descendre dans la plaine et laissèrent Moriones continuer tranquillement son mouvement, se préparant à l'attendre de pied ferme en cas d'attaque.

Moriones remonta alors vers Artajona et s'établit à Puenta-de-la-Reyna avec sa première division, forte de 9,500 hommes, 12 pièces et 200 chevaux; la seconde, composée de 3,500 fantassins, 857 chevaux et 10 pièces, s'établit à Lodosa, sous le commandement de Primo de Rivera.

Le 5, dans la soirée, le 2^e, 3^e et le 4^e de Navarre, avec deux canons, s'établirent à Mañeru et à Cirauqui, sous les ordres du brigadier Iturmendi. Le général Argonz resta à Estella avec le 1^{er} et le 5^e, quatre compagnies du 6^e, 200 hommes du 8^e et deux pièces d'artillerie.

Le commandant général de Navarre, Don Nicolas Ollo, se dirigea sur Cirauqui avec un bataillon Alavaïs. Il apprit que le 5^e de cette province avait quitté le village pour aller appuyer le 2^e et le 4^e de Navarre à Santa Barbara.

A neuf heures du matin, l'action était engagée sur toute la ligne. C'était la première bataille sérieuse de la campagne, les combats précédents n'avaient guère été que des escarmouches, et l'action d'Eraul la plus importante n'avait duré que quatre heures.

A neuf heures et demie, les bataillons qui défendaient Santa Barbara, menacés d'être débordés, se repliaient en bon ordre sur les positions occupées par le général Ollo. Ce dernier ordonna alors plusieurs

charges à la baïonnette pour retenir l'ennemi. Les républicains électrisés par leur premier succès tinrent bravement tête aux Navarrais et ne se laissèrent pas entamer. La position devenait presque critique pour l'intrépide Ollo, lorsque à onze heures quatre bataillons de renfort entrèrent dans Cirauqui.

Les républicains, qui poursuivaient leur marche en avant, furent de nouveau attaqués par des troupes fraîches. Les deux canons d'Ollo habilement pointés prirent en écharpe l'avant-garde de Moriones et arrêtèrent ainsi l'élan de la colonne républicaine. En ce moment le feu se ralentit de part et d'autre.

Vers quatre heures, le 2^e de Navarre se lança en avant pour occuper une colline en face de l'ennemi, mais la fusillade des républicains fut si vive que le bataillon carliste dut renoncer à son premier projet et revenir en arrière.

Il est cinq heures ; l'armée républicaine se retire sur Puenta-de-la-Reyna, après avoir éprouvé des pertes très sensibles. La brigade de Ruiz Dana a eu quatre officiers supérieurs hors de combat. D'après le rapport officiel de Don Nicolas Ollo, les pertes de l'armée libérale s'élevaient à 87 morts, celles des carlistes à 37, parmi lesquels on citait un lieutenant colonel. Telle fut la journée de Puenta-de-la-Reyna. Les deux partis s'attribuèrent la victoire, quoique les

carlistes eussent seuls retiré un avantage sérieux du combat, celui d'avoir arrêté l'ennemi dans sa marche sur Estella. Moriones avait conquis plusieurs positions importantes, mais son plan n'était pas réalisé, puisque il renonçait pour le moment à avancer.

Moriones se contenta d'obliger les carlistes à se tenir sur la défensive pensant qu'à la prochaine bataille il pourrait venir plus facilement à bout de la petite armée de Don Carlos. Les opérations de Guipuzcoa étaient peu importantes ; Loma et Lizarraga s'observaient ; on en venait quelquefois aux mains, mais sans résultats appréciables.

Les troupes républicaines descendirent alors vers Los Arcos et se déployèrent devant le Montejurra, pour tenter de s'ouvrir un passage de ce côté. Les lignes des carlistes s'étendaient d'Arroniz à Villamayor. Les villages de Barbarin, de Luquin et d'Urbiola furent les trois points les mieux fortifiés par eux, et, de l'aveu des républicains eux-mêmes, ces positions étaient excellentes au point de vue de la défense.

Le 3 novembre, les colonnes de Moriones et de Primo de Rivera arrivèrent à Sesma. Le maréchal Elio, à cette nouvelle, se porta sur Arroniz, avec le premier de Navarre. Le 4, Primo de Rivera rejoignit à Los Arcos Moriones, qui était parti le premier dans

cette direction. A peine arrivés à Los Arcos, les républicains furent surpris par un affreux coup de temps. Il fallut renoncer de camper en plein air et chercher un refuge; Primo de Rivera mit à réquisition toutes les maisons de Torrès et Sansol, petits bourgs sis à proximité de Los Arcos. Le 5 et le 6, le mauvais temps continua, et l'armée libérale arrêtée ainsi dans sa marche perdit deux jours. Pendant ce temps, le vieil Elio, bravant l'intempérie de la saison, distribua son armée ainsi qu'il suit : Le bataillon n° 1 *El Rey* fut chargé de défendre Arroniz, le n° 2 *la Reyna* fut posté à Barbarin avec deux pièces. *El Principio* resta à Discastillo, on plaça le n° 4 *Doña Blanca* à Arellano, le n° 5 *Doña Elvira* à Villamayor, le n° 1 de Castille *le Cid* à Azqueta, le n° 1 de Biscaye *Guernica* à Luquin, le n° 2 *Durango* à Urbiola, le n° 3 *Arratia* à Yguzquiza; enfin les n° 1, 2 et 3 de Alava furent échelonnés sur les positions d'Ayegui. Les bataillons *Don Juan*, *Eraul* et *Aragon* occupèrent la ville d'Estella.

On s'attendait à un premier engagement pour le 6, mais les républicains ne donnèrent pas signe de vie ce jour-là.

Le 7, dans la matinée, l'avant-garde républicaine avança par le *Portillo* suivi de plusieurs brigades qui se massèrent du côté de Barbarin. L'artillerie

carliste ouvrit le feu et culbuta quelques cavaliers de l'avant-garde. Ce fut le signal de la bataille.

Moriones disposa 16 pièces pour répondre à la faible artillerie royaliste et canonna vigoureusement les positions qu'il avait l'intention d'enlever. Une forte colonne s'élança au bout de quelques instants sur le village de Barbarin. Là on se battit corps à corps et la lutte fut acharnée.

Le bataillon n° 2 *la Reyna* ayant épuisé ses munitions dut revenir en arrière, ce qui permit aux républicains de s'établir sur une première position abandonnée, mais, contenus par le 1^{er} et le 4 de Navarre, ils ne purent aller en avant.

Pendant qu'on se battait à Barbarin, une autre colonne républicaine attaquait les villages de Luquin et d'Urbiola, qui furent enlevés sans coup férir, les carlistes s'étant postés sur les hauteurs environnantes. Les républicains furent ensuite moins heureux qu'à Barbarin ; les Biscayens et les Navarrais les repoussèrent vigoureusement.

La nuit mit fin à la lutte, qui allait reprendre le lendemain d'une manière plus décisive. Don Domingo Moriones, le vainqueur d'Oroquieta, devait être peu satisfait du résultat de la journée ; ses soldats s'étaient bien conduits, mais il y avait encore du chemin à faire pour arriver à Estella. Don Carlos avait assisté à la

bataille, qui était encore plus sanglante que celle de Puenta-la-Reyna. L'historien Pirala ne pouvait donc accuser cette fois le prince de tenir des conciles pendant que ses volontaires versaient leur sang pour lui conquérir un trône. Il est des calomnies indignes de l'histoire ; elles sont monstrueuses ou grotesques, mais l'esprit de parti ne s'arrête à aucune considération. Ce ne sont pas les appréciations qui flétrissent ou rehaussent un homme, ce sont les faits.

Dans la nuit du 7 au 8, les carlistes prirent de nouvelles dispositions afin de résister à l'attaque du lendemain, qui, selon toutes les apparences, serait encore plus sérieuse que celle de la veille. Dorregaray massa cinq bataillons à Villamayor, avec les généraux Valdespina, Laramendi et Llorente; Velasco prit position à Azqueta avec quatre bataillons; Ollo, Iturmendi et Argonz s'établirent à Arellano. Le 8, le mauvais temps recommença et les républicains voulurent profiter de la tourmente pour avancer du côté de Barbarin et Luquin. Leur tentative ne fut pas couronnée de succès et les carlistes tinrent encore ferme comme la veille.

A midi, les républicains, qui s'étaient repliés sur les positions conquises dans le combat précédent, revinrent à la charge et échouèrent de nouveau.

Ce fut à ce moment que Don Carlos se présenta à

Villamayor avec son état-major; le groupe fut sans doute reconnu, car on lança de son côté cinq obus, dont un éclata près du prince. Le feu cessa dans l'après-midi, et Don Carlos revint à Estella.

On s'attendait à une nouvelle bataille pour le 9, lorsqu'on apprit que les républicains se repliaient sur Los Arcos. Les carlistes prirent alors l'offensive et avancèrent jusqu'à Cogullo; là ils durent s'arrêter devant le feu de l'artillerie qui couvrait la retraite de Moriones.

L'armée républicaine, parvenue dans la plaine, se retira en bon ordre, ce qui fit que le général en chef de l'armée du Nord s'attribua encore la victoire, alléguant dans son rapport que son but n'était pas de prendre Estella, mais de tâter les carlistes; d'un autre côté, on savait que M. Castelar avait ordonné à ses généraux de débloquer Tolosa et de s'emparer de la capitale de la Navarre carliste. Cette seconde partie du programme du dictateur ayant échoué, on pouvait donc compter la bataille de Montejurra comme un succès pour les armes de Don Carlos.

L'historien Pirala range le combat de Montejurra parmi les succès de l'armée libérale. Nous sommes d'un avis diamétralement opposé pour les raisons que nous venons de donner. Les républicains s'avancèrent, il est vrai, jusqu'à Villamayor; la journée du 7 leur

fut assez favorable, ce sont des faits acquis ; mais que penser de cette brusque retraite sur Los Arcos dans la matinée du 9 ?

L'objectif de Moriones était Estella. Qu'on lise la *Gaceta* de Novembre 1873, et on verra si le général en chef n'avait pas projeté de refouler les carlistes dans les Amezcoas ?

Du reste, l'opinion condamna Moriones, qui perdit beaucoup. Donc, n'en déplaise à M. Pirala, avec tout l'esprit que je peux lui supposer, il y a quelqu'un qui a encore plus d'esprit que lui, c'est tout le monde. L'effet moral de l'affaire de Montejurra fut relativement considérable et ne fit qu'accroître l'enthousiasme des volontaires de Charles VII.

A cette occasion, Don Carlos adressa au vieil Elio la lettre qu'on va lire :

“ Mon cher Elio,

“ Tu es capitaine général depuis que mon oncle Don Carlos VI t'a offert cette dignité, malgré tous tes refus, refus fondés, non seulement sur ta modestie, mais encore sur cet esprit chevaleresque qui tenait à donner un exemple de désintéressement dans un siècle où la révolution a réveillé de si grandes ambitions.

“ Mais, comme roi, je dois faire justice. Je t'ai vu à mon côté, dès le début de cette héroïque campagne,

lutter contre des difficultés de toute espèce, diriger sans mes ordres des batailles comme celles de Allo et de Discastillo, et la dernière de Barbarin et Urbiola, le 7, 8 et 9 de ce mois. Je crois, du reste, ne pouvoir donner à mon armée une preuve plus grande de ma reconnaissance qu'en récompensant sa valeur dans la personne du vétéran de notre sainte cause.

« Je te prierai donc à l'avenir d'ajouter, à ton écharpe de lieutenant général, ce troisième *entorchado* que tu pourrais porter depuis tant d'années.

« Dieu te garde,

« CARLOS.

« Quartier royal d'Estella, 12 Novembre 1873 ».

Cette lettre, comme le disait le prince, était une juste récompense pour ce vétéran de la légitimité. Les hommes sont grands par leur fidélité et leur dévouement. La haine des partis respecte toujours ces deux belles vertus.

Pour perpétuer le souvenir de la bataille de Montejarra, Don Carlos, par décret du 9, ordonna qu'on fit frapper une médaille commémorative. Quant au général Moriones, il renonça à revenir sur Estella, les carlistes ne devant pas tarder à reprendre l'offensive.

Dans le centre, malgré l'insuccès des premières

tentatives, Santès devait de nouveau pousser en avant. Le 4, le général carliste réunit ses principales forces à son quartier général de Chelva et se dirigea sur Pedralva, qu'il enleva sans coup férir. Le 5, à deux heures, les carlistes entraient dans une autre ville, où ils s'emparèrent de plusieurs effets de guerre. Le 7, le bataillon n° 1 de chasseurs, qui s'était détaché un instant de l'expédition pour percevoir des impôts, rejoignit, à Chiva, l'armée de Santès. Du 8 au 10, on passa successivement par des villes libérales assez importantes ; 65 volontaires vinrent s'incorporer aux carlistes, et on s'empara, en outre, de quelques chevaux et d'un nombre assez considérable de fusils.

Le 12, Santès était à Janassema, après avoir échangé quelques coups de feu avec une section de volontaires de la République.

Le 15, Santès arriva devant Guenca. On s'attendait si peu à l'attaque des carlistes qu'on n'avait fait aucun préparatif pour leur résister. La garnison de la place consistait en 100 soldats de l'armée régulière et 500 volontaires.

Les carlistes entrèrent dans Guenca et s'emparèrent des principaux quartiers sans grandes difficultés; ce ne fut que devant l'hôpital que la lutte devint sérieuse. Cet édifice fut toutefois emporté

après une heure de combat. A la suite de cet échec, la garnison ne se défendit que mollement; les volontaires de la République, qui s'étaient enfermés dans l'hôtel de l'Université, arborèrent le drapeau blanc parlementaire et demandèrent à traiter.

Les carlistes trouvèrent dans la place 400 carabines Minié et 300 fusils de différents systèmes; leurs pertes étaient insignifiantes. Ils évacuèrent la ville le 17, et le 23 ils rentrèrent à Chelva, de retour d'une expédition qui n'avait pas été pour eux sans gloire. Ce succès encouragea Cucala à tenter aussi son expédition dans le royaume de Valence. Les généraux républicains furent forcés de dégarnir plusieurs points stratégiques, afin d'éviter que l'armée assiégeant Carthagène ne fut prise entre deux feux. Il est hors de doute que les cantonalistes entretenaient des relations avec quelques chefs carlistes, mais ces relations n'arrivèrent jamais à être un traité d'alliance offensive et défensive, ainsi qu'on la prétendu depuis. Don Carlos n'eut jamais accepté un compromis quelconque avec les hommes d'Alcoy; on sait qu'il est des alliés qui déshonorent tout ce qu'ils servent.

Toutefois, en haine des *unitaires*, les cantonalistes auraient pu seconder les efforts de Cucala; ils ne l'ont pas fait, et les royalistes n'ont qu'à s'en féliciter.

La guerre prenait un caractère plus sauvage dans ces contrées, l'organisation des troupes royales étant encore fort incomplète. A Jativa, par exemple, il y eut des scènes regrettables, rappelant un peu trop le moyen-âge, mais, de leur côté, les libéraux ne faisaient rien pour humaniser cette guerre; aussitôt que les carlistes avaient évacué une ville, les gens d'opinion suspecte étaient arrêtés et emprisonnés ou bien traités en parias, si l'on ne pouvait produire aucune accusation sérieuse contre eux. En temps de discorde civile, les haines appellent les haines, et les représailles sont suivies de nouvelles représailles, selon que la fortune favorise ou trahit à un moment donné un des partis en lutte.

De tous les chefs carlistes opérant dans le centre, le plus audacieux était assurément Santès, qui menait ses gens, tantôt jusqu'au Maeztrago, tantôt jusqu'aux bords de l'Ebre.

Marco Bello s'était présenté devant Ségura, et, de retour de son expédition, avait réussi à pénétrer dans Daroca, ville de 4,000 habitants, sise à 14 lieues de Saragosse.

Nous pourrions encore citer d'autres noms et raconter une foule de petites expéditions, mais tous ces détails nuiraient à l'intérêt du récit.

En Catalogne, il y eut un combat sérieux entre les

volontaires de Tristany et une brigade républicaine. Le général carliste, qui avait échoué dans l'attaque de Walls, était revenu à la charge, exécutant avec une habileté consommée certains mouvements qui trompèrent complètement les libéraux sur ses intentions. Le bataillon de Barcelonne n° 3 s'avança jusqu'à Prades, avec une section de cavalerie et d'artillerie. Pendant la nuit, Tristany fit garder le chemin de Prades à Montblanc. Le lendemain, la colonne républicaine sortit de Prades, et la lutte s'engagea à une faible distance de cette dernière ville. Les carlistes, qui recevaient des renforts de toutes parts, écrasèrent les libéraux et firent 200 prisonniers; le soir, ils couchaient à Prades; le bataillon de Barcelonne n° 5 n'existe plus.

Un lieutenant colonel fut trouvé mort sur le champ de bataille. Le brigadier Salamanca, qui était à une faible distance, ne fit aucune tentative pour porter secours aux troupes engagées.

Le rapport de Tristany, qui rend compte de cette dernière affaire, fut rédigé à Prades en date du 20 octobre 1873.

Moriones, depuis son échec de Montejurra, avait renoncé à une nouvelle attaque contre Estella. Il revint en Guipuzcoa pour secourir Tolosa que les carlistes menaçaient de nouveau. Lorsqu'ils eurent

apris le dessein du général en chef de l'armée du Nord, ils se portèrent en grandes masses de ce côté et choisirent d'excellentes positions, si bien que la situation de Don Momingo Moriones devenait de plus en plus critique, lorsque survint un incident qui contribua puissamment à le tirer de ce mauvais pas. Le curé Santa-Cruz, qui s'était réfugié sur la frontière d'Espagne dans un château assez connu, pour que je ne me permette pas de le désigner ici, avait formé la résolution de reprendre du service. Les manœuvres prudentes de Lizarraga lui arrachaient souvent des mots d'indignation ; du reste, Santa-Cruz n'a jamais eu de sympathies pour Don Antonio Lizarraga. Ce dernier étant le commandant général de Guipuzcoa, ses subalternes lui devaient obéissance ; mais les idées de discipline ne peuvent jamais entrer dans certaines têtes, et les bonnes intentions ne justifient jamais des actes qui approchent de la rébellion. Il est heureux pour Don Carlos que l'armée du Nord ne présente pas sous ce rapport, le spectacle de l'armée de Catalogne.

Santa-Cruz, inspiré par des gens plus fanatisés que mal intentionnés, passa la frontière et se présenta devant Tolosa. Le bombardement de cette place avait commencé et on s'attendait à une reddition prochaine.

Le curé Santa-Cruz se présenta à Aztiazu le pre-

mier dimanche de décembre, à la tête de 600 hommes provenant du 1^{er} bataillon *El principe*, du n° 2 *el Carmen* et du n° 5 *Egoibar*. Les factieux criaient à tue-tête : *Vive le Roi! A bas Alphonse XIII!* et, de temps à autres : *A bas Lizarraga*. Ce qu'il y avait de plus grave dans la nouvelle situation que cette révolte créait aux carlistes, c'est que les partisans de l'ex-curé d'Hernialde étaient très-nombreux dans les bataillons Guipuzcoans, et qu'il suffisait d'un moment d'aveuglement pour entraîner la division Lizarraga.

Le commandant général de Guipuzcoa assistait à la messe, sans se douter de ce qui se passait; ce ne fut qu'à la sortie de l'Eglise qu'il remarqua un déploiement de forces inusité; il n'avait donné aucun ordre, il devait donc se passer quelque chose d'extraordinaire; Don Antonio Lizarraga est un homme énergique s'il en fut. Sans hésiter un instant, il commande la manœuvre; les volontaires indécis et regrettant peut-être leur équipée, se sentent ramenés au devoir par cette voix énergique; un des principaux meneurs de Santa-Cruz, le nommé Chapelardi, perd la tête et cherche son salut dans la fuite. Mais tout n'était pas encore fini; il restait à Santa-Cruz assez d'hommes pour être redoutable. Lizarraga ordonna alors d'avoir recours à la force. Quelques

coups de feu furent échangés, les révoltés se défendirent mal, et Santa-Cruz dut renoncer à sa tentative dont Moriones pouvait seul profiter pour le moment.

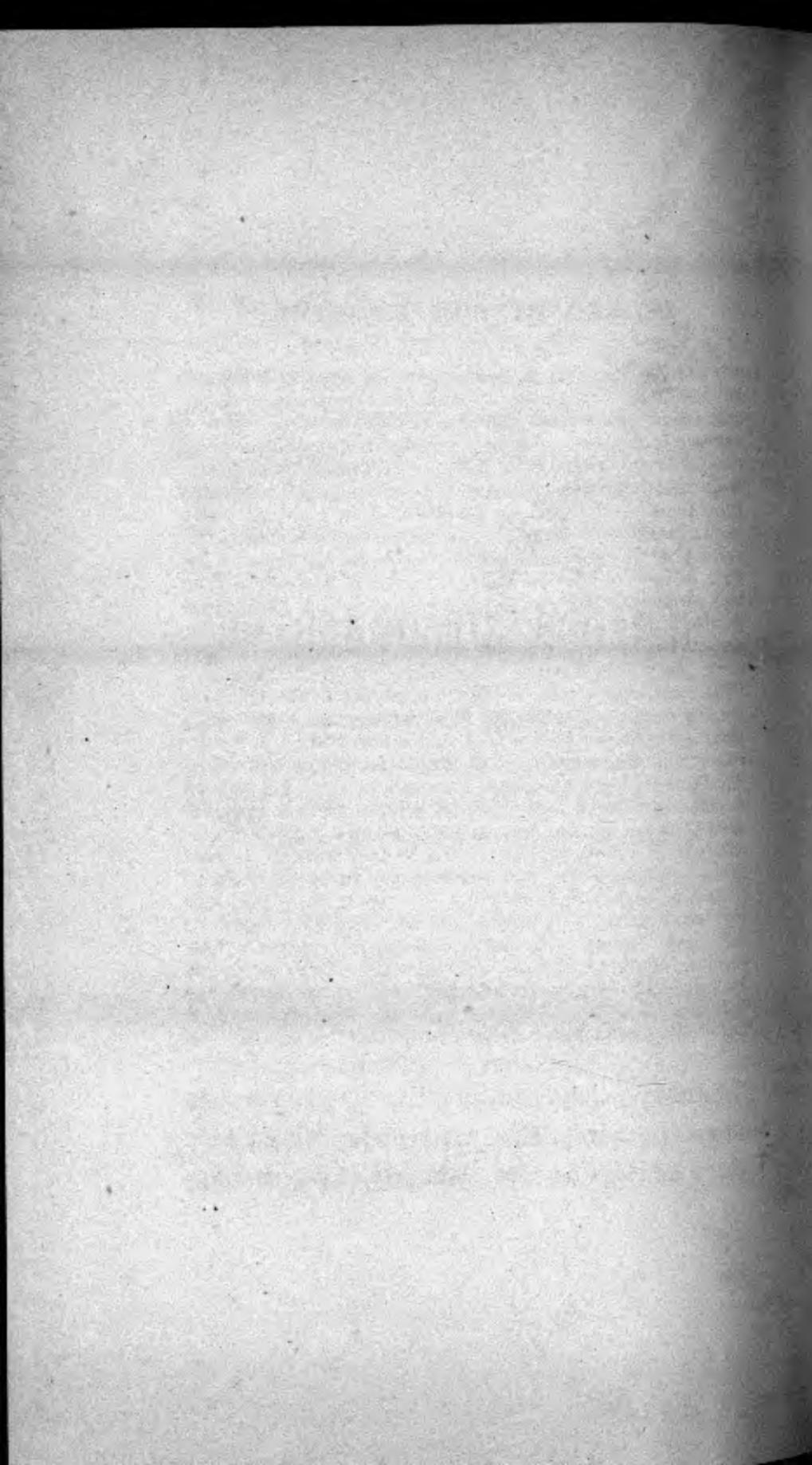
Une bataille s'engagea le 9 et se prolongea jusqu'au 10; Moriones, acculé à la mer, dut embarquer en toute hâte ses soldats pour Santander. Il avait échoué à Estella et à Tolosa, et, quoique cette dernière ville n'eut pas succombé, on sentait chaque jour les immenses difficultés que les généraux du gouvernement avaient à surmonter pour la ravitailler et rétablir les communications qui étaient interrompues à chaque instant.

Les carlistes, débarrassés de leurs ennemis, n'avaient plus qu'à reprendre l'offensive; c'est ce qu'ils firent en décidant d'assiéger Bilbao.

La République était condamnée à mourir; en vain le poète Castelar la célébrait-il à la tribune, en prononçant, à tout bout de champ, les mots de *patrie* et de *liberté*; on l'écoutait à peine et on se demandait avec anxiété quel serait le prochain soleil levant. À Carthagène, les cantonalistes tenaient en échec tout un corps d'armée; au Nord, le carlisme avait pris un développement extraordinaire; à Madrid, on conspirait publiquement, et les conservateurs revenus de leur frayeur du 24 avril préparaient leur revanche. Cette fois toutes les chances devaient être de leur côté. La

République était usée, et les quelques illusions qui existaient à l'époque de la dissolution de la commission de permanence s'étaient évanouies à jamais.

BILBAO & SOMORROSTRO



BILBAO ET SOMORROSTRO

SOMMAIRE. — Premiers préparatifs pour le siège de Bilbao. — Attitude du parti alphoniste. — Siège de Portugalete. — Commencement du siège de Bilbao. — Sortie de la garnison. — Prise de Portugalete. — Prise du Desierto. — Proclamation de Don Carlos aux habitants de Bilbao. — Lignes de Somorrostro. Positions formidables des carlistes. — Inaction de l'armée de la République. — Entrevue de Don Carlos et du lieutenant-colonel du bataillon de Segorbe. — La guerre en Catalogne. — Ouverture de la campagne de 1874. — Marche de Tristany sur Vich. — Prise de Vich. — Attaque et prise de Manresa. — Tristany abandonne Manresa. — La trêve des fractions libérales. — Bombardement de Bilbao (21 février 1874). — Marche de Moriones sur Los Arcos. — Première bataille de Somorrostro. — Première journée (24 février). — Deuxième journée (25 février). — Défaite des républicains. — Effet produit par la nouvelle de la bataille du 25. — Dépêche de Moriones rendant compte de la bataille de Somorrostro. — Les alphonistes prêtent leur concours au gouvernement. — Moriones demande des renforts. — Bombardement de Bilbao, dans la journée du 25. — Les libéraux abandonnent Tolosa. — Le maréchal Serrano prend le commandement de l'armée du Nord. — Journées des 6 et 7 à Bilbao. — Attaque d'Olot (9 mars 1874). — Bataille de Castelfollit (14 mars 1874). — Chute d'Olot. — Expéditions de l'armée du Centre. — Première journée de Somorrostro (25 mars 1874). — Deuxième journée (26 mars). — Troisième journée (27 mars). — Mort de Olló et de Radica. — La disette à Bilbao. — L'armée libérale reçoit de nouveaux renforts. — Le maréchal Concha est appelé au commandement de l'armée du Nord. — Proclamation de Concha à ses soldats. — Troisième bataille de Somorrostro. — Les carlistes battent en retraite.

L'armée républicaine avait échoué en Navarre et en Guipuzcoa, ouvrant ainsi aux carlistes le chemin de Bilbao. Le siège de cette place, décidé depuis long-

temps, fut vivement pressé, et l'on prépara l'emplacement des batteries sur les hauteurs qui dominent la ville. Malgré les mauvaises nouvelles de Madrid, les généraux de Don Carlos avaient foi dans leur succès définitif. Leur armée était nombreuse et aguerrie ; elle comptait déjà 43 bataillons d'infanterie qui avaient fait leurs preuves, et les dernières victoires avaient considérablement accru leur audace et leurs espérances.

Dans la guerre de Sept-ans, les deux sièges de Bilbao avaient eu de sinistres résultats pour l'armée royaliste : la mort de l'héroïque Zumalacaréguy et la défaite de Villaréal. C'était un double avertissement donné par l'histoire ; mais on oublie vite les leçons du passé, d'autant mieux qu'on avait encore ce passé à venger. Les carlistes de 1874 voulaient avoir pour eux la gloire d'un triomphe aussi important qui élevait leur cause à son apogée, en attendant de nouveaux succès.

Un parti politique qui s'était tenu à l'écart l'année précédente rentra en lice pour combattre le carlisme ; ce fut la fraction Alphonsiste. Riche, puissante, comptant dans ses rangs plusieurs généraux en renom, elle devint tout-à-coup le plus redoutable adversaire du jeune roi Charles VII, qu'elle craignait, parce qu'elle savait que ce prince, installé à Madrid, disposerait

d'une force morale considérable et que ses principes seraient son plus puissant soutien. L'Alphonsisme avait souri à la République comme on sourit à un gouvernement d'existence précaire et qu'on renverse au premier effort. Le danger, pour lui, était D. Carlos. Plusieurs généraux *modérés* offrirent alors leurs épées au maréchal Serrano ; d'autres se firent prier, comme le vieux Concha ; tous finirent par se ranger autour du chef du pouvoir exécutif. Monarchistes constitutionnels, ils servaient la République nominale, quitte à changer l'étiquette et à redire le fameux mot de Lafayette en 1830.

Le maréchal Serrano, dont les sympathies pour la monarchie constitutionnelle étaient beaucoup moins accentuées, n'eut pas recours, dans le principe, aux champions de Don Alphonse : il se fut volontiers passé de leurs services ; la nécessité seule lui força la main. On avait assez de confiance à Madrid en don Domingo Moriones, malgré sa campagne malheureuse en Navarre. Ce général, en effet, ne manquait ni d'audace, ni d'intrépidité. En attendant, les carlistes se massaient autour de Bilbao et attaquaient Portugalete, dont l'occupation était d'une importance capitale.

Don Domingo, harcelé par les bataillons royalistes, avait dû s'embarquer avec ses troupes pour Santurce.

Il n'avait, pour ainsi dire, dû son salut qu'au bon état de la mer. Il lui fallait donc assez de temps pour réorganiser ses forces et tomber en nombre sur les assiégeants. La situation de Portugalete devenait critique, et l'armée républicaine paraissait avoir oublié les malheureux assiégés prêts à succomber d'un moment à l'autre. Ce qui préoccupait Moriones, c'était Bilbao et les formidables positions que les carlistes commençaient à occuper.

La place de Bilbao était défendue par le maréchal de camp Castillo, officier de mérite et généralement estimé. Son collègue Salazar était, au contraire, l'objet de l'exécration des carlistes, qui lui reprochaient une sanglante exécution de l'un des leurs et ses persécutions injustes contre leurs coreligionnaires politiques. La garnison comptait environ 6,000 hommes. Une partie de ces forces fit une sortie, le 30 décembre, pour occuper les monts Archanda et Banderas. Les carlistes furent d'abord délogés, mais les bataillons de *Marquina* et de *Munguia*, commandés par les lieutenants-colonels Sarazola et Gorordo, reprirent les positions conquises par les soldats de la République, qui rentrèrent dans Bilbao. Ce n'était que le commencement de la grande lutte. Il semblait, en effet, que la fortune politique de l'Espagne allait se jouer devant la *Civitas invicta*.



Le 21 janvier la ville de Portugalete capitula. Ce fut un grand jour pour la cause royaliste; deux canons et un grand nombre de fusils tombèrent entre les mains des vainqueurs. L'honneur de ce glorieux fait d'armes revenait à Don Castor Andchaga, un des vétérans de la guerre de Sept-ans. Ce vieux soldat avait de nouveau tiré l'épée pour son roi, malgré ses 74 ans. Le dévouement ne connaît pas de vieillesse.

L'artillerie carliste commençait déjà à donner des résultats satisfaisants. Elle était, du reste, admirablement servie par les officiers de l'arme que l'affaire Hidalgo avait poussés au carlisme. Le bataillon de Segorbe avait été pris en entier avec un lieutenant-colonel; son drapeau fut remis à Don Carlos.

Le 22, à quatre heures de l'après-midi, le commandant du fort Desierto fit arborer le drapeau blanc et se rendit avec quatre compagnies du régiment de Saragosse, 2 pièces de canon et 282 fusils. L'alarme se répandit dans Bilbao. L'invincible ville allait-elle donc perdre son titre fastueux? Ces deux succès étaient d'un heureux présage pour les royalistes, et, dans les villages qu'ils occupaient, les cloches des églises sonnaient à toute volée pour apprendre aux habitants que les volontaires Vasco-Navarrais avaient bien mérité du pays. Dans la question carliste, il ne

faut pas oublier que l'amour-propre national des Euskariens est le plus souvent en jeu.

Le nombre des prisonniers de Portugalete et du Desierto s'élevait environ à 1,200. A la suite de ce succès, Don Carlos éleva Dorregaray à la dignité de lieutenant-général; Don Castor Andechaga fut nommé maréchal de camp. Quelques jours après, Don Carlos adressait aux Bilbaïnos l'allocution suivante :

« Habitants de Bilbao,

« Portugalete, le Desierto se sont rendus. Luchana et plusieurs autres forts ont été abandonnés.

« Que peut espérer Bilbao en me résistant? Que peut espérer cette ville si riche et si florissante, une des plus industrielles et des plus commerçantes de notre Océan ?

« Si vous croyez que les souvenirs de la guerre de Sept-ans vous obligent à une résistance énergique comme celle de vos pères, comparez ces deux époques si différentes et considérez que les circonstances ne sont plus les mêmes.

« Alors vous étiez secondés par une armée de 30,000 hommes, qui était à Portugalete, et par des légions étrangères fournies par la France, l'Angleterre et le Portugal, nations dont l'influence vous protégeait, et le trône d'Espagne était occupé *de fait* par la fille de Ferdinand VII. L'heure des désillusions

n'était pas encore arrivée ; aussi beaucoup de libéraux de bonne foi pouvaient-ils considérer cette princesse comme une grande espérance.

..... A l'heure présente, quelle est votre situation ?

Il y a, à Madrid, un gouvernement sans prestige ni crédit, issu d'un coup de force et qu'aucune nation en Europe n'a encore reconnu. Vous voilà donc abandonnés à vous-mêmes, et vous luttez pour un ordre de choses sans nom.

Voyez les villes de Biscaye ; mes soldats les traversent à chaque instant, sans commettre d'excès et sans maltraiter qui que ce soit à cause de son passé politique ; et si, après avoir vu cela, vous voulez résister, pourqu'on fasse de votre ville un monceau de ruines ; comme à Portugaleto, la responsabilité est votre. Que le sang qui sera versé retombe sur vous !

» CARLOS.

» Quartier royal de Durango, 26 janvier 1874. »

Les carlistes n'avaient plus qu'à s'occuper du siège ; ils commencèrent par transporter les pièces conquises sur les positions qu'ils avaient choisies. La fabrique d'Asteaga (Viscaye) avait déjà fondu 3 pièces de siège, 4 de bataille (rayées) et 4 mortiers. Bien que ces engins n'eussent pas toute la perfection désirable, il n'en ressortait pas moins clairement que le siège

serait sérieux et que le bombardement causerait dans Bilbao de nombreux et sensibles désastres.

Les positions occupées par l'armée royale étaient formidables. On sait que les hauteurs de Luchana ne furent conquises, en 1835, qu'au prix d'une lutte sanglante, et pourtant on ne saurait comparer les lignes de Luchana aux lignes de Somorrostro. Le mont Abanto, sis à proximité de la mer, leur permettait de couvrir Portugalete, car ce n'était pas un mince avantage que d'avoir occupé ce point et l'entreprise de délivrer Bilbao devenait presque impossible pour les généraux républicains. Si Don Carlos avait pu disposer d'une artillerie convenable, toute la science militaire du vieux Concha eut échoué contre ces formidables lignes de défense, mais la lutte s'engageait le 28 mars et le 28 avril dans des conditions si défavorables, qu'on ne peut qu'admirer l'héroïque résistance de ces 18,000 Vasco-Navarrais, qui ont tenu tête à une armée de 50,000 hommes, secondée par une excellente artillerie.

Mais n'anticipons pas sur les événements. Les lignes carlistes s'étendaient donc jusqu'à la mer par Abanto et Murieta. Au-dessus, on remarquait les hauteurs de Pucheta et de *Peñas negras*; puis, plus en avant, vers la frontière de la province de Santander, *el alto de las Muñecas*, célèbre par la lutte du 28 avril.

Don Domingo Moriones, qui connaissait admirablement la guerre des montagnes, jugea d'un coup d'œil la situation et renonça pour le moment à débloquer Bilbao. Son armée était trop faible pour entreprendre une campagne ; il lui fallait quelques jours de repos. Moriones se résigna à attendre. Bilbao avait des vivres pour deux ou trois mois ; les républicains ne craignaient donc rien de ce côté pendant les mois de janvier et février. Ils espéraient pouvoir tout d'un coup revenir en force et faire leur entrée triomphale dans la capitale de la Biscaye.

Les prisonniers de Portugalet furent traités avec tant de considération et d'humanité que leur captivité fut plutôt une suite non interrompue d'ovations. Don Carlos fit asseoir à sa table le lieutenant-colonel Quijada et le complimenta sur sa défense.

— Vous allez retourner à Madrid, sans doute, lui dit le prince, puisque vos soldats vont être échangés contre un nombre égal de prisonniers carlistes ; on vous offrira sans doute un commandement, acceptez-le ; j'aime avoir affaire à des braves comme vous.

— Sire, fit alors Quijada, j'espère, en effet, qu'on me donnera un commandement. Je n'ai pas d'idée politique, je ne suis qu'un soldat. Le jour où V. M. entrera à Madrid, mon épée servira le roi.

— Sur le terrain chevaleresque, les Espagnols sa-vaient s'entendre.

En Catalogne, la guerre suivait son cours. Comme les grandes opérations militaires n'avaient jamais lieu dans cette région, l'attention du public se portait ailleurs. Cependant, la lutte ne manqua pas d'intérêt de ce côté, puisque ce fut la Catalogne qui soutint la cause de Don Carlos, alors que le soulèvement des provinces Vasco-Navarraises paraissait complètement étouffé. Il s'était trouvé un homme assez audacieux pour pouvoir tenir tête, avec une poignée de volontaires, à un gouvernement régulier et disposant, relativement, de forces considérables. Don Carlos pourra être trahi par la fortune, mais l'histoire n'oubliera pas le nom de cet homme.

L'année 1874 s'inaugura par l'attaque de Vich. Le 3 janvier, au moment où le général Pavia disper-sait la représentation nationale, Don Raphaël Tristany se dirigeait sur Manresa, avec 2,000 fantassins et 50 chevaux, pour présenter la bataille à la garnison de cette ville et pour tenter un coup de main, dans le cas d'une victoire. Les républicains virent les car-listes passer à portée de fusil et se contentèrent de les saluer au passage de plusieurs décharges bien nourries. Tristany, comprenant qu'il n'y avait rien à faire pour le moment, remonta vers Vich.

Les forces de Don Rafaël, augmentées à Prats de Llusanes, se composaient des bataillons n° 1 et 2 de Tarragone, du 1^{er}, 2^e, 3^e et 5^e de Barcelone, et du 1^{er} de zouaves. Il n'amena, en fait d'artillerie, qu'une simple pièce de montagne. Le 8, à neuf heures du soir, l'assaut fut donné à la ville.

Tristany fut des premiers à pénétrer dans la place. Il fallut un combat assez sérieux pour avancer. La conquête de chaque rue coûta une petite bataille; mais la garnison, surprise par une attaque aussi imprévue et ayant abandonné le mur d'enceinte, ne combattait plus que mollement. Vich était pourtant défendu par 1,000 gardes nationaux, le 2^e bataillon du régiment de Navarre et quatre compagnies de gardes républicains. C'était plus qu'il n'en fallait pour opposer une résistance héroïque.

La journée du 9 fut décisive; les défenseurs de la ville, ayant eu 150 hommes hors de combat, se rendirent en grande partie; d'autres préférèrent la fuite à la reddition.

Les carlistes s'emparèrent de deux canons Krupp. C'était bien inaugurer l'année 1874. La prise de Vich pouvait être rangée parmi les meilleurs succès de l'armée royale. Vich était jusqu'alors le centre d'opérations de l'armée libérale, qui devait à l'avenir s'appuyer sur Olot ou sur Gerona, mais comme l'Es-

pagne tout entière assistait, anxieuse, au commencement du drame de Bilbao, cet événement eut peu de retentissement.

Tristany ne s'en tint pas à ce premier succès. Le 4 février, il se présenta devant Manresa avec 2,000 fantassins et 150 cavaliers et pénétra dans la ville par surprise. Au moment où il donnait l'ordre à ses volontaires de rompre les rangs, pour prendre quelques instants de repos, un courrier vint lui porter la nouvelle de l'arrivée d'une colonne libérale forte de 3,000 hommes.

Tristany ordonna alors au bataillon n° 4 de Tarragone d'aller à la rencontre de l'ennemi et de le contenir au moins pendant deux heures.

Les volontaires catalans réussirent à distraire l'attention de la petite division républicaine et donnèrent à Tristany le temps de s'emparer de tous les forts de Manresa.

La garnison de cette place était encore plus nombreuse que celle de Vich, elle se composait du premier bataillon du régiment d'Amérique n° 14, de deux bataillons de gardes nationaux et de 1,000 mobilisés.

Les défenseurs de Manresa, après avoir évacué les fortins, se retranchèrent dans l'église et allaient se rendre à discrétion, lorsqu'un aide de camp, détaché

du bataillon n° 4 de Tarragone, vint informer Tristany que les troupes républicaines allaient déborder les forces carlistes. Don Rafaël donna l'ordre de détruire toutes les fortifications de la ville et commença à envoyer des renforts aux volontaires, qui étaient aux prises avec la colonne. Au bout de quelques heures, Manresa était entièrement évacuée. On avait pris mille fusils et un canon de 12.

La colonne libérale, ayant désormais la route libre, entra à Manresa. Tristany, après avoir soutenu quelques instants la lutte, jugea inutile d'engager une action générale dans des conditions désavantageuses pour lui.

Le gouvernement du maréchal Serrano était, comme on le voit, battu en brèche de tous les côtés. Le carlisme devenait si puissant, que les vaincus du 3 janvier, comme M. Castelar et d'autres, offraient leurs services au duc de la Torre. Toutes les divisions cessaient devant l'ennemi commun ; alphonquistes, fédéralistes et radicaux s'étaient unis dans une même haine. Cette alliance monstrueuse formait ce qu'on appelait alors l'unité du parti libéral. L'histoire qualifie comme il convient des conventions de cette espèce. On a beau invoquer le patriotisme, il y a des transactions inadmissibles. Les hommes comme les factions doivent avoir leur dignité. L'Espagne allait

donner un triste spectacle au monde. L'esprit de parti étouffait tous les scrupules.

Les premiers ouvrages autour de Bilbao ayant été terminés le 20 février, le marquis de Valdespina, commandant en chef l'armée d'opération autour de la place, fit savoir aux consuls des nations étrangères et au général Castillo que le bombardement allait commencer dans un délai de 24 heures et qu'on pourrait faire sortir de la ville les vieillards, les femmes et les enfants.

Cette communication de Valdespina jeta l'effroi dans Bilbao. Jusqu'alors les Bilbaïnos n'avaient pas fait aux carlistes l'honneur de les prendre au sérieux. La missive du général en chef les ramenait brusquement à la réalité; cependant, il faut dire, pour être dans le vrai, que ce moment de panique ne dura pas et que les Bilbaïnos s'étant préparés peu à peu à l'idée de subir un siège en règle, se rappelèrent l'héroïsme de leurs pères et se disposèrent à la résistance. Le 21, à midi 30, la première bombe tomba sur Bilbao et le bombardement continua sans interruption jusqu'au 22. Plusieurs édifices furent atteints.

Que faisait Moriones? Telle était sans doute la question que les assiégés devaient se poser de temps à autre. Don Domingo n'avait pas cependant perdu de

temps; aussitôt qu'il eut renforcé ses troupes, il descendit dans la direction d'Estella et poussa jusqu'à Los Arcos. Les troupes royales abandonnèrent aussitôt leurs positions de Somorrostro, pour surveiller les mouvements des républicains. Moriones, prévenu de la marche de ses ennemis, mit à réquisition tous les wagons de la compagnie du Nord et, faisant revenir ses soldats en arrière, leur donna, grâce à la vitesse du trajet, quelques heures d'avance. Il est prouvé que si Moriones n'avait pas perdu du temps en vaines hésitations, il serait rentré à Bilbao presque sans coup férir. Lorsqu'il songea à pousser vigoureusement jusqu'à la ville, le cercle de fer, un moment brisé, était déjà reformé. Les libéraux n'avaient d'autre alternative que d'assister impassibles à la chute de Bilbao ou de livrer une bataille sanglante. Le général républicain se prépara à faire son devoir.

Moriones massa 25,000 hommes à Castro-Urdiales et lança Primo de Rivera en avant le 15 février. Don Castor Andechaga, avec un bataillon biscayen et un castillan, tint bravement tête à l'avant-garde républicaine. Le général Primo de Rivera se replia sur Castro après ce premier insuccès.

Don Castor Andechaga, comprenant que le mouvement exécuté par les républicains n'était qu'un

ballon d'essai, abandonna quelques positions qu'il semblait impossible et dangereux de conserver. L'extension de sa ligne de bataille était en effet trop grande, et il n'avait que peu de monde à opposer aux 25,000 hommes de l'armée républicaine. Les travaux commencés à Abanto furent activement pressés et, en quelques jours, tout fut prêt de ce côté. Le point faible des carlistes était leur aile gauche, qui s'appuyait sur la position de las Cortès, mais ce qui rassurait Don Nicolas Ollo, c'était la concentration du gros des forces républicaines à Somorrostro. Don Domingo, confiant dans le succès, dédaigna de faire de la stratégie. Abanto était la meilleure des positions carlistes, Abanto allait donc être l'objectif des mouvements de l'armée libérale.

La bataille commença le 24. Moriones fit attaquer l'aile gauche, défendue par la division Velasco et la brigade Berriz. Plusieurs positions furent conquises par les républicains, mais comme le gros de leurs forces était massé à Somorrostro, on sentait que Moriones allait tenter un effort décisif à l'aile droite. En effet les hauteurs de Ramos furent occupées par quatre bataillons et on mit en batterie plusieurs pièces Krupp.

La journée du 24 avait été en somme favorable à Moriones. Celle du 25 allait décider du résultat définitif.

Le feu commença à neuf heures, toutes les pièces de l'artillerie républicaine cannonèrent les positions carlistes jusqu'à dix heures moins un quart. Deux divisions libérales s'avancèrent sur las Carreras, monticule qui constituait le centre de la ligne de bataille des Vasco-Navarrais.

A droite, les républicains traversèrent à gué la rivière de Somorrostro pour s'emparer du chemin qui passe entre Casa-Montaño et Picode Mantas. Le but des républicains était de tourner les positions carlistes, ce premier résultat obtenu. Tel est aussi l'avis de Don Nicolas Ollo, dans son rapport sur les combats du 24 et 25 février.

Lorsque les républicains ne furent qu'à quelques centaines de pas, les carlistes ouvrirent le feu à leur tour. Malgré l'effort de leurs généraux, les soldats de Moriones n'avancèrent plus. Cela dura jusqu'à trois heures de l'après-diner. A ce moment, le 1^{er}, le 2^e et le 6^e de Navarre chargèrent l'ennemi à la baïonnette avec la fougue qu'on leur connaît. Moriones, quoique légèrement déconcerté, ordonna une nouvelle attaque; les libéraux arrivèrent jusqu'au pied du fameux San Pedro, mais la résistance des carlistes fut si opiniâtre, que le général en chef de l'armée du Nord se replia sur Muzquiz et Somorrostro, vivement poursuivi par les Navarrais, qui étaient sortis de leurs

tranchées. La bataille était perdue. Une armée de 25,000 hommes, avec plusieurs batteries nouveau système, venait d'éprouver un sanglant échec.

Le parti libéral fut atterré en recevant les nouvelles du Nord. Toutes les divisions cessèrent, et les journaux de diverses nuances ouvrirent des souscriptions en faveur des blessés pour établir un service complet d'ambulance. La *Iberia* publia un article à sensation intitulé : *Bandera negra*, et poussa, la première, ce cri sauvage : *Guerre sans trêve ni merci*. La grandesse d'Espagne offrit son appui au gouvernement, et la duchesse de Medina-Coeli fut nommée présidente de la *Société de secours aux blessés*. Madrid eut la fièvre, on peut le dire ; jacobins et monarchistes crièrent à l'unisson : *Guerre au carlisme*. Le maréchal Serrano crut devoir prendre le commandement en chef de l'armée du Nord et remplacer les anciens généraux par Concha, Echagüe, Letona et Martinez Campos.

La défaite du 25 février avait profité surtout au parti Alphonsiste, qui pouvait, en cas de succès, tenter un coup de main militaire. En d'autres circonstances le maréchal Serrano se fut peut-être gardé d'appeler à son aide des alliés si compromettants, mais la crainte du carlisme primait toutes ces considérations.

Le bulletin de Moriones, au ministre de la guerre, était ainsi conçu :

« Castro 26. — L'armée n'a pu forcer les lignes de San Pedro Abanto et elle a été fortement éprouvée dans la journée d'hier. Qu'on envoie des renforts et qu'un autre général se charge du commandement. Six pièces de 10 centimètres restent complètement hors de service. J'ai conservé mes positions de Somorrostro et mes communications avec Castro.

» DOMINGO MORIONES. »

Ce document est d'un laconisme effrayant et explique aisément le désarroi des serranistes dans les premiers moments. Seuls les alphonquistes se distinguaient par leur zèle *carlophobe*. Le banquier Gandara promit de contribuer à la formation d'une division de 12 bataillons mobilisés et il faisait dans ce but des avances considérables. Les républicains eux-mêmes, comprenant que le 3 janvier devait leur être léger, poussaient eux aussi leur cri de guerre pour sauver la société. Profession de foi étrange de la part de ces hommes qui tenaient de si près aux héros d'Alcoy et de Carthagène.

— On préparait tous les renforts disponibles pour les envoyer à l'armée du Nord. Les dépêches de Moriones, postérieures à celles que nous venons de citer,

ne laissaient concevoir à cet égard aucune illusion.
Qu'on en juge plutôt.

« *27 février, quartier-général de la Rigada (près Somorrostro).* — Le général en chef, au ministre de la guerre.

« Je considère comme indispensable un renfort de six bataillons, 2 batteries de 10 centimètres avec des charges moins fortes que les précédentes et 3 batteries Plasencia avec 500 projectiles par pièce.

« DOMINGO MORIONES. »

« *Madrid, 27 février.* — Le ministre de la guerre au général en chef.

« Je vous envoie des forces assez imposantes pour renforcer votre armée. Que l'esprit de cette armée ne soit pas abattu, que la discipline soit bien maintenue : voilà où doivent tendre tous les efforts de son digne général en chef. »

Ces dépêches en disent plus long que tous nos commentaires et prouvent que le découragement avait alors envahi jusqu'aux régions officielles.

Le bombardement de Bilbao avait repris vigoureusement le 25 ; des bombes étaient tombées dans le théâtre et dans l'hôtel du général gouverneur de la place. Les carlistes, enthousiasmés par leurs succès du 26, s'attendaient, d'un moment à l'autre, à la nouvelle de la reddition de cette ville.

A la suite des derniers événements, Tolosa fut évacuée par le général Loma. Il ne resta donc aux libéraux, en Guipuzcoa, que Saint-Sébastien, Hernani et Irun. Don Carlos, accompagné du lieutenant-général Hermenegildo Ceballos, fit son entrée triomphale dans la nouvelle capitale carliste de la province. L'enthousiasme fut grand, et, du reste, tout le monde sait que la cause royaliste est la cause nationale pour les Vasco-Navarrais, il est donc inutile d'insister à ce sujet.

Le duc de la Torre quitta Madrid le 27 février. Il s'arrêta quelques jours à Santander et partit pour Somorrostro le 7 mars. L'amiral Topete inspecta les côtes cantabriques et put remarquer que les carlistes, qui avaient dégarni la ligne de Plencia à Lequeitio, étaient en train de mettre Santurce et Portugalete en état de défense. Le ministre de la marine réunit à la hâte une escadre forte de huit vaisseaux de bois, dont il donna le commandement au contre-amiral Barcaistéguy. De son côté, Zabala ne déployait pas moins de zèle, et les renforts arrivaient de tous côtés à l'armée du Nord. Revenus de leur frayeur première et voyant que les carlistes continuaient à rester sur la défensive, les libéraux se rassurèrent peu à peu. Ils se savaient forts et avaient conscience de leur force. C'était presque une garantie de succès.

Voici, d'après le journal la *Guerra*, quelques détails sur le bombardement dans les journées du 6 et du 7.

6 Mars. — Les bombes tombent en grande quantité et ont causé des dégâts importants dans l'hôtel de M. Murga. La calle del Correo a particulièrement souffert.

— Quelques projectiles tombent dans la rivière. Une gabarre a coulé avec son chargement.

— A Midi, une maison de la calle de la Ronda est atteinte à son tour. Comme elle menace ruine depuis l'explosion, on a pris toutes les précautions usitées en pareil cas.

— A l'entrée de la nuit, des incendies se déclarent dans la calle de Correo, Nueva, Ascao et Somesa, mais on parvient à se rendre maître du feu.

Dans la nuit du 6 au 7, huit projectiles sont lancés sur la ville.

— Dans la matinée du 7, on échange des coups de feu avec les volontaires biscayens des avant-postes de la Salve.

— La batterie de Quintana, qui a tiré pendant la nuit, cesse son feu. On lance quelques bombes de Casamonte.

A sept heures du matin, l'imprimerie de la *Guerra* paye à son tour sa dette au bombardement. Le même

accident se reproduit dans les bureaux de l'*Irurac-Bat*. La casa de Jaspe, de la calle de Correo, est trouée à jour. On calcule que dix-sept projectiles ont éclaté dans l'intérieur. Deux soldats tombent grièvement blessés, l'un devant l'église San Juan, l'autre devant la maison de M. Delmas. A quelques heures de là, d'autres soldats sont encore plus ou moins dangereusement frappés.

Comme on le voit par les lignes qui précédent, le siège était des plus rigoureux. Les Bilbaïnos se défendaient bien; leurs journaux leur rappelaient les journées de décembre 1835 et les excitaient à la résistance.

L'armée de secours s'organisait rapidement. Ils promirent d'attendre; ils devaient tenir parole.

Les nouvelles de Catalogne n'étaient guère favorables aux armées libérales. A peine de retour du Cuartel Real, Savalls fit encore parler de lui, et sa victoire eut un grand retentissement en Espagne. Jusqu'alors, les petits combats du *Principado* étaient considérés comme sans importance; cette fois les résultats matériels devaient être relativement considérables.

Le 4 mars, Don Francisco Savalls réunit, à Vich, le gros de ses forces, pour tenter un coup de main sur l'importante ville d'Olot. Le 9, la petite division

Miret, composée des bataillons 1^{er} de Gerone et 3^e de Barcelonne, donnaient l'assaut à la ville. Les assiégés se défendirent bien ; ils savaient qu'une forte colonne devait venir à leurs secours. Ils s'enfermèrent dans les forts San Esteban et Hospicio et tinrent les carlistes en échec toute la journée du 10.

De son côté, Savalls se prépara à tenir tête à la division Nouvilas qui arrivait à marches forcées pour dégager Olot. Le 12, il fit occuper toutes les hauteurs de Castelfullit. Le 14, Nouvilas instruit par ses espions de ce qui se passait, se dirigea vers la montagne par les traverses de Montagat, afin d'éviter de tomber dans les fourches-caudines que son adversaire lui avait préparées.

Savalls, qui prévoyait ce mouvement, envoya au devant des républicains, le bataillon de Gerone n° 1, sous les ordres du colonel Amiani. Les soldats de Nouvilas furent arrêtés dans leur marche. Une heure se passa ainsi, la brigade Auguet arriva enfin. Alors la bataille s'engagea sérieusement. Le 1^{er} de Gerone ayant réussi à occuper la Sierra, admirable position stratégique, et la brigade Auguet s'étant placée sur des mamelons voisins, la situation de Nouvilas devenait critique. Ses positions lui furent successivement enlevées. Les républicains étaient pris dans un cercle de fer. Dans une des charges, les

catalans les enfoncèrent et leur prirent 4 pièces de canons. Une partie de la cavalerie put seule s'ouvrir un passage, quelques soldats réussirent à se dérober aux poursuites des carlistes, mais la division libérale était anéantie ; on avait pris toute l'artillerie, 140 chevaux et 2,000 fusils. Le général Nouvilas fut fait prisonnier avec un grand nombre d'officiers d'état-major. La chute d'Olot fut la conséquence naturelle de cette victoire.

Dans le Centre, Santès avait repris ses expéditions aventureuses. Dans cette partie de l'Espagne, la guerre avait un caractère tout particulier. Les volontaires royalistes consentaient volontiers à sortir de leur territoire ; il n'en était pas de même dans le Nord, où les conditions de la lutte sont du reste toutes différentes.

La seconde bataille de Somorrostro eut lieu le 25 mars. Le général Primo de Rivera commandait l'aile droite de l'armée républicaine, Loma le centre et Letona l'aile gauche. Les premières positions carlistes confiées aux volontaires de Guipuzcoa furent levées après une lutte assez vive. L'escadre secondait les soldats du maréchal Serrano.

Cette première journée, du 25, avait donné un résultat assez insignifiant en somme. Les pertes avaient été sensibles de part et d'autre. La journée du lendemain devait être encore plus sanglante.

Le 26, la division Primo de Rivera avança jusqu'à Pucheta, petit bourg d'une trentaine de maisons sis à un demi kilomètre de San Pedro Abanto. Les carlistes, qui avait établi leur principale ligne de défense de Montaño à Abanto de Suso, avaient repoussé toutes les attaques de ce côté. Pour les forcer, il fallait combattre à découvert, tandis qu'ils se trouvaient à l'abri derrière leurs parapets et dans leurs tranchées. Les républicains cependant se comportèrent vaillamment; un grand nombre d'officiers furent mortellement atteints. On trouva près de Pucheta un colonel étendu le bras en avant, comme s'il voulait encore donner à ses soldats, après sa mort le signal de l'attaque.

Le 27, toute l'artillerie libérale battit San Pedro Abanto. A une heure, Loma et Primo de Rivera attaquèrent l'église de San Pedro et Murrieta. Les républicains vinrent à plusieurs reprises se briser contre les lignes de défense des carlistes. Primo de Rivera tomba grièvement blessé et lorsque ses soldats le virent transporter sans connaissance sur un brancard, suivi de ses deux ordonnances, dont l'un conduisait son cheval et l'autre portait son épée, un profond découragement s'empara d'eux et il fallut renoncer à de nouvelles attaques. Loma avait été frappé à son tour, ainsi que le brigadier Terrero. Le

28, l'artillerie continua à canonner les positions carlistes. Le 29, on se contenta de lancer quelques projectiles. Un obus tua Ollo et Radica. Ce fut une grande perte pour le parti carliste. Sa victoire était ainsi trop chèrement payée.

Les journées des 25, 26 et 27 étaient un nouveau triomphe pour les armes royalistes ; l'armée républicaine complètement réorganisée et refaite avait encore échoué. A Madrid, les officieux eurent peur ; Bilbao pouvait ouvrir ses portes d'un moment à l'autre et le général Castillo, qui commandait la place, pouvait se défendre avantageusement, devant un conseil de guerre, d'avoir fait ce que lui prescrivaient le devoir et l'honneur, en admettant que la capitale de la Biscaye vint à succomber.

Les vivres, en effet, étaient d'un prix exorbitant ; on mangeait un pain jaunâtre qui faisait horreur à voir ; les viandes ordinaires se taxaient à un prix très élevé. Ajoutez à cela les tristes effets d'un bombardement presque continu. En faisant abstraction de toute opinion politique, on ne peut qu'admirer la résistance du général Castillo qui chargé de défendre une place de guerre, la conserva, jusqu'au bout, à ceux qui l'avaient confiée à sa loyauté d'homme et à sa bravoure de soldat.

Don Carlos pleura la mort de Ollo et de Radica.

Ce malheur lui fit oublier le succès de ses armes. Le vieil Elio fut également affecté et n'osa pas annoncer à l'armée la triste nouvelle ; il avoua une grave blessure.

Peine inutile, les Navarrais apprirent vite la vérité. Nous avons perdu deux héros, disaient les officiers. Ils avaient raison d'autant plus que les héros se remplacent difficilement.

Le siège de Bilbao continuait sans incident remarquable. Dans l'intérieur de la ville le prix des vivres augmentait chaque jour. Aussi on lisait dans l'*Iru-rac-Bat*, du 9 avril : « La viande de cheval se vend si cher, qu'elle devient un plat de luxe et à la portée seulement de certaines bourses ». L'armée libérale n'allait donc pas tarder à engager de nouveau la bataille ; Bilbao agonisait.

A Somorrostro, carlistes et républicains s'observaient. Une horrible tempête se déchaînant sur la côte Cantabrique, devait suspendre les opérations pendant plusieurs jours. Dans la nuit du 11 au 12 avril, sa violence fut telle que les quelques tentes de campagne qu'on avait dressées furent emportées ; les tranchées se transformèrent en ruisseaux et dans les bas fonds la tempête créa comme par enchantement des étangs où pataugeaient les malheureux volontaires sans abri et mal vêtus. Jamais Don Carlos ne

put mieux admirer la constance et l'admirable résignation de ses soldats. Pour relever le moral des habitants de Bilbao, le général Lopez Dominguez, adressa au gouverneur de la place, la lettre suivante :

ARMÉE DU NORD

Général en chef

PARTICULAR

« Nous avons établi des signaux à Janéo. Dans les journées des 25, 26 et 27 nous avons gagné beaucoup de terrain. Continuez à résister comme vous l'avez fait jusqu'à présent. Nous avons ici 24,000 hommes, sans compter les 16,000 du marquis del Duero qui viendra appuyer notre aile droite. Les carlistes sont très découragés, ils se défendent, grâce à leurs formidables positions, mais notre artillerie les épouvante.

« Votre tout dévoué,

« LOPEZ DOMINGUEZ. »

La lettre de Lopez Dominguez exagérait assurément les légers avantages obtenus par les troupes libérales, mais comme il s'agissait d'encourager Castillo, il était nécessaire de présenter la situation sous des couleurs riantes.

Les généraux de l'armée Serraniste ne perdaient pas de temps. Après avoir comblé les vides dans les

bataillons, par des recrues appelées en toute hâte, ils avaient augmenté leur contingent d'artillerie. Leurs forces s'élevaient à 40,000 hommes environ, chiffre fixé par Lopez Dominguez, dans le document que je viens de citer. Les carlistes n'avaient que 18,000 volontaires à opposer à ces forces, relativement si considérables, mais, malgré la disproportion des combattants, leur faiblesse réelle consistait dans le manque d'artillerie. 8,000 hommes défendaient Bilbao.

Serrano, profondément affecté de son échec du mois de mars, se décida enfin à mettre en avant la personnalité de Concha, marquis del Duero, un des vétérans de l'ancienne guerre civile. Les sympathies du vieux Concha n'étaient un mystère pour personne et on pouvait craindre qu'il ne profitât des premiers succès pour proclamer Don Alphonse de Bourbon, roi d'Espagne, mais, pour le moment, le principal était d'écartier Don Carlos de la route de Madrid.

Concha forma le 2^e corps d'attaque qui devait opérer du côté de Valmaseda le passa en revue sur les hauteurs de la Rumpida, et adressa aux troupes, la proclamation suivante :

« Soldats,

« Les tercios de Flandre désiraient ardemment se trouver face à face avec tous les insurgés réunis, pour les anéantir en une seule bataille. Vous êtes aussi

braves qu'yeux et vous avez une occasion que n'ont pas trouvée ces vieilles milices, et que n'ont jamais eue nos soldats de la dernière guerre civile. Nous sommes sûrs de vaincre, j'en suis tellement convaincu pour ma part, que je n'ai pas caché ma confiance à mes amis de Madrid, au moment d'aller vous rejoindre, oui, j'ai confiance que vos baïonnettes dégageront la route de Bilbao.

« Les circonstances où je me trouve, m'empêchent de combattre avec les guerillas, comme je l'ai fait autrefois si souvent. Je dois à ces rebelles d'avoir gagné neuf croix de Saint-Ferdinand. Maintenant je verrai comment vous savez les conquérir.

« Manuel de la CONCHA. »

Le 22, la 3^e division de l'armée du Nord, que le marquis del Duero avait formée lui-même, était prête à reprendre l'attaque. La bataille ne commença que le 27.

L'armée suivit la route d'Abellanada à Valmaseda, et canonna les positions d'Otañes. Les carlistes se défendirent bien, selon leur habitude.

Les généraux républicains avaient concentré toute leur attention sur un autre point, d'une grande importance, las Muñecas. Le pic de las Muñecas est situé à l'extrême des deux provinces de Santander et de Biscaye. Le terrain favorisait admirablement les carlistes.

Concha avait prévu toutes les difficultés à vaincre; c'était un homme de guerre émérite et sous sa direction, les généraux républicains devaient enfin percer la muraille humaine qui se dressait entre eux et Bilbao. Le pic de las Muñecas fut emporté après un combat sanglant, Otañes fut aussi occupé par les troupes libérales.

Restait le terrible San Pedro Abanto, mais Concha désespérant d'enlever cette position, qui était pour ainsi dire une place forte élevée par la nature, avait décidé de la tourner : aussi les carlistes pris en queue et canonnés vigoureusement par l'escadre, se trouvaient réduits à une capitulation.

Le vieil Elio, prévoyant la catastrophe, fit part à Don Carlos de ce qui se passait et lui annonça la mort de Don Castor Andechaga, tué dans la journée du 28. Le jeune roi se prononça pour la retraite.

Ce qu'on avait à craindre, à cette heure critique, ce n'étaient pas les soldats de Concha, mais bien les volontaires royalistes eux-mêmes, qui refusaient d'abandonner Abanto sans combattre. Il fallut aux généraux de Don Carlos une énergie surhumaine pour prévenir un désastre.

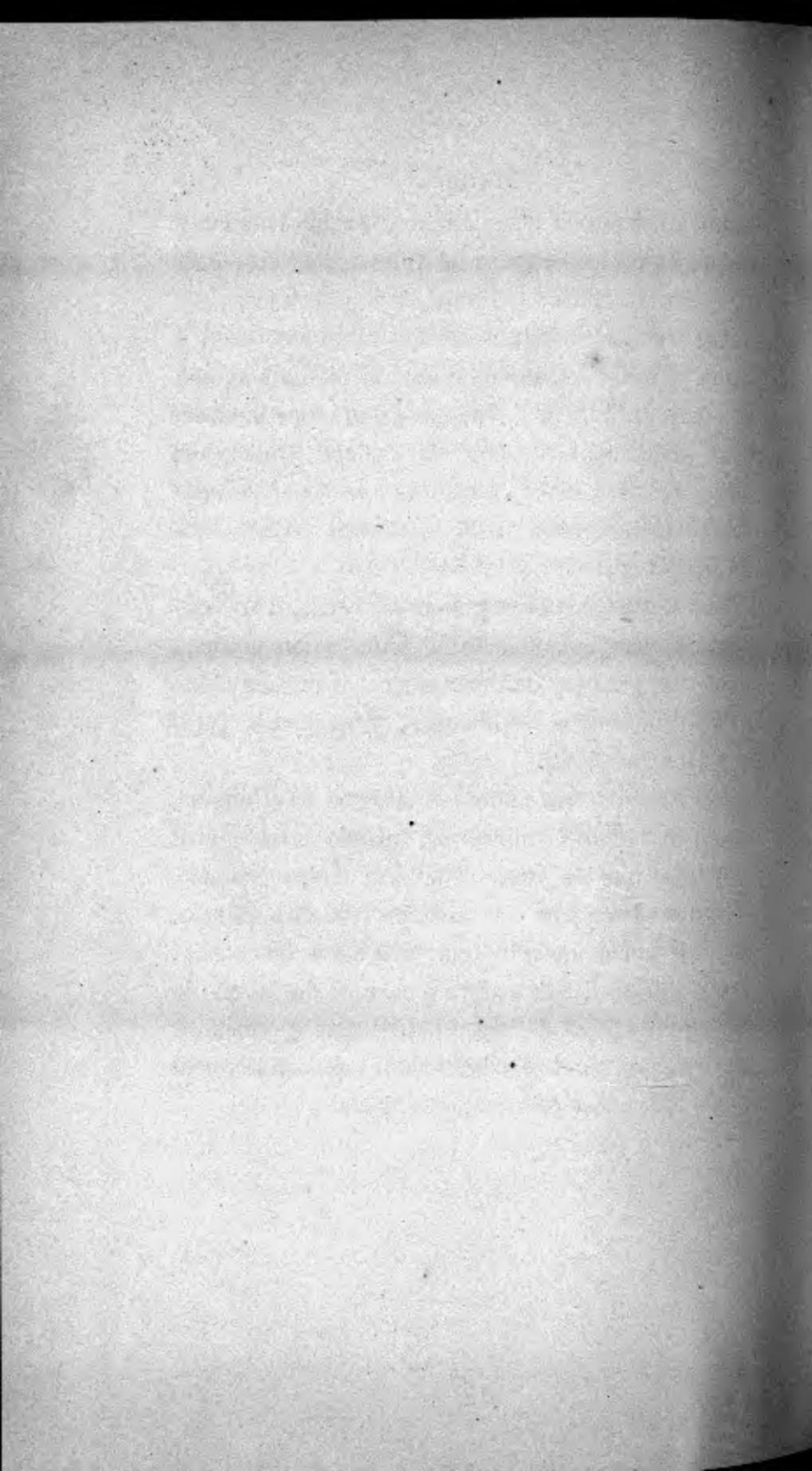
Enfin la voix de la raison l'emporta. Abanto et tous les autres points qui étaient encore au pouvoir des carlistes furent évacués. On se retira lente-

ment, musique en tête, comme pour une manœuvre pendant que les batteries de Quintana et de Pichon lançaient sur Bilbao leurs derniers projectiles.

Les troupes libérales entrèrent dans cette ville, le 2 mai dans la soirée. La réception fut enthousiaste et presque délirante. L'amour-propre des Bilbaïens était plainement satisfait; ils avaient soutenu un siège de trois mois. Il était temps cependant que l'armée républicaine brisât les lignes carlistes, car on parlait déjà de capituler.

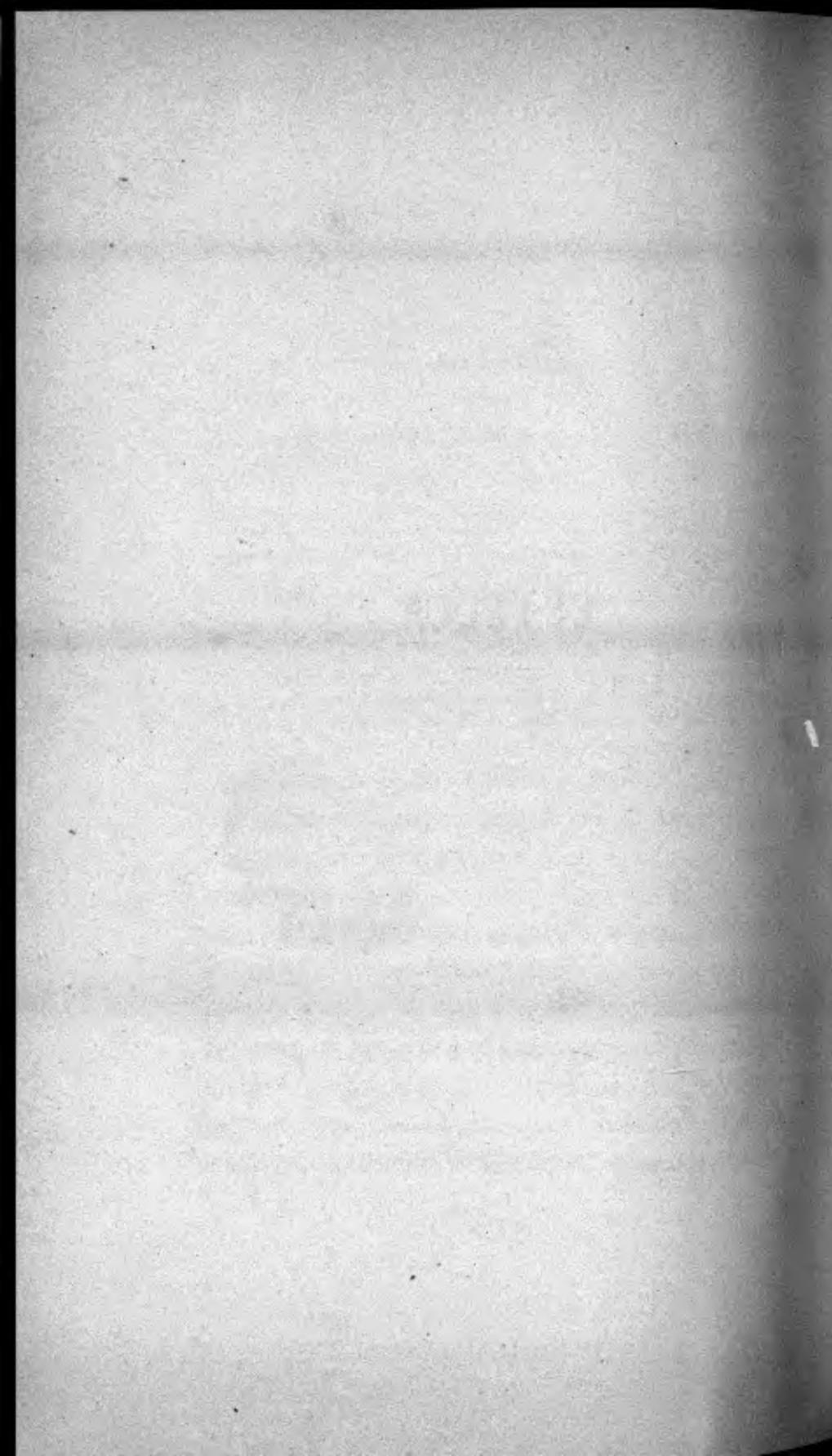
Don Carlos passa ses troupes en revue, il fut vivement acclamé. Les mauvais jours commençaient, mais les preuves de dévouement abondaient. Les partis sont comme les hommes, on ne peut les juger que dans l'adversité.

Les libéraux tout entiers à l'ivresse du triomphe, semblaient avoir oublié que l'armée carliste était intacte et que la guerre était loin d'être terminée. Quand on lutte pour une idée, on peut être vaincu : on n'est jamais anéanti. Toute fête a son lendemain. Après Bilbao, Estella ; après le combat de las Muñecas. Monte-Muro. Le maréchal Serrano s'attendait à un découragement certain, mais les gèns qui croient en quelque chose ne désespèrent jamais.





ESTELLA



ESTELLA

SOMMAIRE. — Résultats de la troisième bataille de Somorrostro. — Inaction de Concha. — Les carlistes reprennent l'offensive en Guipuzcoa. — Siège d'Hernani. — Concha à Orduña. — Violence de son langage. — L'armée libérale descend vers l'Ebre. — Concha à Salvatierra. — Discours prononcé dans cette dernière ville par le général en chef. — Les libéraux à Lodosa. — Proclamation de Dorregaray à l'armée carliste du Nord. — 25,000 mètres de tranchées sont ouverts autour d'Estella.

Intrigues alphonsistes dans l'armée républicaine. — Projets d'Echagüe et de Martinez Campos. — Bataille d'Estella. — Journée du 25 juin. — Les républicains gagnent du terrain. — Journée du 26. — Concha à Abarzuza. — Troisième journée. — Concha est tué à Monte Muro. — Défaite de l'armée libérale.

Le parti carliste, qui avait progressé jusqu'à Bilbao, commença à perdre du terrain après les événements d'avril. Le triomphe pour lui n'était plus aussi prochain qu'on avait pu le croire ; on entrait dans une ère nouvelle. Don Carlos, vainqueur à Bilbao, pouvait être reconnu comme belligérant ; les banquiers lui eussent offert leur crédit, et les troupes royales, convenablement réorganisées, auraient eu beau jeu contre le gouvernement anonyme du 3 janvier ; mais le génie de Concha avait dissipé les craintes des uns et les espérances des autres. Don Carlos était vaincu.

L'échec avait été terrible cette fois, mais les royalistes ne perdirent pas courage; ces coups de la fortune les grandirent à tous les yeux, parce qu'ils firent à leur cause des sacrifices encore plus grands que ceux qui avaient été faits jusqu'à ce jour.

On organisa des souscriptions pour se procurer de l'artillerie, et des sommes importantes furent versées entre les mains des autorités carlistes.

Ce qui contribua puissamment à rendre du courage à Don Carlos, ce fut l'inaction de Concha après la victoire du 30 avril. Les généraux de l'armée royale eurent le temps de couvrir Estella et, en Guipuzcoa, de reprendre l'offensive. Ceballos échoua à Hernani et dût se retirer après avoir lancé quelques obus sur cette petite ville. Les sièges, comme on le voit, réussissaient mal aux Vasco-Navarrais; ils n'avaient pas le matériel nécessaire, ni des forces suffisantes pour de pareilles entreprises.

Les troupes de Concha étaient entrées à Orduña. Le vieux Concha avait tenu aux habitants un langage sévère, selon son habitude, et leur avait exposé les dangers et les malheurs d'une guerre civile. Les soldats avaient commis de graves excès pour donner tristement raison aux paroles du marquis del Duero. Alors, dans le camp libéral, on répétait volontiers le mot du banquier Gandara : « Pour vaincre dans les

provinces Vasco-Navarraises, il faut faire le vide autour de soi ; l'habitant affolé de terreur finira bien par rendre gorge. » Les haines devenaient donc plus vivaces et la guerre menaçait de tourner à la barbarie, parce qu'à ces imprudentes déclarations les volontaires de Don Carlos finissaient par répondre par une lutte sans merci, comme en 1834. Depuis que les conservateurs avaient pris le dessus, leur attitude dans la question carliste devenait presque féroce ; on avait commis des excès dans les commencements de part et d'autre ; les libéraux avaient assassiné des prêtres à Tolosa et certains cabecillas carlistes s'étaient rendus coupables de violences, que nous avons flétries, mais les généraux Nouvilas et Sanchez Bregua n'avaient pas encore osé dire à ce noble pays basque : « Vous avez fait la guerre au nom d'un roi, qui n'est pas le nôtre ; nous vous dévasterons, nous vous prendrons votre sang et vos fortunes. »

Voilà pourtant ce que le vieux Concha commençait à dire à Orduña ; c'était un singulier moyen de pacification. Ce qui avait exaspéré les vaincus, c'était les excès commis dans certaines villes de l'Espagne, entr'autres à Palencia, où quelques soldats soudoyés se rendirent coupables d'un odieux sacrilège. L'église fut envahie et profanée, et l'on

renouvela une de ces odieuses scènes que l'on ne retrouve que dans les pages de l'histoire révolutionnaire de France. On s'en prenait à Dieu de l'existence du carlisme, comme si un parti en politique pouvait accaparer la divinité à son profit. En d'autres circonstances, ces brutales manifestations eussent indigné la conscience publique; cette fois, on considéra ces crimes comme autant de protestations anti-carlistes.

Les républicains avaient le premier rôle, en célébrant leur triomphe par les plus odieux excès.

Les conservateurs, eux, furent complices, puisqu'ils ne protestèrent pas, même pour la forme. Un étrange pays que cette Espagne, où l'amour de la religion dégénère souvent en fanatisme et qui veut prouver, dans les moments d'effervescence, qu'elle sait être à son tour impie et anti-catholique. Nous n'insisterons pas là-dessus, il y aurait trop de choses à dire.

Concha, après avoir évacué Orduña, descendit vers l'Ebre et arriva à Salvatierra le 26 mai. Il leva une contribution de 15,000 francs. Le maire, les conseillers municipaux, le clergé se réunirent pour lui exposer leur situation. Concha insista, et il fallut payer. Avant de quitter le village, le général en chef fit, dit-on, la déclaration suivante : « Je me bats aujourd'hui pour la République, mais je suis, au fond, un

royaliste convaincu ; en religion, je suis catholique. Je ne puis pas considérer Charles VII comme roi d'Espagne, puisque le pape n'a donné ce droit qu'à Don Alphonse, le fils de doña Isabelle. »

Pour un généralissime des troupes républicaines, cette profession de foi était presque originale ; mais on devait s'y attendre. Concha était, pour le moment, le représentant du parti alphonsiste. Le duc de la Torre fut loin d'approuver le discours de Salvatierra, mais il feignit de ne rien savoir ; il avait besoin du génie de Concha pour détruire le carlisme qui l'affrayait, même après Bilbao. Les carlistes comptaient à ce moment, d'après leur journal officiel, le *Cuartel Real*, 90 bataillons d'infanterie, répartis ainsi qu'il suit : 11 bataillons Navarrais, 9 Biscaïnos, 8 Guipuzcoans, 6 Alavais, 6 Castillans, 2 Cantabres, 2 Asturiens, 6 Aragonais, 2 de la province de Cuenca, 1 de Galice, 22 de l'armée de Catalogne et 25 de l'armée du Centre. Ce dernier chiffre me semble toutefois exagéré. D'après un colonel d'état-major du royaume de Valence, les carlistes n'avaient que 22 bataillons dans cette partie de l'Espagne. Les autres chiffres me paraissent rigoureusement exacts.

Don Carlos n'était pas un ennemi facile à abattre, et ce n'était pas en le traitant de brigand et d'aventurier, ainsi que le faisaient régulièrement, chaque

jour, les feuilles officieuses de Madrid, que les libéraux avançaient leurs affaires. En somme les amis de M. Serrano n'avaient pas trop le droit de pousser les hauts cris. On commençait à douter de la prochaine conclusion de la guerre. A Bilbao, les résultats obtenus avaient été nuls et la même armée, qui avait tenu en échec les soldats de Moriones et de Serrano à Somorrostro, se trouvait intacte à Estella.

En Catalogne, l'armée libérale était entrée à Prats de Llusanès, après un sanglant combat; mais toute l'attention de l'Espagne était fixée sur Estella. Le carlisme jouait sa dernière partie. Vaincu, il n'avait d'autre refuge que les Amescoas. La guerre pouvait durer longtemps, mais elle devenait une guerre de partisans, sans espoir et sans ressources.

Dans les commencements de juin, l'armée libérale entra en Navarre. La division Echagüe, forte de 6,000 hommes, s'arrêta à Larraga; Catalan prit position à Lodosa, avec 5,000 hommes; le restant des troupes n'avait pas encore quitté Logroño. Désormais les généraux de Don Carlos ne pouvaient plus avoir de doutes; l'intention de Concha était d'attaquer Estella, la Mecque du carlisme, et de détruire, du même coup, les forces qui se présenteraient pour le combattre. Le général en chef de l'armée du Nord était plein de confiance: « Je suis en train, disait-il à

ses officiers, de jeter un filet sur les carlistes, et, vive Dieu, ils ne briseront pas les mailles. »

Dorregaray, qui commandait en chef l'armée royale, fit creuser des tranchées autour d'Estella. Les femmes et les enfants se prêtèrent avec enthousiasme à ces pénibles travaux. La cause de Don Carlos étant pour les Navarrais la cause de la patrie ce fait n'a rien de surprenant. Aussi les fortifications carlistes furent-elles promptement terminées.

L'armée libérale avançait peu à peu. Enfin Concha se décida à quitter Logroño ; il arriva à Lodosa après une marche pénible et par un temps épouvantable. Deux prêtres et quelques bourgeois de l'endroit vinrent à sa rencontre. Le marquis del Duero répondit ce qu'on va lire à leurs compliments de bienvenue :

MM.

« La Navarre veut la guerre, soit, elle l'aura, non pas la guerre à laquelle elle a été habituée jusqu'à ce jour, mais la guerre dans sa réalité, qui oblige les habitants de Lodosa à vivre en paix avec l'Espagne ou à se réfugier dans les montagnes avec leurs corégionnaires et leurs défenseurs.

« La Navarre, jusqu'à la dernière guerre, était fière de son écusson et de ses souvenirs ; elle a déclaré la guerre à l'Espagne, et cependant, ni la Reine, ni les Cortès du royaume n'ont menacé ses

franchises. L'ingratitnde des Navarrais est un fait certain ; le gouvernement actuel me donne plein pouvoir pour punir impitoyablement les crimes, exactions et autres actes dignes de Vandales, commis au détriment de l'honneur national.

« Les prêtres, dont la mission est une mission de paix, devraient apprendre à leurs paroissiens ignorants que le prétendant Don Carlos n'est jamais allé à Rome baiser la mule du Saint-Père, parce que Pie IX, qui vénère l'étendard Castillan, ne l'a jamais reconnu. Jusqu'à ce jour vous n'avez payé d'impôts d'aucune espèce ; vous comprendrez votre changement de situation, lorsque le gouvernement exigera de vous des sommes deux ou trois fois plus fortes que celles qui sont demandées aux autres provinces et lorsque vos enfants paieront l'impôt du sang, comme de vrais espagnols. Les provinces fidèles rejettent dédaigneusement vos produits pour vous humilier, afin de vous appauvrir jusqu'au dénuement, puisque vous avez voulu les menacer des mêmes malheurs.

« On a dû vous dire qui je suis et ce que je fis dans la dernière guerre civile ; il ne me manque aujourd'hui, ni courage, ni éléments pour qu'on se souvienne de moi en Navarre.

« La guerre sera courte, je vous le promets, mais

elle se fera comme on doit la faire. Vous pleurerez ses funestes conséquences, vous vous rappellerez votre déloyauté. Il n'y a que quelques jours, vous avez livré à des avant-postes carlistes deux de nos soldats qui venaient vous acheter du pain.

« Souvenez-vous et soyez résignés.

» CONCHA. »

Aucun général n'avait parlé ainsi. Après cette déclaration brutale, la Navarre entière s'émouva et frissonna. Les travaux autour d'Estella furent rapidement terminés ; des vieillards demandèrent des armes. Concha avait cru semer la terreur, il n'avait réussi qu'à exaspérer ses ennemis. De l'aveu des libéraux eux-mêmes, le discours de Lodosa fut au moins imprudent. Le maréchal del Duero avait oublié que la Navarre fait partie de l'Espagne et que ces chaînes, qui s'étaient fièrement sur son écu, sont celles de las Navas de Tolosa. Le généralissime républicain regretta sa vivacité d'une heure. La déclaration qu'il fit dans la suite fut presque une rétractation, mais les fautes de certains hommes sont relevées par l'histoire, qui, elle, ne pardonne jamais.

Dorregaray ramassa le gant. Il menaça Concha de la guerre sans quartier. Il arriva que les haines s'envenimèrent encore davantage et que les carlistes, acculés dans Estella, se décidèrent à tenir jusqu'à la fin.

Dorregaray n'avait que 18,000 hommes à opposer aux 45,000 soldats du marquis del Duero. Les libéraux disposaient de 90 pièces, les carlistes n'en possédaient que 4 du système moderne.

Lorsque je me fus rendu, moi-même, compte de la situation, un profond découragement s'empara de moi et je n'étais pas seul à désespérer. Toutes les chances de succès étaient, en effet, pour l'armée républicaine.

Dans le camp de Concha, on était tellement assuré du succès, qu'on oubliait de faire de la stratégie pour s'occuper de politique. Echagüe et Martinez Campos insistaient vivement, auprès du général en chef, pour proclamer Alphonse XII, roi d'Espagne. L'occasion avait été manquée à Bilbao ; le moment était encore venu de tout oser. Martinez Campos était le plus ardent ; il faisait entrevoir de nombreuses désertions dans le camp carliste, à la suite du *pronunciamiento*, et, comme conséquence, la fin prochaine de la guerre civile. Entrons d'abord à Estella, répondait invariablement le vieux Concha. Un grand succès doit inaugurer le règne du jeune prince. On décida donc que l'on attendrait.

Doña Margarita était entrée en Espagne le 11 juin. Son voyage ne fut qu'une série d'ovations non interrompues. La princesse est, du reste, sympathique, et

les plus hostiles se sentaient portés vers cette jeune femme, qui allait rejoindre son époux dans des circonstances si difficiles.

L'attaque contre Estella commença le 25, à cinq heures du matin. Le marquis del Duero partit de Larraga, se dirigeant sur Oteiza, avec deux bataillons de la brigade d'avant-garde, deux autres du 3^e corps et six pièces Plasencia. Derrière Concha venait la division Echagüe, composée de deux fortes colonnes, 3 escadrons de cavalerie, 18 pièces Krupp et 4 Plasencia.

A droite, Martinez Campos suivit la route de Mañeru jusqu'à Muruzabal. Echagüe avait ordre d'emporter le Monte-Esquinza. Les premières opérations de l'armée républicaine s'accomplirent sans difficultés. Seule la brigade Bargès fut accueillie par une vive fusillade.

A onze heures du matin, Echagüe et Martinez Campos faisaient leur jonction à Monte-Esquinza.

Pendant ce temps, Concha entrait à Oteiza et le premier corps, sous les ordres du général Rossol, occupait de fortes positions devant Villatuerta et canonnait vigoureusement ce petit village. Les carlistes ne résistaient que faiblement ; il était évident qu'ils ne voulaient pas engager une action décisive en étendant démesurément leur ligne de bataille.

Le général Martinez Campos, continuant sa marche en avant, se dirigea sur Lacar et Alloz, et Bargès sur Murillo. Le 1^{er} corps, de son côté, parvint à forcer les lignes carlistes de Villafuerta, mais il n'y eut guère de résistance. Les faciles succès du 25 firent croire aux libéraux que les carlistes démoralisés ne défendraient pas Estella ; si bien que les journaux de Madrid parlaient déjà du projet de Concha de couper aux carlistes les chemins des Amescoas et de frapper ainsi un grand coup. La division Rossel passa la nuit du 25 au 26 à Villafuerta ; Blanco s'arrêta à Murillo ; Martinez Campos à Lacar et le général en chef, avec la division Echagüe, à Lorca.

Malgré le succès de ces premières manœuvres, Concha n'était pas sans quelques inquiétudes ; les convois de vivres n'arrivaient pas, et il fallait que le soldat prit quelque nourriture pour la journée du lendemain, qui serait peut-être décisive.

Le corps de l'intendance militaire, mal organisé, ne fit pas son devoir, et sa négligence fut telle que les vivres n'arrivèrent qu'en partie et en mauvais état. Le lendemain, 26 juin, le corps du général La Vega Inclan reçut l'ordre de protéger la marche du convoi et de se porter sur l'aile gauche, pendant que l'aile droite marcherait sur Estella. Le maréchal Concha avança alors jusqu'à Murillo et le général Mar-

tinez Campos prit possession du village de Zabal. Les convois de vivres n'arrivaient pas ; les soldats demandaient à grands cris leurs rations et un certain désordre commençait à se manifester dans les rangs de l'armée républicaine. Le marquis del Duero, désespéré de ce contre-temps, ordonna de suspendre l'attaque pendant quelques heures. Le temps était mauvais et la pluie n'avait cessé de tomber toute la journée. Les républicains étaient donc fortement démoralisés. Concha ordonna cependant d'attaquer Abarzuza et Zurucain. Ces deux points confisés à quelques compagnies carlistes furent enlevés dans la soirée.

La brigade Blanco et la division Reyes entrèrent à Abarzuza. Martinez Campos pénétra, à son tour, dans Zurucain. Dans la soirée du 26, le marquis del Duero fit connaître au ministre Zavala le résultat des deux journées et data ses dépêches de son quartier général d'Abarzuza. A Madrid, on considéra la chute d'Estella comme un fait accompli. Que l'armée occupe Galdeano et Etchevarry, disait *l'Imparcial*, et les carlistes sont perdus.

Le lendemain 27, le combat s'engagea enfin sur toute la ligne. Les carlistes n'avaient, pour ainsi dire, pas donné les deux jours précédents ; leur tactique était d'une habileté indiscutable. L'armée républi-

caine, fatiguée par deux jours d'opérations et n'ayant reçu que peu de vivres, était peu disposée à soutenir une lutte sérieuse. Les troupes carlistes, au contraire, étaient pleines d'ardeur, et le général Mendiri les avait convenablement rationnées. Aussi, malgré l'énorme disproportion des forces des combattants, Mendiri n'était pas sans espoir de tenir tête aux légions de Concha. Pour lui, le principal était de résister toute cette journée. A trois heures du matin, les soldats républicains étaient sur pied, ils se nourrissaient de ce qu'ils pouvaient trouver et les opérations reprenaient.

Il est neuf heures. Un aide de camp du général Martinez Campos annonce que les carlistes ont repris les tranchées de Zurucain, abandonnées par les troupes libérales. A onze heures, le fameux convoi, tant de fois annoncé, arriva enfin ; mais il n'y avait en tout que 20,000 rations. Ce n'était guère suffisant pour de pauvres gens harrassés de fatigue et qu'on arrachait au sommeil avant l'aube. Cependant, d'après un témoin oculaire, les soldats de Concha étaient assez animés dans la matinée du 27. « Patrons, disaient-ils aux paysans qui les logeaient, vous voyez, nous faisons ce que nous voulons, nous sommes entrés à Bilbao ; ce soir nous coucherons à Estella. » Le marquis del Duero, malgré les vives contrariétés que

lui causait le mauvais service de l'intendance, comptait aussi sur sa bonne étoile. A midi, une grande partie d'Abarzuza brûlait. Comme la bise était glaciale ce jour-là; les républicains avaient fait du feu un peu partout et ne s'étaient guère donné la peine de l'éteindre. Lorsqu'ils évacuèrent le village, la flamme, activée par le vent, propagea promptement l'incendie et de grandes colonnes de fumée s'élévèrent en spirales vers le ciel; puis les toits s'effondrèrent et on put voir, de loin, toute une ligne de feu. Le ciel était très-couvert, le spectacle n'en était que plus effrayant et plus grandiose en même temps. C'était bien là un tableau de la guerre civile avec ses désolations et ses ruines.

A une heure, les batteries Krupp et Plasencia commencèrent à canonnailler les positions carlistes de Murugarren et de Muro. L'attaque de Murugarren commença à deux heures, le bataillon de Ramales, ayant à sa tête le brigadier Molina, réussit à gagner un peu de terrain; mais la résistance fut tellement vive qu'il dût battre en retraite, Molina était grièvement blessé. Ce premier échec était un mauvais pré-sage.

Du côté d'Abarzuza, les républicains n'étaient pas plus heureux. Vers quatre heures, la pluie tomba avec tant de violence qu'il fallut suspendre les opé-

rations, qui ne furent reprises qu'à six heures. Les républicains, renforcés de ce côté, avancèrent de nouveau du vers Monte-Muro. Les carlistes, ayant pris l'offensive entre Murugarren et Zurucaïn, furent d'abord contenus par la cavalerie.

Il est sept heures et demi ; la journée va se décider. Mendiri, avec huit bataillons, réussit à mettre le désordre dans les premiers rangs de la division républicaine. Le vieux Concha, apprenant ce qui se passe, se décide à se montrer aux soldats. Au moment de monter à cheval, il tombe mortellement frappé. Ce triste accident achève de décourager les siens, qui reculent en désordre et jettent leurs armes. On dit que les derniers mots de Concha furent ceux-ci : « Sauvez l'artillerie et que Dieu aie pitié de moi. »

Echagüe envoya au ministre de la guerre la dépêche suivante :

« Général en chef par intérim à Guerre,

« Armée repoussée. Général en chef tué. Pertes sensibles. Je m'occupe de relever le moral des troupes en attendant mon remplacement. Je suis très souffrant.

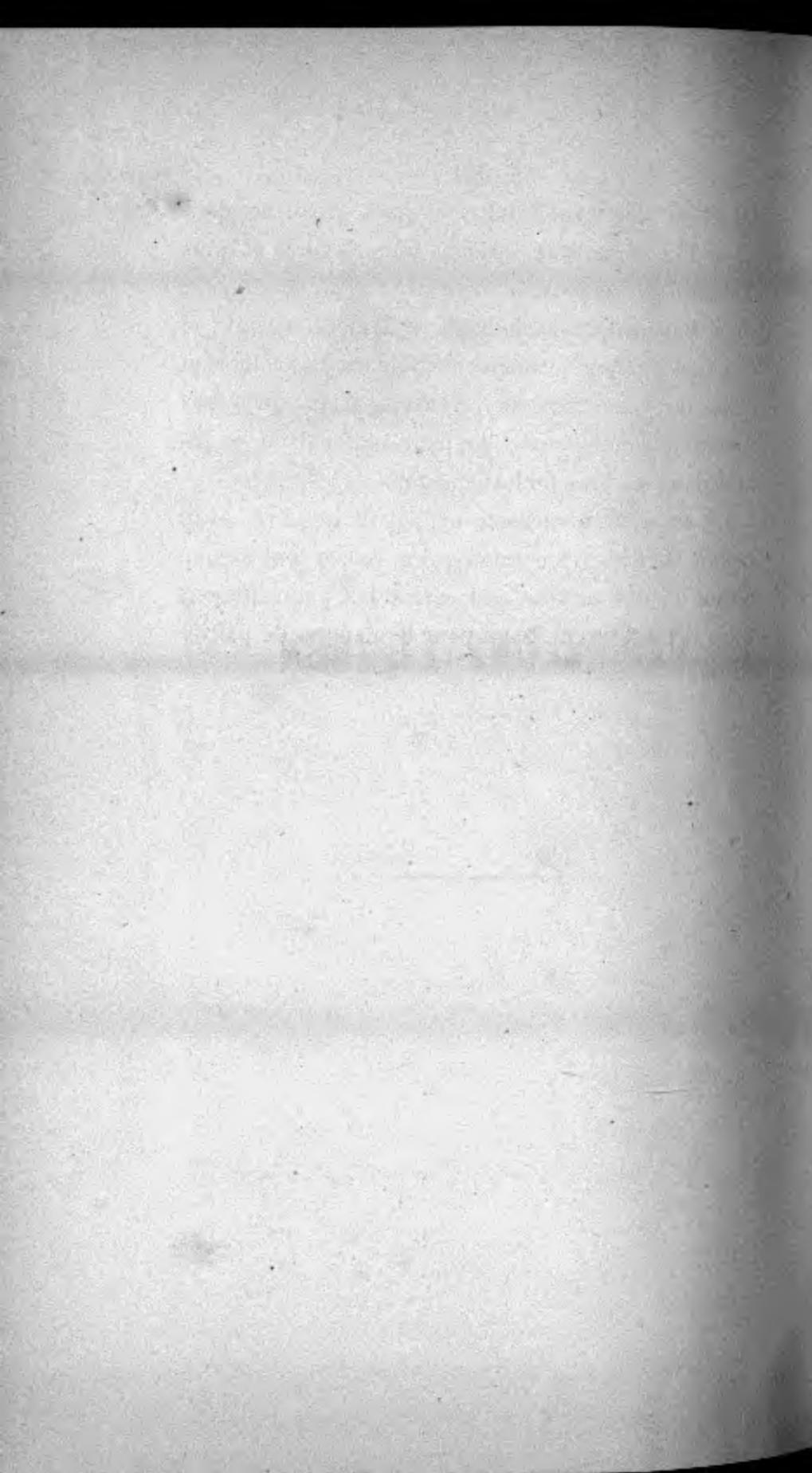
« ECHAGÜE. »

Ce bulletin arriva à Madrid, comme un coup de foudre. On s'occupait de donner des fêtes, pour cé-

lébrer la victoire d'Estella, et voilà qu'un accident inattendu donnait au carlisme plus de force et plus d'audace que jamais.

Le parti Alphonsiste était rudement atteint ; il échouait au moment même de vaincre. Ses colères et celles du gouvernement furent terribles. On oublia même de sauvegarder l'honneur national en se jetant dans les bras de l'Allemagne.

La crainte du carlisme expliquait tout ; on avait peur à Madrid. Un ennemi qui se relève tout-à-coup d'une défaite certaine est certes fait pour effrayer, mais il n'est pas d'excuse pour le manque de patriottisme.



PAMPELUNE ET IRUN



PAMPELUNE ET IRUN

SOMMAIRE. — Résultats de la bataille d'Estella. — Mort du capitaine Smith. — Cette exécution contribue à exaspérer l'Allemagne et la détermine à appuyer plus efficacement le gouvernement de Madrid.

Expédition de Don Alphonse dans le Centre. — Attaque et prise de Cuenca. — Les carlistes trouvent dans la place, des canons et de nombreuses munitions de guerre. — Les journaux libéraux accusent Don Alphonse d'avoir permis le sac de Cuenca. — Les carlistes évacuent la ville de Cuenca. — Opérations militaires sur l'Ebre. — Prise de La Guardia. — Combat d'Oteiza. — Surprise de la Seo de Urgel. — Siège de Puycerda. — Lopez Dominguez vient au secours de la place. — Retraite des volontaires catalans. — Blocus de Pampelune. — Opérations dans le Carrascal.

Stratégie de Moriones. — Entrée de Moriones à Pampelune. — Combats de Mendivil et de Biurrun. — Politique de M. de Bismarck, l'Allemagne reconnaît le gouvernement Espagnol. — Politique de M. Decazes. — Le Czar Alexandre II. — Suspension du journal *l'Univers*, pour un article violent, contre le duc de la Torre. — M. le marquis de la Vega de Armijo, ambassadeur d'Espagne à Paris. — La note de M. de la Vega. — Accusation contre le gouvernement Français, qu'on rend responsable du succès des carlistes.

Le *Nautilus* et l'*Albatros* sur les côtes d'Espagne. — Le *London* débarque à Motrico 27 pièces de canon, malgré les croisières. — Deuxième débarquement au Cap Figuier. — Entrée des républicains à La Guardia. — La Serna à Logroño. — Plusieurs princes de la maison de Bourbon, viennent prendre du service dans l'armée de Don Carlos. — Siège d'Irun. — Loma à Irun. — Arrivée des forces républiques en Guipuzcoa. — Bataille autour d'Irun. — Victoire de l'armée libérale. — Incendies allumés par les vainqueurs. — Les républicains en retraite sur Saint-Sébastien.

Egaña, commandant général de Guipuzcoa. — Combat d'Urnieta. — Loma est blessé. — Echec des républicains. — Les politiques à Madrid. — Derniers jours de la République Espagnole.

La bataille d'Abarzuza eut été un grand événement,

comme nous l'avons prouvé, si la victoire n'avait surpris les vainqueurs eux-mêmes. Malgré le peu de parti que l'on avait pu tirer de ce succès, le carlisme ne s'en relevait pas moins de son échec de Bilbao, au point d'inspirer de sérieuses inquiétudes aux gouvernants de Madrid eux-mêmes. Mais la fraction politique la plus douloureusement atteinte par la mort du marquis del Duero était la fraction alphoniste, qui se voyait obligée d'ajourner ses espérances à la veille d'un triomphe presque certain.

Le maréchal Serrano ne jugea point cependant opportun de prendre, de nouveau, le commandement en chef. Il donna ordre au ministre Zavala de se fortifier sur la ligne de l'Ebre et de ne plus reprendre l'offensive jusqu'à nouvel ordre. Les vainqueurs d'Estella, n'ayant qu'une cavalerie peu ou point organisée, les troupes libérales n'avaient rien à craindre dans ces parages.

Mais ce n'était pas seulement sur les baïonnettes de ses soldats que reposait tout l'espoir du *Marechal-duc*. La mort de Smith avait été exploitée par ses agents et ses feuilles dévouées ; si bien que l'Allemagne, encouragée par ces avances, poussa, à son tour, les hauts cris et observa une attitude des plus hostiles vis-à-vis de Don Carlos. Pendant quelque temps, il fut même question d'une intervention armée.

L'opinion s'empara de ces nouvelles et les commenta d'une manière très-peu favorable à M. Sagasta et à ses collègues. Mais, dans les temps de guerre civile, les passions sont si exaltées qu'on est souvent disposé à des transactions honteuses avec l'honneur national, pourvu que ces passions puissent être satisfaites.

En attendant, la *Gazette de Cologne* écrivait dans ses colonnes cette phrase si significative : *Là où brille un mousquet carliste, doit aller une balle Allemande.* Les hommes du 3 janvier avaient mis le grand chancelier dans leurs intérêts ; ils allaient être satisfaits de leur politique, en parfaite harmonie avec leur diplomatie, mais non avec leur dignité. Nous reviendrons plus tard sur cette question délicate.

L'événement le plus important du mois de juillet 1874 fut, sans contredit, la prise de Cuenca, capitale de province, sise à 123 kilomètres de Madrid.

Dans la soirée du 12, un courrier se présenta au gouverneur civil de la province, lui annonçant que Don Alphonse, suivi de Doña Blanca, arrivait à marches forcées avec un corps d'armée qu'on pouvait évaluer environ à 6 ou 7,000 hommes.

Le gouverneur se rendit immédiatement chez le brigadier Iglesias pour prendre toutes les mesures nécessaires à la résistance, en attendant une colonne

de secours qu'on ne manquerait pas d'envoyer de Madrid.

Tous les volontaires furent réunis sur la place, et les *Confidentes*, sorte d'éclaireurs, furent envoyés dans toutes les directions. Ce ne fut qu'à dix heures du soir qu'on apprit que Don Alphonse se trouvait à proximité de Cuenca, dans un petit bourg du nom de Pajaroncillo.

Les *Confidentes* revinrent à Cuenca dans la nuit et racontèrent que l'avant-garde carliste était arrivée à une lieue. Ils évaluèrent les forces de Don Alphonse à 14,000 hommes, chiffre évidemment exagéré, mais qui n'en produisit pas moins une impression fâcheuse sur les défenseurs de la place.

Iglesias fit immédiatement télégraphier à Madrid et se jeta sur son lit de camp.

A trois heures et demie du matin, il était sur pied et les clairons appelèrent sous les armes les défenseurs de la place.

Avant d'aller plus loin, je tiens à expliquer en quelques mots la position de Cuenca.

Cuenca est une ville que sa position naturelle a, pour ainsi dire, créée ville forte; elle est située entre le Jucar et le Guescar, entourée en grande partie de bas-fonds creusés aux pieds de deux collines élevées, sur lesquelles elle est en partie construite. Cette

place n'est accessible que d'un côté qui s'abaisse en pente douce vers la plaine. Sur une des collines, s'élève une citadelle qui domine la ville et les environs, ce qui rendait, surtout, l'entreprise difficile pour les volontaires de Don Alphonse.

D'après le rapport du général carliste Freixas, les forces de la garnison s'élevaient à 2,200 soldats et volontaires, 4 pièces de campagne et 180 chevaux.

La petite armée, conduite par l'Infant Don Alphonse, se composait du bataillon de zouaves n° 1, du 1^{er} de guides, du 4^e et du 6^e de Valence, et du 1^{er} de Cuenca.

La cavalerie comptait trois escadrons et l'artillerie 4 pièces.

A quatre heures, le feu commença. Vers sept heures, il devint très-vif, et les carlistes tentèrent l'attaque sur plusieurs points. Ils se retirèrent sans avoir sérieusement tenté un assaut. Ils tâtaient le terrain, comme on dit vulgairement!.

Le brigadier Iglesias, voyant que les carlistes avançaient de nouveau à la charge et comprenant qu'il n'avait pas assez de monde pour défendre tous les points attaqués, évacua un des points stratégiques appelé la Carreteria, et fit avancer les carabineros jusqu'à la porte de Valence, qu'il tenait surtout à conserver.

A huit heures du soir, le feu cessa de part et d'autres. Les carlistes s'étaient déjà emparé d'un quartier de la ville et de la plaza de Toros.

Alors, Don Alphonse envoya un parlementaire au brigadier Iglesias pour le sommer de se rendre. Iglesias renvoya dédaigneusement le parlementaire et le feu continua toute la journée du 14.

Dans la nuit du 14 au 15, le brigadier Villalain arriva devant Cuenca avec deux bataillons de renfort, le 1^{er} et le 2^e du Maëztrazgo.

L'assaut fut décidé à l'unanimité et Villalain fut chargé de conduire ses gens du côté de la Carreteria, pendant qu'on simulerait une attaque sur un autre point.

A quatre heures du matin, le feu recommença. Les carlistes, ayant enlevé la calle de la Moneda, pénétrèrent plus avant dans la ville, et il fallut que le brigadier Iglesias abandonnât sa seconde ligne de défense. Les troupes républicaines tinrent encore trois heures dans la calle Correduria, se comportant fort vaillamment. Il fallut encore reculer et se replier sur le Castillo ; mais, au moment où on s'y attendait le moins, on vit descendre de la citadelle les volontaires de Monet, qui coupaient ainsi la retraite des défenseurs de Cuenca. Cet incident décida définitivement de la journée. De toute part on entendait les

trompettes carlistes annonçant que la ville était enlevée; quelques édifices commençaient à être la proie des flammes. Dans ces circonstances, Iglesias fit arborer le drapeau blanc. Tout était fini.

Les carlistes firent prisonniers les 480 soldats du bataillon de Toledo, 25 *alfereses*, lieutenants et capitaines, quatre commandants et un brigadier, deux escadrons, l'un de lanciers, l'autre de carabiniers et 1,400 gardes nationaux environ.

Les volontaires de Don Alphonse s'emparèrent, en outre, d'un matériel de guerre assez important consistant en quatre pièces Krupp, avec 8,530 projectiles, 377 boîtes à mitraille, 500,000 cartouches, 1,500 Minié et 700 Remington.

Le 16, à midi, les carlistes évacuaient Cuenca, pendant que le général Soria Santa-Cruz s'avancait contre eux avec une colonne de secours.

Ce succès eût un retentissement considérable, et, comme il arrive souvent dans la plupart des cas, on chercha à jeter de l'odieux sur les vainqueurs; on parla de femmes égorgées et de violences exercées sur l'évêque de cet endroit. *L'Imparcial* et d'autres feuilles officieuses imaginèrent un tas de détails plus ou moins dramatiques.

Je n'ai ici à excuser ni à couvrir aucun crime, quel que soit le parti qui s'en soit rendu coupable, mais

j'ai beau parcourir les documents relatifs à l'affaire de Cuenca, je ne vois rien qui puisse se rapporter aux prétendus excès dont on a tant parlé. Dans les premiers moments d'*ivresse de sang*, on ne fit pas de quartier, et quelques soldats, qui se réfugiaient dans les maisons avoisinant les lieux de la lutte, furent mis à mort; mais le rapport du gouverneur Sancho ne fait mention que de ce fait.

L'armée du Centre ne pouvait se maintenir dans les places conquises, ce qui délivrait le gouvernement de Madrid de toute inquiétude, car les forces carlistes les plus imposantes et qui soutenaient le plus vigoureusement la lutte étaient en Navarre. Les forces de Don Alphonse étaient assez imposantes pour tenter un coup de surprise, mais elles ne pouvaient sérieusement songer à une marche sur Madrid, sous peine de courir au-devant d'un désastre certain. Ces forces s'organisaient très-lentement et les divisions qui éclataient entre leurs chefs empêchaient d'obtenir de meilleurs résultats. Si jamais les volontaires carlistes s'organisent de ce côté, comme ils le sont en Navarre, le gouvernement de Madrid devra mettre sur pied une armée spécialement attachée à la défense de la capitale.

Dans le Nord, les troupes républicaines s'étant décidées à se replier sur l'Ebre, les carlistes prirent l'offensive. Le général Rafaël Alvarez s'empara de



La Guardia. Ce n'était pas chose facile que de tenter semblable expédition.

La Guardia, se trouvant à deux lieues et demie de Logroño, était un lieu de passage pour les troupes républicaines, qui, sans nul doute, ne manqueraient pas de venir au secours des assiégés. Moriones, avec 15,000 hommes et 24 pièces, n'avait enlevé La Guardia, confiée à 500 hommes entièrement dépourvus d'artillerie, qu'après cinq jours d'attaque.

Rafaël Alvarez, accompagné du colonel Adelantado, fit une première reconnaissance. Il fut frappé de trouver à proximité de La Guardia une maison abandonnée, où quelques compagnies eussent pu fort bien se réfugier la nuit pour entrer ensuite plus facilement dans la ville.

En conséquence, le général carliste donna ordre au commandant Faustino Urbina de garder la maison en question, avec une compagnie du 4^e de Alava et du 2^e bataillon de la Rioja. Tous les points stratégiques des environs furent occupés.

Le brigadier Albarrain, avec les bataillons de Cantabrie n° 1 et 2, le bataillon d'Asturias et quatre canons, prit position à Samaniegos, pour défendre aussi les routes de Haro et Miranda de Ebro.

Alvarez, avec les 1^{er}, 2^e et 4^e de Alava, quelques compagnies du 3^e, le bataillon de la Rioja et deux

pièces de canon s'avança vers la place, laissant quelques forces détachées pour surveiller le chemin de Logroño.

Le matin, au point du jour, on entendit du côté de La Guardia un feu de mousqueterie assez vif; les volontaires, embusqués près de la ville, avaient pénétré dans l'intérieur.

Le général Alvarez fit mettre ses canons en batterie afin de battre en brèche la partie de la place où les républicains s'étaient retirés et ordonna au 4^e de Alava de rejoindre les trois compagnies qui avaient déjà engagé la lutte dans les rues. En ce moment, un aide de camp, qui était allé intimer aux défenseurs de La Guardia l'ordre de se rendre, revint en toute hâte porter une réponse négative et le feu, qui s'était un moment ralenti, continua.

Les républicains étaient fortement retranchés dans la citadelle et dans l'Eglise San Juan et leur artillerie, fonctionnant sans relâche, rendait l'accès de la place difficile aux assaillants. Les six pièces de la division Alvarez ouvrirent de nouveau le feu sur ces deux édifices et parvinrent à causer quelques sérieux dégâts, ce qui détermina les assiégés à entamer de nouvelles négociations.

Le colonel Adelantado se rendit au Castillo et conclut la capitulation, sous la réserve expresse que les

assiégés sortiraient de La Guardia après avoir rendu leurs armes et tout le matériel de guerre.

La garnison de La Guardia défila sans armes devant les volontaires d'Alvarez laissant entre leurs mains trois pièces d'artillerie, 325 fusils Remington et Berdan, 600,000 cartouches, 800 grenades et une quantité considérable de provisions de bouche.

Ce fait d'armes contribua puissamment à donner au carlisme une force morale très-importante, particulièrement dans les provinces Vasco-Navaraises. A Madrid, on commençait à concevoir les plus sérieuses inquiétudes. Les idées royalistes, qu'on avait vu sur le point de périr, allaient se relever énergiques et vivaces. L'artillerie, qui jusqu'alors avait manqué aux soldats de Don Carlos, commençait à arriver. Le premier débarquement était de 27 pièces de différents calibres. Il s'effectua après mille péripéties et grâce à l'énergie du capitaine Jefferson. La lutte allait donc devenir sérieuse, en dépit des colères de l'Allemagne, dont la puissance maritime était pour lors représentée sur les côtes Cantabriques par deux canonnières, le *Nautilus* et l'*Albatros*.

Les marins allemands étaient fêtés et choyés à San Sébastien et à Bilbao ; on y portait force toasts à l'Empereur Guillaume et à la prospérité de la maison de Brandebourg ; on insulta même tout bas la France

dans certaines occasions, et c'était un pareil moment qu'allait choisir M. le duc Decazes pour reconnaître le gouvernement du maréchal Serrano. Assurément nous ne pouvons nier que le ministre de France se trouvait dans une position critique, parce qu'il était violenté par l'Allemagne, mais ce n'était pas une raison pour se rendre au premier mot.

Il fallait mieux défendre la dignité de son pays. Quand on se voit forcé de subir une humiliation, on ne doit pas courir au-devant d'elle. Nous verrons, du reste, comment M. Decazes fut payé de retour, lorsque nous aurons à parler du fameux *memorandum* de M. le marquis de la Vega de Armijo.

Les opérations militaires, dont le début fut le succès de La Guardia, furent moins heureuses pour les carlistes à Oteiza, village de la Navarre carliste. Torcuato Mendiri, voulant mettre les environs d'Oteiza en état de défense, fit ouvrir des tranchées sur les hauteurs, qu'il confia à la défense du 2^e bataillon de Navarre, *La Reyna*. Moriones, instruit par ses espions de ce qui se passait, massa ses forces à Larraga et se porta en avant. Il fallait douze jours pour construire les tranchées, Mendiri n'en avait que cinq devant lui. Malgré ces circonstances défavorables, il se décida à tenir tête à Moriones.

Les 2^e, 3^e et 5^e de Navarre furent chargés de la

défense des tranchées. Le 7^e resta dans le village. Le 1^{er} et le 8^e de la même province, celui du Cid, n° 1 de Castille et celui d'Arlanzon n° 2, furent échelonnés sur les hauteurs de Santa-Barbara.

Les points stratégiques qui se trouvaient entre Oteiza et Cirauqui furent confiés à la défense des 4^e et 6^e de Navarre, des 3^e et 4^e de Castille et du 1^{er} d'Aragon. Mon but, en prenant ces dispositions, disait Mendiri dans son rapport, était de couvrir Mañeru et Cirauqui, où Moriones aurait pu lever de très-fortes contributions.

Moriones s'avanza sur Oteiza en divisant ses forces en quatre divisions, trois d'infanterie et une de cavalerie. Arrivé à 2,000 mètres d'Oteiza, il fit jouer l'artillerie jusqu'à 10 heures et demie du matin. A 11 heures, l'action s'engageait sur tous les points ; les soldats de Moriones parvinrent à enfoncer 4 compagnies du 2^e de Navarre, et cet avantage décida de la journée, car Mendiri ne put parvenir à rétablir complètement sa ligne de bataille. Les forces de Moriones s'élevaient à 16,000 hommes environ et pouvaient, d'un moment à l'autre, déborder la petite armée de Mendiri. La retraite, toutefois, se fit en bon ordre et le succès matériel de la journée consista dans l'occupation d'Oteiza par les troupes républicaines.

Après l'affaire d'Oteiza, Moriones se replia sur ses lignes de défense, sans inquiéter nullement la retraite de Mendiri.

A Madrid, l'inquiétude allait toujours croissant. On avait beau s'appuyer sur l'Allemagne, l'Allemagne ne pouvait que donner sa protection morale ; aussi le ministère Sagasta se démenait-il de la belle manière.

Jamais on ne sentit autant qu'en ce moment l'abîme qui séparait le libéralisme de M. Sagasta du carlisme. Le ministère avait peur ; aussi devenait-il féroce : il eût peut-être été indulgent pour le vaincu, mais sa haine ne connut pas de borne contre le vainqueur. On mit sous séquestre les biens des personnes ayant professé des sympathies plus ou moins accentuées pour la cause royaliste. Cette mesure regrettable fut cependant appuyée par la plupart des journaux de Madrid. Triste effet des guerres civiles qui enlèvent aux plus conciliants toute notion de justice et de loyauté !

Ces violences n'étaient pas de nature à calmer l'état des esprits et à contribuer à la défaite des carlistes. On sentait beaucoup de faiblesse derrière tous ces actes énergiques ; les grandes colères témoignent ordinairement de grandes impuissances.

La prise de la Seo d'Urgel vint exciter encore les espérances des uns et les haines des autres. Cet

événement était, sans contredit, le plus important après l'affaire d'Abarzuza. La Seo d'Urgel, place forte du *Principado*, a joué un rôle considérable dans la guerre civile de 1820-1823. La surprise de cette ville tient presque du merveilleux, si l'on calcule les faibles ressources dont disposaient les assiégeants. Du reste, voici les faits :

Le 14 août, le brigadier Don Francisco Tristany se trouvait à Solsona avec sa brigade, lorsque le coup de main en question fut définitivement résolu. On choisit un soldat énergique pour la mise à exécution, et ce fut le commandant Andrès Garcia qui fut chargé de l'entreprise. Andrès Garcia quitta Solsona avec 150 hommes et arriva jusqu'à la Seo d'Urgel sans que la garnison eût vent de ses projets.

Les 150 volontaires réussirent même à descendre dans les fossés de la place et à s'y cacher pendant quelques heures sans que leur présence fut remarquée; enfin, à un moment donné, deux officiers, dont les noms méritent d'être mentionnés, MM. Pedro Codell et Juan Espar escaladent la muraille et désarment deux sentinelles. Pas un cri d'alarme n'est poussé; aussi ces deux braves ne tardent pas à être suivis par Andrès Garcia et ses gens. La caserne de l'artillerie est envahie, tout le monde est fait prisonnier sans que ces premiers succès, si importants, aient coûté une seule goutte de sang.

Le 16, Tristany se trouvait devant Urgel avec sa brigade. Le commandant de la place, qui s'était enfermé dans un des forts, refusait de se rendre. On disposait déjà de plusieurs canons trouvés dans la ville. Tristany les fit tourner contre la citadelle.

Les défenseurs ne firent pas longue résistance et tentèrent de s'évader par une poterne, afin de ne pas tomber au pouvoir des carlistes, mais on ne tarda pas à les rejoindre et ils n'opposèrent pas de résistance.

Pendant ce temps, les troupes royales occupaient tous les forts; la ville était conquise. On trouva 60 canons et 4000 fusils.

Quelques jours après, Savalls tentait de s'emparer de Puycerda, mais il échoua encore une fois. Les difficultés étaient d'autant plus sévères, que Puycerda n'étant séparé de Bourg-Madame (France), que par une distance de quelques centaines de mètres, il fallait prendre de grandes précautions pour que les projectiles ne vinssent pas tomber sur le territoire français. Ces circonstances favorisaient les assiégés, autant qu'elles paralysaient les moyens d'action des assiégeants.

Les forces carlistes s'élevaient à 2,500 hommes, celles de Puycerda à 700. Quatre canons de montagne ouvrirent le premier jour le feu contre la place, puis

on fit venir un canon de gros calibre appelé Deo de Olot, du nom de l'alcade de cette ville ; cette pièce fut démontée et on repoussa trois assauts successivement. Cependant Puycerda allait tomber entre les mains de Savalls, lorsqu'on apprit que Lopez Dominguez s'avancait au secours des assiégés. Savalls et ses volontaires accoururent à sa rencontre ; on se battit à la Pobla et à Castella de Nuch. Lopez Dominguez, dont les forces s'élevaient à 9,000 hommes d'infanterie et 400 chevaux, parvint à se frayer un passage après une lutte assez vive.

Les coups de main réussissaient aux carlistes qui n'étaient guère heureux dans les sièges réguliers. L'exemple de Bilbao et d'Hernani avait ouvert les yeux aux plus incrédules.

L'armée carliste pouvait parfaitement tenir tête à l'ennemi dans les montagnes de la Navarre ; d'ordinaire les combats engagés tournaient à son avantage, mais elle ne disposait pas encore d'un matériel de guerre suffisant pour des entreprises aussi difficiles que les sièges des places fortes. L'adage, *place assiégée, place prise*, n'est vrai, qu'autant que l'assiégant dispose de toutes les ressources nécessaires en pareil cas.

L'échec de Puycerda n'avait pas d'importance pour les carlistes de Catalogne, mais il pouvait leur

servir de leçon, et on dit que les leçons ne se paient jamais assez cher. La grande supériorité de Savalls sur ses adversaires consistait dans son habileté à faire la guerre de montagne ; aussi savait-il prendre d'importantes revanches de ses moindres échecs.

Mais tous ces incidents n'étaient que le prologue des opérations militaires qui se préparaient autour de Pampelune.

Pampelune, capitale de la Navarre espagnole, est une des principales places de guerre de la Péninsule. Depuis longtemps les carlistes en convoitaient la conquête, mais ils n'avaient pas un train d'artillerie convenable pour battre en brèche les solides murailles de cette ville, œuvre de Vauban ; d'autre part, le siège de Pampelune exigeait des forces considérables et tenter dans de mauvaises conditions l'aventure de Bilbao, était une folie sans excuse. Les généraux carlistes se bornèrent à bloquer la place et à faire occuper par leurs volontaires toutes les positions importantes du Carrascal, petite région très-accidentée qui se trouve entre Pampelune et Tafalla.

Le blocus fut très rigoureux et donna tous les résultats qu'on pouvait attendre.

L'huile, le bois, le vin et le charbon manquèrent complètement aux assiégés. Quant à la viande, il n'y fallut plus songer ; on avait du pain en quantité suffisante, mais c'était tout.

Dans cette situation critique, le maire de Pamplune écrivit au général Moriones, lui exposant les besoins de la ville et ses dangers. Moriones promit d'envoyer un convoi de vivres, ajoutant qu'il viendrait à Pampelune, avec un de ses collègues, pour s'assurer par lui-même de ce qui se passait.

L'entreprise était grosse de difficultés pour l'armée républicaine et le seul homme capable de la mener à bonne fin, était bien le Navarrais Domingo Moriones, qui connaissait à fond le terrain sur lequel il opérait.

Le 16 septembre, la division de Tafalla se mit en marche. A cette nouvelle le général Dorregaray et Mendiri prirent position à Alcoz, Muru, Unzue et Biurrun pour disputer à Moriones le passage de Pamplune.

Les républicains s'avancèrent lentement et ne firent guère que des manœuvres sans importance, dans les journées des 17, 18, 19 et 20. Enfin, ils occupèrent le village de Mendivil, après une petite escarmouche avec les avant-gardes carlistes.

Cinq lieues séparent Mendivil de Pampelune. Il fallut livrer une série de combats et disputer chaque pouce de terrain conquis. Moriones, voulant méner ses gens, eut recours à un stratagème qui lui réussit. Il envoya un exprès au lieutenant-général

La Serna, commandant l'armée de Vittoria forte de 16,000 hommes.

La Serna se mit en marche, pour feindre une attaque sur Estella, et la division Portilla entra à Los Arcos sans coup férir. Il n'y avait alors, dans Estella, que la compagnie de la junte de Navarre et los Arcos étaient distants de trois lieues seulement.

Il y eût un moment de panique dans la capitale de la Navarre carliste, car, si les républicains avaient osé pousser en avant, la conquête d'Estella ne leur aurait peut-être pas coûté une goutte de sang. Le général Alvarez, qu'on n'avait pas prévenu à temps, se trouvait toujours dans la *Rivera*, sans se douter le moins du monde de ce qui se passait.

Il fallut donc dégarnir le Carrascal, en toute hâte, pour couvrir Estella.

Moriones avait devant lui route libre ; il traversa sans accident tous les passages dangereux et entra dans Pampelune avec son collègue Catalan escortant jusque dans la place un convoi de vivres de 200 chariots.

Don Carlos se trouvait à Estella avec les bataillons lorsqu'il fut informé de la marche de Moriones. A cheval, Messieurs, dit le prince à ses officiers ; il faut reprendre, coûte que coûte, les positions du Carrascal, occupées à l'heure qu'il est par les républicains.

Les volontaires, toujours infatigables, se mirent de nouveau en marche et rencontrèrent l'ennemi à Biurrun. Le brigadier carliste Perula se distingua par son intrépidité.

Le bataillon n° 3 de Navarre chargea le premier, malgré toutes les fatigues des jours précédents. L'artillerie de Moriones ne servit qu'à couvrir la retraite, en bon ordre, des républicains sur le village de Biurrun. Le bataillon de Navarre n° 2 chargea à son tour et occupa les positions perdues. Les carlistes firent, ce jour-là, environ 80 prisonniers, mais ce petit succès ne compensait pas le mauvais effet produit par l'entrée de Moriones dans Pampelune.

Les autres positions furent successivement emportées ; il y eut même un combat assez vif à Monte San Juan. Les soldats de Moriones cédaient peu à peu le terrain ; Mendivil fut ensuite repris et enfin la division Moriones se replia sur Tafalla.

Si les républicains avaient pu occuper le Carrascal, leur succès eût été complètement assuré, parce qu'ils délivraient ainsi Pampelune du blocus, en maintenant les communications libres avec Tafalla, mais ils durent se contenter pour cette fois d'avoir ravitaillé la place.

Le maréchal de camp, Rafaël Alvarez, fut en butte à de nombreuses accusations pour son inaction dans

la Rivera. Ce général se rendit à Estella pour se défendre ; ce qu'il fit sans peine, puisque de deux dépêches qui lui avaient été envoyées, à 24 heures d'intervalle, une seule lui était parvenue, la dernière. Une coupable négligence avait presque compromis le carlisme dans cette partie de la Navarre.

Les républicains qui avaient commencé leur marche en avant par l'occupation de Viana, puis de Buste et de Los Arcos, rapportèrent de cette région une fort mauvaise impression. Les habitants ne voyaient en eux que des étrangers et des ennemis. Dans la plupart des maisons de ces villages, les officiers trouvèrent des numéros du *Cuartel Real*, des portraits de Don Carlos, de Dorregaray, qu'on avait à peine eu le temps de cacher aux envahisseurs.

Il y a dans la guerre civile d'Espagne une question de principes et une question de provincialisme. Pour beaucoup de gens, en Navarre, un castillan est un étranger; distinction fâcheuse pouvant avoir un jour les plus mauvais résultats. Les rois qui ont donné les fueros aux pays Vasco-Navarrais n'ont pas entendu le faire au détriment de l'unité nationale. Sans doute, le temps fera plus que toutes les législations, mais c'est un mal que je crois devoir signaler.

Je me rappelle qu'au siège de Bilbao, un bataillon d'une province, manquant de munitions et de vivres, ne reçut que des secours insuffisants. *No son de nuestra tierra*, disait-on à ceux qui venaient adresser des réclamations ; et pourtant ces pauvres gens mal vêtus, couchant sur la dure, exposés aux intempéries des saisons, n'avaient marchandé ni leur sang, ni leurs principes politiques à leur roi. L'avenir de la monarchie espagnole pourra être meilleur, si on sait bien faire l'Espagne, tout en donnant aux fueros des provinces la satisfaction légitime qui leur est due.

Pendant que carlistes et républicains livraient une série de petits combats dans le Carrascal, des événements plus graves se préparaient dans les cabinets des diplomates. M. de Bismarck avait à cœur de venger l'exécution du capitaine Schmidt, et la première satisfaction qu'il se donnait à lui-même, consistait dans la reconnaissance du gouvernement du maréchal Serrano. Mais l'Allemagne ne devant pas agir seule, en semblable circonstance, le grand chancelier s'adressa à l'Angleterre et à la France, sans oublier l'Autriche. Des négociations furent commencées et la France, où plutôt M. Decazes, par une condescendance que l'histoire jugera à sa juste valeur, accueillit presque avec empressement la quasi sommation de l'Allemagne.

On avait beau lui crier de toute part : — Ceci n'est pas un gouvernement; attendez au moins la réunion des Cortès, qui viennent sanctionner l'état des choses existant. M. Decazes fut sourd à toutes les remontrances. On ne peut lui en vouloir d'avoir cédé, en raison des circonstances, mais il était de son devoir et de sa dignité d'homme d'Etat de mieux disputer son terrain. M. Decazes avait beau avoir pour le carlisme toutes les antipathies possibles, là n'était pas la question ; il s'agissait de sauvegarder l'honneur de son pays et de ne donner qu'à la dernière extrémité le mauvais exemple de la reconnaissance d'un coup d'Etat accompli dans les conditions que l'on sait.

Pendant qu'un ministre français se conduisait de la sorte, il y eut un souverain, en Europe, qui donna une leçon aux rois et aux divers gouvernements : ce fut le Czar Alexandre II.

Ce prince opposa à toutes les obsessions de la cour de Berlin une fin de non recevoir, fidèle en cela au système politique suivi constamment par le Czar Nicolas. Le grand chancelier battu de ce côté se contenta d'entraîner, à sa suite, les quatre grandes puissances qui favorisaient ses projets et ses vengeances, avec une complaisance fort remarquable à tous égards. L'Italie se prononça également pour la reconnaissance du maréchal Serrano.

De toutes les nations qui s'inclinaient devant l'acte du 3 janvier, celle qu'on paya le plus d'ingratitude, fut la France.

A Madrid, certaines feuilles, dont les attaches officieuses ne pouvaient être mises en doute, firent chorus dans leurs diatribes contre la nation voisine. Le maréchal de Mac-Mahon ne fut pas même épargné.

M. Sagasta laissait dire. A Paris, le ministère, subissant toutes les conséquences de sa politique, suspendait le journal *l'Univers*, pour un article fort violent contre le duc de la Torre où ce dernier était assimilé aux héros d'une des comédies d'Alexandre Dumas fils. Dans les *Tertulias*, le langage tenu était également très-hostile. On sentait dans tout cela la main du grand chancelier. Le moderne Machiavel, plus ambitieux que le comte-duc d'Olivarès et presque aussi habile que le cardinal de Richelieu, tenait l'Espagne libérale dans sa main.

Cet homme d'Etat, rompu à toutes les intrigues, était parvenu à souffler, dans certaines âmes, la haine de la France, qu'on confondait sans s'en rendre compte, avec la haine du régime monarchique autoritaire; et pourtant, s'il fallait admettre que le ministère Français s'intéressât aux affaires d'Espagne, on devait supposer que ses vœux n'étaient pas pour Don Carlos.

Le centre droit était aux affaires, et les sympathies de cette fraction, ne sont pas que je sache une énigme. Le passé de M. Decazes le rattachait à Don Alphonse, ainsi que les relations qu'il avait eues avec l'ancienne cour et M. Decazes était le *Deus ex machina* du cabinet.

Ces accusations n'avaient donc aucun fondement sérieux.

L'Ambassadeur du maréchal Serrano fut reçu le vendredi, 11 septembre, à une heure et demie, au palais de l'Elysée avec le cérémonial ordinaire, pour remettre ses lettres de créance.

Le président était entouré de son état-major, du vice-président du conseil et de M. le duc Decazes, en grand costume de ministre.

L'Ambassadeur espagnol, en remettant ses lettres de créance, prononça le discours suivant :

« Monsieur le Président,

« Le maréchal Serrano, duc de la Torre, président du Pouvoir Exécutif d'Espagne, m'a chargé de remettre à votre Excellence la lettre qui m'accrédite auprès d'elle, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Espagne.

« J'éprouve une vive satisfaction de voir les relations officielles rétablies entre les deux pays et j'espére que cet accord contribuera à terminer la guerre

qui ravage les provinces espagnoles limitrophes de la France.

« L'acte accompli par les puissances, qui ont reconnu le gouvernement espagnol, sera, j'aime à le croire, grâce aux ressources dont l'Espagne dispose, un moyen efficace d'assurer la paix, qui est la plus légitime aspiration du peuple espagnol. Cette paix donnera à l'Espagne, troublée aujourd'hui par les horreurs de la guerre civile, la prospérité à laquelle le peuple français est intéressé à tant de titres.

« Je serai fort heureux, M. le Président, si je peux contribuer, en accomplissant les vœux de la nation espagnole, à développer et à affirmer les bonnes relations qui doivent toujours exister entre la France et l'Espagne.

« Dans cet espoir, et inspiré par les sentiments de bienveillance avec lesquels Votre Excellence a bien voulu m'accueillir, j'ai l'honneur de vous présenter la lettre qui m'accrédite, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Espagne auprès de Votre Excellence. »

Le Président de la République a répondu :

« Vous pouvez étre persuadé M. l'Ambassadeur de mon désir de voir s'affirmer les bonnes relations qui doivent unir les deux pays.

« Je n'ai pas cessé de faire des vœux pour la pros-

périté de l'Espagne, qui importe à toutes les puissances européennes et plus particulièrement à la France.

« Soyez assuré, d'ailleurs, que vous recevrez toujours de moi, pour l'accomplissement de votre mission, le concours le plus bienveillant. »

Le discours de M. le marquis de la Vega de Armijo fut traité d'impertinent par quelques journaux ; il était conçu sur un ton presque hautain. Les Ambassadeurs de Philippe II avaient pu parler jadis de la sorte, mais on sentait que ce n'était pas l'Espagne seule qui tenait ce langage.

L'attitude des feuilles républicaines ne contribua pas peu à étonner le public. Des organes, se disant partisans d'un grand principe politique, défendent les doctrines démocratiques, mais un jour arrive où leur système de gouvernement disparaît à coups de crosse de fusil ; alors ces journaux poussent les hauts cris et lancent l'injure aux faiseurs du coup d'Etat ; des mois se passent, la diplomatie agite la question de reconnaître officiellement la situation issue de ce coup d'Etat, et pas un seul rédacteur de ces feuilles ne proteste, au moins pour la forme. On a bien raison de dire que l'histoire est remplie d'enseignements.

Quelques jours après les combats livrés autour de Pampelune, M. le marquis de la Vega de Armijo

achevait sa fameuse note adressée au gouvernement Français et qui est restée célèbre sous le nom de *memorandum espagnol*.

Voici, d'après le *Times*, quelques extraits de l'analyse de cette note, dont nous empruntons la traduction au *Journal des Débats* :

« La note commence par exprimer le regret que l'espoir qu'avaient fait naître la reconnaissance du gouvernement espagnol et les assurances, données par la France, au sujet de la vigilance qu'elle mettrait à arrêter, à la frontière, le transport de la contrebande de guerre et à envoyer, à l'intérieur du pays, toutes les personnes qui contribuent, plus ou moins directement, à soutenir l'insurrection carliste, ne se soit pas réalisé jusqu'à présent et que certains départements, non-seulement servent encore de refuge aux gens qui troublent l'Espagne, mais soient une base sûre pour leurs opérations, et que la cour « de celle qui doit devenir reine d'Espagne » s'y soit établie.

« La conduite des agents du gouvernement, dans les départements français de la frontière, a été trop souvent en désaccord, est-il dit ensuite dans la note, avec les assurances pacifiques du duc Decazes et donne, par suite, la mesure de ce qu'on peut attendre de ces fonctionnaires. C'est parce que l'Ambassadeur connaît la bonne volonté du duc à l'égard de l'Es-

pagne, qu'il attire si souvent son attention sur ce désagréable sujet et cherche à convaincre le gouvernement français de l'inefficacité des instructions qu'il transmet à des agents, sans doute habitués à agir contrairement aux ordres reçus. Si ces agents étaient animés d'un autre esprit, ils n'attendraient pas qu'on signalât les faits pour y appliquer un remède; mais ils sont restés témoins passifs de ce qui se passait, tolérant l'existence des comités organisateurs, des troupes, du commissariat, de l'équipement, en même temps que, sans tenir compte d'indications répétées, ils permettaient le transport impuni, sur la frontière, de la contrebande de guerre. Quand leurs subordonnés, ignorants du déplaisir qu'ils pouvaient causer à leurs chefs, avaient saisi un convoi, les objets qui le composaient n'étaient pas vendus aux enchères, comme l'ordonnait la loi, et pouvaient, en conséquence, avoir atteint leur destination. »

La note fait observer ensuite que, « même avant l'ouverture de la campagne actuelle, quand les carlistes venaient d'être défait à Oroquieta et que le prétendant avait cherché un refuge en France, la protection dont se plaint l'Espagne avait commencé à se manifester clairement. Cette protection avait permis à Don Carlos de se jouer pendant plus d'un

an de la surveillance de la police française, alors qu'il préparait secrètement une reprise de la guerre civile. Aucune autorité française n'avait pu découvrir sa résidence, et la coopération des agents du gouvernement légal espagnol, qui avaient offert leur concours, avait été refusée.

« Les fonctionnaires n'avaient tenu aucun compte des plaintes reçues, ou avaient répondu qu'elles devaient suivre la voie diplomatique. »

La note fait allusion ici à une communication de M. le duc Decazes, en date du 16 juillet, relativement aux réclamations de M. le marquis de la Vega de Armijo.

Après le combat d'Abarzuza, le gouvernement de Madrid, comprenant que le carlisme n'était pas aussi faible qu'on l'avait prétendu tout d'abord, avait enfin songé à s'occuper des frontières, mais c'était les troupes françaises qu'il voulait charger de ce soin, d'autant plus que c'était la France qu'on accusait de favoriser la contrebande de guerre. Des plaintes furent hasardées à ce sujet, mais, comme elles n'avaient aucun fondement sérieux, M. Decazes demanda de plus amples explications.

Je continue à citer les extraits du *Times* :

« La note signale comme un détail vraiment éton-

nant que le préfet des Basses-Pyrénées ait télégraphié officiellement au Président de la République, le 3 mai, c'est-à-dire le lendemain du jour de l'entrée de Don Carlos en Espagne, que la veille il avait, lui préfet, suivi la frontière, afin de s'assurer de la scrupuleuse exécution des ordres présidentiels, et était revenu convaincu du zèle et de la vigilance de ses subordonnés. Ce télégramme se terminait ainsi : « Je ne puis rien apprendre en ce qui concerne Don Carlos. J'ignore même s'il se trouve ici ou en Espagne. Ma surveillance en cette matière est très-active. »

On sait que M. le marquis de Nadaillac, préfet des Basses-Pyrénées, était le fonctionnaire principalement désigné aux invectives des journaux Madrilènes. Un libéral m'a même dit ironiquement à ce sujet : « Nous adorons ce brave M. de Nadaillac, et s'il venait en Espagne, nous lui réservions des ovations dignes de l'intérêt qu'il nous porte. »

Cette plaisanterie, d'un goût douteux, m'a toujours donné fort à réfléchir. Dans la lettre lue au ministre d'Etat espagnol par le chargé d'affaires français et dans la dépêche adressée au marquis de la Vega de Armijo, en réponse à la communication reçue par lui le 16 juillet, le duc Decazes se plaignait du caractère vague des plaintes du cabinet de Madrid, caractère

qui ne lui permettait pas de répondre aussi complètement qu'il se serait empressé de le faire, si les détails précis lui eussent été donnés.

La note fait remarquer à ce sujet « que la lettre du 16 juillet n'était point une énumération des plaintes qu'il était possible d'adresser au gouvernement français avec les preuves à l'appui, mais bien plutôt une réclamation à propos de la conduite des autorités des départements frontières, réclamation faisant connaître des faits certains et assez graves, au sujet desquels le duc Decazes n'a pas donné de réponse catégorique. Ainsi, relativement au passage sur le territoire français du soi-disant général Lizarraga, qui, avec 29 personnes et 15 chevaux, s'est rendu de Bayonne à Perpignan, le ministre des affaires étrangères a dit que ce personnage était muni d'un passeport espagnol. Un passeport est facile à obtenir; mais cette pièce autorisait-elle la circulation de 29 personnes et de 15 chevaux, emportant 22 grandes caisses? Quelle ne serait pas la responsabilité de la police si elle arrêtait des personnes dont elle aurait à s'assurer, par le seul motif que celles-ci n'auraient pas de passeports? Un autre fait aussi certain était l'entrée, pleine d'ostentation, en Espagne et la rentrée en France de la princesse Marguerite et d'une nombreuse suite, et son séjour dans les dépar-

tements méridionaux, non durant le temps où les préfets ne pouvaient découvrir la retraite de son mari, mais après qu'elle avait joué un rôle important à Estella, et postérieurement aux horribles exécutions d'Abarzuza, qui précédèrent les vols et les assassinats de Cuenca et l'hécatombe d'Olot. Quelles plaintes la France n'aurait-elle pas adressées à l'Espagne dans des circonstances analogues ? La loi internationale ne permet pas que des personnes qui portent le désordre et la désolation dans un pays soient, sinon aidées, du moins tolérées par les agents d'un pays voisin et bien intentionné. »

· · · · ·
Enfin, voici un dernier paragraphe du *memorandum* et qui me semble résumer toutes les prétentions de l'Espagne.

« Le gouvernement espagnol croit qu'un vigoureux effort serait moins coûteux pour la France que l'état de choses actuel et la prolongation de la guerre. Si des forces françaises considérables occupaient l'un des côtés de la frontière, en même temps que des forces espagnoles, agissant d'accord, occuperaien l'autre ; si les deux pays surveillaient de concert la Bidassoa ; si les autorités des départements pyrénéens étaient remplacées par d'autres, agissant conformément aux désirs manifestés par le gouver-

nement français, la guerre ne pourrait être continuée, car Bayonne, Pau, Oloron, Perpignan, etc., cesserait d'être des foyers de conspiration. »

Le *memorandum* causa une pénible impression en France. L'injustice des accusations frappait tous les yeux et la mauvaise foi perçait clairement. A peine avait-on observé les formes de la politesse diplomatique. Les bruits d'intervention Allemande, au-delà des Pyrénées, donnaient encore à ce document une importance plus grande.

Le prince de Bismarck paraissait ainsi poursuivre un double but. Sa politique, tout en humiliant la France, s'opposait énergiquement au succès définitif de Don Carlos, en Espagne.

La restauration de Charles VII amenait le triomphe de l'idée catholique; or, le grand chancelier qui faisait la guerre aux catholicisme, chez lui et ailleurs, ne pouvait consentir à voir cette religion triompher au-delà des Pyrénées.

Au moyen-âge, on avait eu le Saint Empire Romain; au XIX^e siècle, on nous préparait un empire allemand calviniste avec toutes les intolérances et toutes les persécutions. Cette politique dangereuse aura pour résultat de faire naître en Allemagne, une nouvelle guerre de Trente ans, car malgré l'indifférence

de l'époque, le sentiment religieux n'est pas encore complètement étouffé, et on verra ce que sera le réveil. Quelles que soient les visées ambitieuses de M. le prince de Bismarck et tout esprit de parti à part, nous croyons pouvoir, dès aujourd'hui, prévoir la dislocation du nouvel empire si la guerre religieuse éclatait en Allemagne.

M. de Bismarck est un de ces hommes d'Etat qui font époque dans l'histoire de leur pays, par leur génie et leur ambition; mais ne savez-vous pas, par expérience, que précisément ces hommes supérieurs se trouvent entraînés fatallement vers la mauvaise voie, et que leur chute est d'autant plus grande que le rang qu'ils occupent est plus élevé. Cette croisade pour détruire l'Eglise Romaine est une entreprise insensée; nous avons vu des hommes, qui se sont appelés Arius, Mahomet, Jean Huss, Luther et Voltaire, qui ont consacré leur vie à détruire l'édifice catholique; mais ils sont morts à la tâche et l'édifice catholique est resté debout. Il est donc à craindre que l'on rallume les passions politiques et religieuses, qui ont laissé un si triste souvenir au XVI^e siècle par une intolérance excessive.

L'Allemagne, pour s'immiscer encore plus directement dans les affaires d'Espagne, envoya à Bayonne un consul général, muni de pleins pouvoirs, M. Rudolf

Lindau. M. Lindau est un des principaux agents du chancelier, ainsi que l'a démontré assez clairement le procès d'Arnim. Dès son arrivée, ce fonctionnaire prit, pour ainsi parler, possession du consulat d'Espagne, dont le titulaire, M. Alarcon, se plia docilement à toutes ses volontés. La police des frontières fut organisée sur une vaste échelle ; l'espionnage ne pouvait du reste qu'être bien dirigé par des gens qui en ont toujours fait l'instrument principal de leur politique. Je tiens d'un personnage qui a joué un rôle à cette époque, qu'on imagina de créer de faux carlistes. Ces brebis galeuses ne réussirent que médiocrement, les affaires qui se traitaient à Bayonne n'étant que de petite importance.

Le *Nautilus* et l'*Albatros* croisaient régulièrement entre Bilbao et Saint-Sébastien. Les officiers de ces deux avisos de guerre étaient sans cesse fêtés et choyés ; on portait force toast aux *libérateurs* de l'*Espagne*. Triste effet des passions politiques, qui faisaient oublier à tant d'individus quo ce qu'il faut sauvegarder surtout dans les mauvais jours, c'est l'indépendance nationale.

L'*Albatros* et le *Nautilus* ne pouvaient guère empêcher les débarquements d'armes sur les côtes cantabriques. Le 8 juillet, le capitaine Jefferson avait remis aux carlistes, à Lequeitio, 27 pièces de canon

de divers calibres. Le 20 octobre, malgré la vigilance des avisos Espagnols et Allemands, *le London*, commandé par l'infatigable Jefferson, débarqua, à Motrico, 16 pièces de canon d'acier comprimé, 4,400 fusils Berdan, 500,000 cartouches, 4,000 charges d'obus et 200 caisses de munitions de toute sorte.

Je crois devoir donner, au moins à titre de curiosité, quelques détails sur une de ces expéditions du *London* :

Le *London*, navire de commerce, voyageant sous le pavillon Américain, revint très-promptement de sa première expédition de Lequeitio. Il avait à son bord un agent carliste qui s'était chargé de l'achat des armes.

Après avoir traité à des conditions assez avantageuses, cet agent assista aux épreuves de 4 pièces de canon d'acier comprimé; deux donnèrent de mauvais résultats; elles furent donc refusées. Il fut décidé que les 16 pièces restant seraient embarquées à destination des provinces basques. Pendant ce temps on faisait d'importantes réparations au navire anglo-américain; on changeait sa chaudière et on remplaçait son hélice, afin de lui donner un nœud de plus de vitesse.

Le départ eut lieu le 12, sans autre incident qu'un furieux coup de vent, qui poussa le *London* vers les



côtes de l'île de Cuba. Malgré les difficultés de la situation, il fallut entrer dans le port de la Havane.

Nouvelle déconvenue. Deux avisos de guerre mouillèrent en rade. Un des capitaines, qui avait été longtemps en relations avec Jefferson, l'invita à dîner et, d'après un témoin oculaire, le festin fut copieux ; on but aux Etats-Unis et le capitaine du *London* risqua à mi-voix, en anglais, un toast à Don Carlos, quoique le lieu fut mal choisi pour une semblable manifestation. Le lendemain, on reprit la mer, et, malgré la houle persistante, Jefferson arriva à Motrico, où le débarquement s'effectua très-rapidement.

A la sortie du port, le *London* passa entre quatre navires de guerre de la République, qui ne cherchèrent pas à le poursuivre. Du reste, la surveillance de la côte est chose difficile, et, malgré tout le zèle de l'escadre qui croise dans le golfe, les carlistes pourront toujours se procurer des armes par mer quand ils le voudront.

Nous avons puisé les renseignements sur l'expédition du *London* dans une lettre du compagnon de voyage de Jefferson.

A quelques jours de là, un nouveau débarquement s'effectuait au cap Figuier. Sans être aussi important que le précédent, il procurait aux carlistes 6 gros canons Krupp, 3,000 fusils et 100,000 cartouches.

Les volontaires Vasco-Navarrais commençaient à avoir une artillerie assez imposante. La fabrique d'Azpeitia avait déjà livré 12 pièces et on en fabriquait 6 autres ; c'est-à-dire qu'en comptant les canons de montagne, les carlistes avaient une artillerie de près de 80 pièces. A Madrid, le gouvernement persistait à cacher ces nouvelles, qu'il considérait, non sans raison, comme étant peu propres à convaincre l'opinion que le carlisme perdait du terrain tous les jours.

Le 14 octobre, il y eut une légère escarmouche au pont de Béhobie. On lui donna tout d'abord plus d'importance que de raison, parce qu'on pensait que le siège d'Irun allait commencer d'un instant à l'autre.

Ce fut le petit navire de commerce *Nieves* qui fut chargé de l'expédition du cap Figuier. Quelques temps après, un navire espagnol entra dans la baie de Saint-Jean-de-Luz et envoya 8 hommes d'équipage prendre possession du *Nieves*. Le capitaine don Pedro Aldamiz protesta énergiquement, menaçant si besoin était de repousser la force par la force. Ce langage énergique prouluisit son effet ; les assaillants se retirèrent et le capitaine Aldamiz resta à bord avec son équipage. L'autorité, du reste, promit de le protéger, mais, en vertu d'un ordre supérieur, les douaniers

français durent laisser amener le *Nieves*, qui partit dans la direction des côtes d'Espagne. Il fut même question, à Madrid, de demander l'extradition d'Aldamiz, mais ces exigences ne reçurent pas satisfaction.

Quand à Pedro Aldamiz, on lui intima un ordre d'internement; puis, après, le capitaine du *Nieves* obtint la permission de rester sur la frontière d'Espagne.

Le mois d'octobre fut encore signalé par un nouvel événement : l'entrée des républicains à La Guardia. Nous avons raconté le coup de main du général Alvarez sur cette place qui, par sa position sur les rives de l'Ebre, est d'une importance stratégique incontestable. Mais le voisinage de Logroño et de Vitoria ne permettaient pas aux carlistes de s'y installer en toute sécurité; aussi détruisirent-ils les fortifications et considérèrent cette place comme une ville ouverte.

Cependant, lorsque les troupes républicaines s'avancèrent de ce côté, la division carliste de la Rivera leur livra bataille; elle dut se retirer en bon ordre, pour éviter d'être enveloppée par les deux corps d'armée de La Serna, échelonnés entre Haro et Logroño, mais cette retraite n'en était pas moins un échec. Les journaux du gouvernement en profitèrent pour

tenter de ranimer l'opinion. Il fallait au ministère un prestige aux yeux de l'Europe; or, la bataille d'Abarzuza avait eu un trop grand retentissement pour être sitôt oubliée. L'occupation de La Guardia n'était donc qu'un succès de bien faible importance, et il fallait mieux que cela au maréchal-duc.

Les carlistes, comprenant que les opérations seraient interrompues pendant quelque temps en Navarre, résolurent de prendre l'offensive d'un autre côté; les lignes d'Estella et du Carrascal furent confiées à Mendiri et tous les bataillons dont on put disposer furent dirigés sur Vera pour presser le siège d'Irun. La chute de cette place enlevait aux libéraux la seule communication qui leur restait avec la France, et quoiqu'Irun n'ait guère d'importance comme ville, les républicains firent de grands travaux pour la mettre à l'abri d'un coup de main. Deux fortins furent élevés à Mendivil et au Télégraphe et la garnison fut renforcée. Le blocus durait déjà depuis longtemps, mais assiégés et assiégeants se bornaient à tirer quelques coups de canon qui faisaient plus de bruit que de mal. Les étrangers que la saison des bains avait attirés du côté de Biarritz et Saint-Jean-de-Luz se rendaient à la frontière pour assister à ce simulacre de siège, qui rappelait un peu trop les guerres de la Fronde.

Mais, vers la fin octobre, Don Carlos déclara qu'il était d'avis de transporter l'artillerie à Saint-Martial et de bombarder Irun.

Le prince n'entrevoyait pas une résistance sérieuse et il ne voulait amener avec lui plusieurs bataillons que pour intimider les assiégés et presser la reddition. On a considéré le bombardement d'Irun comme une faute ; je ne dis pas que ceux qui ont raisonné de la sorte soient tout-à-fait dans le faux ; mais, à Irun, Don Carlos a eu le grand tort d'échouer, et, malheureusement, le *Vae Victis* est toujours à l'ordre du jour.

Il y avait déjà eu une légère escarmouche au pont de Béhobie ; les miquelets avaient repris quelques maisons, enlevées par surprise par une poignée de carlistes, ce qui avait fourni aux badauds l'occasion d'une *partie* de plaisir. La foule aime toujours ces spectacles-là et on est à se demander ce qui nous pousse à blâmer les Romains, qui adoraient les amphithéâtres, et les Espagnols, qui raffolent de *corridas*. Le siège d'Irun devait attirer bien plus de curieux. Don Carlos arriva à Santesteban le 4 novembre et reçut les officiers de sa maison, à l'occasion de sa fête. Deux batteries furent disposées à la hâte, l'une située à San Marcial, sous les ordres du colonel Brea, l'autre dite de Herreria, plus rapprochée d'Irun.

Le feu commença dans la matinée. Le fort du Télégraphe fut d'abord assez endommagé. Les pièces étaient si habilement pointées que les officiers d'artillerie français qui faisaient partie de la colonne envoyée à la frontière par le général Pourcet ne purent s'empêcher de manifester leur étonnement. En somme les carlistes n'étaient, pour eux, que dés insurgés sans ressources, ne disposant que de mauvais canons servis par de mauvais artilleurs.

Le 5, le fort du Télégraphe reçut encore de nouveaux projectiles et plusieurs maisons furent incendiées. Don Carlos se rendit à Vera, dans la soirée, avec un officier supérieur et le comte de Bardi. Il n'était question que de donner l'assaut, et, il faut le dire, c'était en ce moment le seul moyen d'en finir vite. On hésita comme à Bilbao, et on devait être repoussé comme à Bilbao.

Plusieurs princes de la maison de Bourbon se trouvaient auprès de Don Carlos : le duc de Parme, le comte de Caserte et le comte de Bardi. Ces princes, qui venaient combattre autour des chefs de la maison d'Espagne, étaient à leur poste. La révolution les avait dépouillés ; ils venaient la combattre. L'armée royaliste n'était certes pas composée comme l'armée de Coblenz, mais il y régnait une sorte de démocratie qui pouvait donner à réfléchir aux démocrates de

nom. Les républicains prêchent l'égalité et pourtant si je l'ai trouvée quelque part, c'est bien dans les rangs de l'armée royale, où un gentilhomme est camarade de chambrière d'un vulgaire artisan, où un simple officier volontaire se lie d'amitié avec un prince de sang royal. Du reste, ceux qui ont eu l'honneur d'être reçus par Don Carlos lui-même, n'ont qu'à rapporter fidèlement leurs impressions.

L'assaut était renvoyé au 6. Ce jour-là, Saint-Martial tira fort peu ; on disait que les provisions d'obus étaient épuisées et qu'il ne restait que des boulets. Une petite canonnnière entra dans la Bidassoa et envoya plusieurs projectiles à Saint-Martial avec tant de précision, que plusieurs artilleurs carlistes furent tués ou blessés. Du côté de la France, toutes les hauteurs étaient garnies de curieux, et la compagnie du chemin de fer du Midi se vit obligée d'établir des trains spéciaux. On venait donc assister, comme à une fête, à un triste épisode de la guerre civile d'Espagne. Quoi de plus navrant que ces pauvres habitants d'Irun, chassés de leurs foyers, et ces malades, et ces vieillards jetés sur l'autre rive, sans asile. Le sous-préfet de Bayonne, M. de Bray, fit remettre de l'argent à ces infortunés et s'occupa activement de les soulager dans leur malheur.

Pendant que les batteries carlistes couvraient Irun

de projectiles, les généraux de l'armée républicaine s'étaient déjà mis en marche pour dégager la ville. Loma débarqua à Saint-Sébastien et se rendit à Irun sur une chaloupe canonnière ; on le reçut avec enthousiasme. Il repartit pour Saint-Sébastien et s'occupa de réorganiser ses forces. 1,000 carabiniers et plusieurs bataillons débarquèrent à Renteria.

D'autres troupes arrivèrent avec La Serna et commencèrent les opérations. Les carlistes, eux, perdaient un temps précieux en hésitations et attendaient, en vain, l'ordre d'enlever la place d'assaut. Le point qu'il convenait le plus d'occuper, *El Parque*, n'était défendu que par une poignée d'hommes. On ne décida rien.

Les libéraux commencèrent à attaquer Saint-Martial ; ils trouvèrent assez de résistance, mais, dans la soirée du mardi, les carlistes abandonnèrent subitement leurs formidables positions et enlevèrent l'artillerie de Saint-Martial.

Le mercredi, Loma était à Oyarzun. Le général Ceballos, qui commandait une division royaliste, attaqué par des forces supérieures, dut battre en retraite. A la suite de cet échec, il fallait naturellement une victime ; c'e fut lui que l'on choisit. On cria à l'ineptie, à la trahison, parce qu'il y a des gens qui ne savent pas que l'honneur d'un homme est chose assez sérieuse pour qu'on la discute sérieusement.

L'armée républicaine entra à Irun dans la soirée du mercredi et dans la matinée du jeudi. L'entreprise était manquée. Les carlistes se replièrent sur Vera. Ils avaient éprouvé des pertes peu sensibles, mais l'effet moral fut immense; leur échec avait pour témoin toute cette foule qui couronnait les hauteurs de la rive française. La tentative avait ceci de mauvais, c'est qu'elle était donnée comme un spectacle. Pour ces sortes de choses, il faut toujours redouter le dénouement. Le comte de Bardi disait bien à qui voulait l'entendre : « Ceci est un nouveau Somorostro, mais la fin ne sera pas la même; c'était faire preuve d'une confiance que les événements ne justifièrent pas. »

L'armée républicaine déshonora sa victoire ; aussitôt que les carlistes eurent disparu, les soldats de La Serna mirent le feu à une centaine de caserios. La ligne d'incendie s'étendit sur une longueur d'une demi-lieue. Le procédé était quelque peu Vandale et rien ne l'expliquait. Voici, du reste, ce qu'écrivait, à ce sujet, M. de Coutouly; c'est un témoignage peu suspect que j'invoque comme on le voit :

« Il est juste d'ajouter que les incendies très nombreux qui ont éclairé la victoire de l'armée libérale ont aussi beaucoup nuî à la réputation de celle-ci. Je vous ai déjà dit combien ces incendies ont affligé le

général La Serna et son état-major. Quelques exemples sévères suffiront pour dégager la responsabilité du général en chef, qui est le meilleur homme du monde, conservateur s'il en fut et très-ennemi du régime de la Terreur, mais il est impossible de nier qu'en brûlant tant de maisons sur son passage, au mépris des ordres sévères émanés du quartier général, l'armée elle-même a gâté, enlaidi son triomphe. Il y a là une tache pour les armes libérales et, pour l'effacer, il faudra longtemps prendre des mesures de rigueur assez fortes pour empêcher la répétition des mêmes excès. »

Le général La Serna a voulu renier sa participation dans ce triste incident, mais ces protestations tardives ne font pas pardonner les fautes commises. Dans les premiers moments, les journaux Madrilènes jetèrent sur les carlistes tout l'odieux de cet acte sauvage et, lorsque la vérité fut bien connue, la plupart d'entre eux gardèrent le silence. Les haines politiques sont implacables; elles font oublier les sentiments les plus élémentaires de justice et d'équité.

Les républicains, maîtres d'Irun, ne poursuivirent pas les carlistes. Ils eussent pu profiter du désarroi des premiers moments mais des ordres venus de Madrid, arrêtèrent l'armée victorieuse. Serrano, en

effet, avait cru l'armée royaliste en complète débandade ; il ne lui convenait pas de poursuivre son succès ; le carlisme lui était utile tant qu'il pouvait le dominer. Le royalisme était, en effet, le prétexte de sa dictature et de son despotisme ; il ne tenait pas à le réduire complètement. Ce que le maréchal Serrano voulait à tout prix, c'était prolonger la durée de son quasi-règne. Une restauration Alphonsiste était imminente ; les libéraux madrilènes avaient beau se livrer à toutes les combinaisons possibles, ils n'avaient d'autre solution que celle-là. Du reste, le langage de certains personnages, alors au pouvoir, ne laissait subsister aucun doute à ce sujet. Le général Letona avait écrit une brochure traitant franchement la question, qui avait pour titre : *La Guerre et une Constitution*. L'ouvrage fut saisi, mais les exemplaires qu'on déroba au zèle des agents de M. le duc de la Torre, furent lus avec avidité. L'Alphonsisme était du reste la principale force du gouvernement ; c'était lui qui l'avait sauvé à Somorostro et les partis sont comme les hommes d'affaires, ils ne travaillent pas pour rien. Qu'on me pardonne la trivialité de la comparaison, mais c'est là un fait certain.

Les amis de Don Alphonse comptaient, eux aussi, en finir quand ils le voudraient avec Don Carlos et

le triomphe venu, pouvoir éléver leur prince sur le pavois. Ils avaient échoué à Estella, mais ce n'était que partie remise.

Don Alphonse arrivait au pouvoir dans de mauvaises conditions. Les hommes de la *España con honra* étaient les premiers à le pousser au trône. Alcolea était oublié; Topete voulait bien ne plus se rappeler qu'il avait soulevé l'escadre à Cadix; seul Serrano résistait. Ayala, Sagasta lui-même étaient complices ou tout au moins laissaient faire.

Le parti républicain sans force, sans autorité, sans prestige, était tenu à l'écart de toutes ces intrigues et on ne lui faisait pas même l'honneur de le craindre. Les cantonards ne songeaient plus à renouveler leurs équipées et les sages du parti vivaient retirés du monde politique. El señor Pi méditait sur l'ingratitude humaine, lui qui avait rêvé d'être le Washington d'Outre-Monts.

Les généraux Alphonsistes insistèrent fortement auprès du maréchal Serrano pour augmenter l'effectif de l'armée. Ainsi qu'on le verra par le rapport officiel que je publie dans le courant de cet ouvrage, l'armée du Nord fut renforcée au commencement de décembre et portée au chiffre de 72,000 hommes, sans compter les garnisons des places. Depuis la guerre civile de 1833 à 1840, l'Espagne n'avait

jamais mis sur pied des forces aussi considérables. Loma, qui commandait la division guipuzcoane, reçut l'ordre de marcher sur Tolosa ; on comptait si bien sur le succès de l'entreprise que le député Roca-verde remplit deux voitures de vins fins et de conserves pour célébrer dignement les victoires, à remporter, de la colonne Loma. La Serna devait attaquer Estella et refouler les carlistes, vaincus, dans les Amezcoas, pendant que son collègue détruirait les fabriques et isolerait, de la Navarre, la division biscaïenne.

Le 7 décembre, 3,000 républicains, sous les ordres de Blanco, sortirent d'Hernani pour attaquer les lignes carlistes. Egaña et Mogrovejo commandaient les Guipuzcoans. Le premier était un vétéran de la guerre de Sept-Ans, mutilé glorieusement au service d'une noble cause; l'autre était un des meilleurs officiers supérieurs de l'armée espagnole. Ils livraient leur première bataille; leur honneur était en jeu; il fallait faire oublier Irun.

Le brigadier carliste Aizpurua, fut chargé de contenir la colonne Blanco, qui avait reçu l'ordre de tâter le terrain. Le combat fut court. A la suite d'une brillante charge à la bayonnette, les soldats de Blanco furent repoussés, laissant sur le terrain 100 des leurs, et entre les mains des carlistes 38 prisonniers.

Le lendemain, les républicains, au nombre de 12,000 hommes, reprirent l'offensive. Ils se divisèrent en trois colonnes ; la première forte, de 4,000 hommes, attaqua l'aile droite carliste ; la 2^e, forte de 5,000 soldats, se porta sur l'aile gauche et la 3^e, se tint sur le chemin d'Hernani.

Egaña, craignant que les républicains ne se jetassent sur Azpeitia qui était à découvert, envoya de ce côté le brigadier Aizpurua avec le 6^e de Guipuzcoa afin de parer à toute éventualité. L'aile gauche des carlistes et leur centre furent attaqués avec beaucoup de vigueur. On renforça les points faibles avec le bataillon des guides royaux et le 7^e de Guipuzcoa. A un moment donné, les charges à la bayonnette commencèrent sur le chemin d'Urnieta, malgré les feux du Mont Santa-Barbara. Les républicains avaient pour eux un grand avantage ; c'est qu'ils combattaient, pour ainsi dire, sous les murs d'Hernani et que leur retraite était couverte en cas d'échec ; malgré cela ils éprouvèrent des pertes très sensibles et n'enlevèrent aucune position importante.

Loma tomba grièvement blessé ; un aide de camp de Blanco fut tué. Il fallut revenir en arrière. La désillusion était cruelle ; on croyait à une promenade militaire, mais on avait dû livrer une véritable bataille et cette bataille avait été perdue. Le général carliste

Mogrovejo fut assez grièvement atteint. Le bataillon des guides royaux fut rudement éprouvé ; il est vrai qu'il s'était fort bien conduit.

L'affaire d'Urnieta releva le moral abattu des carlistes ; leur dernier échec était vengé. Le vieil Egaña avait bien débuté dans sa nouvelle charge. Don Carlos envoya à Mogrovejo l'écharpe de lieutenant-général. A Madrid, le gouvernement fut attéré à cette nouvelle et la *Gaceta* garda un silence prudent.

Il y eût bien quelques indiscretions qui révélèrent au public une partie de la vérité, mais ce ne fut pas la faute du ministère. Le maréchal Serrano prit alors le parti de se mettre à la tête de l'armée du Nord.

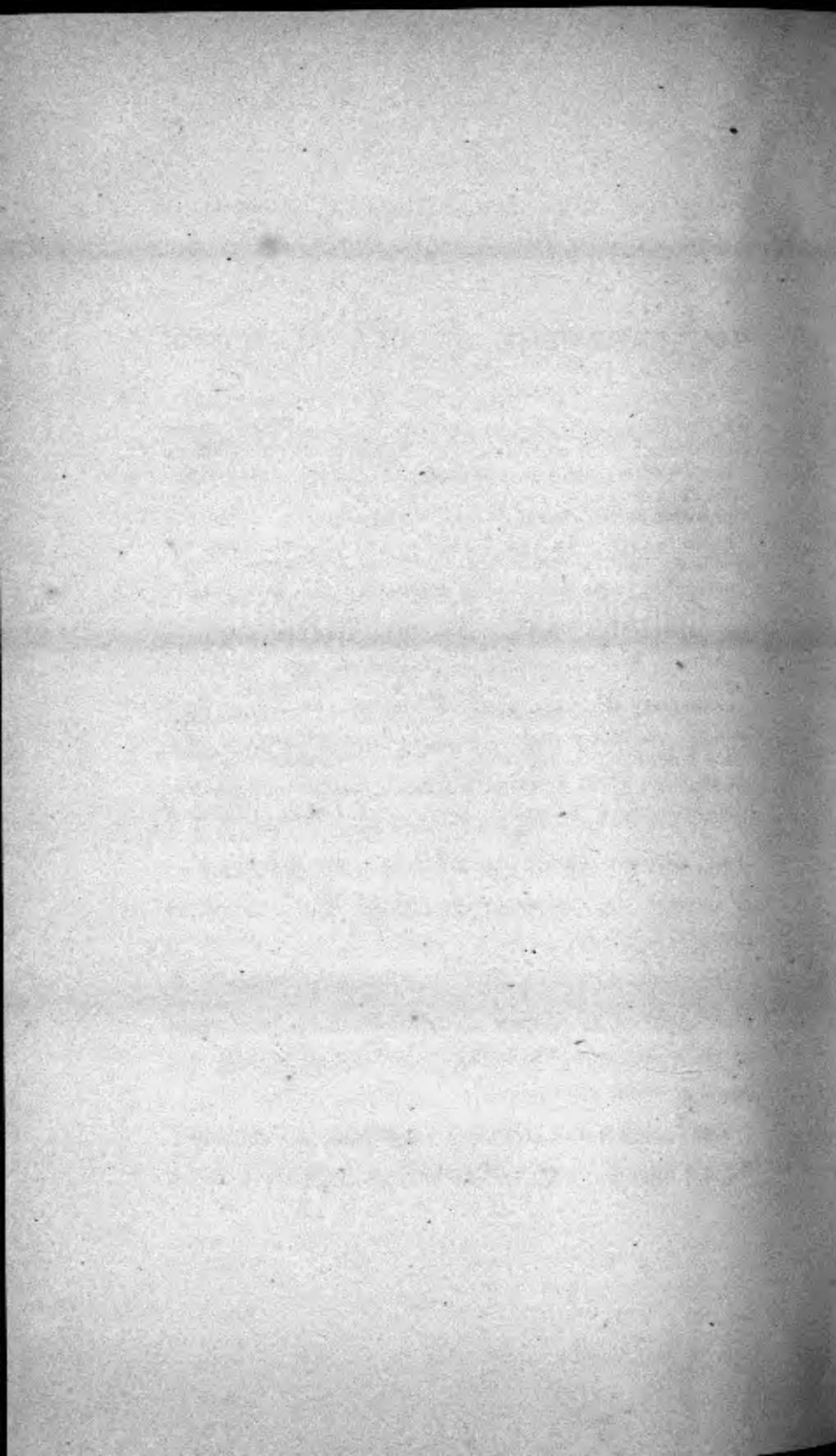
La situation lui semblait grave et il comptait sur sa bonne étoile. Ce fut avec une insouciante gaieté qu'il prit congé de ses amis. Un vieux magistrat lui prit la main en lui disant : « Adieu maréchal, si nous ne devons plus nous revoir. Vous avez donc bien peur de mourir fit Serrano en souriant. »

Le duc de la Torre laissait à Madrid, comme capitaine-général, Primo de Rivera. Pour un homme qui avait confisqué l'ouvrage de Létona, par la raison qu'on y faisait de l'Alphonsisme par trop accentué, c'était commettre une grave imprudence. Fort heureusement, nous savons à quoi nous en tenir sur le rôle équivoque, joué par le duc de la Torre, dans la res-

tauration du 31 décembre. On a beau être un grand comédien en politique, on finit toujours par voir sur le visage les traces du crayon noir et quelques cheveux indiscrets qui révèlent la perruque. Le maréchal Serrano est un habile homme, c'est indiscutable, mais on finira par voir clair dans son jeu, et l'avenir nous réserve bien d'autres surprises.

La République Espagnole ne conservait plus de son passé que le nom ; ce nom elle allait le perdre. La révolution allait bien en besogne. Depuis 1868, elle avait donné à ce grand enfant qui a nom l'Espagne, six gouvernements, un par an en moyenne, et l'Espagne les avait brisés comme l'enfant fatigué de ses jouets, qui les jette dans un coin en attendant qu'on les lui remplace au nouvel an.

GOUVERNEMENT DE DON ALPHONSE



GOUVERNEMENT DE DON ALPHONSE

SOMMAIRE. — Coup d'Etat du 31 décembre. — Martinez Campos est nommé lieutenant-général. — Primo de Rivera proclame Don Alphonse à Madrid. — L'armée du Nord reconnaît le nouveau gouvernement. — Attitude du parti carliste. — Don Carlos proteste contre le coup de main militaire du 31. — Don Alphonse à l'armée du Nord. — Reprise des opérations militaires. — Le Carrascal. — Moriones tourne le Carrascal et entre à Pamplune sans coup férir. — Les libéraux à Puente-la-Reyna. — Combat de Lacar. — Défaite de l'armée Alphonsiste.

Incident Cabrera. — Le Convenio. — Cabrera reconnaît Don Alphonse. — Cabrera à Biarritz. — Ses efforts pour terminer la guerre. — Don Alphonse insulté à Gratz. — De l'Allemagne. — Politique du grand chancelier.

Le nonce du Pape à Madrid. — Les libéraux l'accueillent avec des démonstrations enthousiastes. — Politique intérieure.

Dorregaray à Alcora. — Agitation à Madrid. — Les premières opérations commencent dans le Centre. — Considérations générales.

Serrano était à l'armée du Nord et les Alphonsistes se voyant débarrassés du chef du pouvoir exécutif se décidèrent à agir.

Martinez Campos passa, le premier, le Rubicon. À Murviedro, de sa propre autorité, il proclama devant sa division, Don Alphonse, roi d'Espagne et des Indes.

Les ministres de Madrid feignirent de s'étonner de la nouvelle; c'était dans le rôle, mais nous avons

toujours su à quoi nous en tenir à ce sujet. Cependant il fallait sauvegarder les apparences et M. Sagasta déclara sérieusement que Martinez Campos était un rebelle. Le général Jovellar reçut même l'ordre de marcher contre ces insurgés d'une espèce toute nouvelle. Or, Jovellar en était et il arriva qu'il finit par tomber dans les bras de son collègue.

Primo de Rivera entraîné, disait-il, par l'opinion du pays rétablit de son côté la monarchie Bourbonniene. Sagasta protesta pour la forme et Madrid se réveilla le 31 décembre, avec un nouveau gouvernement et un jeune roi. Le *Nil Mirari*, du poète Romain, ne pouvant avoir une meilleure application, les Madrilènes trouvèrent la chose toute naturelle et dégustèrent *leur chocolate*, en faisant des réflexions sur l'événement. Les pavés restèrent à leurs places et M. Castelar ne quitta pas la chambre, ce qui fit que le coup d'État ne produisit aucune émotion sérieuse.

Dans le Nord, les officiers généraux, ennemis la veille des fleurs de lys, jetèrent sur leurs *entorchados* un regard des plus significatifs et suivirent le courant. Lopez Dominguez, seul, fut un peu le récalcitrant et on lui enleva son commandement. A part cet incident, l'ordre matériel ne fut pas troublé et Don Alphonse eut au moins la satisfaction de ne pas avoir fait verser une goutte de sang.

Les Alphonsistes eussent préféré voir leur système triompher par un vote de la représentation nationale, mais, quoique grands amis en apparence du parlementarisme, ils ne voulurent pas tenter l'aventure et préférèrent assumer la responsabilité d'un *pronunciamento*. C'était commencer un règne sous de biens tristes auspices. Je n'écris pas ces lignes, sous une impression de haine systématique ; l'avenir sera de nouveau plein d'enseignements, malheureusement pour l'Espagne.

Don Alphonse, proclamé roi par le parlement, obtenait, par cela même, une force morale considérable, mais sa royaute, étant issue d'un coup demain, pourra toujours être mise en discussion. Les empereurs, qu'élevait le caprice de la soldatesque, étaient plutôt des esclaves que des maîtres. Du moment que l'armée devenait un instrument politique, l'état marchait à sa ruine et le prince régnant pouvait à peine compter sur un lendemain. Ce système fatal de gouvernement, demeuré célèbre, sous le nom de Césarisme, tua l'Empire Romain, comme nous l'avons déjà dit plus haut, et prépara plus tard à Mahomet II une proie facile. Plus de stabilité, partant plus de sécurité.

Admettons que Martinez Campos, malmené par la nouvelle cour, songe à d'autres intrigues. Sans doute

sa conduite sera peu louable, mais qui pourra la considérer comme illogique ? Donc, la royauté Bourbonienne est à la merci d'un simple général, et qui sait si plus tard, elle ne sera pas à la merci d'un simple sergent, comme la régente Marie-Christine à la Granja.

Les *moderados historicos* n'ont pas été satisfaits de l'événement du 31 décembre ; ils avaient rêvé leur monarchie tout autre. La reconnaissance qui les enchainait à Doña Isabelle les éloignait de Don Carlos, dont ils approuvaient les principes. Je ne sais si leur influence finira par prédominer à Madrid, mais, si Don Alphonse veut des amis sincères qui consolident son pouvoir, ce n'est pas à M. Ayala par exemple qu'il doit s'adresser.

Don Carlos n'a pas voulu obtenir la couronne au prix d'un sacrifice dangereux et inutile ; aussi sera-t-il tout puissant, si Dieu lui donne la victoire. Les libertés qu'il accoriera ne lui seront pas arrachées de force et ne compromettront pas son pouvoir. Les monarchies d'origine révolutionnaire sont toujours fatidiquement condamnées à faire des ingrats. Quelles que soient leurs bonnes intentions, il semble que leurs réformes, même les meilleures, ne sont qu'une dette qu'elles acquittent. Il n'est donc pas difficile de prévoir combien le rôle de Don Alphonse sera pénit-

ble au milieu des gens qui le considéreront toujours comme leur obligé.

Le jeune prince fut bien accueilli par les conservateurs; on croyait alors sérieusement que le coup d'état du 31 décembre ruinait, à jamais, les espérances de Don Carlos. C'était un ennemi dont on voulait se débarrasser à tout prix. Les hommes de 1868 applaudissaient à l'événement avec une arrière-pensée, il est vrai. Leur tentative d'Alcolea leur avait paru si facile qu'ils espéraient, sans nul doute, pouvoir refaire leur équipée dans des temps meilleurs. Odieuse hypocrisie; mais les gens de la *España con honra* ont une façon à eux d'interpréter l'honnêteté en matière politique.

L'armée du Nord était prête à entrer en campagne; elle était forte de 72,000 hommes; on s'attendait à des succès définitifs. Don Alphonse passa des revues pour exciter l'enthousiasme, mais le carlisme ne perdait pas du terrain. « Je n'ai pas besoin de protester contre ce qui se passe à Madrid, disait Don Carlos de son quartier général, mes canons se chargeront de répondre convenablement. » Tout d'abord on cria à la fanfaronnade, mais il fallut se rendre à l'évidence. Don Carlos avait les meilleurs soldats de l'Espagne, aguerris par une campagne de deux années et combattant pour leurs principes et leur foi.

La Serna avait réuni des *quintos* qu'on menait pour ainsi dire au bâton ; on leur avait prêché la haine du carlisme, mais ils ne pouvaient combattre pour une haine qu'ils ne pouvaient comprendre. De plus, ils n'étaient pas formés au rude métier des armes et, malgré toute la bravoure qu'on put leur supposer, il fallait être d'un optimisme extravagant pour faire accroire qu'on aurait si bon marché des Vasco-Navarrais. Ce peuple d'élite défend le roi qui, pour lui, représente la magistrature suprême du pays, ses *fueros*, c'est-à-dire ses libertés. Ainsi, ceux qui appellent les volontaires royalistes *un ramassis absolutiste* font preuve d'ignorance ou de mauvaise foi ; plutôt de mauvaise foi.

Don Alphonse commença par se mettre en de bons termes avec l'Eglise, en essayant de réparer, jusqu'à un certain point, les fautes commises par les gouvernements précédents ; c'était faire acte de bonne politique. Le carlisme ayant pour lui la majeure partie du clergé, il était bon de se faire des adhérents de ce côté. Quoiqu'il en soit, le jeune prince fit acte de justice tout en faisant preuve d'une certaine habileté.

Les feuilles officieuses mirent alors en avant leurs prétendus principes d'orthodoxie ; quelques-unes allèrent même jusqu'à citer des textes sacrés pour

condamner la guerre civile. Ce qui rappelle M. Alexandre Dumas fils, invoquant un verset de l'Ecriture pour excuser les fredaines de M^{me} Gaulthier. On sait que c'est la Bible à la main que Luther déchaîna la réforme. L'accès de piété des journaux constitutionnels fut donc pris peu au sérieux, et il fallait songer que les *pronunciamientos* et les citations ne suffisaient pas pour vaincre Don Carlos. Il n'y avait pas de temps à perdre.

Le blocus de Pampelune devenait chaque jour plus rigoureux et les carlistes avaient fortifié le Carrascal pour tenir tête aux divisions libérales qui tentaient de s'ouvrir un passage par ces montagnes. Leur artillerie était excellente, bien servie et la lutte promettait d'être sanglante.

Le lieutenant-général Moriones, appréciant les difficultés de l'entreprise, renonça à marcher sur Pampelune par ces passages si bien gardés. Il obliqua vers l'Est de la Navarre avec tant de rapidité que ses adversaires, surpris de ce mouvement inattendu, le laissèrent revenir sur Pampelune sans lui opposer de résistance. Moriones était parvenu à ravitailler cette place sans coup férir. Il ne se contenta pas de ce facile triomphe et poussa jusqu'à Puente-la-Reyna. Les carlistes battirent en retraite sans combattre. Ils avaient perdu beaucoup de terrain, mais leurs forces étaient intactes.

A Madrid, on recommença de plus belle à parler de la fin prochaine de la guerre. L'entrée des libéraux à Pampelune était assurément une véritable victoire, mais les carlistes avaient cédé le terrain, obéissant à un mot d'ordre, et leur attitude, toujours peu rassurante, inspirait de sérieuses inquiétudes à plusieurs officiers supérieurs de l'armée du Nord. Une bataille gagnée donnait au moins la sécurité en affaiblissant l'ennemi. Le proverbe a mille fois raison : Il n'y a pire eau que l'eau qui dort.

Don Carlos comprit qu'il fallait se décider à agir ; il imposa silence aux timides et lança Mendiri sur Lacar. Mendiri ayant appris que les libéraux, croyant jouir d'une complète sécurité, dansaient le *sardango* avec un entrain tout castillan, avança lentement et dissimula son monde dans un repli de terrain sis à 1,600 mètres des avant-postes alphonquistes.

A Lacar, on dansait de plus belle. Un officier d'état-major, qui avait le premier remarqué une section carliste, s'empressa de prévenir le général commandant la brigade. Celui-ci, dit-on, dirigea insoucieusement sa lorgnette vers le point désigné par l'officier, et se contenta de répondre :

« Bah ! ce sont les soldats de Moriones. »

Il aurait fallu, pour que cette assertion fut le moins du monde vraisemblable, que Moriones fut entré à

Estella et se fut emparé des fortes positions qui dominent cette ville. Ce fait me paraît tellement inouï que je ne le donne au lecteur que sous toutes réserves, bien que le combat qui eut lieu ensuite ne puisse s'expliquer que par une semblable négligence.

Les carlistes tombèrent sur Lacar avant que les libéraux eussent pu prendre leurs fusils, qu'ils avaient formés en faisceaux sur la place. Dans les premiers moments, on ne fit pas de quartier; aussi le carnage fut effroyable. Mendiri, dans son rapport, évalue le nombre des morts à 900 environ.

Les vainqueurs s'emparèrent de trois pièces de canon, de 2,000 fusils et firent 300 prisonniers.

Le corps d'armée alphoniste cantonné à Lorca arriva sur les lieux du combat pour empêcher un désastre complet.

La nouvelle de la défaite de Lacar fut un coup inattendu pour les ministres qui voyaient déjà les troupes à Estella. Madrid fut littéralement atterré et M. Canovas del Castillo, qui avait prédit la fin prochaine de la guerre, en fut pour ses prédictions. Depuis la mort du marquis del Duero, le parti libéral n'avait pas encore été si cruellement frappé. C'était une terrible désillusion, puisqu'on ne voyait déjà en Don Carlos qu'un vaincu et un proscrit.

Le roi d'Estella, comme l'appelaient les *modera-*

dos, venait de répondre dignement au coup d'état du 31 décembre. Quant à Don Alphonse, après avoir échappé par miracle aux volontaires de Mendiri, il reprenait le chemin de la capitale, en vaincu, mais en vaincu qui ne peut pas comprendre ce qu'est une semblable défaite. Les arcs de triomphe restèrent en magasin et les poètes officieux laissèrent leurs lyres muettes. Alors les Alphonsistes, pris de peur, à l'instar d'un homme grincheux et malheureux, donnèrent aux consuls de la frontière les ordres les plus sévères pour interner les réfugiés politiques, suspects de sympathies royalistes. Ce qui ajouta encore à leur exaspération, fut l'échec complet de Loma dans sa marche sur Azpeitia; mais, comme je l'ai déjà dit dans un chapitre précédent, les grandes colères témoignent de grandes impuissances.

Les carlistes étaient en petit nombre sur la frontière ; ceux que l'on supposait les agents de ce parti avaient déjà été éloignés en décembre 1874. Les ministres Madrilènes ordonnèrent de sévir et de dresser les listes des personnages les plus connus.

Le gouvernement Français, qui favorisait la cause de Don Alphonse, se prêta sans mot dire aux fantaisies de M. Canovas del Castillo et de son représentant à Bayonne. Les émigrés recurent l'ordre d'aller chercher, au-delà de la Loire, un climat plus clément. Il fallait bien se venger de la défaite de Lacar.

En politique, lorsqu'on fait des choses inutiles, on s'expose à commettre de grandes fautes.

Quel profit le gouvernement de Madrid pouvait-il tirer de cette mesure violente, sinon d'exciter encore les haines ? Si un personnage suspect est surveillé, et au besoin exilé, la chose s'explique, mais lorsqu'on en vient à se saisir brutalement d'un royaliste, par cela seul qu'il est royaliste, voilà qui est de l'arbitraire. Les géants de 93 ne raisonnaient pas autrement. M. Canovas del Castillo, qui est un homme d'esprit, aurait peut-être hésité à prendre certaines mesures, s'il avait pu se rendre, par lui-même, compte de la situation. Le gouvernement de Don Alphonse, étant un gouvernement conservateur, est censé ne devoir pas sortir de la légalité ; que les Contreras fassent des sottises et que les petits tyranneaux, comme Sagasta, rappellent le décemvir Appius, nous savons à quoi nous en tenir là-dessus, mais le régime qui domine à Madrid, est autrement représenté ; il a, par conséquent, à s'observer dans les actes de cette nature.

En attendant, il fallait faire une nouvelle levée de 50,000 hommes pour combler les vides et entreprendre une nouvelle campagne dans les provinces.

Pendant ce temps, les carlistes fortifiaient Estella d'une façon formidable, en élevant sur les hauteurs

voisines de cette ville une série de fortins défendus par des pièces de gros calibre. Le *London* venait de débarquer 14 pièces, ce qui élevait à 100 les canons de l'armée Vasco-Navarraise. Ainsi les carlistes n'avaient plus à redouter, comme précédemment, leur infériorité dans l'arme de l'artillerie.

Ce fut alors que le gouvernement de Don Alphonse, désespérant de terminer promptement la guerre par la seule force de ses armes, s'adressa à un pacificateur dont la mission fut d'en appeler à la conciliation, en sacrifiant, bien entendu, tous les droits de Don Carlos, comme en 1839.

Celui qui fut chargé de ce rôle équivoque et difficile fut Don Ramon Cabrera, comte de Morella, dont nous avons esquissé l'histoire à grands traits.

On sait que l'ancien guerillero du Maëztrazgo s'était tenu à l'écart pendant la dernière campagne. Les gens qui passaient pour bien informés parlaient de graves dissensiments qui existaient entre Don Carlos et ce personnage, mais on ne pouvait rien avancer de certain. Quelques-uns, croyant que l'attitude réservée de Cabrera ne pouvait être attribuée qu'à l'obstination du prince à refuser certaines réformes, préparaient une réconciliation entre le jeune roi et son général. La réputation dont jouissait le comte de Morella était, en effet, des plus brillantes, et on



pensait, avec raison, que son concours aurait puissamment contribué au triomphe de la cause carliste.

D'un autre côté, il se trouvait des personnes qui accusaient Don Ramon de professer le libéralisme moderne et de faire des vœux pour la restauration de Dou Alphonse. Nous ne savons ce qu'il y a de vrai dans ces allégations ; Dieu seul peut lire dans les consciences. Il est un fait certain, c'est que le *Times*, ayant prétendu, dans le commencement de l'année actuelle, que Don Alphonse avait été reconnu par Cabrera, ce dernier adressa au journal anglais une lettre de rectification. On pouvait donc espérer que le comte de Morella ne passerait pas dans les rangs libéraux et qu'il persisterait à observer la même attitude. Son passé semblait répondre de l'avenir.

Ce fut un de ses amis, M. Caso, qui ouvrit le premier le feu par une diatribe violente contre les faits et gestes de Don Carlos. Comme M. Caso avait flatté ce prince quelques mois auparavant, en des termes qui sentaient plutôt le courtisan que l'homme d'état, on fut étonné d'un aussi brusque changement, que beaucoup de gens ne manquèrent pas de jeter sur le compte d'une ambition peu ou point satisfaite. M. Caso commit une grave erreur en signant le document en question, parce que les scandales sont déplorables, tant en politique que dans la vie privée.

En cette circonstance, la responsabilité d'une semblable variation incombait toute entière au comte de Morella ; il était donc pour le moins, maladroit de vouloir l'assumer d'avance. Le jour où l'illustre Berryer a dit qu'un homme d'honneur plantait sa vie en plantant son drapeau, il a dit une grande vérité; malheureusement il y a des sages qui ont ceci de commun avec Saint-Jean, c'est qu'ils prêchent dans le désert.

A quelques jours de là, Cabrera publia son manifeste ; ce fut une chose triste, plus triste encore que la mort d'un héros, parce que la mémoire du héros est bénie. C'était la fin d'une belle carrière à jamais brisée. Cabrera avait vécu dans le carlisme et il avait perdu sa mère pour le carlisme; les princes le firent capitaine-général et lui donnèrent la gloire en retour. Je ne dis pas qu'on se fut entièrement acquitté envers lui; parce que lorsqu'on perd sa mère pour un parti, on a fait tout ce que peut faire un homme. Les Spartiates eux-mêmes n'eussent pas exigé davantage; mais c'est précisément le sang de Maria Griño qui enchaînait Cabrera aux représentants du parti royaliste. Il y a des liens qu'on ne peut pas briser.

L'entrée de Cabrera dans le camp libéral fut un évènement; l'opinion publique s'en émut. On supposait une véritable force morale à l'ancien guerillero du

Maeztrazgo et de grandes sympathies dans les rangs de l'armée de Don Carlos. M. Canovas del Castillo tomba dans cette même erreur,

Les carlistes, fidèles à leur prince par conviction et par loyauté, restèrent sourds à l'appel de leur ancien chef. Il fallut donc se contenter de former le parti cabrériste avec un petit nombre d'adhérents, et encore on n'était arrivé à ce résultat qu'après avoir promis monts et merveilles, des places et des décorations ; deux choses auxquelles on tient un peu trop au-delà des Pyrénées. Après avoir fait entrevoir à M. Canovas del Castillo, la soumission prochaine des bataillons carlistes, le résultat était piètre. Les principales reueues se bornaient aux généraux Polo, Diaz de Rada, Rosalés et Aguirre. On ne s'était guère servi d'eux dans la dernière période de la campagne, ce qui les décida sans doute à faire comme l'Alcibiade d'Athènes ; mais les hommes dont je viens de citer les noms ayant été entraînés par l'exemple de leur chef, la responsabilité de la défection retombe toute entière sur Don Ramon Cabrera.

Le nouveau parti rejeta hautement l'épithète de libéral ; il faisait de la réaction et allait à la messe ; il s'intitulait le réformateur du parti carliste, comme Luther s'était intitulé, au XVI^e siècle, le réformateur de l'Eglise catholique. Le mot réforme, que je sache,

n'implique pas l'idée de destruction, mais il est des gens qui ont une façon singulière d'interpréter la valeur des termes.

Que les amis du comte de Morella poussent la réaction jusqu'à l'oppression, qu'importe aux vrais royalistes. La monarchie de Don Carlos ayant sa force principale dans la loi salique, ne nous fait pas craindre l'éventualité d'un changement de dynastie en Espagne. Il faut croire vraiment que le comte de Floridablanca, un des principaux ennemis de la pragmatique sanction, aimait bien peu son pays pour faire courir l'aventure à la couronne d'Espagne. Que Don Alphonse meure sans enfants, sa sœur hérite de lui (ceci est une supposition), un prince de la maison d'Allemagne lui demande sa main et voilà l'aigle de Brandebourg installé en lieu et place du lys. Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, l'héritier du trône espagnol serait alors un Hohenzollern.

Si les libéraux d'Outre-Monts veulent germaniser leur pays qu'ils s'arrangent avec leur conscience, mais qu'ils cessent de faire étalage de leur patriottisme et de leurs vertus civiques.

Don Ramon Cabrera eut de fréquentes conférences à Biarritz avec M. Lindau. Il y eut donc lieu de supposer que le plan de Don Ramon avait reçu peut-

être l'approbation de certain grand personnage en renom, mais l'insuccès fut complet et la tentative de pacification doit être considérée comme ayant échoué pour longtemps.

Pendant que Don Ramon Cabrera tenait cour plénière à l'hôtel d'Angleterre à Biarritz, le nonce du Pape, Mgr. Simeoni se dirigeait vers l'Espagne. Il fut reçu à Bayonne en grande pompe par les fonctionnaires de Don Alphonse et l'amiral Barcaistegui. Les Alphonsistes, cette fois, se mirent en frais d'orthodoxie et firent courir le bruit, dans le public, que le Pape allait excommunier Don Carlos et les carlistes pour mettre fin à cette guerre fratricide. Le public se refusa de prêter foi à cette monstrueuse plaisanterie (on était déjà assez étonné de voir Mgr. Simeoni prendre le chemin de Madrid).

Le nonce s'embarqua à Socoa, sur le *Ferrolano*. À Santander, on lui fit une réception très-brillante. On pouvait se croire revenu aux époques les plus brillantes de tranquillité, gouverneurs militaires, préfets, alcaldes, rivalisèrent de zèle auprès du représentant de Pie IX.

Toutes ces manifestations étaient une preuve d'habileté consommée. Il convenait aux hommes du 31 décembre de se mettre en de bons termes avec l'Eglise, afin d'enlever aux carlistes le prestige de

leur foi et de leurs croyances ; mais conclure de ces preuves extérieures aux convictions du ministère madrilène, voilà qui serait peut-être risqué.

L'histoire dira que M. Canovas del Castillo et ses collègues ont fait tous leurs efforts pour détruire le carlisme. En Navarre et en Guipuzcoa, ils ont lancé deux corps d'armée considérables. Vaincus par les armes, ils ont essayé de négocier avec Cabrera ; l'affaire a manqué. Enfin, dépouillant le costume absoluiste, ils ont feint d'endosser l'habit religieux, imitant en cela le Protée mythologique. Les résultats n'ont pas répondu aux efforts. Tant de travestissements et de bonne volonté méritaient certes une meilleure récompense !

Malgré les assurances de la *Gaceta*, les opérations militaires ne reprenaient pas. Les Alphonsistes se fortifiaient sur le mont Esquinza et établissaient des batteries, sans donner autrement signe de vie. En Guipuzcoa, les troupes libérales se tenaient également sur la défensive ; on n'espérait donc pas grand chose de l'armée pour le moment, et force était d'avouer que le carlisme était un ennemi redoutable et autrement sérieux qu'on ne se l'était figuré de prime-abord.

En Biscaye, les carlistes s'emparèrent par surprise du fort de Aspe, situé près de Bilbao. Cet audacieux

coup de main exécuté avec habileté, épouvanta les Bilbaïnos eux-mêmes, qui se rappelèrent, sans doute, que l'année passée, à pareille époque, les batteries de Pichon et de Quintana couvraient leur ville de projectiles. Les soldats de Berriz ne purent conserver leur conquête, mais il n'en était pas moins évident que la tentative avait pleinement réussi.

Don Antonio Dorregaray, chargé du commandement de l'armée du Centre, avait réorganisé en peu de temps les volontaires royalistes. Le gouvernement de Madrid faisait de son côté un appel chaleureux à l'activité de ses généraux pour détourner le danger, qui peut-être est plus à redouter pour lui dans ces régions que partout ailleurs. Je crois que si l'armée carliste parvient à remporter quelque succès décisif sur ses adversaires, les soldats de Dorregaray seront les premiers à se jeter sur la Nouvelle-Castille avec plus de bonheur peut-être et surtout avec plus de décision que les légions de Don Carlos V et de Zariatéguy.

Dans les derniers jours d'avril, il se produisit, en Europe, un incident regrettable, dont la responsabilité incombe à certains meneurs, agissant soi-disant au nom du parti libéral, en réalité au nom de l'Allemagne anti-catholique. Du reste voici les faits :

Don Alphonse de Bourbon, frère de Don Carlos,

avait quitté la Catalogne, dans les derniers jours de l'année 1874, pour se retirer provisoirement à l'étranger. Ce prince se fixa d'abord en Bavière, où la haine du grand chancelier vint le poursuivre. M. de Bismarck, en ennemi avéré et parfois aveugle de l'idée catholique, voulait livrer au gouvernement de Madrid l'infant, que ses adversaires accusaient d'assassinat et d'incendie. Il y aurait beaucoup à dire sur cette accusation, et, par ces temps agités que nous traversons, la patience de l'écrivain a des bornes. Nous nous abstenons toute fois de tout commentaire.

Le 27 avril, Don Alphonse, accompagné de Doña Maria de las Nieves, sortait de l'Eglise de Gratz. Une foule composée d'étudiants et d'agents prussiens insulta le prince et ne respecta pas même la femme, dans son épouse. C'était bien les vociférations de ces inconnus que les révoltes transforment en hommes politiques ou de ces personnages sinistres des mauvais jours. Doña Maria, calme au milieu de cette tempête, en imposa par sa dignité de princesse et d'épouse outragée. Le soir, les mêmes scènes se renouvelèrent; on poussa des cris de mort, on hurla, on vociféra, et la police de M. Andrassy arriva naturellement trop tard. Un mot en passant à M. Andrassy, ce ministre qui, par libéralisme s'est aplati devant la nation voisine, comme Dubois s'aplatissait

devant l'Angleterre. Nous n'avons pas l'intention de juger sa politique, mais l'histoire réserve ses mauvaises pages aux hommes d'Etat qui se font courtisans d'autres souverains, au nom de principes de liberté qui, peu à peu, mènent certains peuples à la servitude.

Il y a eu, dans l'histoire, de grands hommes qui ont eu nom Suger, Sully et Richelieu en France, Ximènes et Alberoni en Espagne. Ces hommes-là ont fait la guerre loyalement, mais, que nous sachions, ils ne se sont jamais abaissés jusqu'à soudoyer des *gens complaisants*, chargés de faire des charivaris à des personnages désignés. C'est le fait d'un être vulgaire, non d'un diplomate intelligent.

Que l'Espagne libérale veuille traîner en cour d'assises un prince de la maison royale, cela se comprend ; ses grandes vertus lui permettent sans doute cette fantaisie ; mais qu'un homme comme le prince de Bismarck se prête à cette grotesque combinaison, voilà qui est fait pour étonner. Que le grand chancelier y songe ; s'il a des généraux qui rappellent le célèbre Mansfeld, les catholiques auront de nouveaux Tilly et de nouveaux Wallenstein. C'est chose triste et navrante qu'une guerre de religion, mais que la responsabilité en incombe à ceux qui l'auront provoquée. Les scènes de Gratz ne s'adressent pas à

Don Alphonse, infant d'Espagne et frère de Don Carlos, mais à un prince appartenant à une religion persécutée. Ces événements ne peuvent donc qu'inspirer une tristesse profonde à ceux qui aiment la paix, parce qu'ils n'ont fait que contribuer à exciter les haines. Le rôle du gouvernement de Madrid a été triste dans cette affaire ; il est de ces odieuses vengeances qui déshonorent. Les généraux de la République ont trouvé Don Alphonse sur les champs de bataille ; ils ne l'ont pas vaincu. Est-ce une raison pour soudoyer des émeutes, lorsqu'on sait qu'il a remis l'épée au fourreau ?

Au point de vue politique, M. de Bismarck me semble s'être complètement fourvoyé dans cette affaire. L'empire d'Allemagne est certes puissant ; l'électeur de Brandebourg porte sur sa tête la couronne de Charlemagne et de Maximilien ; mais quelle que soit sa force, pourra-t-il résister à une guerre civile qu'il allume de lui-même ? La guerre de Trente-Ans a tué la maison d'Autriche, qu'on ne l'oublie pas, et ce que n'avait pu faire le génie d'Henri IV, les princes allemands se sont chargés de l'accomplir en déchirant leur patrie de leurs propres mains. Ferdinand II persécutait les réformés ; aujourd'hui on persécute les catholiques (ce qui prouve que ces derniers n'ont pas le monopole de l'intolérance, comme

on veut bien nous le faire croire); il n'y a que cette différence. Don Alphonse n'a donc été qu'une nouvelle victime, mais son nom a grandi l'insulte faite. Il arrivera un jour où la mesure sera comble; du reste nous sommes appelés à voir d'étranges choses.

Le public s'occupa d'autant mieux des scènes de Gratz que les opérations militaires étaient suspendues. Depuis le désastre de Lacar, l'armée Alphoniste s'était arrêtée dans sa marche. A Madrid, les généraux discutaient un nouveau plan de campagne. Les événements postérieurs nous l'ont révélé, aussi pouvons nous l'exposer en quelques lignes. Trois fortes armées furent destinées à combattre les bataillons carlistes des provinces basques, de Catalogne et des régions du Centre. Les armées libérales de Catalogne et de Valence, manœuvrant de concert, devaient attaquer Dorregaray et se porter ensuite sur le *Principado*, afin de pouvoir disposer de toutes les troupes en armes dans la Péninsule pour écraser l'armée carliste du Nord. Tout porte à croire, que les ministres de Don Alphonse, tentent un effort suprême et que la réussite de leurs projets peut seule leur assurer la stabilité, du moins momentanée, de leur système politique. Un échec éprouvé par leurs soldats dans la campagne qui s'ouvre, à l'heure où

j'écris, amènerait de graves complications et des changements très-importants.

L'armée constitutionnelle, cantonnée à Monte-Esquiza, avait canonné quelques villages des environs même après leur évacuation. Ce bombardement inutile et impolitique devait nécessairement amener des représailles. Dans la nuit du 12 mai, les carlistes placèrent devant Guetaria 20 pièces de différents calibres et 4 mortiers. Ces batteries étaient commandées par le colonel Rodriguez Vera, les lieutenants-colonels Reyero et Torrès. Le feu commença dans la matinée du 14. Les libéraux répondirent vigoureusement. Quelques heures se passèrent ainsi, lorsque cinq navires de guerre, venant au secours de la place, parurent en vue. Les artilleurs carlistes leur envoyèrent quelques projectiles, et l'escadrille s'éloigna pour aller bombarder Zumaya et Zarauz. La place fut canonnée toute la journée du 14 et la nuit suivante, les carlistes retirèrent leurs pièces, se déclarant satisfaits d'avoir vengé les désastres causés dans les villages de Navarre par l'artillerie de Monte-Esquiza.

Le 26 mai, l'amiral Sanchez Barcaistegui monta sur le *Colon*, suivi du *Ferrolano* pour inspecter, selon son habitude, la côte Cantabrique et bombarder Motrico, où les carlistes, prévenus à temps, avaient

mis quelques pièces en batterie. Arrivé en vue de Motrico, Barcaiztegui se rapprocha de la côte.

Son pilote, Don Ramon Andueza, lui exposa en vain le danger qu'il affrontait ainsi inutilement.

— Est-ce que vous auriez peur? lui répondit l'amiral; si les carlistes ont du canon, nous leur enverrons des obus (*bombas à los cañones*)?

A ce même moment, un projectile frappa la quille du navire. L'amiral, sans rien perdre de sa sérénité habituelle, monta sur le pont du navire sa lunette à la main. Il n'avait pas eu le temps de la porter à ses yeux, lorsqu'un obus lui fracassa la poitrine; la mort fut instantanée. Le projectile fit encore d'autres victimes. Depuis le commencement de la campagne deux officiers supérieurs, commandant en chef, avaient donc été tués; ils avaient bravement payé de leur personne. Comme le fait remarquer fort bien le *Cuartel Real* du 1^{er} juin, leur mort n'aurait-t-elle pas été plus glorieuse, s'ils avaient succombé en luttant contre l'étranger? Les guerres civiles moissonnent, elles aussi, d'illustres victimes, mais la gloire auxquelles elles semblent avoir droit n'est ni aussi grande, ni aussi pure.

Dans le courant du mois de mai, les travaux, commencés pour la réparation de la voie ferrée de Tolosa à Andoain, furent terminés et Don Carlos voulut pré-

sider en personne la cérémonie d'inauguration. Cette fête fut peu du goût de certaines gens, qui s'obstinent à représenter le carlisme comme l'ennemi des chemins de fer et des télégraphes, en un mot, de tout ce que l'industrie moderne a produit de plus utile. Il fallait bien dire quelque chose; on se borna à rappeler au public que les carlistes avaient détruit les lignes ferrées en 1873, comme si les nécessités de la guerre ne justifiaient pas un acte semblable. Dans la communication signée par le comte del Pinar, on a pu voir que le désir de Don Carlos est de rétablir les communications avec la France. Le commerce y gagnerait. Malgré l'inutilité de ses efforts, Don Carlos ne venait pas moins faire un acte de bonne politique. Ses ennemis raillèrent sa tentative, mais on sentait un profond dépit sous leurs sarcasmes.

En Aragon, Gamundi, Boët, Vallés et Madrazo entrèrent à Cariñena dans la nuit du 4 au 5 juin. Les carlistes firent prisonnier le gouverneur de la place et pénétrèrent en silence dans la ville, sans qu'aucun incident extraordinaire révélât leur présence dans les premiers moments. Un coup de fusil parti par mégarde donna l'éveil; une partie de la garnison s'enferma dans l'Eglise des Templiers et dans le fort de Cariñena, mais les volontaires de Gamundi

s'étaient rendus maîtres de la ville. Ils se retirèrent vers Midi en amenant quelques prisonniers. La surprise de Cariñenaacheva de discréditer le général Alphonsiste Despujol, dont les talents militaires étaient sans cesse vantés par les feuilles madrilènes. Malheureusement pour le gouvernement libéral, Concha était mort; il n'avait pas laissé de successeur.

Le 26 mai, à neuf heures du matin, les colonnes libérales, fortes de 12,000 hommes, 12 pièces de canon et 400 chevaux, attaquèrent Dorregaray à Alcora. Le feu commença à neuf heures, dit le rapport du généralissime des forces carlistes du Centre. La division Alvarez fut la première engagée et eut à soutenir deux charges furieuses. Les soldats de l'armée libérale, après avoir éprouvé de grandes pertes, renoncèrent à une nouvelle attaque et se portèrent en grandes masses vers les hauteurs d'Aisor, défendues par le bataillon n° 3 et 10 compagnies d'élite. Les libéraux attaquèrent vivement et il fallut renforcer les volontaires qui commençaient à plier. Le 2^e de Valence entra en ligne et rétablit la bataille.

Désespérant de couper les lignes carlistes, les libéraux rentrèrent à Alcora, après avoir eu 807 hommes hors de combat, dont 27 officiers. L'armée royale du Centre, étant à peine reformée dans de

bonnes conditions, les résultats obtenus pouvaient être considérés comme importants.

Les ministres n'avaient donc pas lieu d'être très satisfaits, d'autant plus qu'ils n'avaient pas seulement à redouter le carlisme, mais bien certains amis compromettants, qui abusaient de leur situation personnelle. Il n'y avait pas cinq mois que Don Alphonse avait été placé sur le trône d'Espagne, et déjà on s'occupait de lui trouver un successeur. Les républicains s'agitaient; aussi fallut-il en arrêter quelques-uns, ce qu'on fit de la manière la plus secrète. Le public eut vent de la chose et les ministres avouèrent simplement *une translation forcée de domicile*. Le mot était galant, mais rempli d'enseignements. Ainsi la prospérité intérieure tant vantée par des écrivains complaisants n'était pas si parfaite qu'on voulait bien le dire.

Les *moderados historicos* voyaient, avec tristesse, la jeune monarchie aller à M. Sagasta comme un navire va à un écueil. Leur honnêteté rejettait certaines combinaisons. Vaincus en 1868, de la façon que l'on sait, pouvaient-ils courber le front devant les vainqueurs d'Alcolea, au point d'abdiquer le pouvoir entre leurs mains. M. Sagasta et ses amis font maintenant les yeux doux à la nouvelle cour, mais nous sommes persuadés que leur tour arrivera. Au point

de vue de la morale, on ne saurait être impunément parjure. Il y a sept ans, ces mêmes hommes, qui aspirent au ministère sous une monarchie bourbonniennne, criaient à tue tête : *A bas les fleurs de lys*, et insultaient une pauvre femme sans défense. Spectacle écœurant s'il en fut ! Les détracteurs de la mère sont aujourd'hui les courtisans du fils.

Hélas, nous en verrons peut-être bien d'autres, mais l'heure sonnera pour les aventuriers politiques qui n'ont pas même, pour couvrir leurs fautes, le prétexte de leur génie.

Je viens de résumer en quelques pages ce qui s'est passé en Espagne ces dernières années. Ainsi que je l'écris dans ma préface, je n'ai pas eu l'intention de faire de l'histoire, parce que les passions du moment ont pu me rendre parfois partial. Plus tard, d'autres plumes plus savantes se chargeront de ce travail et l'on saura apprécier les faits et les hommes à leur valeur réelle. Je n'ai pas toutefois à regretter ce que je dis de certains hommes, qui ont perdu et qui perdront l'Espagne. Il est clair que leurs adorateurs crieront à la calomnie ou à l'absurdité. Naturellement, celui qui aurait traité Attila de *Fleau de Dieu*, dans son entourage, aurait payé de sa tête cette témérité, et pourtant c'est ainsi que l'histoire le nomme. Tous les tyrans ont eu leurs courtisans.

Néron était préféré à Homère et Vitellius considéré, par quelques-uns, comme un esprit délicat (au point de vue gastronomique peut-être), mais les annales des peuples n'ont pas ratifié ces viles flatteries. Il se trouve des hommes qui croient ou feignent de croire au génie de M. Sagasta, aux conceptions profondes de Ruiz Zorilla et au désintéressement de Christino Martos. Grand bien leur fasse. Nous sommes entièrement sceptiques en cette matière. Sagasta a du talent, c'est vrai; mais il manque complètement de génie, parce qu'il n'a pas de but en politique et qu'il n'est ni Murray, ni Cromwell. Vaniteux, amoureux de sa personne (au moral bien entendu), il ne pardonne pas à ceux qui n'ont pas en lui une foi aveugle ou qui veulent l'éliminer. Le carlisme le supprime, aussi il hait profondément le carlisme. Là où les principes triomphent il faut que les expédients périssent, et quand on a fait de l'expédient un *modus vivendi et agendi*, je comprends qu'on se récrie.

Le XIX^e siècle, ayant considéré la monarchie comme un instrument tyrannique, a trouvé un moyen charmant de guérir la société du fléau en remplaçant un tyran par quelques centaines de despotes. Ce système, appliqué à la médecine, eut certes arraché un gros rire au célèbre Hippocrate; mais j'oublie, en invoquant ici le nom d'un ancien, qu'à

certains yeux les anciens ont toujours tort. En Espagne, nous avons eu nos petits avocats politiques qui, trouvant qu'il valait mieux être homme d'état que de plaider pour des murs mitoyens, ont créé une école politique et se sont serrés les uns contre les autres. Ceux qui ont voulu les renvoyer à leurs papierasses s'y sont pris maladroitement et les avocats sont restés. De là les douceurs du régime parlementaire. La Providence nous a, jusqu'à présent, sauvés des avocats stratégistes, ce qui est un grand point, quoique par delà les Pyrénées bon nombre de généraux fassent la guerre comme des avocats. Pendant le règne d'Isabelle II ces Pathelins d'une nouvelle espèce ont si bien joué leur rôle que les révolutions se faisaient à Madrid presque avec autant de régularité que les révolutions sidérales. Que penseront nos descendants lorsqu'ils apprendront la consommation de portefeuilles qui s'est faite en moins d'un demi-siècle ? Autrefois les ministres restaient en place ; il est vrai qu'ils avaient nom Ximenès et Alberoni. « De nos jours, ils dégringolent, dirait Voltaire, comme les personnages d'une lanterne magique. » Il est vrai qu'ils ont nom Sagasta et Zorilla, ce qui s'explique fort bien.

En 1868, on promettait à l'Espagne et à l'Europe un gouvernement modèle. Ce gouvernement modèle

avait eu le grand talent de faire regretter l'ancien, qui était loin, lui aussi, de réaliser un idéal.

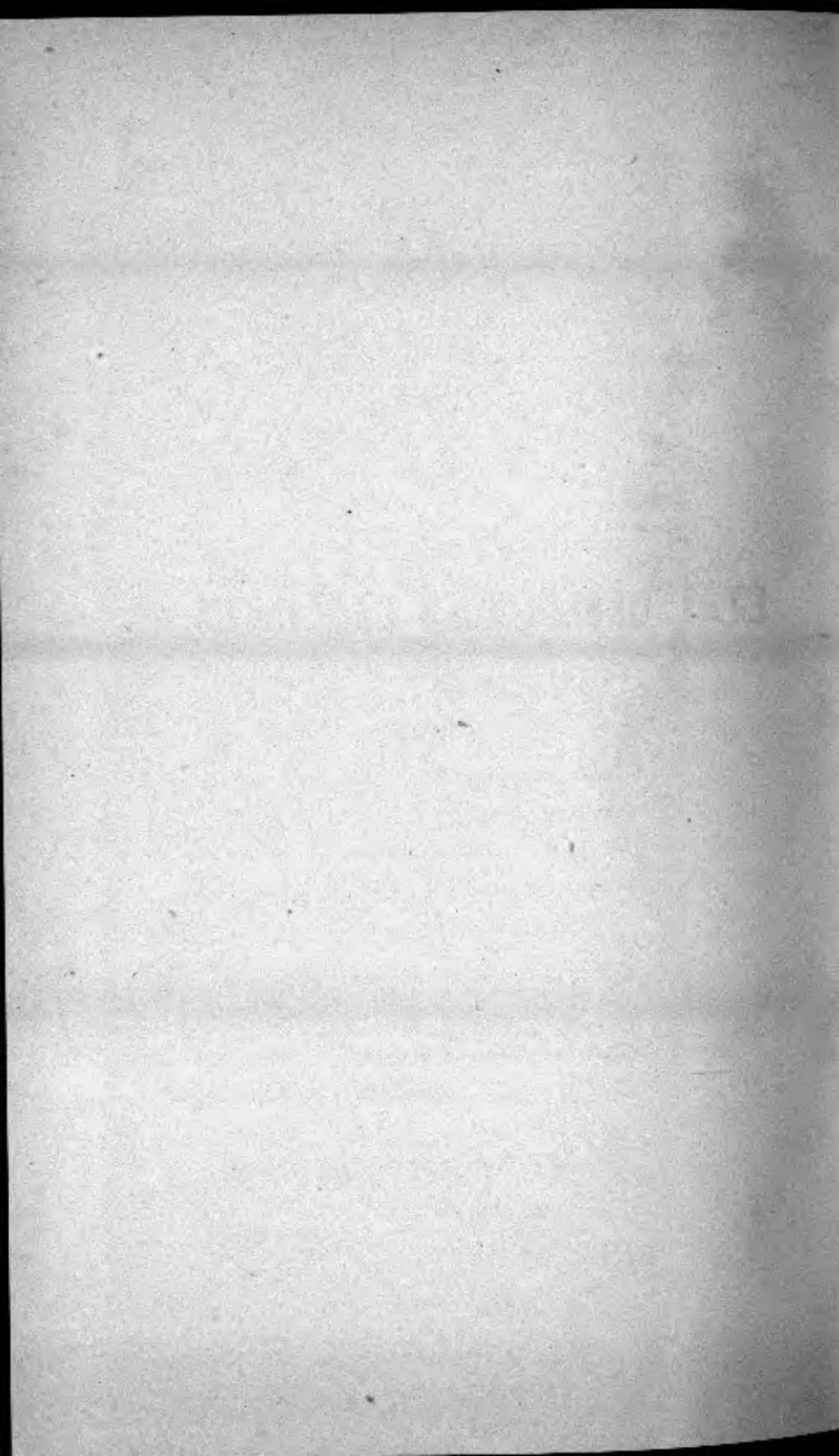
Les choses se sont si bien passées que l'Espagne s'est réveillée un beau matin en pleine guerre civile. Elle dure encore à l'heure où nous terminons ce livre, sans qu'on puisse en prévoir la prompte conclusion. Don Carlos, avec une poignée de montagnards, a réussi à discréditer les principaux généraux de la République et à faire des soldats de volontaires enthousiastes et ignorant complètement le métier des armes. Le parti libéral ne lui pardonnera jamais sa tentative.

Nous aimons la liberté vraie, mais non les systèmes politiques, aujourd'hui en vogue, qui n'en sont que la fausse monnaie ; nous avons une profonde aversion pour les despotes et les tyrans, qu'ils soient rois, dictateurs ou ministres ; voilà pourquoi nous avons écrit les lignes qui précédent. Nous avons lu dans l'histoire que l'Espagne était grande autrefois, mais qu'il s'est trouvé des hommes qui, de Lerme à Olivarès, d'Olivarès à Godoy, et de Godoy aux parlementaires ont miné, par la base, cette puissante monarchie.

Sous Philippe II, on disait : Au moindre mouvement de l'Espagne la terre tremble, aujourd'hui on peut avancer non sans raison, qu'au moindre mouvement de l'Espagne l'Europe rie. Ce qui peut adve-

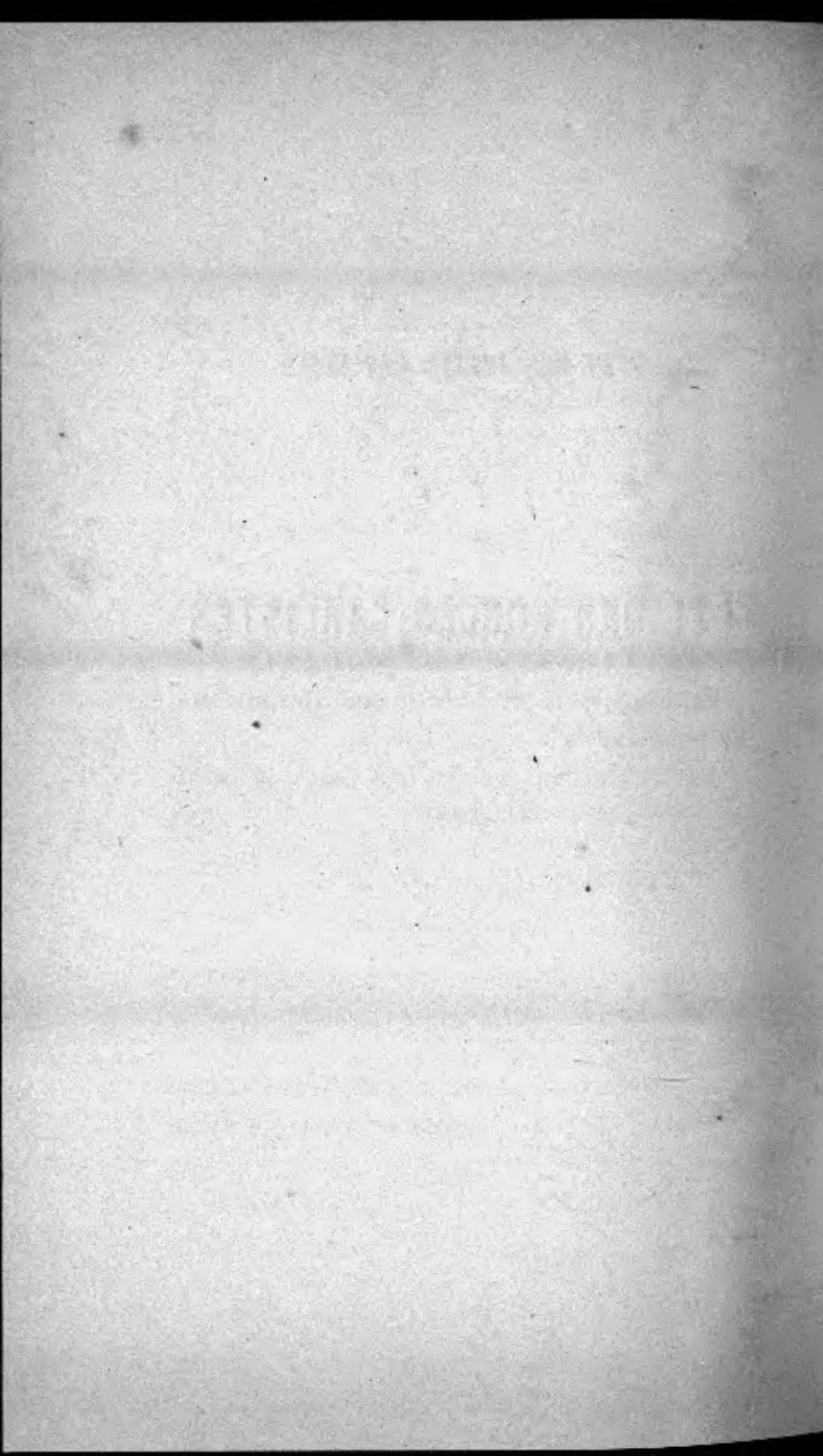
nir de plus malheureux à un peuple, c'est de devenir un objet de risée. Le Bas-Empire en était là avant Constantin Dracosés. A Constantinople, on discutait sur un adverbe pendant que les Turcs étaient à la porte. Au point de vue grammatical, on y gagnait peut-être quelque chose. A Madrid, on fait et on défait des constitutions et l'état ne se relève pas, au contraire. Les remèdes qu'offrent certains personnages sont illusoires; il est vrai qu'à l'instar des médecins ignorants, ils n'ont aucune foi en leurs spécifiques; mais ce que l'Espagne doit sauvegarder avant tout, c'est son indépendance nationale, plus menacée qu'on ne le croit. Les vaincus de Mülberg veulent leur revanche et aspirent à reconstituer à leur façon le grand empire de Charles-Quint. *Caveant consules!*

L'histoire sera impitoyable plus tard pour ceux qui auront sacrifié leur patrie à leur intérêt personnel et elle dira qu'il est des systèmes politiques qui défont une nation, et que leur plus beau jour c'est le dernier.



ÉTAT DES FORCES CARLISTES

1874



ÉTAT DES FORCES CARLISTES

CATALOGNE

(1874)

Commandant-général. — Rafaël Tristany, lieutenant-général.

(Don Antonio Lizarraga fut appelé, dans la suite, à ces fonctions.)

Chef d'état-major. — Jacinto Vivès, colonel.

Deuxième chef d'état-major. — Santiago Fernandes, lieutenant-colonel.

Forces attachées au quartier-général. — Le bataillon des Guides de Catalogne.

PREMIÈRE DIVISION

(Barcelone et Gérone)

Général commandant la division. — Don Francisco Savalls, marquis d'Alpens, comte de Berga, maréchal de camp.

Première brigade. — Brigadier Miret (7 bataillons).

Deuxième brigade. — Brigadier Auguet (4 bataillons).

DEUXIÈME DIVISION

(Lérida et Taragone)

Général commandant la division. — Le brigadier Don Francisco Tristany (par intérim).

Chef d'état-major (par intérim). — Mariano Orteu, colonel.

Troisième brigade. — Colonel Tristany Ramon (par intérim).

Chef d'état-major (par intérim). — Manuel Camats, colonel (5 bataillons).

Quatrième brigade. — Colonel José Moore (par intérim). — Manuel de la Yasa, commandant (5 bataillons).

CAVALERIE

Commandant de l'arme. — Don Manuel Vilagelin (5 escadrons, un par brigade).

(Au quartier-général est attaché également un escadron de cavalerie).

GÉNIE

Commandant de l'arme (par intérim). — Luis de Mas, lieutenant-colonel.

ARTILLERIE

Commandant de l'arme (par intérim). — Don Francisco Segarra, colonel.

SERVICE DES AMBULANCES

Directeur-général (par intérim). — Don Juan Ad-
zérol.

ARMÉE ROYALE DU CENTRE
(Janvier 1875)

Maestrazgo	9 bataillons
Valence.	6 bataillons
Aragon	6 bataillons

CAVALERIE

5 escadrons.

PREMIÈRE DIVISION MILITAIRE
(GANDESA)

Brigadier Vallès.

DEUXIÈME DIVISION
(SAN MATÉO)

Colonel Marti.

TROISIÈME DIVISION
(JATIVA)

Colonel Corédor.

QUATRIÈME DIVISION
(CHELVA)

Lieutenant-colonel Monet.

CINQUIÈME DIVISION

(CASTELLON)

Colonel Cucala.

Général en chef de l'armée du Centre. — Antonio Dorregaray.

État-major. — Rafael Alvarès, maréchal de camp ; brigadier Oliver ; brigadier Adelantado ; colonel Perran.

Intendant-général. — Palacios.

Commandant-général d'Aragon. — Gamundi.

Deuxième chef. — Boët, brigadier, président de la Junta clasificadora.

ARMÉE ROYALE DU NORD

PROVINCES VASCO-NAVARRAISES

(Janvier 1875)

ROYAUME DE NAVARRE

Commandant-général. — Perula, maréchal de camp.

BATAILLONS

- N° 1. — *El Rey.*
- N° 2. — *La Reina.*
- N° 3. — *Principe Jaime.*
- N° 4. — *Doña Blanca.*
- N° 5. — *Infanta Elvira.*
- N° 6. — *Rey Don Juan.*
- N° 7. — *Doña Beatrix.*
- N° 8. — *Eraul.*
- N° 9. — *Infante Don Alfonso.*
- N° 10. — *Navarra.*
- N° 11. — Sans dénomination spéciale.
- N° 12. — En formation.

GÉNIE

- N° 1. — Colonel Pedro Etchevarri.



— 451 —

GUIDES ROYAUX

N^o 1. — Colonel Carlos Calderon, nommé brigadier en janvier 1875.

ARTILLERIE (JUIN 1874)

Directeur-général. — Maestre.

1^{re} section. — *Deux batteries.* — Lieutenant-colonel Perès de Gusman.

2^{me} section. — *Batterie de montagne.* — Colonel Reyero.

FABRIQUE DE CARTOUCHES A URDAX. — PARC
D'ARTILLERIE A ESTELLA

Gouverneur militaire d'Estella. — Brigadier Lerga.

ARMÉE ROYALE DU NORD

(Décembre 1874)

GUIPUZCOA

Commandant-général. — Hermenegildo Ceballos, lieutenant-général (remplacé en novembre 1874 par le brigadier Egaña).

BATAILLONS

- Nº 1. — *El Principe.*
 - Nº 2. — *Carmen.*
 - Nº 3. — *Triunfo.*
 - Nº 4. — *Vergara.*
 - Nº 5. — *Elgaibar.*
 - Nº 6. — *Loyola.*
 - Nº 7. — *Corazon de Jesus.*
 - Nº 8. — *San José.*
 - Nº 9. — *La Reserva.*
-

VILLES IMPORTANTES OCCUPÉES PAR LES CARLISTES

TOLOSA. — 8,200 habitants; 20 kilom. sud de Saint Sébastien.

AZPEITIA. — Fonderie de canons occupée par 140 ouvriers, sous la conduite du colonel Pajès.

VERGARA. — 7,000 habitants; Séminaire.

ONATE. — Ancienne résidence de Don Carlos V; Ecole militaire.

BISCAYE

Commandant-général. — Don Elicio Berriz, maréchal de camp.

BATAILLONS

N° 1. — *Guernica.*

N° 2. — *Durango.*

N° 3. — *Arratia.*

N° 4. — *Murguia..*

N° 5. — *Orduña.*

N° 6. — *Marquina.*

N° 7. — *Portugalete.*

N° 8. — *Somorostro.*

N° 9. — *Bilbao.*

N° 10. — *De Biscaye.*

CASTILLE

Commandant-général. — Don Antonio Mogrovejo,
lieutenant-général.

BATAILLONS

- Nº 1. — *Cazadores del Cid.*
 - Nº 2. — *Cazadores d'Arlanzon.*
 - Nº 3. — *Cazadores de Burgos.*
 - Nº 4. — *Cruzados de Castilla.*
 - Nº 5. — *Castilla.*
 - Nº 6. — *Guías.*
-

ALAVA

Commandant-général. — Raphaël Alvarès, rem-
placé depuis par le brigadier Fortun.

BATAILLONS

- Nº 1. — *De Alava.*
- Nº 2. — *Id.*
- Nº 3. — *Id.*
- Nº 4. — *Id.*
- Nº 5. — *Id.*
- Nº 6. — *Id.*

CANTABRIE

BATAILLONS

Nº 1. — *De Cantabrie.*

Nº 2. — *Id.*

ASTURIES

BATAILLON

Nº 1. — *Principe de Asturias.*

RIOJA

BATAILLON

Nº 1. — *Clavijo.*

ARAGON

BATAILLON

Nº 1. — *Almogavares del Pilar.*

FORCES DE L'INFANTERIE

Catalogne	22 bataillous
Armée du Centre.	21 bataillons
Armée du Nord .	49 bataillons
Total. .	92 bataillons d'infant ^e

ARME DE LA CAVALERIE

Directeur-général. — Le maréchal de camp, marquis de Valde-Espina.

Régiment n° 1. — *El Rey.*

Escadron n° 1 . . .	120 chevaux.
— n° 2 . . .	120 —
— n° 3. . .	120 —
— n° 4. . .	120 —
— n° 5. . .	120 —

Régiment n° 2. — *Borbon.*

Escadron n° 1 . . .	110 chevaux.
— n° 2. . .	110 —
— n° 3. . .	110 —
— n° 4. . .	110 —

Régiment n° 3. — *El Cid, Cruz de Castilla*

Escadron n° 1 . . .	120 chevaux.
---------------------	--------------

Escadron n° 2 . . .	120 chevaux.
— n° 3 . . .	120 —
— n° 4 . . .	120 —
Un escadron de cavalerie de la Rioja.	
Un escadron aragonais.	

FORCES DE LA CAVALERIE

Catalogne	5 escadrons.
Armée du Centre . . .	5 —
Armée du Nord	15 —
Total	25 escadrons de cav ^{ie}

ARME DE L'ARTILLERIE

Nouvelles pièces.

Du premier débarquement (juin 1874), 4 pièces Withworth.

Du deuxième débarquement (Bermeo), 27 pièces Krupp et Withworth.

Du troisième débarquement (Lequeitio), 16 pièces.

Du quatrième débarquement, 6 pièces.

Du cinquième débarquement, 14 pièces.

3 canons Plasencia pris à Lacar.

12 pièces de campagne fabriquées à Azpeitia.

Total : 82 pièces (nouveau système).

Avec les anciens canons, l'armée royale compte une centaine de pièces.

Batteries complètement organisées.

N° 1. — Col. Rodriguès.

N° 2. — Brea.

N° 3. — Comm. Ibarra.

N° 4. — Lieut.-col. Velès.

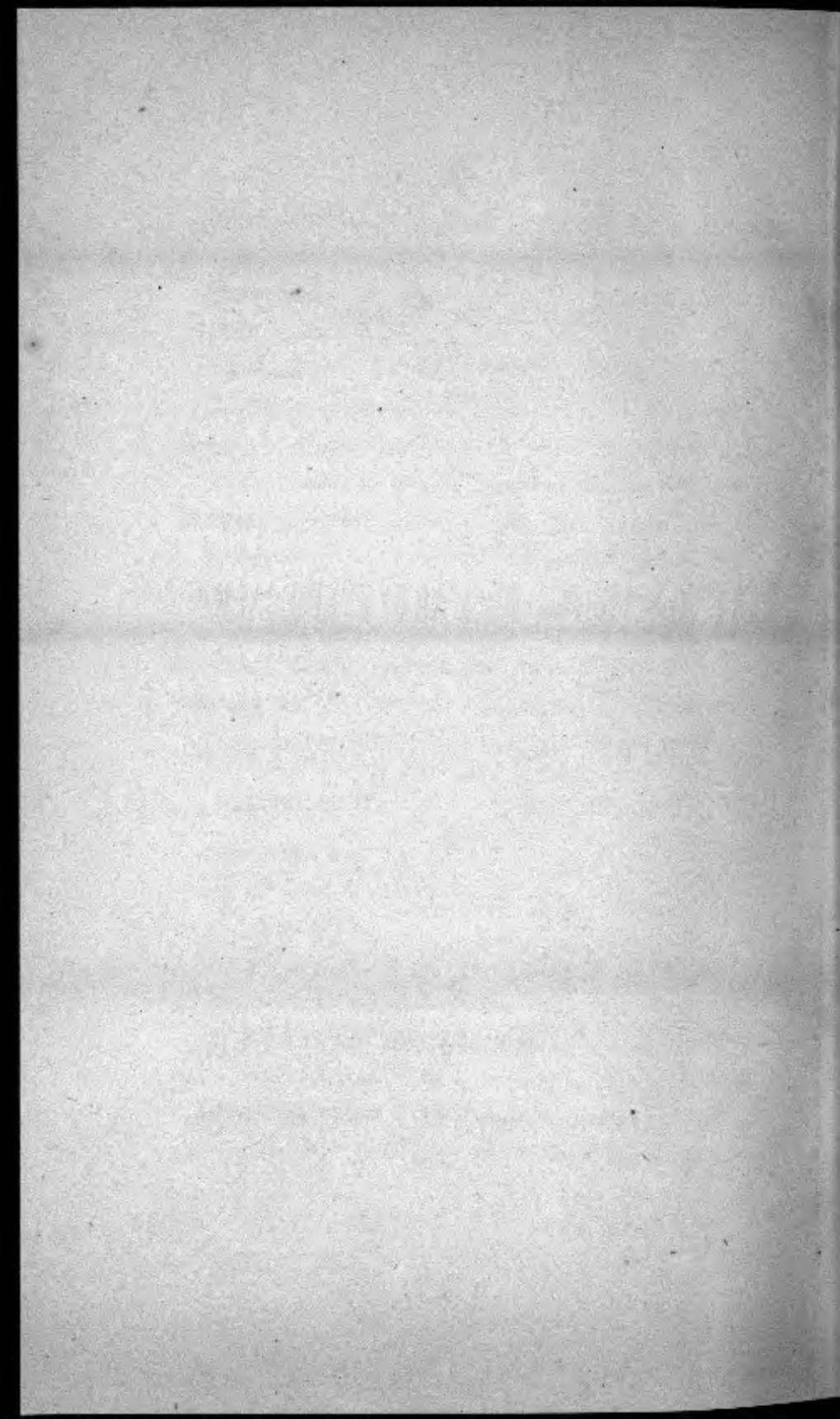
N° 5. — Ibarra.

N° 6. — Torrès, heut.-col.

Un train complet d'artillerie de siège.

ÉTAT DES FORCES DE L'ARMÉE LIBÉRALE

(8 Décembre 1874)



ARMÉE DU NORD

(8 Décembre)

Commandant-général. — Serrano, duc de la Torre, chef du pouvoir exécutif.

Général en chef. — Don Manuel de la Serna y Hernandez Pinzon.

Chef d'état-major. — Don Pedro Ruiz y Dana, maréchal de camp.

QUARTIER-GÉNÉRAL. — CORPS D'ÉTAT-MAJOR

Colonel Jimenez, second chef d'état-major général (lieut.-col. du corps).

Colonel Seriña (commandant du corps).

Lieutenant-colonel Carlos Rivera (cap. du corps).

Colonel Trinidad del Rey (cap. du corps).

Lieutenant-colonel Julian Menoyo (cap. du corps).

Colonel A. Iriarte (cap. du corps).

Commandant-général de l'artillerie. — Sébastien Prat, brigadier-général.

Major-général de l'artillerie. — Don Juan Cordova, colonel de l'arme.

Commandant-général du génie. — Don Pedro Burriel.

Major-général du génie. — Don Federico Alameda, colonel du corps.

Intendant-général. — Don Joaquin Sanchez Manjon.

Chef du service des hôpitaux militaires. — Don José Forns.

Commissaire du gouvernement. — Don Mauricio Hernando Navas.

Aumônier en chef. — Don Evaristo Martinez San Miguel.

Gouverneur au quartier-général. — Don Patricio Morales, lieutenant-colonel, faisant fonction de colonel.

Aposentador. — Le lieutenant-colonel Machado.

TROUPES ATTACHÉES AU QUARTIER-GÉNÉRAL

Onze compagnies du génie :

Les n° 3, 4, 5 et 6 appartiennent au 1^{er} bataillon du régiment n° 1;

Les n° 1, 3 et 6 (2^e section) appartiennent au 1^{er} bataillon du régiment n° 2;

Les n° 3 et 5 (3^e section) appartiennent au 2^e bataillon du régiment n° 2.

Deux compagnies de pontoniers :

N° 3 et 4 appartenant au régiment n° 3;

La batterie n° 5 du régiment d'artillerie n° 2, montée (pièces de 10 centimètres);

Les batteries n°s 5 et 6 du régiment d'artillerie n° 1, montées (pièces Krupp de 8 centimètres);

Une batterie du régiment n° 3, montée (pièces Krupp de 8 centimètres);

La batterie n° 6 du régiment d'artillerie n° 3, montée (pièces de 12 centimètres).

Un détachement de 40 gardes civils commandé par un officier.

PREMIER CORPS D'ARMÉE

Commandant en chef et capitaine-général de Navarre. — Le lieutenant-général Don Domingo Moriones.

Chef d'état-major. — Don Emilio Terrero.

CORPS D'ÉTAT-MAJOR

Le colonel Don Juan Pacheco (commandant du corps).

Le lieutenant-colonel, faisant fonction de colonel, Don Adolfo Rodriguez (commandant du corps).

Le commandant, faisant fonction de lieutenant-colonel, Don Francisco Galvis (capitaine du corps).

BRIGADIERS AUX ORDRES DU COMMANDANT EN CHEF

Don Ambrosio Fernandez, attaché à la place de Pampelune.

Commandant de l'artillerie. — Don Jaime Sancho, colonel (lieutenant-colonel de l'arme).

Commandant du génie. — Le colonel Antonio Llotg (lieutenant-colonel de l'arme).

PREMIÈRE DIVISION

Commandant-général. — Le maréchal de camp Don Joaquin Colomo, officier d'état-major.

Commandant, faisant fonction de lieutenant-colonel. — Ricardo Gonzalo, capitaine du corps.

Première brigade. — Brigadier Don Francisco Mariné.

Régiment de Saint-Quentin. Régiment de Malaga (Infanterie).

Deuxième brigade. — Brigadier Don Augustin Ruiz Alcala.

Le régiment d'infanterie (*La Constitucion*). Un bataillon de réserve (*Ciudad Real*). Un autre bataillon (*Santander*).

DEUXIÈME DIVISION

Commandant-général. — Le maréchal de camp de Meliton Catalan.

Officier d'état-major. — Le capitaine Antonio Franco (lieutenant du corps).

Première brigade. — Brigadier Don Juan Otal.

Forces de la brigade. — Le premier bataillon du régiment n° 8 d'infanterie de marine. Le régiment d'infanterie de Séville. Le bataillon de réserve de Tolède.

Deuxième brigade. — Brigadier Don Alfonso Cortijo.

Forces de la brigade. — Le régiment d'infanterie de Zamora. Le régiment d'infanterie de Saragosse.

TROISIÈME DIVISION

Commandant-général. — Don José Merelo, maréchal de camp.

Première brigade. — Brigadier Don Luis Pendergast.

Forces de la brigade. — Bataillon n° 2 du régiment d'infanterie de Guadalajara. Bataillon n° 1 du régiment d'infanterie de Soria. Régiment d'infanterie de Cantabria. Bataillon de chasseurs d'Alba de Tormes.

ARTILLERIE

2^{me} et 5^{me} compagnie du régiment n° 2 de montagne.
Batteries n° 1, 2 et 3 (Krupp, 10 centimètres), du
1^{er} régiment monté.

Batterie n° 3 du 3^e régiment monté, pièces de
10 centimètres.

GÉNIE

4^{me} compagnie du 2^{me} bataillon du 1^{er} régiment.
2^{me} compagnie du 1^{er} bataillon du 2^{me} régiment.
2^{me} et 4^{me} compagnies du 2^{me} bataillon du 2^{me} ré-
giment.

BRIGADE DE CAVALERIE

Brigadier Don José Jaquetot.

Forces de la brigade. — Le régiment de lanciers
de Sesma. Le régiment de lanciers d'Arlaban. Le ré-
giment de lanciers de Lusitania.

NOTA. — Deux compagnies de *tiradores del Norte* sont
attachées à cette 3^e division.

DEUXIÈME CORPS D'ARMÉE

Commandant en chef. — Le lieutenant-général
Don Candido Pieltain, capitaine-général des Provinces
Basques.

Chef d'état-major. — Le colonel du corps Rafael Assin.

CORPS D'ÉTAT-MAJOR

Le commandant Rafael Barberin, capitaine du corps.

Le commandant Alvaro Lamas, capitaine du corps.

Commandant de l'artillerie. — Le colonel de l'arme, Don Emilio Molins.

Commandant du génie. — Le lieutenant-colonel, faisant fonction de colonel, Don Manuel Jacome.

PREMIÈRE DIVISION

Commandant-général. — Le maréchal de camp Portilla.

Officier d'état-major. — Le commandant Don Felipe Lujan, capitaine du corps.

Première brigade. — Brigadier Don Antonio del Pino.

Forces de la brigade. — Bataillon de chasseurs de Barbastro. Bataillon de chasseurs de Ciudad-Rodrigo. Bataillon de chasseurs d'Aleolea. Bataillon de réserve Caceres.

Deuxième brigade. — Brigadier Don Saturnino Fernandez Acellana.

Forces de la brigade. — Régiment d'infanterie de Castrejana. Régiment d'infanterie de Castille.

DEUXIÈME DIVISION

Commandant-général. — Le maréchal de camp Don Ramon Fajardo.

Officier d'état-major. — Lieutenant-colonel, faisant fonction de colonel, Don José Perez de Tudela, capitaine du corps.

Première brigade. — Brigadier Joaquin Rodriguez Espina.

Forces de la brigade. — Régiment d'infanterie de Gerona. Régiment d'infanterie de Leon.

Deuxième brigade. — Brigadier Don Enrique Bargés.

Forces de la brigade. — Régiment d'infanterie de Valence. Régiment d'infanterie des Asturias.

TROISIÈME DIVISION

Commandant-général. — Don Carlos Garcia Tasara, maréchal de camp.

Première brigade. — Brigadier Antonio Molto.

Forces de la brigade. — Régiment d'infanterie de Tetuan. Bataillon de chasseurs de la Havane. Bataillon de réserve Logroño. Bataillon de réserve Carmona.

ARTILLERIE

Batteries n°s 1, 3, 5 du 4^{me} régiment monté.

Batteries n°s 1 et 4 du 2^{me} régiment de montagne.

GÉNIE

1^{re} compagnie du 1^{er} bataillon du régiment n° 1.

BRIGADE DE CAVALERIE

Brigadier Don Enrique Serrano.

Forces de la brigade. — Régiment de lanciers de Farnesio. Régiment de lanciers de Numancia. Régiment de hussards de Pavia.

TROISIÈME CORPS D'ARMÉE

Commandant en chef. — Don José de la Loma, lieutenant-général, capitaine-général de Burgos.

Par intérim. — Don Ramon Blanco, maréchal de camp.

Chef d'état-major. — Le colonel Rafael Mir, commandant du corps.

Commandant de l'artillerie. — Le lieutenant-colonel Don José Manrique de Lara, commandant du corps.

Commandant du génie. — Le colonel Don Juan Ibarreta.

PREMIÈRE DIVISION

Commandant-général. — Don Juan Villegas, maréchal de camp.

Officier d'état-major. — Le capitaine Don Juan Zamora.

Première brigade. — Brigadier Don José Pazos.

Forces de la brigade. — Régiment d'infanterie de Mallorca. — Bataillon de réserve d'Oviedo. Bataillon de réserve de Palencia.

Deuxième brigade. — Don José Velasco.

Forces de la brigade. — Régiment d'infanterie de Ramales. Bataillon de réserve de Murcie. Bataillon de réserve de Lucena.

DEUXIÈME DIVISION

Commandant-général. — Don Ramon Blanco.

Officier d'état-major. — Don Rafael Gomez de la Torre, capitaine du corps.

Première brigade. — Brigadier Don Agustin de Oviedo.

Forces de la brigade. — Régiment d'infanterie de Murcie. Bataillon de chasseurs de las Navas. Bataillon de chasseurs d'Estella.

Deuxième brigade. — Brigadier Don Eduardo Infanzon.

Forces de la brigade. — Régiment d'infanterie de Luchana. Bataillon de chasseurs de Porto-Rico. Bataillon de réserve de Huesca.

Troisième brigade. — Brigadier Mariano Salcedo.

Forces de la brigade. — Régiment d'infanterie (Inmemorial). — 1^{er} bataillon du régiment d'Afrique. 1^{er} bataillon de réserve de Grenade.

ARTILLERIE

Batteries n°s 1 et 3 du 2^e régiment de montagne.

Batterie n° 5 du 3^e régiment de montagne.

GÉNIE

2^{me} compagnie du 1^{er} bataillon du 1^{er} régiment.

1^{re} et 6^{me} compagnies du 2^{me} bataillon du 2^{me} régiment.

4^{me} et 5^{me} compagnies du 1^{er} bataillon du 2^{me} régiment.

CAVALERIE

Régiment de chasseurs d'Albuera.

DIVISION DE BISCAYE

Commandant-général. — Don Adolfo Morales, maréchal de camp.

Chef d'état-major. — Colonel Don Mariano Goicoechea, commandant du corps.

Première brigade. — Brigadier Don Pedro Gomez Medeviela.

Forces de la brigade. — Régiment d'infanterie de Savoie. 1^{er} bataillon du régiment d'infanterie d'Albuera. Bataillon provincial de Zamora.

Deuxième brigade. — Brigadier Don Ramon Ercnas.

Forces de la brigade. — Régiment d'infanterie de Galice. Bataillon provincial de Lugo. Bataillon provincial de Ecija.

TROUPES COMPOSANT LES GARNISONS DE NAVARRE

Bataillon de réserve de Avila, à Pampelune.

Bataillon provincial de Avila, à Tafalla.

Bataillon de réserve de Mallorca, à Lerin et Larraga.

Bataillon n° 5 de carabiniers, à Tudela.

PROVINCES BASQUES

Un bataillon de miquelets, à Saint-Sébastien.

Un bataillon provincial de Cordoue, à Saint-Sébastien.

Un bataillon de Mondoñedo, à Saint-Sébastien.

Un bataillon de Pontevedra, à Vittoria.

Un bataillon d'Orense, à Vittoria.

Une batterie de 6 pièces du régiment n° 3 monté, à Vittoria.

Régiment de cavalerie de Talavera, à Vittoria.

PROVINCE DE BURGOS

Bataillon provincial de Badajoz, à Haro.

Bataillon provincial de Malaga et bataillon de Ronda, à La Guardia.

Bataillon provincial de Ségovie, à Miranda.

Bataillon de Salamanca, protégeant la voie ferrée
de Miranda y Venta de Baños, à Santander.

Bataillon provincial de Burgos, à Burgos.

Bataillon provincial de Valladolid, à Burgos.

Bataillon provincial de Santander, à Santoña.

Bataillon provincial de Soria, à Santander.

Bataillon provincial de Logroño, à Logroño.

Le présent état des forces est signé par le général
chef d'état-major général Pedro Ruiz y Dana (8 dé-
cembre 1874).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos	1
Première période de la guerre civile	13
Etat des forces carlistes (1837)	47
Deuxième période de la guerre civile (1848-49)	51
Troisième période de la guerre civile (1860-61)	59
Quatrième période de la guerre civile (Oroquieta, 1872)	65
Gouvernement d'Amédée I ^e	121
La guerre en Navarre et dans les provinces	153
24 avril	223
La guerre civile cantonaliste	243
Puente-la-Reyna et Montejurra	277
Bilbao et Somorostro	297
Estella	333
Pampelune et Irún	353
Gouvernement de Don Alphonse	409
Etat des forces carlistes (1874)	445
Etat des forces de l'armée libérale (1874)	461

